

FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE
CHEVALIER PAWLET
ÉDUCATEUR OUBLIÉ

Sa vie et son œuvre ; son rôle et son importance
dans l'histoire de l'Enseignement mutuel

THÈSE POUR LE DOCTORAT D'UNIVERSITÉ

PRÉSENTÉE PAR

FLEMING VOLTELIN VAN DER BYL

DE L'UNIVERSITÉ DE DUBLIN (TRINITY COLLEGE)

LIBRAIRIE

DU

RECUEIL SIREY

(SOCIÉTÉ ANONYME)

22, rue Soufflot, PARIS, 5^e

1935



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LE
CHEVALIER PAWLET
ÉDUCATEUR OUBLIÉ

**Sa Vie et son Œuvre ;
Son rôle et son importance
dans l'Histoire de
l'Enseignement Mutuel.**

FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE
CHEVALIER PAWLET
ÉDUCATEUR OUBLIÉ

Sa vie et son œuvre ; son rôle et son importance
dans l'histoire de l'Enseignement mutuel

THÈSE POUR LE DOCTORAT D'UNIVERSITÉ

PRÉSENTÉE PAR

FLEMING VOLTELIN VAN DER BYL

DE L'UNIVERSITÉ DE DUBLIN (TRINITY COLLEGE)

LIBRAIRIE
DU
RECUEIL SIREY
(SOCIÉTÉ ANONYME)

22, rue Soufflot, PARIS, 5^e

1935

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

A
MON FILS
JEANNOT



PRÉFACE D'AUTEUR

« Qu'il est utile ô Athéniens, qu'il est bon d'avoir des archives publiques ! Là les écrits restent fixes et ne varient pas selon le caprice de l'opinion ». ¹

Il est presque incroyable, en vue de l'intérêt extraordinaire qui, depuis plusieurs décades, a été manifesté pour les faits historiques, qu'un individu notable ou qu'une institution célèbre aurait pu échapper aux recherches des historiens. Tel cependant a été le sort du chevalier Fleuris de Pawlet, fondateur de l'Ecole des Orphelins Militaires, qui a pratiqué en France le système d'instruction si bien connu aujourd'hui sous le nom d'enseignement mutuel ².

Au mois de juin 1773, Fleuris de Pawlet fonda à Paris une école pour les orphelins militaires où il pratiqua, tant pour la discipline que pour l'instruction, les principes de l'enseignement mutuel. L'Ecole grandit, prit une importance considérable, reçut enfin une aide financière de la part de Louis XVI. Cependant, en 1792, après la chute de la monarchie, Pawlet, l'ultra-royaliste, était forcé de quitter Paris et d'abandonner son école et ses élèves infortunés. L'Ecole passa par un temps difficile, jusqu'au moment où on l'attacha, en 1795, à l'institution charitable de Liancourt.

« La Révolution détruisit cette école (Orphelins Militaires) pour ainsi dire dès sa naissance » ³.

Egalement, toute trace de son fondateur était perdue pour la postérité.

1. Discours d'Eschine contre Clesiphon.

2. En anglais on dit : *Monitorial System*.

3. V. p. 28.

Celui qui fait des recherches est toujours tenté de donner à son sujet une importance démesurée. Le biographe est tenté de faire de son personnage quelqu'un d'une valeur exagérée. Ceci se comprend : le caractère devient un ami personnel de l'auteur, c'est un caractère dont l'histoire s'est développée à travers des semaines et des mois de recherches patientes ; recherches qui se sont poursuivies dans les endroits les plus improbables, plus spécialement dans les tomes poussiéreux des vieilles archives. Dans ces archives restent des documents innombrables, depuis longtemps oubliés, qui livrent au chercheur, lentement mais sûrement, une histoire attrayante, qui lui permet de faire ressusciter, même si ce n'est que dans les limites étroites d'un livre, quelques figures du plus grand intérêt. Je laisse à mes lecteurs de juger si je suis tombé dans la faute dont je suis tout à fait conscient.

En discutant un problème quelconque, il est bien de préciser clairement certaines expressions dont on se servira fréquemment. Pour moi, un éducateur est un homme qui, possédant un idéal conscient, s'efforce de propager et d'atteindre cet idéal. D'abord, l'idéal paraît dans son ensemble ; ce n'est que plus tard que les pas successifs se dessinent et qu'on en trouve plus ou moins clairement le but.

Un grand éducateur est un homme qui réussit à atteindre son haut idéal, et à faire une contribution positive au progrès de l'enseignement. Ce que nous pensons personnellement de son système, ne doit en aucune sorte empêcher qu'il ne soit reçu comme un homme d'une très grande valeur. Ainsi, en présentant ici l'histoire de Pawlet, nous laissons de côté la plupart des arguments portant sur la valeur relative de son système ; nous n'avons pas introduit, ou très peu, ce qu'on entend par la critique. Dans ces pages vous lirez pour la première fois toute l'histoire d'un homme remarquable ; l'objet de mon livre est de fournir les faits ; aux lecteurs de formuler là-dessus leurs opinions.

Depuis longtemps j'ai réfléchi sur la véritable position

du chevalier Pawlet dans la hiérarchie des éducateurs. Je ne peux absolument pas me décider sur son caractère ; je pense que je ne me déciderai jamais. Comme tous les grands hommes, son caractère est composé d'éléments très divers : on se fait une opinion sur Pawlet ; on la change immédiatement après.

J'ai dit que Pawlet était le premier à pratiquer avec succès l'enseignement mutuel en France. Il était le fondateur et pendant bien des années, le directeur de l'Ecole des Orphelins militaires. Pour ce qui est de cette école, Pawlet montrait qu'il avait des idées pédagogiques exceptionnelles. Pourtant il n'avait pas un idéal particulier, il en avait plusieurs. Il ne fonda son école que par accident.

Plus tard il s'occupait essentiellement de l'organisation de son école, où il voulait recevoir et instruire plusieurs centaines d'enfants orphelins. Son système — l'enseignement mutuel — était plutôt le résultat direct de la nécessité que d'un raisonnement théorique ; c'était le seul moyen assez économique pour permettre à Pawlet d'accomplir le travail qu'il s'était attribué. Ce n'est que bien des années plus tard que son système reçût ce nom d'enseignement mutuel, nom qui avait eu aux Indes et en Angleterre une carrière variée.

Mais il est hors de doute que Pawlet est une des grandes figures dans l'histoire de l'éducation, et plus spécialement dans l'éducation en France. Certains mettront peut-être en doute sa valeur¹, parce qu'il ne s'occupait pas de ces mots chers aux historiens : « mouvement éducatif ». Pourtant les œuvres de Fleuris de Pawlet méritent d'être racontées. Mais ce qui est curieux, c'est que, pendant de longues années, on aurait perdu la trace de cet homme qui, pendant la dernière partie du XVIII^e siècle, a eu dans l'éducation en France, une position exceptionnelle. Sauf pour quelques écrits contemporains de Pawlet, le seul travail qui existe

1. Autant que je peux le déterminer, il n'a jamais envisagé la possibilité que son système deviendrait la base d'un système plus étendu.

sur lui est celui du feu James Guillaume¹, que nous allons retrouver dans les pages qui suivent².

C'est avec le plus grand plaisir que je mets ici devant le public, pour la première fois, tous les détails de l'institution du chevalier Pawlet, et que j'essaie de présenter son caractère personnel dans toutes ses manifestations. Ce qui est encore plus important, c'est le matériel biographique entièrement nouveau, qui a rapport à la période qui suit la chute du trône, le 10 août 1792.

Il est certainement vrai qu'un ouvrage historique ne se suffit ni à lui-même, ni au lecteur. Inévitablement il suppose, il exige d'autres lectures. Voilà où était ma difficulté. A part le livre de Guillaume, il n'y a aucun ouvrage auquel mes lecteurs puissent se référer. Les références à Pawlet qui se trouvent dans certains écrits du commencement du XIX^e siècle ne comptent guère pour des ouvrages de référence ; ils sont maigres, difficiles à trouver, pauvres de matériel. Mes lecteurs ne peuvent que s'adresser aux histoires d'éducation générale se rapportant à l'histoire de l'époque antérieure à la Révolution, où ils peuvent trouver des idées générales sur l'éducation en France, mais ils n'y trouveront aucune mention de Pawlet.

Le présent ouvrage est composé presque entièrement de faits originaux, nouveaux et inconnus, dont chacun a été glané aux sources originales ; surtout dans les papiers personnels de Pawlet, que nous présentons ici pour la première fois. On pouvait écrire sur lui des centaines de pages, telle est la richesse du matériel qu'il m'a été donné de découvrir, mais j'ai été forcé de comprimer ce matériel pour en faire une unité logique. Invariablement, dans le texte ou dans des notes, je donne les références et les citations les plus détaillées, de sorte qu'on peut vérifier, en les comparant avec les sources mêmes, toutes les affirmations que je vais faire.

1. James Guillaume, *Etudes révolutionnaires*, 2^e série, Paris, Stock, 1909.

2. M. Leroux-Cesbron, dans le *Bulletin de la Société historique d'Auteuil et de Passy*, 1916, pages 64 à 68, donne quelques indications dont nous avons utilisé quelques-unes.

Dans l'introduction et dans certaines sections de la première partie du texte, j'ai résumé ce qu'on savait déjà sur Pawlet avant la publication de cet ouvrage. Ainsi, dans l'introduction, j'analyse les articles de Guillaume, et en même temps je justifie mon propre ouvrage. Dans la première partie du texte, j'ai essayé de montrer la position que mérite Pawlet dans l'histoire de l'éducation ; c'est là un aspect que l'historien français n'a pas développé. Par conséquent, dans cette section, se trouve un bref résumé de l'histoire de l'enseignement mutuel, où, comme on l'appelle dans les pays de langue anglaise, le « Monitorial System » d'éducation.

Quant au reste du texte, qui se compose presque entièrement de matériel original, le plan général se divise en trois parties distinctes : 1^o tous les détails sur l'Ecole des Orphelins militaires, et sur les rapports entre Pawlet et cette Ecole. ; 2^o l'étude du caractère de Pawlet, où nous donnons un aperçu général sur ses occupations variées ; 3^o tous les renseignements relatifs à Pawlet, après sa fuite au mois d'août 1792, fuite nécessitée par ses sentiments ultra-royalistes.

S'il y en a, parmi mes lecteurs, qui trouvent que j'ai exagéré la position de Pawlet dans l'histoire de l'éducation, je leur demanderai de réfléchir si mon crime est plus grave que le leur ; je fais l'éloge de Pawlet, ils l'ont négligé complètement.

Si d'autre part, on me reproche d'avoir traité le tout d'une manière un peu rapide, je ne peux que demander de l'indulgence et alléguer en atténuation de ma faute le manque d'espace. Je demanderais aussi de l'indulgence pour les quelques fautes d'expression qui peuvent se trouver ici et là.

En présentant ce livre au public, je ne peux qu'espérer qu'il trouvera autant d'intérêt à le lire que j'en ai pris moi-même à l'écrire. Je suis sûr que personne ne me donnera tort quand je dis que la vie et les œuvres de Fleuris de Pawlet méritent l'attention de tous ceux qui s'intéressent

à l'histoire de l'éducation, et que Pawlet lui-même était un Français tout à fait extraordinaire.

* * *

Je voudrais prendre cette occasion de remercier très sincèrement tous ceux qui ont rendu possible la production de ce livre. Je parle de mes amis des grandes archives et bibliothèques où j'ai travaillé et de qui j'ai reçu invariablement la plus haute courtoisie. Je leur offre mes remerciements sincères, et j'espère qu'ils accepteront ce travail comme un paiement de ma dette de reconnaissance.

The Royal Societies Club,
St James Street
Londres

FLEMING V. VAN DER BYL.
Novembre 1933

Dans tout cet ouvrage nous avons eu l'occasion de renvoyer à des sources variées. Pour éviter des répétitions inutiles nous avons adopté quelques abréviations que nous indiquons ci-dessous :

- | | |
|-------|--|
| A. G. | <i>Archives de la Guerre, Paris.</i> |
| A. N. | <i>Archives Nationales, Paris.</i> |
| A. S. | <i>Archives du Département de la Seine, Paris.</i> |
| B. M. | <i>British Museum, Londres.</i> |
| B. N. | <i>Bibliothèque Nationale, Paris.</i> |

INTRODUCTION

La revue pédagogique des 15 août et 15 septembre 1891 publia en deux parties un essai de feu James Guillaume, intitulé : « *Le Chevalier Pawlet et l'Ecole des Orphelins militaires (1773-1795) : documents inédits* ».

Cet article fut réimprimé en 1909 dans les premières 125 pages du livre de Guillaume : « *Etudes révolutionnaires* », 2^e série ¹.

Jusqu'à nos jours nous ne savons sur le compte du chevalier Pawlet que peu de chose, mais il est hors de doute qu'il mérite d'avoir dans l'histoire de l'éducation et surtout dans l'histoire de l'éducation en France, une place toute particulière. Ce livre a pour but de mettre au jour, pour la première fois, de très riches matériaux, qui jettent sur les fortunes de Pawlet, aussi bien que sur son institution, une lumière bien précieuse ; nous les avons trouvés dans les archives et dans les bibliothèques de la France, de l'Angleterre et de l'Espagne.

*
* * *

En Angleterre, pendant les deux premières décades du xix^e siècle, un système d'éducation nouveau, connu aujourd'hui sous le nom du « *Monitorial System* » de Bell et de Lancaster, attirait l'attention du public, et en France, à partir de 1815, ce système devait prendre une très grande importance.

1. Paris, Stock, 1909, p. 1 à 125.

L'importance de Bell est irrécusable ; pourtant, et nous le montrerons par la suite, ce serait une erreur de croire que lui et Lancaster étaient vraiment les premiers à l'introduire en Europe. On a mentionné, à cet égard, le chevalier Pawlet qui était surtout un homme pratique ¹, un philanthrope qui sacrifia une grande fortune à la cause des enfants pauvres de France, et cela à une époque où ces enfants étaient dans une privation encore plus terrible qu'auparavant. Ce ne fut qu'après 1815, au moment où l'on introduisait en France le système d'enseignement mutuel de Bell et de Lancaster, que le nom de Pawlet recommença à attirer l'attention ; pour populariser ce système, on l'associa au nom de Fleuris de Pawlet, et ainsi on rendit hommage au caractère et à la capacité de ce grand Français. On n'avait que très peu de preuves ; on se servit du nom de Pawlet non pas pour faire honneur à son propre système, mais pour rendre acceptable un système étranger. D'ailleurs les papiers de Pawlet avaient été perdus, et ce n'est qu'aujourd'hui qu'ils sortent de l'oubli.

Qu'est-ce que nous savons du chevalier Pawlet ? Guillaume renvoie à divers auteurs aux environs de 1810 et de 1820, qui donnent de brefs résumés de l'œuvre de Pawlet en France ², sans les citer beaucoup lui-même ; nous en parlerons avec plus de détails.

Son propre article constitue un document d'une valeur inestimable pour l'étude de la carrière de cet éducateur et de ce philanthrope français, depuis trop longtemps oublié. Le livre de Guillaume est admirable, mais forcément incomplet, puisqu'il n'avait pas à sa disposition la masse de matériel que nous avons pu trouver. Mais l'auteur du présent ouvrage veut rendre un tribut très sincère au feu James Guillaume, à qui il doit beaucoup de son inspiration

1. Bell et Lancaster, surtout le premier, étaient des théoriciens.

2. Laborde, *Plan d'Education pour les enfants pauvres* ; M. Nicolle, *Plan d'éducation d'après les deux méthodes combinées du Dr Bell et de Lasteyrie. Nouveau système d'éducation*, 1819 ; *Journal d'Education publié par la Société pour l'Instruction primaire*, 1816 ; *Repository de Londres*, 1788-1789 ; *Journal de Genève*, 1787.

initiale ; il n'a pas la prétention d'avoir complètement réussi ; sans doute un autre historien aura la bonne fortune de trouver d'autres documents, et cela est plus que souhaitable. Il sera utile de nous arrêter ici pour analyser l'ouvrage de Guillaume.

Vers 1885, le grand historien français s'occupait d'un article sur Pawlet, pour le *Dictionnaire de Pédagogie*. Plus tard, il écrivit (1891) pour la *Revue Pédagogique* les deux articles dont nous avons déjà parlé. Ces articles, avec certaines additions, ont été réimprimés par Stock en 1909, et c'est avec ces derniers que nous avons maintenant affaire.

Le matériel sur Pawlet, occupant 125 pages, se divise en deux sections distinctes. La première partie traite de Pawlet et de son école avant son départ de Paris, au mois d'août 1792 ; la deuxième retrace l'histoire de l'Ecole, les vicissitudes à travers lesquelles elle a passé, pour être rattachée enfin à une autre institution charitable, celle de Liancourt.

Prenons d'abord la première partie¹ : le commencement se rapporte à certains ouvrages de la période 1815 à 1820, qui se basent sur deux articles remarquables, écrits après une visite faite à l'Ecole de Pawlet. Ces références sont intéressantes mais c'est à des documents originaux trouvés à Paris que Guillaume donne le plus d'attention, documents qui, intéressants en eux-mêmes, ne donnent guère une image très claire ni de Pawlet, ni de son établissement.

En 1773, Pawlet rencontrant par hasard dans le Bois de Vincennes un enfant pauvre et mourant dans un fossé, se rendit compte qu'il y avait bien d'autres enfants dans le même cas. Il adopta le petit abandonné et de là, naquit l'institution qui devait être célèbre.

Guillaume découvrit aux Archives Nationales à Paris dix documents sous la cote de F. 17.1318. Il publia ceux-ci plus ou moins *in extenso*. Ces documents donnent sur l'Ecole de Pawlet un aperçu assez sommaire.

1. P. 9 à 61 et *op. cit.*

La première pièce est la copie d'une lettre ministérielle écrite par le comte de Saint-Germain en juillet 1776, d'après laquelle le roi a pris connaissance de l'Ecole et a promis à son fondateur « toute sa protection pour un établissement si utile ».

Le numéro 2, la pièce 223, est un précis portant la date de mai 1783, et adressé par Pawlet au gouvernement. Pawlet y esquisse le travail que l'Ecole avait déjà accompli. Il commence son article en parlant des circonstances dans lesquelles il a rencontré le pauvre orphelin dans le Bois de Vincennes, et comment, de là est sortie son « Ecole des Orphelins Militaires ». Il fait ensuite un exposé de la discipline de l'Ecole, et demande au gouvernement de lui venir en aide. Guillaume, en citant ce document, a fait une omission assez grave¹. Pawlet demande au gouvernement 30.000 livres par an pour ses élèves, « pour faire achever les études pour l'état ecclésiastique, le droit, la médecine, la chirurgie, les arts et métiers, à raison de leur naissance et dispositions respectives, à ceux qui ne se vouent point aux armes ». Mais Guillaume ne dit pas, que Pawlet voulait aussi cet argent pour payer « des maîtres dans tous les genres nécessaires à la première éducation ». Cette phrase est très importante, quand on se rappelle que le principe fondamental de l'Ecole était « l'enseignement mutuel ». Pawlet savait qu'au début il faut des maîtres, mais il est évident que ces maîtres ne devaient être que provisoires ; l'Ecole dépendait en réalité des principes de l'enseignement mutuel, tant pour l'instruction que pour la discipline.

Le numéro 3 est un mémoire sur l'Ecole des Orphelins Militaires², présenté un peu après la pièce précédente (n° 2). Il constitue une analyse assez détaillée de l'Ecole et compare l'établissement de Pawlet avec ceux des hôpi-

1. F. 17.1318, pièce 222. Nous ajoutons le numéro des documents pour aider à leur identification.

2. Guillaume affirme que ce document se trouve dans le carton F. 17.1318 ; il n'y est plus, mais la pièce 229 en est une copie exacte, sauf pour l'annotation en marge citée par Guillaume à la page 20 ; le document qu'il cite est dans le carton F. 17.1369, dossier I, pièce n° 1.

taux d'orphelins et des collèves ; il finit par une demande d'argent adressée au roi pour permettre à Pawlet d'étendre son institution. Le bureau des fonds avait fait sur ce document une annotation où il est question de consulter M. Amelot et M. de Ségur pour savoir si le projet de Pawlet mériterait d'être aidé par le ministre des finances. Guillaume cite ces deux lettres, n^{os} 4 et 5 (F. 17. 1318, pièces 225-226). Le maréchal de Ségur, qui était préoccupé surtout de savoir ce que deviendrait l'établissement après la mort de son fondateur, s'opposa au projet : serait-il possible de trouver un autre homme prêt à consacrer sa vie entière à une cause tellement noble, et aussi capable de diriger cette Institution ? Le document numéro 6, cité par Guillaume, est une réponse sans date, signée par « le chevalier de Pawlet »¹. C'est l'exposé d'une méthode d'après laquelle les enfants pourraient travailler dans les jardins pour gagner de quoi les nourrir — méthode qui constitue un effort sérieux en vue d'une stricte économie, l'un des principes fondamentaux de l'enseignement mutuel. Le numéro 7 est encore un exposé sur son établissement (pièce 230²). Les trois dernières pièces (n^{os} 8, 9 et 10)³ sont les minutes rédigées dans les bureaux de Calonne, et l'accueil qu'il fit à la demande du chevalier. La première pièce est une « observation » dans laquelle on suggère, pour venir en aide à l'Ecole des Orphelins Militaires, un moyen dont il a déjà été question dans le mémoire reproduit plus haut sous le n^o 3⁴. Mais les réclamations de Pawlet n'eurent pas de résultat très satisfaisant ; le numéro 9 (pièce 229) affirme même que le gouvernement s'est décidé à attendre deux ans avant de donner une réponse définitive⁵.

1. C'est la signature sur la lettre (F. 17.1318, pièce 228).

2. Le premier paragraphe, mal cité par Guillaume, devait être « la rencontre inopinée d'un enfant prêt à périr de maladie dans une fosse du Bois de Vincennes... » p. 27.

3. F. 17.1318, pièces 226, 229, 232.

4. Guillaume, p. 30-31.

5. « L'indemnité de deux millions que le Trésor Royal fait à l'Ecole Militaire pour sa loterie cessera dans 2 ans. Il conviendrait peut-être d'attendre cette époque pour voir ce que l'on pourroit faire pour l'établissement de M. le Chevalier de Pawlet ». F. 17.1318, pièce 229.

La dernière pièce est une lettre de M. Calonne à Pawlet (le 23 juillet 1785) qui constate cette décision du gouvernement et qui souligne surtout l'opposition portée au plan du chevalier par le maréchal de Ségur. Par conséquent, force fut à Pawlet d'attendre. Enfin, en 1787, on lui accorda les 32.000 livres par an qu'il avait réclamées¹.

A part ces documents, Guillaume nous donne d'abord, une longue citation, tirée du « *Guide des amateurs et des étrangers voyageurs à Paris* »², qui donne un résumé de l'organisation et des idéaux de l'Ecole.

Ensuite, M. Guillaume cite pendant 14 pages la « lettre de Pictet de Rochemont au rédacteur du Journal », (Genève, 29 décembre 1787, 5 et 12 janvier 1788), qui est un exposé très détaillé fait par un témoin de ses impressions sur l'Ecole de Pawlet. C'est sur cette lettre que se basent tous les écrivains postérieurs. Un Anglais ayant vu l'article du Journal, décida de visiter lui-même l'établissement de Pawlet, et écrivit ses impressions dans le *Repository* de Londres (16 avril 1788). Cet article a été analysé en partie par Laborde³ et puis amplifié par Guillaume. Nous y retournerons dans la première partie de notre ouvrage.

« Le projet du chevalier Pawlet dont parle Thiéry⁴, M. le comte de Pawlet⁵ doit transporter son établissement dans une couple d'années, entre Chaillot et le Bois de Boulogne, où il vient d'acheter un terrain assez considérable, pour être employé à la culture de jardinage en tout genre — ne se réalisa pas »⁶. Au moment où la Révolution éclata, l'Ecole était installée dans l'ancienne caserne des Gardes Françaises de la rue Popincourt⁷.

1. Cette information et les dates sont reproduites de l'ouvrage de Guillaume ; l'auteur du présent ouvrage montrera qu'elles sont, pour la plupart, incorrectes.

2. Thiéry, Paris, 2 vol. in-12, 1786-1787, t. II, p. 554-59.

3. Laborde, *Plan d'éducation pour les enfants pauvres*, Paris et Londres, 1815.

4. Cité par Guillaume p. 41.

5. Il n'avait aucun droit à ce titre.

6. Guillaume p. 62.

7. Avant, l'école était près de la Barrière de Sèvres.

Pawlet ne semble pas avoir été hostile à la Révolution à son début ; Guillaume en a trouvé la preuve dans les procès-verbaux de l'Assemblée Constituante. « Le 20 mars 1790 il offrit à l'Assemblée un plan de sa façon pour l'organisation des milices auxiliaires, des travaux publics et de la police générale »¹. Le 24 mars fut ordonnée l'impression de ce projet. « Je n'ai pas trouvé », dit Guillaume, « à la Bibliothèque Nationale d'exemplaire de ce projet de décret, et les procès-verbaux de la Constituante n'indiquent pas que l'Assemblée en ait fait l'objet de ses délibérations »².

« Mais si le chevalier Pawlet avait accepté la Révolution tant qu'elle resta monarchique³, il devait regarder le renversement du trône comme une catastrophe. Il fut de ceux qu'alors un vertige égara. Au lendemain du 10 août 1792, il émigra, abandonnant son école et ses élèves ».

« Qu'est-il devenu ? Nul document ne nous l'a encore appris. On perd sa trace, il disparaît sans retour »⁴.

Le reste ou la seconde moitié de l'article de Guillaume donne des renseignements plus ou moins généraux sur le sort de l'Ecole après que Pawlet l'eut abandonnée, jusqu'au moment (en 1795), où elle fut réunie à celle de Liancourt sous la désignation d'Ecole Nationale.

Quels étaient les noms des élèves ? Où sont les registres, les plans pour les nouveaux bâtiments que Pawlet avait en vue ? Où sont tous les nombreux documents qui pourraient donner non pas un exposé sommaire, mais une analyse détaillée de cette célèbre Ecole des Orphelins Militaires et un tableau plus complet du caractère et des intérêts de son fondateur ? Et dépassant en importance toutes ces questions, où est-ce que Pawlet est allé quand il a émigré ?

1. Nous allons donner plus loin des détails intéressants sur ce plan.

2. Guillaume, p. 63. L'auteur a trouvé une copie de cet ouvrage et d'autres plans de Pawlet, dans le Musée Britannique de Londres (voir la 3^e Partie).

3. Voir la pétition adressée par lui à l'Assemblée Nationale.

4. Guillaume, p. 63.

« Qu'est devenu le chevalier Pawlet après avoir quitté la France en 1792 ? Nous ne le savons pas. On perd sa trace, il disparaît sans retour. Peut-être, dans l'avenir, la mise au jour de quelque document encore ignoré permettra-t-elle d'achever sa biographie »¹.

*
* *

Nous avons pu découvrir ces papiers, et ce livre a pour but de donner une idée plus nette de la richesse de matériaux qui restent à examiner. Peu à peu, à mesure qu'on feuillette les vieux plans écornés, les documents poussiéreux des cartons qui livrent comme à contre-cœur leurs secrets, la vie de Pawlet prend forme ; et l'on commence à se rendre compte du véritable génie de cet homme qui a joué dans l'éducation en France un rôle de toute première importance.

1. J. Guillaume, article dans Buisson, p. 1519.

PREMIÈRE PARTIE

HISTOIRE DE L'ENSEIGNEMENT MUTUEL : PLACE DE PAWLET

Pendant la première moitié du xviii^e siècle, l'éducation en France était bien organisée, mais ses idéaux, ses programmes, étaient presque entièrement religieux, dominés par un esprit théocratique.

Il est vrai que les écrits philosophiques de Descartes, de Locke, de Montaigne et plus spécialement de Rousseau, commençaient à former l'opinion publique, mais pratiquement, l'éducation était encore entre les mains des congrégations enseignantes, dont la plus importante était la Société de Jésus. A côté de ces congrégations, il y avait des écoles ecclésiastiques et privées, et quelques institutions charitables. En 1764, la suppression des Jésuites laissa le système d'éducation en France dans un état de chaos¹. Les autres congrégations, en particulier les Oratoriens, essayaient de suffire à la tâche ; mais la suppression des Jésuites avait privé la France d'une grande partie de ses maîtres et de ses institutions. Ce n'est pas ici qu'il faut étudier le développement de l'éducation en France qui suivit cette suppression, ni faire voir comment les conceptions nationalistes et laïques furent consommées par la loi organique de Guizot de juin 1833. Qu'il nous suffise de dire qu'une période de terreur frénétique fit suite à la suppression de cette société : on proposa des plans

1. A cette époque aucun pays n'avait sérieusement pensé à organiser une éducation d'Etat.

innombrables, des théories qui renfermaient les conséquences les plus évidentes, les erreurs les plus extrêmes. Cependant les enfants de France restaient dans une ignorance effroyable. Le pays était en butte aux caprices d'une monarchie décadente et aux machinations d'une théocratie politique ; les enfants pauvres, les orphelins faibles négligés et oubliés, étaient dans une misère incalculable. Leur seul salut consistait dans les bienfaits distribués par l'Eglise, par les écoles de charité, par certains hommes très riches, dont l'esprit chrétien se manifestait ainsi d'une manière pratique. Dans cette époque d'avant la Révolution il n'y avait pas de système national d'éducation ou d'assistance ; un idéal semblable restait purement théorique. N'a-t-on pas dit que nul pays ne pouvait soutenir un tel fardeau ?

Voilà brièvement l'état où se trouvait l'éducation en France vers 1770 ; voilà la situation à un moment où Fleuris de Pawlet fondait l'Ecole qui allait devenir célèbre sous le nom d' « Ecole des Orphelins Militaires », qui allait porter à des enfants croupis dans la plus affreuse misère un moyen de salut, et qui allait faire d'eux des serviteurs de l'humanité ¹.

Ce fut par hasard que Pawlet se trouva éducateur, et ce fut de la manière la plus dramatique. C'est la rencontre inopinée d'un pauvre enfant orphelin à demi-mort de faim, couché dans un fossé du Bois de Vincennes, qui fit établir son institution. La bonne fortune de cet enfant se répandit rapidement ; d'autres enfants en entendirent parler.

« Au bout de quelques semaines, l'enfant, les larmes aux yeux, lui amena deux autres petits malheureux de son âge, qui mourroient de faim et demandoient l'aumône. C'étoit ses compagnons de misère à qui il désiroit faire partager sa bonne fortune, et qu'il amenoit pour cela à son bienfaiteur. « Mais mon ami » lui dit le chevalier, « je

1. Le maréchal Macdonald, duc de Tarente, était un ancien élève de Pawlet (Voir lettre du 3 mars p. 26).

ne suis pas assez riche pour les élever, je ne le pourrais que si tu voulais partager avec eux ce que je suis en état de te donner pour ta nourriture et ton habillement ». L'enfant accepta la proposition avec joie, et bientôt le chevalier, ayant à se louer de la conduite et de l'intelligence de ses nouveaux enfants, non seulement les garda, mais en prit plusieurs autres du voisinage, et se forma ainsi un commencement d'école, à laquelle il consacrait son temps et sa fortune »¹. Pawlet n'était pas alors un homme riche, mais il partagea avec sa famille grandissante tout ce qu'il possédait. Ce ne fut que plus tard qu'un héritage inattendu lui apporta la richesse. Il reçut aussi des donations philanthropiques, et enfin l'assistance royale longtemps attendue. Mais, devenu riche, il fit vœu de pauvreté.

Pawlet, essentiellement militaire, avait fait du service pendant de nombreuses années. Il n'est donc pas étonnant que, entendant parler de la misère de ces enfants, orphelins d'anciens militaires, il entreprit avec enthousiasme sa tâche philanthropique. En somme, il organisa un orphelinat pour les enfants des militaires².

Il écrivait sur des questions militaires et au moment de sa mort il était directeur d'un hôpital militaire. L'organisation de son école, la discipline, l'habillement, avaient une tournure militariste.

Pawlet, pour des raisons d'économie, introduisit dans son école un système d'après lequel le personnel était réduit à un minimum. Non seulement les enfants travaillaient eux-mêmes dans les jardins ou comme apprentis, mais encore les plus âgés donnaient des leçons aux autres. On peut se demander si c'est là un système idéal, si un esprit jeune peut dresser un autre esprit encore moins mûr; s'il n'en résultera pas une méthode d'instruction formaliste et mécanique. Laborde, parlant du système en

1. Laborde, *Plan d'éducation pour les enfants pauvres*, p. 5.

2. Cet orphelinat n'était pas exclusivement pour les enfants d'anciens militaires, bien qu'ils y eussent la priorité.

général, souligna cet aspect mécanique ;¹ « le mouvement général qui avoit lieu dans ces petits groupes, le bourdonnement de toutes ces petites voix ressembloit assez au bruit des machines dans les filatures de coton. L'institution est, en effet, une sorte de mécanisme appliqué aux facultés intellectuelles, et qui abrège également toutes les opérations »². Il continue pourtant ainsi : « L'ordre y règne avec le mouvement, le plaisir avec l'étude, et ce qui partout ailleurs est une tâche pour l'enfance, est ici un jeu de plus pour elle ». Nous ne nous attarderons pas à une analyse de ce système ; il reste pourtant le fait indéniable que Pawlet, étant donné sa situation financière, n'avait pas d'autres moyens d'accomplir le travail dont il s'était volontairement chargé. Ce ne fut que plus tard, lorsque les noms de Bell et de Lancaster absorbaient l'attention de tous les éducateurs, que son système reçut le titre maintenant célèbre de *Monitorial System*. Ce ne fut que quinze ou vingt années plus tard, quand ce système revint en France, que le nom de Pawlet revit le jour et que son système fut traduit : « Enseignement mutuel ».

Il est incroyable que Pawlet, une grande figure dans l'éducation d'avant la Révolution, Pawlet, l'ultra-royaliste, qui s'enfuit de Paris le lendemain de ce jour mémorable du 10 août 1792, fût resté presque inconnu jusqu'à nos jours. Comme nous avons dit, quelques livres et brochures publiés en France vers 1815, font une mention rapide de son école et de sa méthode ; ces écrits essaient de populariser les systèmes de Bell et de Lancaster sous le nom d'un Français. Ils ignoraient à peu près tout sur Pawlet, l'homme, et ne parlaient que de son système, et cela de la façon la plus sommaire. Même Guillaume manque de détails sur

1. Il écrivit ces mots dans son enthousiasme pour le *Monitorial System*, qu'il avait vu pratiquer en Angleterre.

2. Cf. Hamel (trad. de l'allemand) « *Insegnamento Mutuo* » Firenze, 1819, Brit. Mus. 8305, bbb 15. « In questo sistema le funzione di ciasam membro della riunione sono note, e tutte le regole di condotta sono determinate anticipatamente. Tutti sanno quel che hanno da fare e sono sempre occupati », p. 9.

le caractère et la biographie de Pawlet avant son brusque départ de Paris en 1792.

Le nom de Pawlet n'était connu qu'en association avec le système de l'Enseignement mutuel ; il faudra donc retracer brièvement l'histoire de ce mouvement. En France, entre 1816 et la loi du 28 juin 1833, il allait devenir une des grandes causes de dispute entre les partisans de l'Eglise orthodoxe, réclamant un retour au contrôle théocratique de l'éducation, et, d'autre part, les libéraux réclamant pour tous un système d'éducation libre, laïque et national.

Pendant ces quinze ou vingt années le système devait jouir d'un succès immense. Il fournissait une éducation un peu générale avant que le gouvernement ne pût prendre cette charge — ou peut-être avant qu'il ne fût disposé à le faire.

Depuis quelque temps, Bell projetait de faire un tour sur le continent ; il était en correspondance avec divers particuliers. Une des premières lettres que nous trouvons est de M. Macbride au Dr. Bell, datée de Paris le 4 août 1814 : « Je vous écris pour vous dire que, hier, un de mes amis, M. Leo, un Allemand, m'a dit avoir trouvé une lettre de M. Fox ¹ à propos d'introduire à Paris le système de Lancaster ². Je ne voudrais pas perdre une si belle occasion de faire connaître à ce pays le système de Madras sous sa forme la plus complète... Je ne crois pas que vos publications ni celles de Lancaster soient connues ici, sauf par une copie des « Instructions » que j'ai présentées à M. Leo... » ³.

Le Dr Bell visita Paris, il y rencontra plusieurs personnes notables. On raconte que M. Morier, consul général à Paris, a dit, après sa visite que « le seul moyen de mettre fin à la Révolution en France, est d'instruire tout le peuple selon le système du Dr Bell » ⁴. Cepen-

1. Parmi ceux qui aidèrent Lancaster en Angleterre, étaient Fox, Jackson, Sturge et Forster.

2. Le *Plan pour l'éducation des enfants pauvres*, ch. 13, est un plaidoyer pour l'introduction du système en France (1815).

3. *La vie du Dr Bell*, par Robert Southey, 3 vol. 1844.

4. *Journal du Tour continental du Dr Bell*, p. 83.

dant le système de Lancaster avait déjà été introduit en France, et se pratiquait dans au moins une école. Bell affirme qu'il « alla avec M. Gauthier ¹ à l'École de la duchesse de Duras. Il y avait environ 70 garçons mal disciplinés, tapageurs, faisant un formidable bruit d'ardoises, perdant du temps avec toute cette niaiserie lancastérienne » ².

Le progrès du système monitorial ³ en Angleterre fut d'abord très rapide ⁴, mais ayant atteint un certain point, resta presque stationnaire. Il changea pourtant, considérablement, la façon d'enseigner.

Laborde semble en avoir fait une étude soignée : une citation, prise dans l'introduction de son livre, peut donc présenter un certain intérêt ⁵. « Parmi les découvertes de tout genre, les inventions de toute espèce qui, depuis nombre d'années, contribuent si puissamment à la richesse et au bien-être de l'Angleterre, il en est une, simple, modeste, obscure, qui n'a point pour but d'embellir la demeure du riche, qui n'ajoute rien à la puissance nationale, mais qui doit un jour consoler le pauvre sous son humble toit, lui apprendre à aimer la vie et élever la génération toute entière des malheureux au niveau des autres classes de la société, sinon par les avantages extérieurs, du moins par les sentiments et les connaissances utiles. Cette invention n'est autre chose qu'un mode d'éducation, si prompt, si facile, si bon marché qu'il peut comprendre tous les enfants pauvres d'un pays sans le secours du gouvernement, ni les contributions des communes. Le secret de ce mécanisme ingénieux consiste dans l'instruction des enfants par eux-mêmes, c'est-à-dire, par un nombre d'entre eux plus habiles que les

1. Les principaux partisans du système en France étaient : Laborde, Gauthier, Cesay, Gomard, Lasteyrie et Choron.

2. *Ibid.*, p. 85.

3. Nous croyons avoir le droit de faire ici un néologisme, et d'adopter l'adjectif anglais « monitorial » pour désigner une école où l'enseignement se faisait par des moniteurs. V. p. 35, n. 4 ; p. 40, n. 3.

4. Ceci est également vrai pour la France.

5. Laborde, *Plan d'éducation pour les enfants pauvres*, Préface, p. V, à XVI.

autres, et qui font, vis-à-vis de leurs camarades l'office de régent, de préfet, sous la surveillance d'un seul individu qui semble être plutôt l'intendant que l'instituteur de cette petite société »... La science se transmet ainsi d'individu en individu, et se conserve par transmission, sans dépendre du soin et de la capacité d'un précepteur.

« L'émulation, l'honneur et la crainte de blâme, ces grands mobiles des hommes avancés en âge, commencent ainsi dans l'enfance, et dans l'enfance des rangs les plus humbles de la société. La religion et la morale étendent leur consolation à ceux qui en ont le plus besoin, et le malheureux acquiert à la fois le talent pour sortir d'une position fâcheuse et la vertu pour s'y plaire ».

Laborde continue en donnant une description de l'école monitoriale à Farnham en Angleterre ; il nous dit comment les jeunes écoliers qu'il rencontra dans la rue quittèrent à sa demande « leurs joujoux pour prendre leurs livres, qui sont devenus pour eux d'autres joujoux, et se rangèrent en cercle »¹. Et Laborde nous dit qu'ils s'acquittèrent d'une façon très louable. Ayant visité plusieurs autres écoles, il fut convaincu des avantages du système. « Je conçus alors le projet de me bien instruire de tous les détails de cette institution, afin d'être à même de l'introduire à mon retour en France dans quelques-uns de nos hospices, et de la faire connoître, surtout aux deux magistrats éclairés [l'Abbé de Montesquieu et le baron de Chabrol] qui sont le plus à portée d'en encourager le succès »².

Il semble que la France ait vite apprécié les avantages du système, dont les plus importants sont peut-être la facilité avec laquelle on peut l'appliquer et la dépense relativement petite qu'il impose à une communauté. Le système fit les progrès les plus rapides dans tous les départe-

1. Sans vouloir suggérer un retour à un système monitorial, il semble pourtant qu'un système semblable, utilisé sous une forme ou sous une autre, pourrait trouver une place dans notre éducation actuelle.

2. P. XII, *op. cit.*

ments de la France, où il avait gagné un terrain plus ou moins sûr. « *La société pour l'instruction élémentaire* », partisan du nouveau système, réussit à établir partout en France une instruction primaire. Cette Société souligna toujours les avantages et la supériorité de la méthode et mérita, bien qu'elle ne les reçut pas, les louanges les plus chaleureuses. Elle avait introduit ce que les nombreuses lois depuis la Révolution avaient essayé de faire, sans succès, à savoir, un système général d'instruction élémentaire pour les classes pauvres de la société.

Le maréchal Macdonald, duc de Tarente, ancien élève de l'Ecole des Orphelins Militaires, écrivit un court article pour essayer de populariser le nouveau système d'enseignement mutuel et d'y associer le nom de Pawlet¹. Cet article, qui avait plutôt pour but l'étude des systèmes de Bell et de Lancaster, n'en contient pas moins des remarques intéressantes sur l'école de Pawlet.

« La police, une partie de l'enseignement, et presque toute l'administration de l'école étaient confiées aux élèves; et le chevalier Pawlet n'exerçait et n'avait besoin d'exercer qu'une légère surveillance. Un élève, ayant le titre de major, commandait en chef². Tous les autres, quel que fût leur nombre, composaient quatre divisions³, ayant chacune un chef qui avait pour adjoint un chef de section⁴. Chaque division était subdivisée en escouades. Le major et les quatre chefs de division composaient un conseil qui s'assemblait tous les soirs au milieu d'un cercle formé par les élèves, et qui se prononçait, d'après des règles établies, sur les rapports de la journée⁵. Chaque jour la garde était commandée par un chef de division qui, pendant cette journée, avait la police de toute la maison.

1. *Journal d'éducation*, 1816, t. II, p. 229. C'était le journal officiel de la Société pour l'instruction élémentaire, laquelle Société se consacrait à l'introduction de l'enseignement mutuel en France, V. p. 70.

2. V. p. 130.

3. V. pp. 130-2; v. aussi p. 42.

4. Les enfants étaient divisés en classes de 40.

5. V. p. 59, n. 2.

Il était suppléé, dans la police particulière de sa division, par le chef de section. Le chef d'escouade de garde faisait fonction de sous-officier. Il était suppléé dans le service de son escouade par son sous-chef. Les élèves de garde se couchaient après les autres, lorsque la ronde était faite et que tout était en ordre. Ce service les détournait peu ou presque point de leurs études et de leurs cours.

« L'enseignement avait pour objet les lettres, les sciences et tous les genres de profession¹. Les moyens de s'instruire étaient fournis, au gré de chacun des élèves, avec autant de libéralité et d'empressement qu'on mettait d'économie dans le service intérieur. On y faisait un cours de langues anciennes et l'on a vu les élèves du chevalier Pawlet concourir avec quelque succès, dans les humanités, avec ceux des principaux collèges de la capitale², quoique leur temps fût partagé également entre cette étude et celle des langues étrangères, des mathématiques, du dessin et de tous les arts d'agrément. D'autres s'occupaient plus spécialement de se perfectionner dans les connaissances nécessaires aux professions qu'ils avaient adoptées, telles que la médecine, la chirurgie, la peinture, la sculpture, l'architecture, etc... D'autres enfin étaient placés en apprentissage chez des maîtres-ouvriers de diverses professions.

« Dans les différentes parties de l'enseignement, on habitua les élèves les plus avancés à professer en sous-ordre. En transmettant l'instruction à leurs camarades, sous la surveillance des professeurs en titre, ils se fortifiaient dans les connaissances qu'ils avaient acquises; ils acquéraient plus d'aptitude pour les étendre³ et

1. V. p. 19.

2. De toutes les institutions d'éducation en France, ce furent les Collèges qui attirèrent le plus d'attention au cours du XVIII^e siècle. Dès la suppression des Jésuites en 1764, les problèmes de l'instruction secondaire avaient fait l'objet de discussions constantes. Les anciens Collèges répandus à travers le royaume, et il est probable qu'au moment de la Révolution, ils donnaient de l'instruction à quelque 75.000 enfants. Mais cette instruction ne semblait guère suffire aux besoins du temps. Le programme de l'Ecole des Orphelins Militaires a dû être beaucoup plus libéral.

3. V. p. 43.

cet usage diminuait sensiblement la dépense et le nombre des professeurs, envers lesquels on n'épargnait rien, dès qu'ils s'annonçaient par le talent et une bonne réputation.

« La Révolution détruisit cette école, pour ainsi dire dès sa naissance. Déjà elle avait produit des officiers d'une grande distinction, dans toutes les armes, dans l'artillerie, le génie, la marine, etc..., des ingénieurs de vaisseaux ; d'autres avaient obtenu des prix en peinture, en sculpture ; elle renfermait des élèves d'une grande espérance en médecine, en chirurgie, en gravure ; des apprentis dans différents métiers ».

Un autre Français, Laborde, publia un remarquable petit livre ¹ où il essaya également de faire crédit à Pawlet. Dans l'Introduction il précisa la position de Pawlet dans l'éducation. « Les Français y verront avec attendrissement que cette institution ², dont l'Angleterre se glorifie avec tant de raison, et qu'elle va bientôt donner au monde entier, avoit été mise en usage en France, il y a trente ans ³, sans y être à peine connue que de notre malheureux roi Louis XVI qui en avoit senti toute l'importance, qui donnoit pour son soutien 32.000 livres par an sur sa caissette, et se faisoit souvent rendre compte de ses progrès. Cette circonstance puissante, qui mériteroit d'être écrite en lettres d'or, dans les fastes de ce règne, ne nous est parvenue que par un article inséré dans le *Journal de Genève* du mois de décembre 1787, qui en rend compte en détail, et sans lequel cette action du roi eût été perdue pour l'histoire » ⁴.

* * *

En parlant des écoles des Frères de Charité, un certain M. Appert fait les remarques suivantes sur leurs désavan-

1. Laborde, *Plan d'éducation pour les enfants pauvres*, V. Introduction, p. XVII.

2. Les Ecoles monitoriales de Bell et de Lancaster.

3. Par Pawlet.

4. Il est évident que les autres écrivains se sont basés sur cet article dont on trouvera une analyse dans la première partie du présent ouvrage.

tages par comparaison avec le système de l'instruction mutuelle¹.

« Elles (Les écoles de Charité) procurent au peuple l'instruction que nous désirons généraliser en France ; mais l'inconvénient de ce système est de coûter beaucoup plus cher et d'instruire trois fois moins vite que l'enseignement mutuel ; et d'ailleurs les Frères ne marchent jamais que trois à trois ; la plupart des petites villes ou des villages seraient privés d'instruction, s'ils devaient seuls être chargés de l'enseignement primaire. Cependant toutes les communes paient leur part des impôts ; les chefs-lieux des départements reçoivent déjà assez d'avantages particuliers, pour ne pas leur accorder exclusivement ceux de l'éducation.

« La méthode d'enseignement mutuel, au contraire, peut s'acquitter partout ; les frais sont à la portée de toutes les communes. Les progrès sont plus rapides : les parents sont donc moins longtemps privés des travaux auxquels leurs enfants se livrent dès leur jeune âge »².

Le principal adversaire de l'instruction mutuelle en France était l'Eglise romaine, qui, malheureusement pour l'éducation, regagnait peu à peu le pouvoir dont elle avait joui sous l'ancien régime. Le clergé réussit à supprimer plusieurs écoles où la méthode était employée. Cependant après dix ans (1825) les écoles primaires de Paris pouvaient être classées comme des écoles de charité et d'instruction mutuelle. Les écoles charitables de Paris, seules, instruisaient à peu près 7.000 enfants des deux sexes. Les écoles d'instruction mutuelle étaient également nombreuses, surtout à Paris, et dispensaient l'instruction à un nombre considérable d'élèves. Elles se divisaient en deux classes : l'une était gratuite, pour l'autre, il fallait payer une somme minime. Dans tous les cas ces écoles avaient été fondées par des particuliers ou par la Société pour l'instruction élémentaire.

1. *Journal des prisons, hospices, etc.*, article par M. Appert, n° 8, p. 329.

2. Ce même M. Appert introduisit le système dans les armées françaises, apparemment avec des résultats remarquables.

L'enseignement mutuel avait le grand mérite d'offrir un système économique pour remplacer provisoirement une éducation administrée par l'Etat. Pourtant, dès que la grande loi de Guizot commença à porter des fruits, les jours de l'enseignement mutuel étaient comptés. Vers 1840, les théories et les convictions françaises étaient opposées, pour la plupart, à l'enseignement mutuel ; un changement n'était qu'une question de temps ou d'économie¹. La France introduisait peu à peu dans les écoles rurales la méthode simultanée ; bientôt même les grandes villes commençaient à avoir la folie de soumettre l'éducation à une économie trop rigide. Au point de vue psychologique, on peut comprendre la popularité de l'enseignement mutuel chez un peuple renommé pour son amour de la méthode, et surtout d'une forme de discipline militaire. Cependant même si la méthode simultanée semble aux non-initiés un chaos complet, elle ne l'est certainement pas aux élèves et aux maîtres. N'oublions pas, non plus, la confusion inévitable dans les écoles monitioriales lorsque les enfants avaient à passer d'un cercle à un autre.

On a dit qu'il serait vraiment mieux de ne pas instruire le peuple, plutôt que de l'instruire d'une façon imparfaite : faire instruire un garçon par un autre était une illusion totale. Comment peut-on justifier ces affirmations ? L'éducation des masses est un des premiers devoirs sociaux, sinon le premier. L'évolution est un progrès lent, et on ne peut pas demander d'emblée un système d'éducation parfait : s'il en était ainsi, nous n'aurions fait, depuis la naissance de la civilisation, que fort peu de progrès. C'est le privilège d'un être intelligent d'être mécontent d'un système ; il voit plus loin sur le chemin de l'évolution que ses contemporains moins fortunés.

1. Les Hollandais et les Allemands avaient déjà rejeté le système de Lancaster ; ils l'avaient fait délibérément, en connaissance de cause, après l'avoir éprouvé. Ils étaient convaincus de la supériorité de la méthode simultanée sur la méthode monitoriale, ou, comme ils disaient, de la méthode intellectuelle sur la méthode mécanique.

Nous ne prétendons pas que l'enseignement mutuel fût un système idéal ; mais qu'il jouât un rôle important dans le développement de la pédagogie était inévitable. Quelle est donc l'histoire de ce système monitorial ? Et quand nous avons répondu à cette question, considérons ceci : Pawlet était ramené de l'oubli pour aider à répandre en France une invention anglo-indienne. Enfin, essayons de voir si nous ne pouvons pas reconstituer son histoire personnelle et celle de son institution : « L'Ecole des Orphelins Militaires »¹.

* * *

Au commencement du xix^e siècle, le Monitorial System de Bell et de Lancaster faisait naître partout, d'abord en Angleterre, ensuite en Europe et aux Etats-Unis, un très grand intérêt². Examinons brièvement l'histoire de ce mouvement :

Un jour, le Révérend Dr Andrew Bell³, prêtre anglican, de l'Hospice des Orphelins militaires, à Egmore, Madras, regardait jouer dans une école hindoue un groupe d'enfants qui

1. « En jugeant les diverses institutions d'éducation en France, et ailleurs, j'ai toujours pris garde contre l'erreur, très naturelle, de supposer qu'une méthode employée dans une école est forcément applicable à toutes les autres, car dans notre cas, où on doit avoir égard à l'économie, je conçois que le meilleur système serait celui d'après lequel un maître d'une certaine capacité, avec un certain nombre d'élèves et avec un certain nombre de livres, dispenserait à ces élèves les connaissances qu'il a, ou qu'il peut acquérir ». Tl. Wolley dans *Journal anglais d'éducation*, vol. I, 1843, p. 25. Est-ce qu'il parle ici de Pawlet ?

2. En 1805, la méthode de Lancaster fut introduite dans la cité de New-York ; en quelques années presque toutes les villes d'Amérique, depuis Boston à Charleston, dans le sud, et à Cincinnati, dans l'ouest, avaient leurs écoles monitoriales ou lancastériennes. Le système de Bell avait trouvé peu de partisans, puisqu'il s'occupait entièrement des écoles anglicanes. V. Monroe ; *Histoire de l'Education*, p. 725-726. V. aussi J. Lancaster, *Améliorations dans l'Education*, New-York, Collins, 1807.

3. Bell se décida de chercher fortune aux Indes, après avoir demandé à l'Université de St-Andrews de lui conférer le grade *honoris causa* de D.D. « Son intelligence, écrivait-il, était supérieure à sa fortune et à sa naissance, et il paierait les droits au moment voulu ». Les autorités voulurent bien lui conférer le grade de M.D. n'ajoutant qu'en 1812, celui de D.D., ce dont Bell était fort déçu. Il montra son déplaisir en négligeant de les remercier, et le proviseur se dit très blessé de cette négligence. David Salmon. *Joseph Lancaster*, p. 20. Voir Dunn, p. 26 ; *Bell*, I, p. 359.

traçait des figures dans le sable sous la direction d'un de leurs camarades. Bell aperçut immédiatement dans cette méthode, qui était en somme l'instruction des enfants les uns par les autres, une solution au problème qu'il avait à résoudre à Egmore. Il y introduisit le système, et les résultats étaient extraordinaires. Examinons deux témoignages contemporains :

1^o Extrait d'une lettre générale du gouverneur du Fort Saint-Georges au Directeur de la Compagnie des Indes (16 août 1796) :

«... Et ici nous devons observer que le succès extraordinaire qui a suivi le système d'éducation qu'il a introduit a *dépassé toute attente* et lui fait le plus grand honneur ».

2^o Extrait d'une lettre à l'honorable Sir John Shore, Bart, gouverneur général, à Fort William (le 6 août 1796) :

« L'hospice des Orphelins militaires ayant *fleur*i sous un système *tout à fait nouveau...* » (Signés) Hobart, Clarke, Saunders, Fallofield. Pour le gouvernement de Bombay ».

En 1797 Bell, de retour en Europe, introduisit le système en Angleterre et en fit l'exposé dans deux livres qu'il publia vers la fin de 1798. La même année son plan fut adopté par Samuel Nichols, à l'Ecole de Charité de Saint-Botolph, à Aldgate, et aussi à Kendal par le Dr Briggs. Hélas ! on fit à ses idées un accueil peu encourageant, et Bell se retira dans l'oubli. On avait presque oublié ces idées ; tout à coup le bruit se répandit qu'un nommé Joseph Lancaster obtenait des résultats merveilleux dans son Ecole de Southwark par des procédés analogues à ceux du système de Madras.

Joseph Lancaster « commença sa première école dans la maison de son père en janvier 1798. Là, sous la protection de ses parents pieux, il fit l'ébauche, à son insu, de ce système admirable qui s'est répandu depuis sur toute la surface du globe »¹.

1. William Corston, *Vie de Joseph Lancaster*, 1840, p. 7.

Sur l'extérieur du bâtiment original il avait placé une affiche : « Tous ceux qui voudront pourront envoyer ici leurs enfants pour les faire instruire gratuitement ; tous ceux qui ne voudront pas une éducation gratuite pourront payer ce qu'ils voudront »¹. William Corston², dans sa vie détaillée de Lancaster et de son système, ne fait aucune mention de Pawlet.

Pendant les quelques années qui suivirent, les nouvelles idées pédagogiques de Lancaster et de Bell commencèrent à attirer encore plus d'attention. « En juin 1801, M. Joseph Lancaster ouvrit dans le Borough une grande école gratuite où il adopta un mode d'instruction semblable à celui de Bell »³.

« Je copie la date », dit Sir Thomas, « du livre de M. Lancaster ; mais je n'entends pas discuter si M. Lancaster a ou n'a pas emprunté à M. Bell la méthode d'instruction mutuelle. Je me borne à ce fait bien connu que l'adoption de la méthode de Bell, dans les écoles de Aldgate et de Kendal, était antérieure à son introduction dans l'école du Borough ».

Bell revint à la charge avec l'appui du parti anglican. La lutte était amère, aiguisée par une haine mutuelle, car les deux instituteurs réclamaient chacun l'honneur d'avoir découvert le nouveau « Monitorial System ». En vérité, cette lutte devint bientôt un « bellum internecinum ».

Bell affirmait qu'il n'avait jamais emprunté de détails à personne (sauf bien entendu l'idée originale qu'il avait prise aux enfants hindous). Lancaster réclama également une originalité complète, mais il se montra plus prêt à

1. *Ibid.*, p. 9.

2. William Corston, toujours fidèle à son ami Lancaster, écrivit son livre comme un tribut à sa mémoire. Bell paya 1000 livres à Southey pour être rappelé à la postérité. Le livre de Corston montre pour Lancaster une sincère admiration mais il y a beaucoup d'erreurs et d'affirmations un peu douteuses. Ses dates sont également peu sûres, mais son ouvrage n'en est pas moins digne de louange.

3. Sir Thomas Bernard, Bart. 1812, *L'Ecole de Barrington, un exemple des Principes, Pratiques et Effets du Nouveau Système d'Instruction pour les Pauvres*, p. 139.

donner du crédit aux autres, et même à son ennemi le plus acharné, c'est-à-dire Bell. Plus tard, lorsque Bell persistait dans son attitude, Lancaster essaya de le discréditer en parlant des efforts antérieurs qu'on avait fait en vue d'un Monitorial System. Plusieurs ouvrages parurent à l'appui des deux partis.

Bell, en 1814, écrivit que ¹: «le nouveau système d'éducation avait sa fondation non pas dans la théorie mais dans la pratique et dans l'expérience. *De l'origine de la découverte* sur lequel il était bâti, il n'y avait pas d'autres témoignages que ceux de l'œil et de l'oreille... Aucune confirmation ne pouvait être déduite d'un précédent ²... Il suffisait pour mon but d'établir par des preuves irrécusables l'authenticité, le caractère et les résultats de la découverte faite dans cette école (Madras), qui était entièrement indépendante de tout appui extérieur, et des opinions, des sentiments, des efforts d'autrui » ³.

« Mais quand l'expérience.. vint à être adoptée par les écoles anglaises... il devenait pour moi plus qu'une affaire de curiosité, de chercher des précédents, de m'enquérir sur ce qu'on avait fait avant moi dans le domaine pédagogique. Dans cette recherche il était évident que la découverte que j'avais faite avait échappé à la sagacité et à l'ingéniosité des maîtres les plus capables, et des écrivains les plus éminents ». Mais Bell consent au moins à modifier cette affirmation exagérée, car, comme il dit : « les lois générales gouvernant ce système... n'étaient pas inconnues en théorie aux écrivains précédents, bien qu'ils

1. *Eléments d'instruction, L'Ecole de Madras. Une expérience pédagogique*, Le Dr Andrew Bell, Londres, 1814, 2^e partie, p. 3, Avertissement.

2. Il est curieux de voir combien les grands philosophes et même les pédagogues pratiques ignorent, par négligence ou par parti-pris, les efforts de leurs prédécesseurs, dont ils auraient intérêt à étudier les méthodes. Ainsi Bell a négligé Pawlet. Cependant, n'oublions pas que la France venait de passer par une période de luttes et de guerres, et qu'elle allait redevenir l'ennemi acharné de l'Angleterre. D'ailleurs, après la disparition de Pawlet, il eût été difficile d'obtenir des détails sur son école.

3. *Ibid.*, p. 4.

ne les aient pas réduites à la pratique ni portées à leurs conclusions logiques »¹.

Plus tard, dans le même ouvrage, Bell précise encore une fois la position qu'il a adoptée : « Si, comme j'avais osé l'espérer, l'expérience de Madras devait former une époque dans l'économie pédagogique, il était essentiel que rien ne fût permis de mettre en doute son authenticité et son originalité... Si ces précautions n'avaient pas été prises immédiatement... Il est possible qu'à une époque future, ou dans quelque région éloignée du globe, on refuse de reconnaître l'origine du système... et que des auteurs étrangers réclament pour leur pays ou pour eux-mêmes le mérite d'un système d'éducation déjà connu ». Il ajoute, d'ailleurs, « qu'il ne voudrait pas empiéter sur les droits des autres pour ce qui concernait l'instruction des élèves par eux-mêmes »³.

Joseph Lancaster, tout en se donnant pour l'inventeur du système, était quand même disposé à reconnaître l'assistance qu'il avait eue d'autrui⁴. Il se piquait d'avoir trouvé un *meilleur système* d'éducation, mais il l'avait découvert d'une façon accidentelle, car il avait entrepris de trouver un système *économique*. Justement le grand mérite du Monitorial System était son économie⁵.

Lancaster n'était pas très instruit, ce que le Révérend Docteur ne manquait jamais de souligner. Lancaster autant que nous pouvons le trouver, n'a pas fait une étude détaillée des éducateurs précédents ; Bell ne perd pas une occasion d'affirmer que, lui, il a fait cette étude savante.

1. L'argument de Bell est une série de négations, qu'il modifie ensuite par des phrases équivoques.

2. Bell : *op. cit.* p. 21-22.

3. *Conférence sur les avantages et les défauts du Monitorial System*, prononcé à l'Institut américain d'instruction, août 1830, p. 79.

Voir 1^{re} partie du présent volume, p. 36 à 47.

4. La seule chose que Bell reconnaît à Lancaster, c'est d'employer le terme « Moniteurs », Bell, vol. II, p. 133.

5. « La dépense entière ne dépassait pas 7 shillings pour chaque enfant pour les 12 mois et pouvait probablement être réduite par l'inventeur en cas d'opposition ». Joseph Lancaster, *Appel pour la justice*, p. 3.

Cependant laissons de côté pour un instant les mérites relatifs des réclamations de Bell et de Lancaster : il reste toujours le fait que jamais auparavant l'éducation n'avait été le sujet de tant de discussions, un sujet auquel s'intéressaient toutes les classes de la société. Il se forma à travers l'Angleterre, l'Ecosse, et l'Irlande de nombreuses Sociétés de souscriptions ; grâce à leurs efforts, de nombreuses écoles employant le nouveau système furent établies ; même les grandes Universités d'Oxford et de Cambridge contribuèrent à la construction de salles. En 1811 le duc de Bedford s'intéressa à l'organisation de la « British and Foreign School Society ». Cette Société établit une école normale pour l'instruction des maîtres. Une école s'ouvrit à Lisbonne, des maîtres furent dressés pour l'Allemagne, la Suède et le Danemark. En même temps la Société élevait des Indiens qui pourraient poursuivre chez eux leurs activités pédagogiques. Les missionnaires de Calcutta avaient adopté le système ; on l'enseignait en Afrique ; la Société avait instruit plusieurs jeunes nègres de Sierra Leone. Au cap de Bonne-Espérance une Société s'était organisée pour les Anglais, et les Hottentots des deux sexes ¹. On l'avait introduit en Russie. En Varsovie une école semblable à celle de Paris avait été établie. Le gouvernement Suisse envoya un représentant à Londres pour étudier le système ; en Corse, une école avait été ouverte par l'abbé Scoppa, tandis qu'une institution s'était fondée à Naples. Nous avons déjà vu que le système s'était répandu en Amérique et au Canada, et même en Australie (N.S.W.) A Antiochia une école avait été bâtie par les nègres eux-mêmes, et d'après la Société anglaise « le temps présent est gros des événements qui doivent fonder le bonheur du genre humain ». Après avoir vu comment le système s'était répandu, nous pouvons venir à une analyse plus détaillée de son histoire. Il semble pourtant extraordinaire que Pawlet, pédagogiquement parlant, un des plus grands

1. *Rapport de la British and Foreign School Society, 1814, p. 42.*

des maîtres « mutuels », avait été presque entièrement ignoré.

Aujourd'hui, après plus d'un siècle, nous pouvons nous tourner sans parti-pris aux réclamations de Bell et de Lancaster : leur querelle prit les proportions d'une controverse où se manifestait la plus grande amertume : on négligea complètement le fait que l'éducation elle-même en souffrirait.

Il n'est pas douteux que Bell et Lancaster, en se disant avoir découvert le système, n'étaient pas inspirés par une étude des éducateurs précédents, mais le principe dont ils se réclamaient n'était pas, comme nous allons le voir, très original.

Même dans certaines parties des Indes, où le Dr Bell avait fait sa « grande découverte », la méthode avait été en usage depuis un temps immémorial. En 1623, un certain Pietro della Vallé, voyageant au Malabar, vit sous la porte d'une pagode plusieurs enfants qui se répétaient leurs leçons les uns aux autres : ils pratiquaient l'enseignement mutuel.

« Et leur ayant demandé quel étoit leur maître, ils lui répondirent qu'ils s'apprennent eux-mêmes, et qu'il n'étoit guère possible que dans le nombre il ne se trouvât pas un d'eux qui ne sût le mot qui manquoit à un autre, et que de cette manière ils n'avoient pas besoin de précepteur de bien apprendre et répéter ce qu'ils avoient entendu une fois »¹.

On a affirmé que chez les classiques un système semblable était en usage, mais nous n'avons pas d'évidence quant à son application générale. Lycurgue et Quintilien y renvoient². Mais ils parlent plutôt de l'émulation entre les élèves d'une même classe³; pourtant il est extraordinaire qu'un ouvrage tel que les « *Didactica Magna* » de

1. Laborde, *op. cit.*, ch. I^{er}.

2. Laborde y renvoie aussi, *op. cit.*, ch. I^{er} « des passages de Cicéron et de Sénèque prouvent que déjà on cherchait à diviser le travail dans l'enfance, à exciter l'émulation. Lycurgue avait des idées semblables ».

3. Voir Plutarque, *Vie de Lycurgue*. Quintilien, *Instit. Orat.* L. I ch. II, 26.

Comenius eût pu rester ignoré. Comenius veut diviser l'école en classe de 10 (Decuriae) et confier la charge de la classe à l'un des meilleurs élèves (Decurio).

« Je prétends qu'il n'est pas seulement possible pour un maître d'enseigner plusieurs centaines d'élèves à la fois, mais qu'il est aussi essentiel, puisque c'est le système le plus avantageux et pour les maîtres et pour leurs élèves »¹.

Comenius avoua pourtant qu'un seul maître n'aurait pas pu surveiller tous ses élèves ; alors il se proposa de diviser la classe par dizaines et de mettre à la tête de chaque groupe un des élèves les plus avancés. Donc, sans nier le mérite de Bell et de Lancaster on aurait tort de croire qu'ils étaient les premiers à introduire ce système en Europe, mais au moins ils l'ont rendu populaire.

Au xvi^e siècle Valentin Friedland (Trotzendorf)² l'avait pratiqué dans tous ses détails dans sa célèbre Ecole de Goldberg en Silésie. Il laissait aux élèves, pour la plupart, la tâche de surveiller l'école³, et faisait instruire les classes inférieures de son école par ses meilleurs élèves. Docendo discimus : il les préparait ainsi à devenir des maîtres⁴ que leur intelligence faisait demander partout en Europe. Parcourons rapidement l'histoire de l'éducation pour essayer de trouver d'autres exemples, d'abord sur le Continent, et plus particulièrement en France, ensuite en Angleterre⁵.

John Sturm⁶, le grand maître humaniste de la Renais-

1. *The Great Didactic of Comenius*, art. 16, traduit en anglais par Keatinge. Londres, 1910, p. 164. Voir aussi *John Amos Comenius* par S.S. Laurie, Cambridge, 1899.

2. Trotzendorf était le nom de son village, mais lui-même est souvent appelé ainsi. Né en 1490 il étudia à Liegnitz et Leipzig et à Wittenberge en 1518, où il suivit les conférences de Luther et de Mélanchton. Nommé recteur de l'Ecole de Goldberg en Silésie, en 1531, il exerça sa direction jusqu'à sa mort en 1556. Son école cessa d'exister au moment de la guerre de 30 ans.

3. Voir Introduction page 26.

4. Ni Pawlet, ni Bell et Lancaster, ne s'occupaient de ceci.

5. Nous ne voulons donner ici que les exemples les plus frappants.

6. John Sturm, élève de Wimpfeling organisa en 1537 le Gymnase de Strasbourg qu'il dirigea pendant 40 ans. Cette Institution exerça sur les écoles humanistes la plus grande influence.

sance, avait déjà proposé le système, même avant Comenius. En somme, il proposait que le premier élève de chaque classe supérieure questionne la classe inférieure. Il proposait ceci pour aider aux maîtres qui à ce moment là n'étaient pas nombreux. Professor Foster Watson cite l'ordonnance de Thomas Popeson (1592) à l'Ecole de Bungay¹. « Some of the hygest forme shall weekly by course instruct the first forme both in their accidence and also in giving them copies to write ».

Quelques années plus tard, John Brinsly, sénateur, dans son « *Ludus Literarius* » propose également ce système². Le livre a la forme d'un dialogue entre Spondeus et Philoponus.

Spondeus. — « But be it so, that you be destitute of an Usher ; or having an Usher, yet your number is so many, as you are not able to goe thorow them all, in that sort that were meete : what helpe would you use then ?

Philoponus. — « My helpes are of two sorts : generale or particular... 2^o In every fourme this may be a notable helpe, that the two or foure Seniors in each fourme, for overseeing, directing, examining and fitting the rest every way before they come to say ; and so for overseeing the exercises.

« Also in straight of time, to stand forth before the rest, and to heare them³. The master to have an eye and see carefully that they deale faithfully, and make some short examination after. And in all technics those two seniors to be blamed principally for the negligence of their sides, and contrairly to be commended for their diligence. This may be a second and a very great helpe : like as it is an army, where they have their under-officers for hundredths or for tens : as Decuriones, Centu-

1. Professor Foster Watson, *Chicago School Review*, oct. 1901, p. 531, art. sur Charles Hoole.

2. Première édition, Londres, 1612. La citation se trouve dans la 2^e édit. de 1627.

3. Dans tous les cas les élèves ne doivent être employés comme maîtres que si les circonstances l'exigent.

riones¹ etc. for the special government of all under them. Those who thus take most pains with the rest shall still ever keep to be best of the fourmes ».

Plus tard, en 1659 et 1660, Charles Hoole recommande un système semblable. « Avant mon arrivée ici, les deux élèves les plus avancés de la première classe avaient l'habitude de donner des conférences pendant une semaine et à tour de rôle à toutes les classes inférieures. On fixait le vendredi et le samedi à midi pour les « Disputations » ; tous les enfants posaient des questions prises dans un auteur étudié, à un élève désigné d'avance »².

Il faut parler aussi du système général d'instruction qui régnait dans les « Public Schools » d'Angleterre, qui allait devenir le « English Prefectorial System »³.

Considérons ici deux ou trois des grands Public schools anglaises. A Winchester on avait introduit un système de « Pupil Teaching » qui était très répandu vers le milieu du XVII^e siècle⁴. En 1657 le Docteur Potenger⁵ y envoya son fils comme un « Commoner ». John Potenger, parlant de son arrivée dans cette grande école, nous dit : « he did not yet goe to school in the College, but was taught, with other gentlemen's sons, by a select number of the senior boys who were to give account to Dr Burt the schoolmaster, by turns, how we behaved ourselves and what progress we made in learning »⁶.

Entre 1680 et 1682, l'Ecole grandit considérablement, mais il est notoire que le nombre de maîtres n'avait pas

1. Cf. John Comenius, *supra*, p. 38.

2. *Scholastik discipline*, par C.H. Londres, 1659, réimprimé, Londres 1916, p. 303-304.

3. Dans beaucoup d'écoles on se sert du terme « *Monitor* ». Dans cet ouvrage, nous bornons l'adjectif « *monitorial* » à ces systèmes où les élèves eux-mêmes faisaient l'enseignement. Dans les écoles anglaises le pouvoir des « *Prefects* » et des « *Monitors* » est limité à la discipline et à la surveillance des études. Pourtant, dans certaines écoles, les élèves peuvent demander aux *Prefects* de les aider à faire leurs devoirs.

4. Winchester College, fondé par William of Wykeham en 1382 était la première « *Public school* ».

5. Proviseur en retraite.

6. Le *Wykehamist*, le 20 juin 1893.

augmenté dans la même proportion. Le père d'un certain élève Ralph Verney, écrivit en septembre 1682 à M. Horne ¹ : « William of Wickeham's foundation is I believe the best nursery of learning for young children in the world, and perhaps never was better provided with abler teachers than now at this present, yourself for a master. M. Horne : for an Usher, and Mr Terry for a tutor » ².

Donnons notre attention maintenant à une autre école, celle de Westminster : « Les premiers directeurs de cette école voyaient clairement qu'il faudrait charger les élèves eux-mêmes de sa direction. Le Monitorial System, loin d'être une création récente avait, dans le commencement, une fonction qu'il n'a plus aujourd'hui. Les monitors étaient, en effet, les « Ushers » de l'école. Ils étaient obligés de faire de l'enseignement, et, s'ils perdaient ainsi du temps, ils étaient obligés de se rapporter continuellement aux éléments de grammaire et apprenaient ainsi à mesure qu'ils enseignaient » ³. Dans le Public Record Office à Londres, se trouve un document intéressant écrit par l'archevêque Laud et daté vers le milieu du xvii^e siècle. Ce document décrit en détail les fonctions des monitors à Westminster. « Bethwen 6 and 8 we repeated our grammar pts... 14 or 15 being selected and cealled out to steand in a semi-circle byfore the master and other scholars, and there repeated. (4 or 5 leaves in either, Latin or Greek) the Mr. appointing who should beginne and who should go on with such and such rules... ». Mais il ne faut pas imaginer que les monitors aient été limités à ce que nous pouvons appeler

1. Cité par A.K. Cook, *A propos de Winchester College*. Londres, 1917, p. 87 de R.T. Warner, *Winchester*, p. 43-44.

2. C'est une erreur de la part de l'écrivain ou de l'imprimeur.

Un certain Benjamin Horne était hostiarius de 1678 à 1701.

3. Terry n'était pas un maître mais un enfant de 15 ou 16 ans : le proviseur dit de lui qu'il était un des meilleurs sinon le meilleur élève de l'école, bien qu'il ne fût pas encore un Prepositor. Dans Kirby, *Elèves de Winchester*, p. 201 se trouve la référence suivante sous la date 1677 : Terry, Thomas (II), Sutton, Hants., Scholar N.C. (New College Oxon) Fellow 1683 à 1698. R. de Drummer.

4. John Sargeant, *Annales de l'Ecole de Westminster*, Londres 1898, p. 46.

« Recitation periods ». Plus loin dans le même document, l'archevêque nous dit : « then the Mr himself expounded some part of a Latin or Greek auther (one day in prose, another in verse) wherein we were to be practised that afternoon ». Les monitors dirigeaient l'Ecole sous la surveillance d'un « Monitor monitorum »¹.

On pourrait multiplier les exemples de ce système comme il était en usage en Angleterre ; il existait également, dans d'autres pays de l'Europe, car il avait été introduit à Athènes en 1675².

La France, qui nous occupe plus spécialement, n'est pas sans avoir des précédents. Le grand Rollin voit le système comme un expédient fort utile. Mme de Maintenon le pratiquait à Saint-Cyr au commencement du XVIII^e siècle³. Dans cette institution remarquable les filles étaient divisées suivant leur âge en quatre classes⁴. De plus, chacune était subdivisée en cinq ou six « bandes » ou « familles » composées d'environ 10 filles classées d'après leur travail. Dans les deux divisions supérieures on choisissait 8 ou 10 filles pour être « monitrices » des deux divisions inférieures.

1. Il y avait un autre moyen de persuader aux enfants de garder les éléments de ce qu'ils avaient appris, c'était un système de « private tuition » qui est depuis longtemps tombé en désuétude. Le nom même de « little tutor », familier dans les écoles anglaises du XVII^e siècle, est maintenant presque entièrement oublié. Les élèves plus âgés qui surveillaient le travail de ceux qui étaient plus jeunes, prenaient en somme la place qui avait été occupée par les monitors. Le tutor était ordinairement un boursier du roi — du moins à Winchester — et l'élève, un jeune enfant de la ville. Le little tutor était rétribué pour ses services et pouvait ainsi amasser une certaine somme pour le jour où il irait à l'Université. Un étudiant pouvait même revenir à son travail pendant ses vacances.

2. Voir Juillet de St Georges, *Athènes ancien et moderne*.

3. L'Ecole de M^{me} de Maintenon, sous la bienveillance de Louis XIV grandit rapidement. M^{me} de Maintenon acheta enfin une propriété près de Versailles le 9 avril 1685. 2.500 ouvriers travaillèrent presque nuit et jour pendant 15 mois pour construire cette grande institution, ouverte finalement le 2 août 1686. L'école était aristocratique de ton ; comme le dit M^{me} de Maintenon : « Beaucoup de compassion pour la noblesse indigente parce que j'avais été orpheline et pauvre moi-même et un peu de connaissance de son état me firent imaginer de l'assister pendant ma vie ». L'Ecole était destinée à recevoir 250 filles pour les instruire jusqu'à l'âge de 20 ans ; elles devaient alors recevoir une dot ou pour se marier ou pour entrer au couvent.

4. V. p. 26.

Il y en avait en plus une vingtaine qui ayant le rôle d'assistante exerçaient leur influence dans toute l'Ecole ; leur position correspondait à peu près à celle des monitrices. Bien que Mme de Maintenon se concertât spécialement avec les monitrices en chef qui, choisies dans l'élite, portaient, pour les distinguer, un ruban « couleur de feu », elle ne négligeait pas les assistantes inférieures qu'on appelait « les Noires » à cause du ruban qu'elles portaient¹. Ces « Noires » participaient à toutes les activités de l'Ecole, et possédaient beaucoup d'influence dans l'Ecole : lorsqu'elles quittaient l'Ecole pour se marier Mme de Maintenon leur donnait une dot plus grande qu'aux autres.

Mais là les privilèges s'arrêtèrent. Mme de Maintenon ne mettait aucune différence entre les filles à cause de leur naissance, elle les considérait toutes sur un pied égal². Dans l'organisation du travail elle faisait preuve d'une grande intelligence. Chaque élève avait un pupitre séparé, et avait des obligations et une certaine responsabilité personnelle. On réprimait sévèrement toute forme de « révolte », ou ce que nous appellerions aujourd'hui « de libre pensée » en matière de religion. Le plus grand privilège dont ces filles pouvaient jouir était d'avoir part dans la discipline et plus spécialement dans l'enseignement. Mme de Maintenon comprenait parfaitement bien les principes de l'enseignement mutuel ; elle ne l'employait pas pour des raisons économiques, mais plutôt pour les avantages qu'il conférait aussi bien aux maîtresses qu'aux élèves : pour les premières, c'était un soulagement nécessaire ; pour les élèves c'était un exercice de première valeur, une sorte d'apprentissage pour la maternité. Mme de Maintenon n'a jamais employé uniquement l'enseignement mutuel mais se rendant compte de ses avantages elle lui donna une place dans le

1. C'était dans cette classe qu'on recrutait en général les « novices » mais Mme de Maintenon avait soin de ne pas abuser de leur bonne volonté : « surtout ménages vos *noires*, c'est notre honneur, c'est notre force ».

2. Nous verrons plus tard que le contraire était la règle dans l'Ecole de Pawlet.

programme. Mais à Saint-Cyr il y avait un grand nombre de maîtresses très dévouées, chargées spécialement de surveiller les filles en tous temps et en tous lieux ¹, et c'est sur ce point que l'Ecole de Saint-Cyr cesse d'avoir des ressemblances avec celle de Pawlet. Ce qui n'était pour Mme de Maintenon qu'un auxiliaire utile, était pour Pawlet une méthode d'instruction complète.

Dans les vieilles écoles de la France, spécialement dans les écoles paroissiales, on donnait le nom d' « officiers » à ces élèves qui étaient chargés de certains devoirs, comme par exemple de conduire la classe, devoirs qu'ils accomplissaient sous l'œil des maîtres ².

« Pour bien conduire un royaume, une armée, une ville, une famille, il faut qu'il y ait de l'ordre. Et celui qui est le chef doit se servir de divers officiers qui se rapportent l'un à l'autre par subordination. C'est ce qui doit se pratiquer exactement dans une école, où le maître qui en est le chef, doit se servir de ses écoliers (comme nous le voyons pratiquer dans les collèges et écoles les mieux ordonnés) qui lui aideront, non seulement à conduire leurs compagnons, mais encore pour les porter eux-mêmes dans la perfection de la vertu et de la science, par émulation et par affection, tant à leur propre bien qu'à celui de leurs compagnons ; car c'est un excellent moyen pour apprendre, encore plus d'étudier et beaucoup d'avantages en enseignant les autres ».

Treize classes d' « officiers » sont énumérées et leurs fonctions spécifiées :

1^o Les intendants : 2 : garçons plus âgés : surveillance

1. Ces maîtresses étaient chargées de devoirs : de « réchauffer les enfants dans leurs frissons, de les essuyer dans leurs sueurs, de s'enfermer avec elles dans leurs maladies contagieuses... le mot d'élever s'étend à tous les soins des mères... ce qui fait que le devoir d'éducation est une des plus grandes austérités que l'on puisse pratiquer, ce qui n'admet point de relâche ».

2. L'organisation de ces écoles est admirablement racontée dans le livre *L'instruction méthodique pour l'école paroissiale, dressée en faveur des petites écoles*, par M.I.D.B., prêtre, publié en 1654. Dans la première partie l'art. 4 un chapitre complet traite des « officiers de l'Ecole ». C'est de cette section que nous avons pris nos citations.

générale de tous les moniteurs et initiation des nouveaux.

2^o Les observateurs : 2 : discipline : « ils écrivent les délinquants et immodestes sur un morceau de papier ».

3^o Les aides-moniteurs : assistent les observateurs : ils font des observations sur des enfants méchants et donnent leurs noms aux maîtres qui les punissent ¹.

4^o Les répétiteurs : 12 ou plus, selon la grandeur de l'école : des élèves plus avancés dans leurs études. Ils font réciter les leçons et enseignent l'alphabet aux petits enfants. Ils travaillent à deux pour une demi-heure, étant remplacés alors par deux autres ².

Les autres officiers : récitateurs de prières, lecteurs, officiers d'écriture, receveurs pour l'encre et la poudre, ballayeurs, officiers pour aller à l'eau, portiers, aumôniers, visiteurs ³ — tous avaient les devoirs précis relatifs à leur organisation et à la discipline de l'Ecole.

Quelques-uns étaient permanents, d'autres étaient renouvelés chaque quinzaine.

Cette organisation semble avoir été adoptée dans la plupart des écoles en France pendant le xvii^e siècle. Demia dans son statut de 1676, relatif aux maîtres et aux maîtresses du diocèse de Lyon, parle en faveur de son application : « chaque maître et maîtresse se conformera autant que faire se pourra aux règlements et au livre intitulé « *L'Ecole paroissiale* » qu'un chacun aura et lira soigneusement ». Nesmond, évêque de Bayeux, parle dans les mêmes termes, dans son « *Plan d'Instruction et d'Education* » publié en 1671. Pourtant on donne souvent à Jean-Baptiste

1. A l'Ecole de Pawlet les élèves avaient le droit de punir sans intermédiaire.

2. Pawlet faisait ainsi. .

3. Ces derniers sont particulièrement intéressants. Il devrait y en avoir huit, paraît-il, dans une école de 100 garçons. Ils avaient pour devoirs de visiter les maisons des élèves et de voir s'ils se comportaient comme il fallait. Ils prenaient en note les observations des parents, pour les donner ensuite aux maîtres.

La Salle ¹ le crédit d'avoir inventé ce système d'« officiers » ² mais ce qu'il fit en réalité, ce fut d'introduire dans ces écoles un système déjà existant. On ne peut s'empêcher de se demander si Pawlet dans sa jeunesse, quand il habitait Lyon, avait connu ce système, qu'il aurait repris (plus ou moins consciemment) par la suite.

Herbault, en 1747, introduisit la méthode dans l'hospice de « La Pitié » à Paris, mais il ne réussit pas à l'appliquer ; la Société de Jésus avait également compris la signification de la vieille maxime « Enseigne afin que tu apprennes ». Discere si quaeris, doceas, sic ipse doceris ; Nam studio tali tibi proficis atque sodali ».

Les Frères des Ecoles chrétiennes avaient leurs « inspecteurs » et « officiers », qui ressemblaient de près aux moniteurs mais ils étaient dans chaque cas des jeunes gens et non pas des enfants de 9 à 10 ans. En vérité on pouvait presque dire que, partout où une espèce de « monitorial system » était en usage, c'était aux élèves les plus âgés qu'il s'adressait. Dans « l'Ecole des Orphelins Militaires » de Pawlet, et plus tard dans les écoles de Bell et de Lancaster, c'était autrement. Néanmoins, le système tel que ces hommes l'avaient adopté, allait devenir le premier pas vers un système d'éducation nationale. Bell nous raconte une anecdote intéressante sur Pestalozzi. Après une visite faite à ce dernier à Yverdun, en 1815, Bell avait dit à Ackermann, un instituteur saxon, qui lui avait servi d'interprète : « Dans douze ans, l'enseignement mutuel aura été adopté par le monde entier, et la méthode de Pestalozzi aura été oubliée.

Quelques jours plus tard, un de ces importuns que la mode seule poussait à rendre visite à Pestalozzi, lui dit : C'est vous, je crois, Monsieur, qui avez inventé l'instruction mutuelle ? A Dieu ne plaise, répondit Pestalozzi. Et

1. J.B. de la Salle fonda en 1680 « l'Institut des Frères des Ecoles Chrétiennes », congrégation séculaire laïque, qui devait jouer dans l'éducation en France un rôle important.

2. Ils étaient « moniteurs » dans tous les sens du mot.

pourtant, dix-sept ans plus tôt, à Stanz, il s'était déjà servi du système »¹.

Pawlet, qui ne se préoccupait pas de ces idées générales, réussit à perfectionner, tant pour l'instruction que pour la discipline, un système monitorial qui est sans parallèle dans l'histoire de l'éducation. Tandis que Bell et Lancaster partagèrent leur attention entre plusieurs écoles, Pawlet concentrait la sienne sur une seule. Naturellement, il a commis des fautes, mais les résultats n'en sont pas moins étonnants².

*
* *

La « *Edinburgh Review* » de novembre 1811³ contient un article intéressant sur le Monitorial System, et parle, en outre, de son originalité : « En plus de ce qui a déjà été dit sur ce point, nous voudrions seulement reporter le lecteur

1. a. De Guimp, *Vie de Pestalozzi*, p. 314.

b. Pourtant une lettre de Mrs Rothman au Dr Bell écrite à Yverdon en janvier 1815, montre que les deux systèmes n'étaient pas tenus pour analogues. Mrs Rothman dit : « Je dois l'appeler, par opposition à la méthode de Madras, un système d'après lequel tous les élèves, quels que soient leurs talents et leur intelligence, doivent trimer pendant un certain nombre d'années, ordinairement six ou sept, pour compléter les mêmes études ». Dans une lettre postérieure nous lisons : « L'économie du système de Bell serait bien accueillie à Yverdon. Le pauvre Monsieur Pestalozzi est dans un état financier déplorable, à cause de la négligence ou de la rapacité de ceux qui l'entourent ».

2. Mentionnons aussi La Chalotais. La Chalotais favorise une espèce d'enseignement mutuel d'après lequel les enfants plus capables aideraient leur maître à enseigner ceux qui étaient moins intelligents. La Chalotais a compris que ce système n'était pas parfait, mais il paraissait être le seul pouvant remplacer les maîtres Jésuites.

Louis-René Caradeuc de La Chalotais était Procureur Général du Parlement de Rennes, son célèbre *Compte-rendu des Constitutions des Jésuites*, prononcé dans la forme d'un discours les premier, trois, quatre et cinq décembre 1761, compte pour beaucoup dans la suppression de cet ordre en France. Il écrivit aussi un célèbre traité : *Essai d'éducation nationale, ou plan d'études pour la jeunesse*, s.l. 1761.

3. N° 37, vol. XIX, p. 2, note : La célèbre Mrs Sarah Trimmer qui, comme elle dit elle-même, essayait depuis longtemps d'avancer les intérêts de l'Eglise réussit bientôt à diminuer Lancaster aux yeux de Bell. Elle était convaincue qu'il y avait quelque chose dans le plan de Lancaster qui était opposé aux intérêts de l'Eglise établie : Lancaster était un Quaker. La controverse prit des proportions considérables. La *Edinburgh Review* prit le parti de Lancaster ; Southey dans la *Quarterly* se montra l'allié du Dr Bell.

au compte-rendu de l'établissement du Chevalier Pawlet¹, à Paris, qui se trouve dans la « *Literary Repository* » pour avril 1788, et qui a été publié par M. Lancaster en 1809².

Les plus importantes et les plus fondamentales des méthodes réclamées pour le Dr Bell par ses amis, s'y trouvent en très grand détail, bien des années avant qu'il n'ait ouvert son école ».

On n'aurait pas de difficulté à étendre ces citations, mais les conclusions resteraient les mêmes. Ni Bell, ni Lancaster n'ont inventé le système qui porte leur nom, ils ont pourtant réussi à l'étendre et à le populariser. Nous n'avons pas à discuter non plus les mérites relatifs du caractère de ces hommes. Il est hors de doute que Bell était plus instruit que Lancaster, ce qui ne justifie pas les insultes dirigées par Bell contre son ennemi³. Lancaster, malgré sa pauvreté et son manque d'instruction essaya sincèrement d'assister des milliers d'enfants. Chacun de ces deux hommes s'attachant à un parti religieux ne réussit qu'à travestir l'essence même du christianisme.

*
* *

Une phrase de Bell, qui est également applicable à Lancaster, donne le fin fond de l'affaire⁴. « Je désire limiter mes réclamations à ce point. La direction, par les élèves eux-mêmes, de l'instruction et de la discipline ».

Voici un argument caractéristique mis en avant par les partisans de Bell : « On a objecté que la « Tuition by the

1. Il est important de noter cette épellation, en vue de ce que nous dirons plus tard.

2. Lancaster réimprima cet article pour essayer de déprécier le système de Bell. L'établissement de Pawlet était donc remis sous les yeux du public en 1809.

3. Bell nous dit : « Toujours depuis que j'ai parlé avec lui et que j'ai lu quelques-unes de ses lettres, j'ai soupçonné qu'il a reçu beaucoup d'assistance pour les ouvrages qu'il a publiés. C'est un homme qui est très ignorant ». Bell, t. II, p. 149.

4. Bell, *Une expérience pédagogique*, p. 79, cit. sup.

pupils themselves » n'est pas une invention entièrement nouvelle mais qu'elle a été employée par Winchester Coliege et autres institutions. Tout ceci peut être vrai dans une certaine mesure ; mais il est aussi vrai que ces découvertes n'ont guère été que l'application de faits et de théories déjà connus à des usages et à des buts qui avaient échappé à la sagacité et au talent d'autrui »¹.

Bell, même après qu'on eut établi que sa découverte n'était pas originale, n'en resta pas moins entêté. Lancaster republia en 1809 l'article du *Repository* de Londres² qui parlait de l'établissement du chevalier Pawlet à Paris. L'article en question est le compte-rendu d'un témoin qui avait visité son Ecole et quelques extraits présentant un intérêt pour nous. Il dit « Ce n'est pas un roman que l'on offre au public pour l'amuser, c'est l'histoire d'une institution qui existe réellement à Paris. On en trouve une bonne description dans le « *Journal de Genève* » de décembre 1787. Mais le chevalier Pawlet a donné à celui qui écrit ces lignes l'occasion de tout voir et de tout vérifier par lui-même : il lui a raconté l'origine et le développement de ses idées sur l'éducation ; et les détails qui suivent sont la reproduction fidèle du récit fait par le chevalier lui-même.

« Le chevalier Pawlet trouve dans sa situation un avantage que ne peuvent posséder tous les maîtres d'école. Ayant la liberté d'appliquer ses élèves à la profession pour laquelle ils paraissent le mieux faits, il n'a pas à craindre qu'on lui demande de faire un mathématicien d'un enfant que la nature a destiné à quelque profession manuelle³. Les caprices des parents ne viennent pas contrarier ici les intentions de la nature. Il est vrai que les fils de gentils-

1. Sir T. Bernard, *Barrington School*, 1812, p. 139.

2. *The Repository containing various political, philosophical literary and miscellaneous articles*, Londres, 2 vol. t. 1^{er}, p. 429, n° 8, le 16 avril 1788 : « Original article. An account of a remarkable establishment of education at Paris ».

3. Il est vrai que l'Ecole était destinée principalement aux orphelins, mais quelquefois Pawlet y recevait des enfants qui avaient encore leurs parents et, plus tard, même des enfants de personnages importants.

hommes sont appliqués aux études, tandis que les enfants qu'il destine à un métier apprennent seulement à lire, à écrire et à compter. Mais le chevalier n'arrête personne dans le libre et entier développement de ses talents ; et comme il a acquis, par une longue observation, l'art de connaître l'étendue du génie d'un enfant, et de deviner sa tournure d'esprit, malgré l'inconstance de cet âge ses succès sont incroyables... ». Pawlet en laissant beaucoup de liberté à ses élèves obtenait des résultats étonnants ; et ce qui frappait le plus ceux qui visitaient son école, c'était le système d'après lequel les enfants s'enseignaient eux-mêmes : tandis que « le passage alternatif du rôle d'élève à celui de maître doit certainement faire de cette école une pépinière de bons instituteurs »¹. Au temps de cette visite Pawlet proposait d'élargir son école pour contenir 3 ou 400 enfants « principalement destinés aux métiers, avec des ateliers et de bons maîtres d'apprentissage, on ne peut douter qu'il ne forme en peu de temps des artisans excellents en tout genre.

« Toujours attentif à consulter la nature, il note les premiers mouvements de la curiosité chez un élève à la vue des métiers divers dont il est entouré... »²

« On donne autant d'attention à la morale qu'à la culture de l'esprit. Je ne puis pas, dit le chevalier, faire des hommes distingués de tous mes élèves, mais ils peuvent tous devenir des honnêtes gens ». Le problème religieux était difficile ; lui-même était un bon catholique, mais il était assez large d'esprit pour essayer d'introduire un catéchisme très simplifié, « contenant les préceptes qu'il voulait inculquer ; et, trouvant absurde de tourmenter les facultés d'un enfant de ce qui requiert la raison d'un homme, il avait décidé que cette partie de l'instruction serait placée en dernier lieu, pour être alors l'objet d'un soin particulier : mais on

1. Ceci n'était pas l'objet de l'Ecole, et ce n'est pas pour cette raison qu'elle acquit du renom.

2. Il est évident que Pawlet avait une entente exceptionnelle de la psychologie enfantine.

lui a fait sur ce point tant de représentations, et il connaît si bien le zèle officieux des bigots, toujours prêts à calomnier les intentions les plus innocentes, qu'il s'est décidé à faire usage de nouveau du catéchisme ordinaire, et c'est celui-là que l'on enseigne aux enfants. Mais, en dépit des criailleries de quelques prêtres, il a des protestants dans sa maison ; et, comme ils sont élevés de la même façon que les catholiques, il obtient chez les uns et chez les autres non pas la simple tolérance, mais une véritable unanimité de sentiments.

« Quand le chevalier eut réalisé les perfectionnements qu'il médite, et qu'il possèdera dans sa maison les ouvriers nécessaires, il n'aura plus recours aux services d'aucun artisan dehors ¹... Toujours poussé par les mobiles les plus élevés, il semble oublier tout ce qu'il a fait jusqu'à présent, pour ne songer qu'à ce qu'il pourra faire encore. L'exécution de ces nouveaux plans demandant des ressources proportionnées à leur étendue, le roi lui a accordé une somme annuelle de 32.000 livres ² pour remplacer l'intérêt du capital qu'il doit consacrer à ses nouvelles constructions, dont le plan pourrait servir de modèle à tous les établissements de ce genre.

« Cet homme respectable se consacre entièrement au soin de sa grande famille : toutes ses pensées, toute son activité appartiennent à ses enfants. Il n'a d'autre équipage qu'un petit phaéton, et n'est vêtu que de toile grossière et d'un habit tout simple. Cette négligence de sa personne a quelque chose de touchant et de noble ; elle prouve l'entier oubli de soi-même, et une parfaite indifférence pour tout ce qui n'est pas son but unique ³. La modestie de cet excellent homme est égale à sa bienfaisance. Son école, établie depuis

1. L'objet était non-seulement de faire d'eux des artisans utiles, mais encore de profiter de leur travail. Ceci était particulièrement vrai pour un grand jardin que Pawlet se proposait de cultiver.

2. Les parties II et IV du présent ouvrage donneront plus de détails sur ce point et sur les extensions que Pawlet se proposait de faire.

3. C'est un contraste frappant avec le train de vie de Bell et de Lancaster : le premier s'étant enrichi vivait en grand confort ; le deuxième « entretenait

quinze ou seize ans, est à peine connue à Paris. Cette obscurité est sa gloire ; mais c'est chose heureuse pour le public qu'il en soit tiré, et on est en droit d'espérer qu'un si bel exemple ne restera pas sans imitateurs »¹.

Cet homme, ancien militaire, était certainement un caractère remarquable.

L'écrivain du « *Repository* » d'avril 1788 avoue qu'il était inspiré par l'article qu'il avait lu dans le *Journal de Genève*, article sur lequel se basent la plupart des écrivains postérieurs². L'article dont il s'agit « *Lettre de M. Pictet de Rochemont aux Rédacteurs du Journal* » contient quelque 4.500 mots, que nous ne pouvons pas reproduire en entier, mais dont certaines parties ont un intérêt particulier.

M. de Rochemont parle de la rencontre de Pawlet et de l'orphelin mourant dans le Bois de Vincennes³ et de la fondation de l'école. « Son pupille amena un jour chez lui un de ses jeunes camarades et le supplia de le sauver aussi de la misère en le retirant de chez lui. M. Pawlet y consentit sans peine, et il eut ensuite la même condescendance pour quelques enfants de malheureux vétérans ». Il forma un plan d'éducation pour ces infortunés. Personne n'aurait pu se donner avec plus de cœur à sa tâche : « Ses élèves devinrent ses enfants ; tous ses autres projets furent subordonnés à celui d'étendre l'utilité de ses soins, il se retrancha toutes les superfluités et réduisit sa dépense au nécessaire le plus étroit ».

une voiture, quelquefois deux. Il ne sortit guère qu'en voiture et suivi en général de quelques-uns de ses garçons, et, comme s'il voulait perdre son temps, satisfaire son amour du faste et prodiguer l'argent des autres, il avait l'habitude de faire des excursions de la manière indiquée, de dîner somptueusement, et de ne rentrer que tard. Quelquefois ces excursions duraient deux ou trois jours ». Citation de Francis Place, tailleur de Charing Cross, qui appartenait au parti radical et était donc un peu amer vis-à-vis de Lancaster, *Vie de Francis Place*, par Graham Wallas, p. 94.

1. Je n'ai trouvé aucune raison de croire que Pawlet voulait appliquer sa méthode à un système général d'éducation : il s'occupait uniquement de l'Ecole des Orphelins Militaires.

2. Le 29 décembre 1787, le 5 et le 12 janvier 1788.

3. Voir le texte p. 73.

Jusqu'à ce moment-là, on ne trouve rien qui indique que Pawlet était un homme riche ; c'est plutôt le contraire ; mais il est évident qu'il avait des moyens car il n'aurait pu suffire autrement aux dépenses de son institution. Mais bientôt « la fortune vint seconder ses devoirs charitables ; en apprenant la nouvelle d'un héritage immense et imprévu il fit le vœu d'être pauvre toute sa vie. Il ne vit dans cet accroissement de richesses que les moyens de donner de l'extension à son plan, et dès lors sa maison se transforma en séminaire (1773) ».

Etant lui-même un ancien militaire, son institution avait une tournure plutôt militariste. « Il espéra qu'en flattant le goût ordinaire des enfants pour les dehors de ce métier ; il en obtiendrait plus facilement la soumission aux lois qu'ils seroient chargés de faire exécuter eux-mêmes »¹.

L'Ecole était organisée ainsi qu'une petite république, avec un concile d'enfants pour former un exécutif² : ils avaient une espèce de « police system » pour contrôler les autres, exactement comme le « prefectorial system » des grandes « Public Schools » anglaises. Quelle était la position de Pawlet ? « La première impulsion une fois donnée, il parut se réduire au rôle de conseil et d'ami ».

Quelque 20 ou 30 ans plus tard Lancaster, en racontant l'organisation de son école, donne un tableau qui s'applique admirablement à celle de Pawlet³. Il dit : « le gouvernement de l'Ecole était presque automatique. Le maître doit être un spectateur, un surveillant silencieux⁴. Ce qu'il dit doit être vrai, mais s'il enseigne d'après son système, il trouvera que l'autorité n'est pas personnelle, — que quand les élèves aussi bien que le maître, savent comment agir et

1. Cette discipline militaire n'était pas moins caractéristique de l'époque que du Monitorial System. Dans le *Philanthrope*, vol. I^{er} p. 83, fondé par William Allen et imprimé à l'école de Lancaster se trouve une observation intéressante : « La fermeté, la promptitude et la décision, qui font partie de l'esprit militaire, sont fondues dans la discipline de l'Ecole, sans pourtant qu'il en résulte pour les élèves la moindre sévérité ».

2. V. p. 38.

3. *The British System of Education*, par Joseph Lancaster, 1810, p. 45.

4. A l'Ecole des Orphelins Militaires, ce serait Pawlet qui aurait ce rôle.

comment apprendre, le système et non pas le jugement de l'instituteur, — devient le maître. Un élève obéira à un ordre pour la raison que c'est un ordre ; l'école entière obéira aux ordres communs de l'école, indépendamment de qui les aurait établis. Dans une école communale, l'autorité du maître est personnelle, son sceptre c'est son bâton. Son absence devient le signe de la confusion et du tumulte, et on fait peu d'attention à ses assistants. Mais dans une école menée d'après mon plan¹, même quand le maître quitte l'école, le travail continue parce que l'autorité n'est pas personnelle. Cette façon de garantir l'obéissance est une nouveauté dans l'histoire de l'éducation »².

Pourtant ce ne fut que l'année précédente qu'il avait réimprimé l'article du *Repository* de Londres (1788) traitant de l'Ecole de Pawlet. Bref, l'Ecole des Orphelins Militaires reposait tout entière sur ce principe de discipline et d'instruction. Est-il nécessaire de réitérer que Pawlet a élaboré dans le plus grand détail le Monitorial System, et que son école en est l'un des exemples les plus parfaits ? Son école, aussi bien que sa propre vie étaient basées sur une stricte économie³. « En écartant de sa maison les domestiques payés, il éloigna la possibilité du commandement arbitraire et de l'obéissance passive : il maintint ses élèves dans un état de dépendance réciproque et leur apprit de bonne heure que les fonctions utiles n'avilissent point ».

Chaque département de la vie de l'Ecole était sous la surveillance des enfants. « Les soins de propreté, qui ont une influence directe sur la santé, furent exigés à la rigueur. Il établit entre les élèves un échange mutuel de petits services. Leur toilette fut simple, mais propre, et grâce à l'attention soutenue de leur bienfaiteur, jamais aucune négligence ne s'est glissée dans ces détails ».

Pawlet n'a pas seulement accueilli les enfants des parents humbles, mais il a aussi bien ouvert son institution aux

1. Comme Pawlet conduisait la sienne, avant lui.

2. Un écho des affirmations dogmatiques de Bell.

3. V. p. 51. n. 3.

enfants qui, tout en étant d'une naissance noble, avaient été réduits à un état de destitution¹. Pawlet croyait qu'il pouvait préparer ces derniers à prendre dans la Société la place à laquelle leur naissance leur donnait droit, en modifiant un peu l'éducation qu'il dispensait. « Mais comme ces distinctions devaient être peu sensibles pour être sans danger, il leur donna à tous le même uniforme, leur fit faire le même ordinaire, les fit coucher dans la même salle, astreignit les gentilshommes à présider la cuisine à leur tour, se bornant à les dispenser d'y mettre la main, et à leur accorder le privilège de manger ensemble ».

Pawlet faisait preuve de conceptions avancées, que les instituteurs de nos jours feraient bien de prendre en considération. Il adapta sa méthode, dans la mesure du possible, aux aptitudes naturelles, à la naissance et à la carrière future de chaque enfant. « Il ne perdit point de vue l'importance des arts utiles et des métiers mécaniques². Il espéra former des hommes qui porteroient dans la Société les avantages brillants d'une éducation soignée, et l'exemple salubre d'une morale pure. Il se prépara les moyens de développer le génie de ceux qui en montreroient le germe et il ne négligea point d'établir dans sa maison une pépinière d'artisans honnêtes ».

Pawlet organisa son établissement pour mieux assurer le meilleur développement des enfants sous ses soins. « Il se procura des maîtres habiles, il simplifia les méthodes d'instruction, il monta des ateliers de différens genres ». Peu à peu les enfants devenant plus capables dans leurs travaux, remplaçaient les instructeurs, Pawlet se servant des enfants les plus compétents pour instruire les autres : « Ils s'instruisirent en enseignant : les efforts de leurs écoliers s'animèrent ; et cette ressource précieuse sous le

1. Plus tard, dans la période révolutionnaire, on accusa injustement l'institution de Pawlet de n'être qu'une pépinière de la noblesse. C'est une critique fausse que lui ont attirée ses tendances ultra-royalistes. Cf. *l'Ecole de Saint-Cyr*, p. 42-44.

2. V. p. 27 ; 86.

rapport de l'ambition, le fut encore sous celui de l'économie dont M. Paulet ne cessoit de s'occuper »¹. N'est-ce point là l'âme même de l'enseignement mutuel ?

Pawlet consacra sa vie à ses enfants, employant à leur profit tous les héritages et tous les dons qu'il recevait. A la fin de 1787 il avait dans son école, plus de 190 enfants, et d'autres étaient placés en apprentissage chez des artisans.

Un problème qui préoccupait beaucoup Pawlet, c'était de savoir quels enfants il recevrait dans son Etablissement. De partout lui venaient des demandes d'admission, et « dans les cas de concurrence pour l'admission des enfans, son choix fut toujours déterminé par une bienfaisance éclairée et des motifs conformes à ceux de l'institution. S'il a paru s'en écarter en dernier lieu, en recevant dans son séminaire des jeunes gens de la cour², c'est qu'il faut être protégé pour réussir à être utile, et qu'à cette époque il avoit besoin d'être soutenu pour obtenir du gouvernement un emplacement spacieux² propre à recevoir son établissement, devenu trop considérable pour son local ».

L'Ecole des Orphelins Militaires, semble-t-il, jouissait d'une popularité considérable, et, vu le nombre de ceux qui voulaient visiter son Etablissement, Pawlet était forcé de limiter les heures de visite à trois fois par semaine. La première chose propre à attirer l'attention du visiteur, était l'extrême simplicité de l'Ecole : les meubles propres, simples, étaient caractéristiques de l'Ecole aussi bien que de son fondateur. L'installation et la décoration de l'Ecole avaient été faites bien souvent par les enfants eux-mêmes.

Dans l'établissement original, à Popincourt, Pawlet

1. Dans les Archives Nationales, dans le carton T. 1661 se trouvent plusieurs quittances de professeurs qui montrent que Pawlet employait des maîtres pour certains sujets, — par exemple, l'escrime et le dessin, mais s'il se départissait ainsi de l'idéal de Lancaster, qui voulait voir 1000 enfants sous la direction d'un maître unique, l'enseignement mutuel n'en reste pas moins le principe fondamental de son école, et ces modifications ne font qu'ajouter au mérite de Pawlet.

2. N'est-ce pas là une indication de la valeur et du renom de son Ecole ?

3. L'histoire complète du nouveau bâtiment, les plans qui y ont rapport, sont étudiés avec soin dans la 4^e partie de notre ouvrage.

avait très peu de place. Quel contraste avec la grandiose école qu'il comptait ériger à l'Etoile pour 700 enfants, et dont nous étudierons plus tard les passionnants détails ! Dans la caserne de Popincourt les salles de classe servaient de dortoirs. Le matin, on cachait dans le mur les lits de sangle. La discipline, jamais brutale, mais toujours ferme et juste¹, était basée sur les mêmes principes que la discipline militaire. On ne pouvait guère faire à Pawlet de meilleur compliment que celui de Pictet de Rochemont² : « Nous fûmes frappés du silence et de l'ordre qui y régnoient. Une sentinelle chargée de la police se promenoit gravement d'un bout à l'autre. Notre arrivée ne donna de distraction à personne ; chaque enfant paraissait sérieusement à son ouvrage. Ils étoient divisés par petites classes qui différoient par l'âge, le nombre et les occupations. *Chacune étoit confiée à un élève chargé du rôle d'instituteur*³. Une heure plus tard nous aurions pu voir les *Maîtres instruits par quelqu'un de leurs écoliers sur des sujets différens*.

Cette alternative de commandement et d'obéissance, qui varie l'état habituel d'égalité, assure les égards réciproques, forme ces jeunes gens à la douceur et à la patience, et grâce à la surveillance active de leur père adoptif, ne peuvent jamais dégénérer en des ménagemens coupables »⁴.

Nous avons déjà dit que les enfants de naissance noble étaient traités, pour l'essentiel, comme les autres. Pourtant leurs études étaient plutôt littéraires par comparaison avec

1. On raconte que de temps en temps Pawlet s'emportait et qu'il avait même frappé ses enfants, mais il n'y a pas lieu de croire que c'était là sa façon habituelle d'agir ; ses colères rapides étoient plutôt les excès d'un tempérament dynamique.

2. De Rochemont visita l'Ecole en 1787.

3. C'est l'auteur présent qui souligne cette phrase ; elle lui paraît très importante lorsqu'on veut déterminer la position de Pawlet vis-à-vis du « Monitorial System ».

4. Pourtant on lit, dans le *Journal anglais d'éducation*, vol. I^{er}, p. 24, Londres, 1843, l'affirmation suivante : « Les systèmes de Bell et de Lancaster sont censés quelquefois rendre très vaniteux ceux qui exercent les fonctions de moniteurs... On éviterait ce danger en réduisant les moniteurs à leur tour à la position des élèves ; ils seraient ainsi sur un pied d'égalité avec les autres enfants ». L'on voit que Pawlet utilisait déjà ce principe.

celles destinées à préparer les autres en vue des métiers ou des vocations particulières. Mais dans l'école de Pawlet une naissance humble n'était pas un obstacle à l'avancement. « S'il trouve chez quelqu'un d'entre eux un désir ardent de s'instruire, un talent marqué, ou seulement une disposition naissante, il l'encourage de tout son pouvoir, et ne laisse dans la classe subalterne que ceux que la nature a condamnés à ne travailler que de la main ». En lisant l'article de Pictet de Rochemont, nous apprécions la grande admiration qu'il avait pour Pawlet. « Le nombre et la variété des exemples qu'il a sous les yeux, et l'habitude de l'observation, ont perfectionné son jugement : il pressent la pensée des enfans avec une espèce de certitude, et non-seulement il assortit les sujets et les vocations, mais il sait employer toutes les ressources de l'émulation pour hâter leurs progrès : il ne faut pas s'étonner si les résultats tiennent du prodige ». « Il nous fit remarquer un jeune homme de douze ans qui surveilloit une classe d'écriture, et lui dit de nous montrer son ouvrage... Il nous présenta ensuite un jeune homme de quatorze ans qui avoit une classe de géométrie, et nous pria de le questionner... Nous remarquâmes un jeune homme de neuf ans qui dirigeoit les écoliers de dessin, dont la plupart étoient plus âgés que lui ». Il semble donc que le système d'enseignement mutuel employé par Pawlet fût plus méritoire, moins mécanique que celui de Bell et de Lancaster. Le système de Pawlet porte le germe d'une méthode simultanée ; les élèves-maîtres de son institution n'étaient pas les répliques mécaniques du système de Bell et de Lancaster, mais plutôt de jeunes enfans qui faisaient de l'enseignement, un enseignement plus vivant, portant davantage les marques de leur personnalité. C'est là encore un tribut qu'il faut rendre au génie du fondateur de cette institution.

La discipline aussi était confiée aux enfans, mais tandis que dans les écoles anglaises les punitions étaient positives et bien des fois trop sévères, « Le chevalier avait banni de son école les punitions corporelles, qui tendent à dégrader

le cœur au lieu de corriger les inclinations. Il rejetait également cet autre genre de châtiment qui consiste à surcharger un enfant de travail et à le lui faire prendre ainsi en avers. C'est au contraire à ne rien faire qu'il condamnait les coupables. Il les obligeait à rester debout, dans une honteuse inaction »¹.

Dans les cas très graves Pawlet punissait les coupables en les privant de leur uniforme pour une période proportionnée à la gravité de l'offense ; l'enfant était alors réduit à une oisiveté complète. Les enfants avaient si peur de cette punition qu'ils auraient fait n'importe quoi pour l'éviter.

Pawlet avait préparé des listes d'ordonnances qui constituaient un code de règlement, mais il laissa leur application à un conseil d'élèves et n'était même pas présent à la réunion, de sorte que les enfants, habitués à exercer pour eux-mêmes leur intelligence, ne tardaient pas à saisir la vérité d'une question et à la décider avec impartialité². Pawlet n'acceptait d'assister à ces réunions qu'en des cas exceptionnels ; alors il donnait simplement son opinion et puis laissait aux enfants le soin de discuter la question et d'imposer la punition qu'ils jugeraient nécessaire. Il a dû avoir une singulière compréhension de la psychologie enfantine. La grande différence entre le système de discipline de son école et celui des Publics Schools anglaises ressort dans les mots de Pawlet lui-même : « Hors du service tous les enfants sont égaux ; mais comme j'exige que la police soit exacte, il faut que la discipline soit respectée ». Dans les écoles

1. Laborde, *op. cit.*, p. 6.

2. Une comparaison entre l'Ecole de Trozendorf dont nous avons déjà parlé, et de Pawlet, ne sera pas mal à propos. Trozendorf avait établi un système de contrôle mutuel, un sénat de 12 étudiants, un consul et autres officiers qui étaient responsables du gouvernement de l'Ecole. Ces officiers formaient un conseil dont il était président. (Ceci est contraire à l'habitude de Pawlet). Les offenseurs portés devant ce tribunal étaient jugés avec une grande formalité. Ce corps assigna au coupable une punition que le maître avait le droit de modifier. A part les officiers mentionnés il y en avait d'autres, chargés de pourvoir à l'exactitude, aux manières de se conduire et à la diligence des élèves. Etre un de ces officiers constituait un très grand honneur. Ces principes sont presque identiques à ceux de Pawlet mais il n'y a aucune évidence que celui-ci les ait pris au directeur de l'Ecole de Goldberg. V. p. 26.

anglaises un préfet est choisi parmi les élèves les plus âgés et retient sa position pendant qu'il est à l'école : Pawlet appelait ces préfets « bas-officiers »¹ les plus jeunes n'ayant pas plus de dix à douze ans.

De Rochemont nous décrit une de ces réunions de conseil : « Nous trouvâmes tous les élèves en bataille, dans un alignement, une immobilité, un silence parfaits. Le major² jeune gentil'homme de seize ans, le plus âgé de tout le séminaire, le président du conseil, était hors du rang, l'épée à la main ; à son commandement la troupe s'ébranla au pas redoublé pour fermer le cercle. Le conseil se rassembla dans le centre ; chaque officier fit le rapport de sa troupe pour les vingt-quatre heures. Les accusés furent admis à se justifier : on entendit les témoins : on délibéra, et lorsqu'on fût d'accord le major rendit compte à haute voix du nombre des coupables, de la nature des délits et des châtimens ordonnés. La troupe défila ensuite dans le plus grand ordre, ayant en tête une bande de douze instrumens à vent, tous élèves de la maison, et qui jouèrent une marche composée par l'un d'entre eux ».

De ces compte-rendus il semble que, au point de vue pédagogique, l'école fut plus efficace que toutes les autres de la même époque, tandis que, au point de vue de la charité elle était indubitablement supérieure. La variété des programmes était en avance sur son temps. Tout en préparant les enfants ordinaires à un métier particulier, Pawlet tenait compte des aptitudes et du talent de chaque élève. L'enseignement académique, destiné essentiellement aux « gentilshommes », comprenait le français et quelquefois le latin, l'allemand et l'anglais, à cela s'ajoutaient la géographie, l'histoire, la littérature, les mathématiques, le dessin, la musique, l'escrime et la danse. On dirait un prospectus moderne, qui a dû paraître extraordinaire il y a

1. On se rappelle les écoles paroissiales auxquelles nous avons fait allusion à la p. 44 et seq.

2. V. p. 130.

150 ans. On n'a qu'à comparer ce programme à ceux des grands collèges de France pour voir que nulle part ne se trouve un système plus développé que celui du chevalier Pawlet.

L'ordre du jour était apparemment comme suit :

5 h. *du matin*. — Lever. Prières. Nettoyement et distribution des dortoirs (qui deviendraient les classes). Petit déjeuner. Déjeuner (pain).

Travail, avec changement fréquent de sujet pour éviter l'ennui ¹.

11 h. à 11 h. 20. — Déjeuner : potage et un plat de viande. Après déjeuner tout le monde prenait part à des exercices militaires, accompagnés de tambour, ou à des exercices dans ce que Pawlet appelait « le hangar destiné à la gymnastique » (nous ne savons pas combien de temps duraient ces manœuvres). Après, travail jusqu'à 6 h. du soir.

6 h. *du soir*. — Souper : potage et légumes. En été, après le souper, on faisait une promenade, en hiver, on jouait de la musique ².

9 h. *du soir*. — Extinction des lumières.

Pawlet avait aménagé plusieurs ateliers à Popincourt où de jeunes apprentis pouvaient se préparer à des métiers tels que l'horlogerie, la gravure, la cordonnerie. Mais il donnait en même temps une grande importance à la santé de ses élèves ; ceux qui travaillaient déjà sous un « maître » venaient passer les dimanches avec les autres enfants. Le dimanche était un jour de repos, une partie de la journée étant consacrée aux devoirs religieux, le reste du temps à des récréations saines et utiles. Pawlet savait qu'il fallait

1. « L'intérêt » n'est-il pas le grand mot de toutes les théories modernes de l'éducation ?

2. Pawlet, qui aimait beaucoup la musique, y encourageait ses élèves, dont quelques-uns montraient beaucoup de talent.

toujours occuper les enfans. ¹ « Quoique mes enfans soient toujours occupés, ils ne sont point excédés de travail et vous pouvez en juger par leur air de santé. Leurs progrès sont rapides parce que je trouve des ressources infinies dans les encouragements de l'honneur et dans l'attachement qu'ils ont pour moi. J'ai banni ces punitions corporelles et arbitraires, dont on est forcé d'augmenter journellement la rigueur pour en conserver l'effet. Les écoliers négligens sont assez punis par la lenteur de leurs progrès et l'humiliation de travailler sous leurs cadets. Ceux qui pêchent contre la discipline et la police sont punis par la loi, ils ne peuvent s'en prendre qu'à eux-mêmes. Il me voient toujours peiné de leur faute et disposé à adoucir leur châ-timent si j'étois le maître ».

Pawlet employait les principes de l'émulation et de l'encouragement ². « Je ne cherche qu'à diriger leur amour-propre. Je n'affiche jamais le dessein d'humilier ³, mais j'effraie quelquefois l'écolier, qui se croit instruit, par le tableau de ce qu'il ignore. Ce n'est pas tant le désir de pré-valoir que celui d'apprendre que j'excite parmi mes enfans. J'ai les yeux ouverts sur les germes d'envie que l'émulation pourrait développer. L'instruction est subordonnée aux soins qu'exige le caractère. Mes principaux efforts sont dirigés vers l'éducation des cœurs, et tous mes enfans sont unis par les liens d'une bienveillance mutuelle. C'est surtout par ses rapports avec la morale qu'ils apprennent à connoître la religion ⁴. Suffisamment instruits de ses dogmes

1. Voir les deux grandes maximes de Lancaster : « Une place pour tout », et « tout à sa place », et « que tout enfant à tout moment ait quelque chose à faire et un motif pour le faire ».

2. Il ne manquait pas une occasion de leur présenter un bon exemple, à côté d'un bon précepte. On raconte comment Pawlet invita à dîner un soldat qui s'était illustré mais exclut du repas ceux de ses élèves qui ne s'étaient pas bien conduits. Mais après le dîner il permit à tous d'entendre le discours du soldat distingué.

3. « Des caractères des jeunes enfans personne n'est responsable ; mais c'est en notre pouvoir de les rendre vertueux par notre enseignement ». (Plutarque).

4. Pawlet, au contraire de beaucoup d'autres, voulait harmoniser la morale et la religion ; pour atteindre ce but, il sut accorder l'instruction à l'intel-

pour être admis à la communion, ce n'est plus ensuite que de ces préceptes et de leur application que je les instruis. Comme la tolérance est une branche de la charité, je n'ai point exclu les protestans de ma maison : j'en ai quelques-uns sur lesquels les prêtres ont voulu m'inquiéter, mais j'ai obtenu d'être le maître chez moi¹. Ces jeunes gens, instruits dans la religion de leurs parens, font très régulièrement leurs dévotions à la chapelle de Suède². Nous avons encore quelques commerçans que vous ne voyez point ici. Je m'applaudis tous les jours d'avoir eu l'idée d'offrir le logement, le vêtement et la table à un certain nombre de jeunes gens dont le talent s'annonce d'une manière brillante dans une carrière utile quelconque, et qui n'ont pas des moyens pour se soutenir dans la capitale où ils trouvent d'ailleurs des secours gratuits d'instruction. J'ai été obligé de borner à vingt-quatre le nombre de ces « places d'encouragement ». Peut-être pourrai-je les multiplier dans la suite³, et j'ai même l'espérance de faire bientôt participer les étrangers aux avantages dont jusqu'à présent je n'ai pu faire jouir que les sujets du roi »⁴.

Vers 1787 Pawlet, encouragé par la libéralité de Louis XVI, avait formulé de magnifiques projets pour de grands établissemens qu'il voulait faire construire près

ligence de ses élèves. Il enseignait les dogmes religieux à mesure que se développait cette intelligence, afin que la foi et la compréhension grandissent ensemble. Cela ne nous étonne pas aujourd'hui, mais a dû bien étonner au XVIII^e siècle.

1. Cette affirmation montre bien la force de caractère de Pawlet. Mais il était un catholique convaincu : nous avons une lettre où il demande aux ecclésiastiques de Sainte-Marguerite un certificat de catholicité pour une certaine M^{me} Lienhard. A. N., T. 648, I.

2. Jusqu'en 1789 on avait défendu toute manifestation du culte protestant à Paris. Mais dans les chapelles des ambassades des pays protestans, les services protestans pouvaient être célébrés. Ces chapelles étaient principalement pour les indigènes des pays en question, mais on n'excluait pas les protestans français.

3. Probablement une nouvelle école à l'Etoile. On ne trouve aucune autre mention de ces « étudiants spéciaux » dans les papiers de Pawlet.

4. Pawlet étant royaliste, se servait plus volontiers du mot « Roi » que de l'expression « France » ou « notre patrie ».

de l'Etoile, un bâtiment énorme qui devait tenir 7 ou 800 enfants.

Néanmoins, les mêmes principes qui avaient rendu célèbre l'Ecole de Popincourt devaient régner dans cette nouvelle institution. Dans ces vastes bâtiments, des meubles simples, Pawlet n'avait jamais l'intention de se départir d'une rigoureuse économie.

Feuilletant dans les Archives Nationales ces vieux plans oubliés, on ne peut s'empêcher de se reporter en imagination à cette époque éloignée. Des dessins en couleurs nous permettent de recréer la vision que cet ancien militaire avait conçue. Quels rêves il a dû faire, quelle douleur n'a-t-il pas dû souffrir quand la Révolution empêcha l'achèvement des travaux !

Bien que son institution ne durât que 20 ans, elle mérite une place particulière dans l'histoire de l'éducation. On ne peut reprocher à Pawlet que de s'être borné à cette seule institution. Il n'a pas envisagé la possibilité d'étendre son influence, et de bâtir d'autres écoles. Il était essentiellement un philanthrope, qui consacrait les dernières années de sa vie aux soins des enfants abandonnés. Pawlet était un grand organisateur et un homme qui donna vraiment sa vie à son œuvre, mais, comme dit de Rochemont : « Cet homme extraordinaire a trouvé dans son cœur bien plus que dans son génie les moyens de ce grand bienfait ; ses élèves sont ses enfans dans toute l'énergie du mot, et le tendre attachement ¹ la moins touchante pour l'observateur de cette nombreuse famille. Lorsque ce chef parcourt leurs salles de travail, lorsqu'il s'arrête pour les questionner, lorsqu'il encourage leurs efforts ou qu'il partage leurs plaisirs, ce n'est point avec un respect mêlé de crainte que les regards se posent sur lui ; la confiance brille dans leurs yeux, on sent que c'est à un ami qu'ils parlent » ².

1. Je crois qu'il est véritablement sincère ici, bien qu'il ait été quelquefois un peu brute.

2. « L'Ecole devait être un sanctuaire contre la peur », Ascham. Mais à cette époque il était souvent plus vrai de dire « *Quem Jupiter odit, Pedagogum fecit* ».

Les projets de Pawlet furent arrêtés à mi-chemin, son travail resta incomplet ; mais on se demande s'il n'était pas mieux ainsi. Son école de Popincourt ne fut pas entièrement perdue. En 1792, après sa fuite qui suivit la chute du trône, les enfants restèrent quelque temps dans un état de grande privation, mais trois ans plus tard ils furent réunis à l'institution de Liancourt, fondée par le duc de Rochefoucauld-Liancourt, institution qui, après bien des vicissitudes, existe encore aujourd'hui. C'était peut-être la meilleure chose qui pouvait arriver, car si Pawlet avait dirigé pendant longtemps son institution, il n'y aurait pas eu d'homme digne de lui succéder, ni prêt à lui sacrifier sa vie¹.

L'Ecole des Orphelins Militaires devait jouir d'un succès inouï, pour être bouleversée par les événements de la nuit du 9 août 1792. Pawlet abandonna son école. S'il est resté presque oublié pendant 150 ans, c'est là encore une merveille dans la vie de cet homme extraordinaire, et dans une histoire que nous mettons ici devant le public pour la première fois.

On ne doit pas se figurer que l'établissement de Pawlet fût idéal ; bien des critiques, quelques-unes sévères, se présenteront, dans les pages suivantes, à l'esprit des lecteurs. Pourtant la conclusion reste inévitable : le chevalier Fleuris de Pawlet est dans l'éducation l'une des plus grandes figures de tous les temps.

1. Suchet, qui entreprit la direction des écoles après la fuite de Pawlet, était un homme tout à fait capable, mais la force des circonstances l'avait obligé à prendre cette responsabilité.

DEUXIÈME PARTIE

PAWLET ET L'ECOLE DES ORPHELINS MILITAIRES

CHAPITRE PREMIER

Le chevalier Pawlet de Caumartin, quelquefois même le comte de Pawlet, n'était certainement pas de naissance noble. Né à Lyon, d'une famille de commerçants, il était peut-être un chevalier d'industrie, ce qui expliquerait son titre de « Chevalier ». Le « de » s'explique facilement : à cette époque on se donnait des titres de noblesses à droite et à gauche ; d'ailleurs, il descendait d'un certain marchand de blés, que les règles d'une philologie en quelque sorte particulière à Pawlet avaient transformé en « marquis de Black ». Il n'est pas sûr non plus que la véritable orthographe de son nom soit « Pawlet ».

Son certificat de baptême, inscrit sur les registres de la paroisse de Saint-Nizier à Lyon et signé par le vicaire, nous dit que : « Le 9 mars mil sept cent trente un, j'ai baptisé Fleuris né d'hyer, fils de Pierre Paulet md de bleds et de Jeanne Mary sa femme ; parrain, Fleuris Martin md tonnelier, marraine Pierrette Alexandre, femme d'Antoine Guédon, md fabricant ».

On se souviendra que, dans la première partie de cet ouvrage, nous avons adopté l'épellation « Pawlet ». Ce

n'est que dans les citations que nous avons vu des variantes. Il existe une grande incertitude sur la forme véritable.

Pawlet lui-même écrit invariablement « w » au lieu de « u ». Il s'en sert tellement que nous pensons presque automatiquement de cette forme. Quel intérêt y a-t-il à faire une enquête sur l'orthographe d'un nom dont le possesseur n'employait qu'une forme ?

Le maréchal Macdonald, dans son article sur « Pawlet et l'Ecole des Orphelins Militaires »¹ emploie l'épellation Pawlet et nous dit que le chevalier est d'extraction irlandaise et que, par conséquent, l'épellation « Paulet » est incorrecte et francisée. Pourtant le nom de son père est écrit lisiblement sur l'acte de baptême (voir *supra*) : Pierre Paulet. Nous ne pouvons donc que présumer que c'était là son nom véritable. En disant « véritable » nous entendons le nom de naissance et non pas celui dont Pawlet s'est servi. Quant à l'affirmation de Macdonald d'après laquelle Pawlet serait de descendance irlandaise, il n'y a aucune évidence qui la justifie, quoi qu'à cette époque il y eût en France bien des Irlandais qui avaient quitté leur pays par suite de la persécution religieuse. De quel droit Macdonald prétend-il que Pawlet est d'origine irlandaise ? Est-ce à cause du « w » ? Mais, en ce cas, pourquoi est-ce que Pawlet n'a pas adopté l'orthographe Pawley, qui est la vraie forme anglaise ? De plus, son prénom est essentiellement français. Il n'y a qu'un point qui frappe le présent auteur, et que personne, jusqu'ici n'a aperçu : c'est que le deuxième prénom de sa mère, « Mary », est essentiellement anglais. Mais ceci n'est pas une preuve concluante sur l'origine de Pawlet.

L'explication la plus probable c'est qu'un esprit assez rusé pour transformer en marquis un marchand de blé n'aurait eu aucune difficulté à se trouver des ancêtres un peu étrangers : ancêtres qui marcheraient de pair avec le « marquis de Black » lui-même un grand dignitaire anglais ou irlandais !

1. *Journal d'Education*, 1816, t. II, p. 229.

Sans vouloir diminuer les qualités exceptionnelles de cet homme extraordinaire, on est forcé de conclure que Pawlet était le fils ambitieux d'une digne famille de marchands lyonnais : n'ayant pas d'évidence qui prouve qu'il est de nationalité française, nous devons demander, pourtant, des faits plus positifs pour donner de la substance aux affirmations du duc de Tarente.

Pawlet aurait pu devenir un chevalier, mais son titre de noblesse est une invention à lui. Dans une liste des affaires, au mois de prairial an XIII, nous lisons dans le dernier paragraphe : « Et finalement le brevet de cornette de la Compagnie de Vareille dans le régiment de Cavalerie de la Reine¹, lequel brevet a été expédié à M. Pawlet à la date du 17 mars 1754 sous les noms de : Fleury de Pawlet de Caumartin, qui sont sans doute ses véritables noms »². En vérité nous voyons que chacun de ces noms est incorrect : Fleury devrait être « Fleuris » ; son nom de famille devrait avoir un « u », tandis que le « de » est une pure fabrication, pas moins que le « de Caumartin » ou « Commartin », qu'il employait parfois pour satisfaire quelque fantaisie baroque.

Quant aux variantes de son nom, qui se trouvent dans les lettres adressées à Pawlet, nous ne pouvons tenir que peu de compte ; mentionnons simplement quelques exemples : « Pawelet, Poullé, Paulay, Pawler, Pollet, Polet, Pollette »³.

Pawlet s'étant engagé dans l'armée, posa sa demande, en 1760, pour être nommé cornette au régiment de la Reine-Cavalerie, où il servait depuis deux ans ; il produisit une copie de son acte de naissance, d'après laquelle il serait de six ans plus jeune qu'il n'était en réalité. Elle disait qu'il était né en 1737, ce qui lui aurait donné 24 ou 23 ans, tandis qu'en réalité il en avait vingt-neuf. Sans doute, celui qui copia à Lyon, son acte de naissance, a dû faire un

1. Nous reparlerons de ce document dans les pages qui suivent.

2. A.N., I. 1661, pièce 2.

3. Ces exemples se trouvent pour la plupart dans ses papiers, A. N. 648², dossier I.

léger changement pour permettre à Pawlet d'obtenir sa place de cornette. Mais, pour éviter tout risque d'être refusé, il adopta un titre de noblesse : d'après la copie, non seulement il était né en 1737, mais aussi il descendait des parents les plus distingués. Son père est désigné ainsi : « Pierre Paulet, marquis de Black » ; son parrain Fleuri Martin, d'un humble marchand tonnelier était devenu un noble « Sire de Tonnillier » ; sa marraine n'était plus la femme d'un marchand fabricant, elle était pour la postérité l'épouse d'Antoine Guédon « de Saint-Fabricq ».

Quoiqu'il en soit, Pawlet réussit à devenir cornette de son régiment. Le document original sur parchemin et signé de Louis, existe encore¹. Il y a pourtant un point pour lequel le présent auteur ne peut donner aucune explication : c'est la date où Pawlet reçut sa promotion en grade. Aux Archives de la Guerre, à Paris, est conservé un registre qui donne « l'Etat des Officiers qui composent le régiment de la Reine-Cavalerie », où nous trouvons le renseignement suivant² :

Fleury Paulet de Caumartin	Cornette 1737 ³	Lyon	Volontaire en octobre 1759. Cornette le 17 mars 1761.
-------------------------------	----------------------------	------	---

Mais le document original, signé en 1754, est comme suit :

« Brevet de cornette de la Compagnie de Varelle dans le régiment de cavalerie de la Reine, pour le Sr Fleuri de Paulet de Caumartin :

« Aujourd'hui dix-septième du mois de mars 1754 le Roy, à Versailles, par une entière confiance en la valeur, courage, expérience de la guerre, vigilance, bonne conduite, du Sr Fleuri de P. de Caumartin et en sa fidélité et son service, Sa

1. A.N., T. 648 I, Inventaire de Pawlet, première liasse.

2. A.G. X, c 34. La Reine, 1705 à 1790, liasse 18.

3. Nous avons vu que cette date est fictive.

Majesté lui a donné et octroïé la charge de cornette de la Compagnie de Vareille dans le régiment de Cavalerie de la Reine, vacante par la promotion du Sr Dortan à une Compagnie.

Pour dorénavant faire les fonctions, et part aux honneurs, autorités, prérogatives, droits et appointemens qui appartiennent, tels et semblables dont jouissent ceux qui sont pourvus de pareilles charges...

Ayant, Sa Majesté, pour témoigner de sa volonté, commandé de lui expéditer le présent brevet, qu'elle a signé de sa main, et fait contresigner par moi, son conseiller secrétaire d'Etat de ses commandemens et finances ».

Signature illisible.

Cette confusion de dates est inexplicable ; la date est peut-être celle où Pawlet fut transféré à un autre régiment, car autrement toutes les deux dates paraîtraient exactes, ce qui est manifestement impossible.

En 1763, âgé de 32 ans, Pawlet se retira de l'armée et s'en fut à Paris. Bien qu'il ne fût pas riche, il avait assez de moyens pour pouvoir jouir de la brillante vie que menait la capitale pendant les dernières décades de la monarchie.

Pawlet habitait le quay de Bourbon, Ile Saint-Louis, quartier en quelque sorte glorifié par les souvenirs de la France du XVIII^e siècle. C'était là qu'il vécut pendant de nombreuses années ; il y serait sans doute resté sans la circonstance extraordinaire qui devait changer tout le cours de la vie. Nous nous reporterons ici à un document précieux :

Mémoires contenant les circonstances qui ont donné naissance à l'Ecole dite des Orphelins Militaires¹.

« M. Pawlet trouva près Vincennes le 10 juin 1773, un enfant qui, tombé dans un fossé rempli par un violent orage alloit y être noyé. Il sut de lui qu'il étoit le fils d'un ancien maréchal des logis de dragons à l'Hôtel des Invalides ; et

1. A.N. T. 648, I, dossier IV. Ce mémoire était écrit en 1785.

que ne connoissant point de Paris, il s'étoit habitué (*sic*) depuis 15 jours dans les Bois où il mendoit. Instrui, par des recherches qu'il fit sur son compte à l'Hôtel des Invalides, qu'il est un grand nombre des enfans des anciens soldats, sous-officiers et officiers qui sans asile périssent souvent de misère, ou n'échappoient à une mort prématurée que pour accroître le nombre des vagabonds, parce qu'abandonnés sans ressources et sans éducation ils se trouvoient entraînés vers le crime par leur misère; touché de leur sort M. de Pawlet se propose de venir au secours du plus grand nombre possible de ces enfans.

« En formant en leur faveur un état, il n'eut passeulement en vue ces jeunes infortunés, mais portant ses vues plus loin il se propose d'y faire l'essay d'un plan d'éducation qui auroit pour objet de trouver l'art de tirer le meilleur parti possible de tous les individus, de quelque classe, génie ou carrière qu'ils pussent être. Il voulut plus, il voulut un point central où seroient réunis les enfans de toutes les connoissances pour former des hommes les plus distingués à la patrie dans tous les genres. M. de Pawlet, convaincu par 12 années d'expérience des avantages que présenteroit à la patrie cette école si elle étoit solidement établie, détermine à construire des bâtimens propres à remplir les idées vastes qu'il avait conçues de cet établissement ».

Un autre mémoire de Pawlet, plus détaillé, constitue ce qu'on peut appeler avec justice un résumé des buts de son école. Ce document est d'un haut intérêt, mais n'oublions pas que c'est Pawlet lui-même qui en est l'auteur :

**Observations sur l'Ecole des Orphelins Militaires
(A.N.F. 17 A 1318 N° 231). Exposé écrit par le
Chevalier Pawlet¹.**

« On a créé pour les enfans du peuple des hôpitaux où sont confondus indistinctement des fils du peuple; ceux

1. Guillaume n'a pas cité cet exposé. Les observations citées par lui se trouvent au Carton F. 17. 1369, dossier I, pièce 1. V. Guillaume, p. 14.

des scélérats qui sont devenus victimes de la justice, avec ceux des citoyens des classes les plus honnêtes, mais pauvres.

« On a créé des écoles pour la noblesse d'extraction et on a oublié les orphelins fils d'anciens soldats et bas-officiers de fortune ou nobles, qui, faute de place à l'Ecole Militaire, n'y peuvent être admis ; c'est ce qui a donné lieu à l'Ecole pour les pauvres orphelins militaires, commencée en 1773, et dans laquelle le chevalier de Pawlet fait élever à ses dépens 130 jeunes sujets restés sans ressources ¹.

« Cette école rassemblant toutes les classes, celle du peuple honnête qu'on élève dans les hôpitaux, représentée par les fils d'anciens soldats et bas-officiers, qui méritent certainement beaucoup de l'Etat, par les services de leurs pères, et celle des bourgeois et noblesse qu'on élève dans les collèges, représentées par les fils d'officiers de fortune ou nobles, on a voulu éviter, en la formant, tous les vices qui peuvent se trouver dans les maisons d'éducation existantes.

DES HÔPITAUX

« Dans les hôpitaux on élève les enfants du peuple dans un avilissement qui, en les dégradant à leurs propres yeux, ne peut qu'émousser les sentiments faits pour former des hommes ; on y élève, dans une oisiveté aussi propre à énerver leurs membres, qu'à corrompre leurs cœurs, de jeunes sujets destinés à gagner leur subsistance par leur travail.

« Tandis qu'on pourroit améliorer leur subsistance en leur faisant cultiver des jardins potagers, on les réduit à la nourriture la moins suffisante pour leur laisser des occasions de paresser.

« Sont-ils arrivés à un certain âge, on les renvoie à la misère ; ou si des artistes et des artisans en demandent pour apprentis, on leur donne le premier métier venu, sans

1. Nous verrons plus tard que ce nombre était considérablement augmenté.

consulter leur goût, leurs dispositions, ce qui multiplie les mauvais ouvriers en tous genres, et les races d'hôpitaux. Sont-ils placés en apprentissage on ne s'en occupe plus ; de sorte que n'étant plus surveillés, la plupart deviennent de mauvais sujets.

« Tout ce que ces enfants sont dans les hôpitaux on les y tient comme au maillot : des sœurs, des valets font le service de la maison qui devrait être fait par les élèves.

« Aux Orphelins Militaires, au contraire, on y élève l'âme, en tenant en même temps les enfants de la classe du peuple ou des soldats, dans la modestie en la subordination relative à leur naissance ; on les y tient dans une activité continue propre à les fortifier et à les accoutumer au travail ; on les y habitue à se passer de tous secours étrangers, et à regarder comme le plus grand bonheur de se rendre utiles.

« Si l'auteur *désire obtenir une maison et un jardin, qu'il demande*, ce n'est que pour secourir un plus grand nombre d'infortunés, en les mettant en état de fournir par leur travail à une partie de leur subsistance.

« Le but général qu'on s'y propose étant de ne former que d'habiles gens, que d'honnêtes gens, si on en place dans les arts et métiers, lorsqu'ils sont parvenus à un certain âge, ce ne sont que ceux dont on s'est assez assuré des dispositions pour être convaincu qu'ils pourront remplir les vues qu'on a sur eux. Ceux qui ne paroissent pas devoir remplir ce but seront des agriculteurs des plus intéressans, lorsque, sur tout l'union d'un jardin aussi vaste que bien cultivé, mettra à portée d'en former, ou des soldats vigoureux, parce qu'ils auront été habitués au travail dès l'enfance ; braves, parce que leurs têtes auront été montées, et leurs cœurs bien formés ; obéissans parce qu'ils auront été élevés avec la plus exacte subordination.

« Si ceux qui sont placés en apprentissage promettent d'habiles gens, ils promettent aussi d'honnêtes gens, parce qu'ils sont surveillés avec la plus grande exactitude ; obligés de rendre compte de leur conduite tous les dimanches, et de partager les fêtes innocentes de leurs camarades ; ils ne

peuvent se livrer, ces jours, à la mauvaise compagnie qui pourroit les pervertir.

DES COLLÈGES

« L'éducation des collèges se borne au latin, dont on prolonge l'étude, afin *dit-on*, d'employer les premières années de la jeunesse des enfants : le fils du bourgeois, de l'artisan, du noble qui y sont élevés, sont-ils sans goût pour cette langue — devront-ils embrasser les états qui en ont le moins besoin, tant pis pour eux, on ne les y borne pas moins.

« Servir par les domestiques ; le pauvre, comme le riche, aura besoin de secours en tous genres, ou sera malheureux s'il ne se peut faire servir ; n'entrant pour rien dans le gouvernement de la chose, tous conspirent contre, tous deviennent des polissons, parce qu'on leur commande impérieusement leur devoir, au lieu de le leur faire aimer, en se le faisant commander entre eux.

« A l'école des Orphelins Militaires on y présente les principes élémentaires de toutes les connaissances, pour appliquer plus particulièrement chacun d'eux à celle qui lui conviendra le mieux, on y étudie à cet effet les dispositions des élèves pour les développer, de manière à ne former que d'habiles gens, en dirigeant les goûts. On les habitue à penser dès l'enfance, à obéir et à commander.

« Par là on forme leur cœur, parce que celui qui, par une conduite sage et des progrès rapides, mérite de commander une petite troupe, de lui répéter les principes élémentaires de ce qu'il apprend lui-même, se forme de plus en plus, soit par le cours de morale naturelle qu'il donne à ses subordonnés, soit par les répétitions qu'il leur fait de ce qu'il doit ; il apprend à obéir à ceux qui sont au-dessus de lui, parce qu'il sent l'inconvénient de ne l'être point, lorsqu'il est cependant forcé par la loi de répondre de la conduite de ceux qui sont sous ses ordres. Tous entrant pour quelque chose dans le gouvernement général, pour obéir ou comman-

der, il en résulte l'harmonie la plus parfaite : l'ordre, l'émulation et l'économie se créent et se soutiennent mutuellement, parce qu'on a moins besoin de surveillant et que tout est mieux surveillé ; celui qui commande et obéit sentant pourquoi il faut être exact ; celui qui ne sait qu'obéir aux camarades, qui sont forcés de le commander, d'après la loi, se sent la nécessité de l'ensemble, et qu'il y a moins loin de son camarade à lui, qu'il n'y a d'un maître qui commande toujours, à son camarade qui obéit et commande.

« On les accoutume, dès la plus tendre enfance, à avoir le moins de besoin possible, et à désirer de se rendre utiles.

« Chargés entre eux de leur propre détail, de leur cuisine, de leur infirmerie, de se rendre des services mutuels, de faire enfin tout ce qui les concerne, s'ils apprennent à avoir besoin de peu, ils apprennent aussi à aimer les autres, à regarder comme un bonheur d'être utiles et de secourir les faibles.

« En sortant de là ils seront peu neufs¹, parce qu'ils auront été habitués à tout, ils se feront un honneur d'être sobres, parce qu'on leur aura fait regarder la sobriété comme une vertu qui rend l'homme le plus indépendant et parce qu'ils auront été accoutumés à borner leurs besoins.

« Par là un noble réduit à passer sa vie dans la classe du soldat, s'il est sans mérite, n'y sera point à plaindre ; tandis que celui qui aura mérité, par ses talents d'être un officier, avec 400 d'appointement, sera plus heureux que certains gentilshommes, élevés par charité aussi, mais différemment, ne le seroient avec 1200.

« Si c'est vues donner (?) le succès paroît assuré par une pratique heureuse de plusieurs années peuvent mériter qu'on fournisse au chevalier de Pawlet *l'occasion* d'en faire l'essai plus en grand et de donner plus de solidité à cette Ecole, *il ose assurer qu'on verra quelque jour le plus bel Etablissement.*

« *Le chevalier de Pawlet ne demande pour cela qu'une*

1. Naïfs.

modique somme annuelle pour concourir aux frais d'enseignements, et la rente du capital qu'il emploiera à l'acquisition d'un terrain et à la construction de bâtimens propres à contenir sept cent élèves, dont il pourra par lui-même assurer la subsistance à perpétuité, ce qui n'est point énorme et ne peut faire craindre aucun abus, puisque le gouvernement sera maître de cesser le payement dès qu'il ne trouvera plus d'avantages cent fois au-dessus de ce qu'il donnera.

« Au reste il ne désire ardemment de bâtir que parce que la maison des Orphelins Militaires est prête à tomber de vétusté ».

*
* *

Dans l'introduction à un autre mémoire¹, nous lisons des choses semblables.

Mémoire sur l'Ecole des Orphelins Militaires

« Les fils des vétérans, soldats, bas-officiers, et officiers de fortune, morts ou retirés à l'Hôtel des Invalides, ont été jusqu'ici oubliés de tout le monde, sans parents, sans protecteurs, voués à la misère, ils n'échappent à une mort prématurée que pour accroître le nombre des vagabonds, parce qu'abandonnés sans éducation, ils sont entraînés par la misère dans le crime.

« Touché de leur sort, le chevalier de Pawlet a entrepris le ² depuis environ dix ans de venir à leur secours ; il a formé à cet effet, une école dans laquelle il fait élever à ses dépens 130 sujets abandonnés sans ressource, dont 50 fils d'officiers de fortune, ou nobles d'extraction.

« Comme, en formant cette école, le chevalier de Pawlet ne s'est pas seulement proposé d'y faire subsister jusqu'à un certain âge ces jeunes gens, qu'il a eu au contraire en vue d'y créer les sujets les plus intéressants en tous genres,

1. A.N., F. 17 A, 1318, pièce 229.

2. Texte illisible : entendre « projets ».

il a cru devoir examiner attentivement les constitutions de toutes les maisons d'éducation publique, afin d'éviter les vices qui peuvent s'y trouver, et de concerter le meilleur plan d'éducation nationale pour les enfants de toutes les classes ».



Il est important de se faire une idée nette des idéaux pédagogiques du chevalier : dans le Mémoire que nous avons cité plus haut, Pawlet nous dit, en parlant de ses élèves futurs : « En formant en leur faveur un établissement, il n'eut pas seulement en vue ces jeunes infortunés (les orphelins fils d'anciens militaires) mais portant ses vues plus loin il se proposa d'y faire l'essai d'un plan d'éducation qui auroit pour objet de trouver l'art de tirer le meilleur parti possible de tous les individus, de quelque classe, génie ou carrière qu'ils pussent être ». Cependant il nous dit dans une autre lettre : « Quoique persuadé qu'il est d'une bonne politique d'aider au développement des talents de tous les individus, on doit se garder de dresser des enfants d'une origine humble pour des professions que leur caractère leur rendrait difficile d'accomplir ; » pourtant Pawlet, comme nous avons vu, ne faisait pas de la naissance une distinction sociale. Il disait qu'il était « animé du désir de former pour la patrie une institution qui réunisse toutes les vues qu'on peut avoir sur une école vraiment nationale ». En parlant de l'Ecole Militaire, il fait remarquer que, lors de sa création, personne ne s'était rendu compte des avantages que tireraient les fils des nobles d'un contact avec les enfants des classes plus pauvres. De 2 à 7 ans, affirme-t-il, les enfants auraient dû être sous la direction de femmes, passant à 7 ans sous un contrôle différent ; à l'âge de 12 ans, un triage aurait dû être fait, pour séparer des gentils-hommes tous ceux des non-nobles qui n'étaient propres qu'au travail manuel : « On auroit conservé parmi les nobles tous ceux qui, par la nature de leurs dispositions, ainsi

que par leurs progrès, et *par leur moral*, auroient annoncé devoir suivre avec succès des carrières plus distinguées... Ce plan généreux, Pawlet semble avoir fait un effort très louable pour s'y tenir... ». Afin de continuer la direction de son école il lui fallait garder la plus rigide économie.

Brièvement, on peut dire que le système d'éducation de Pawlet était basé sur quatre principes que nous avons déjà indiqués, mais qu'il sera utile de résumer :

- 1^o La variété : il offrait à ses élèves un grand nombre de sujets d'étude, et ce qui est d'une importance fondamentale, leur laissait la plus grande liberté de choisir, d'après leurs désirs et leurs aptitudes¹.
- 2^o L'enseignement mutuel : C'est-à-dire un système d'instruction réciproque. Devenir le maître d'une classe était le plus grand honneur et la plus grande récompense qu'un enfant pouvait recevoir.
- 3^o L'économie domestique : La maison était entretenue toute entière par les enfants eux-mêmes. Ainsi, tout en poursuivant les buts du système, ils apprenaient en même temps beaucoup de chose très utiles à savoir.
- 4^o La discipline : les élèves se gouvernant eux-mêmes, étaient inspirés par l'émulation, et conservaient en même temps une liberté considérable. Les punitions étaient négatives ; « petite oisiveté » ou « grande oisiveté ».

Pawlet exprimait volontiers ses idées dans ses lettres, dont la suivante est un exemple caractéristique. Dans cette citation, comme dans les autres, nous avons adopté un principe net, qui est de garder, autant que possible, les mots originaux, qui ont plus de valeur que le meilleur résumé.

1. A ceux qui s'étonneront de voir la première place donnée à ce principe, nous répondrons que c'est là l'un des plus remarquables de son institution. A une époque où les programmes pédagogiques avaient une nature extrêmement bornée, Pawlet savait donner au sien une variété qui était alors sans parallèle, et qui l'est encore dans bien des pays qui, à d'autres égards, peuvent se dire civilisés.

Fragment d'une lettre de Pawlet (non signée)¹.

« *Alterne feceris quod tibi fieri non vis* ».

« Ce précepte est la base de toutes les vertus, celui qui le suivra sera le plus juste parmi les hommes. Il aimera Dieu par-dessus tout pour la seule reconnaissance qu'on doit à son bienfaiteur. Il ne sera point menteur ni injuste ; il sera au contraire franc et loyal comme il voudroit qu'on le soit avec lui... il protégera l'orphelin et le faible, enfin il fera tout ce qu'il voudroit qu'on fît pour lui.

« Quand l'homme perd de vue ce prétexte (?)² divin il n'est plus de barrière qui puisse l'arrêter, il n'est point de raison pour qu'il ne passe pas des défauts légers jusqu'aux vices les plus gros... C'est parce que les hommes se sont écartés de ce précepte qu'on a vu naître les vices, les crimes de toutes les espèces, qui se sont modifiés sous des formes plus communes, grossières, plus ou moins dangereuses pour la Société, qu'ont fait naître la nécessité de donner des coups pour réprimer les injustices, punir les coupables, rétablir l'ordre ébranlé, prévenir les crimes affreux qui renverseroient tout, qui plongeroient tout dans l'horreur la plus affreuse. — *Ubi nullus ordo ibi sempiternus horror inhabitat*, — où il n'y a point d'ordre règne une éternelle horreur.

« L'enfance étant la pépinière des hommes, c'est du plus ou moins de soin qu'on apporte à l'éducation des jeunes gens que naissent les vices ou les vertus qui germent dans le cœur de tous les individus, en faisant des hommes ou méprisables ou dignes qui influent sur le bien ou le mal de la Société et qui engendrent des nations.

« Celui-là doit avec juste raison être regardé comme un monstre qui, s'étant chargé volontairement de l'éducation des jeunes gens, n'apporte pas tous ses soins pour remplir la tâche qu'il s'est donnée, pour former l'esprit et le cœur de ceux qu'il a rassemblés sous sa direction ; oui, ils pourront

1. A.N. T. 6481, d. II.

2. Ou précepte ?

dans tous les temps le regarder comme l'auteur des vices qui les rendront odieux à la société, de l'opprobre, des peines qu'ils attireront sur leur tête ».

(De tels élèves pourront reprocher à leur maître) — « Si lorsque je m'écartois de la vérité vous eussiez pris les moyens pour me ramener dans mon cœur l'honneur de cette vertu, je n'aurois point à rougir de mes écarts, et je ne serois pas à chaque instant exposé à être compromis.

« Si vous m'aviez habitué à l'ordre dans les plus petites choses, le goût pour une noble et belle économie m'auroit empêché de me livrer aux excès de dépenses, des prodigalités qui sans me faire honneur ont ruiné mes affaires et m'ont plongé dans la misère.

« Si vous aviez un peu dompté mes impétuosités naissantes, mes insubordinations, je ne ferois plus les affaires que je me suis attirées, et une noble et mâle douceur, une belle et loyale franchise m'auroient assuré¹ les biens et l'amitié de tout le monde, si vous eussiez su m'approvisionner... je me serois rendu capable d'occuper une place supérieure à la mienne ; j'aurois plus fait, je me serois distingué dans celle que j'occupois, j'aurois eu l'honneur de me rendre plus utile à la patrie et à la Société.

« Si celui qui s'est volontairement chargé de l'éducation de la jeunesse ne doit rien négliger pour remplir cette tâche importante, combien alors tous les jeunes gens ne doivent-ils pas être reconnaissants des soins qu'on prend pour former chez eux le cœur, l'esprit, le jugement ! ».

Pawlet termine en disant qu'il a toujours essayé de dresser ses enfants jusqu'au moment où il pouvait leur laisser une indépendance complète.

Cette lettre nous montre que Pawlet avait un peu l'habitude de se vanter ; tel était son caractère. Néanmoins il avait un idéal charitable, et il ne faut jamais oublier qu'il a consacré sa vie aux soins d'un grand nombre d'enfants orphelins. Pardonnons un peu d'amour-propre, justifié

1. Le texte est ici illisible.

si nous nous rappelons que Pawlet ne rencontrait de tous côtés que l'indifférence. Et, quand il envisageait un travail au-dessus de ses ressources personnelles, rappelons-nous ses efforts pour arracher à des ministres indifférents, à un roi qui avait semblé d'abord s'intéresser à son sujet, au point de lui accorder une pension annuelle de 32.000 livres, mais qui ne s'empressait pas, chaque année, à réaliser ses promesses, les sommes nécessaires pour l'entretien de l'établissement. Pawlet luttait contre l'indifférence sceptique d'un système monarchique qui avait en somme fort peu de place pour des idées nouvelles. Mais toujours, quel que fût le nombre de ses élèves, Pawlet manifestait son désir de les instruire « convenablement » soit à leur naissance soit à leurs dispositions naturelles »¹.

Par exemple, il essayait d'encourager, parmi ses élèves, l'art dramatique, et adressa une pétition au roi, lui demandant le privilège de faire jouer certaines pièces : « Il a été représenté à Sa Majesté que le chevalier de Pawlet, non content d'avoir réussi à donner aux fils d'anciens militaires, à qui elle est consacrée, l'éducation la plus analogue à former les sujets les plus intéressans dans tous les genres, auroit encore voulu étendre l'utilité de cet établissement et le rendre plus universel en y admettant, par forme d'encouragement, ceux des jeunes gens qui, quoique nés dans d'autres classes de la société, annonceroient, par des talens distingués déjà acquis, devoir devenir des hommes célèbres dans quelqu'une des parties des sciences et des arts, et n'auroient besoin pour parvenir à la perfection que d'être aidés ; que dans l'intention de remplir ce but, en faveur des jeunes gens de lettres qui voudroient travailler pour le théâtre, il désireroit qu'on pût trouver les moyens de faire essayer les premières de leurs productions. Qu'il demanderoit à cet effet que Sa Majesté voulût bien l'autoriser et lui accorder le privilège de permettre à celui des entrepreneurs des Spectacles des boulevards qui voudront obtenir son

1. A.N., F. 17. 1370, dossier II, pièce 13.

attache de prendre le nom de Théâtre d'encouragement et de jouer les différentes pièces de théâtre que bon lui sembleroit, pourvu que ce ne fût point de celles déjà acquises par les autres entrepreneurs ou par l'Opéra ou les théâtres françois et italiens, comme aussi lui permettre d'autoriser ledit entrepreneur qui voudroit prendre son attache à percevoir telle augmentation qui seroit convenue, au profit de ladite école des Orphelins Militaires, sans que ladite augmentation pût être assujettie soit au quart des pauvres soit à aucune contribution, comme déjà destinée à une œuvre pie. [C'est-à-dire que l'argent que rapporteraient ces pièces irait, exempt de droit d'impôt, à l'école, considérée comme une institution charitable].

« Ce considéré,

« Sa Majesté voulant encourager des vues aussi patriotiques elle a accordé et accorde au Chevalier de Pawlet, le privilège exclusif d'autoriser un des entrepreneurs des Salles des Boulevards à jouer soit au Boulevard, soit dans tel autre endroit que bon lui semblera, telles pièces théâtrales qu'il voudra, pourvu que ce ne soit point de celles qui auront été acquises par quelqu'un des autres théâtres de Paris. Elle a aussi autorisé et autorise le même entrepreneur de percevoir au profit de l'Ecole des Orphelins Militaires telle augmentation qui pourra être convenue entre lui et le Chevalier de Pawlet, et après en avoir obtenu la permission de ce dernier ; laquelle augmentation sera affranchie de toute contribution même du quart des pauvres, comme destinée à une œuvre pie. Veut néanmoins Sa Majesté que dans le cas où les compagnies de théâtre françois et italiens ou l'administration de l'opéra désireroient faire jouer sur ces théâtres celles des pièces qui auroient du succès sur le théâtre d'encouragement, ils soient maîtres de le faire, conjointement avec ledit théâtre, en traitant toutefois avec les auteurs desdites pièces ».

Ce privilège était accordé, pourvu que Pawlet n'entrât pas en concurrence avec les entrepreneurs des Boulevards ¹.

1. A.N., F. 17. 1370, d. II, p. 15.

*
* * *

Le nombre de ceux qui voulaient entrer à l'école de Pawlet ne tarda pas à augmenter ; en 1778, il reçut sept enfants de la Maison de la Pitié¹.

« Etat des enfans que j'ay tiré de la Maison de la Pitié, conformément à la délibération de l'administration du 13 avril 1778 ».

« Entrés chez moi le 26 avril 1778 :

Pierre Pagnan. — Je le fais élever pour la peinture ; vu ses dispositons je l'envoy à l'académie du Louvre et il demeure à mon institution.

Jean-Batiste François Dieu. — Elève de sculpture, et logé chez moy à mon institution.

Ferriole Drémont. — Serrurier chez le S. Barduel rue Guisarde.

Joseph Maire. — Sellier, chez M. Louis, rue de la Planche.

J. Bastien Meth. — A appris la boulangerie chez mon boulanger et vient de partir en cette qualité pour l'armée.

Pierre Garnier. — Charron chez le sieur Petit, rue de Bucy.

Mochelly. — Rentré à la Pitié le 24 novembre dernier et a été remplacé le même jour par Fr. Joachim Blondin. Ledit Blondin chez moy à l'institution.

Je certifie le présent état véritable à Paris, ce 27 juillet 1779.

du Pawlet »².

Cinq mois plus tard nous trouvons l'état des enfans alors présents à son établissement³.

1. A.N., T. 6481, d. IV.

2. Remarquer le « du » : les documents postérieurs portent en général : de ».

3. F. 17. 1370, dossier V, pièces 59-60.

« 1^{er} janvier 1780. — Etat des enfants d'anciens officiers, bas-officiers et soldats invalides.

Fils d'officiers.

Jean-Baptiste Canel, âgé de fils de Sr Canel, officier invalide détaché en Languedoc.

Alexandre Joseph Loyal de Bonniere, âgé de 13 ans, fils du Sr Robert Joseph Loyal, ancien garde du corps.

Alexandre de Paix de Cœur, écuyer officier au bataillon de Gisors.

Fils de bas-officiers.

Pierre Pagnan, âgé de 16 ans environ, fils de Philippe Pagnan, détaché dans la Compagnie de La Boissière.

François Théophile Braconier, âgé de 10 ans, fils de Christophe Dieudonné Braconier, classe intermédiaire ci-devant... en l'hôtel, décédé.

Amable Thevenet, âgé de 14 ans environ, fils de feu Nicolas Thevenet, classe intermédiaire ci-devant sergent du canton des moines laïcs, décédé.

Jean-Baptiste Le François Le Teneur, âgé de 11 ans environ, fils de J.B. Le Teneur, détaché dans la Compagnie des Transports.

Jean-François Jorfra, âgé de 9 ans, fils de Claude Jorfra, détaché à l'Arsenal.

Jean Antoine Stévenot, 9 ans, fils d'Antoine Stévenot.

Jean George Chapeau, 9 ans, fils de Pierre Chapeau, à l'hôtel.

Etienne Watigny, 14 ans, fils de Jean Watigny.

François Loiseau, 9 ans, fils de ... résidant à l'hôtel.

Fils de soldats.

Nicolas London, 12 ans.

2. Nicolas, Jean-Baptiste Blondin, l'aîné 9 ans, le cadet 8, fils de Jean Joachim décédé.

2. François et Jean-Baptiste La grenade, l'aîné âgé de 10 ans, le cadet 9, fils de feu François.

Mathieu Jorce, fils de René Jacques, décédé.

Nicolas Thiery Diugagné, 14 ans, fils de feu Nicolas Thiery décédé.

Jean François Lebon, 12 ans, fils de Pierre Lebon, retiré dans son pays.

Philippe Prévost, 9 ans, fils de Philippe Prévost, retiré à l'hôtel.

Jacques Fenillet, 9 ans, fils de feu Philippe Fenillet.

4 Jacques, Pierre, Jean et Barthélémy Merry, fils de Claude Louis Merry, caporal décédé, retiré avec les vétérans à Châteauneuf.

Théorore Ferdinand, âgé de 11 ans, fils de feu Joseph Ferdinand fourrier du régiment des

Etienne Chaumon, âgé de 14 ans.

Louis Mesny, âgé de 13 ans, de Nancy, reçu à la Pitié le 24 décembre 1779, placé chez M. le Chevalier de Pawlet le 20 janvier 1780.

François Pierre Thierry, âgé de 12 ans, de Beaumont-la-Ferrière, reçu le 15 juillet 1780 et placé chez M. le Chevalier de Pawlet, le 4 août suivant.

Pierre Dieux, et Charles Antoine Dieux, deux frères, l'un âgé de 12 ans, et l'autre de 8 ans, de Prémont et de
reçus le 31 juillet 1780 »¹.

Pawlet semble avoir été en rapport avec diverses institutions charitables à Paris : le 26 octobre 1781, le directeur Henry écrivit à Pawlet, au sujet de sa demande pour des enfants de l'Hospice des Enfants Trouvés, et le remerciait pour cette nouvelle expression de sa charité². « Vous y trouverez une acquiescence à votre demande de la part du bureau (de l'hôpital) et les sentiments de reconnoissance dont il est pénétré de la charité que vous avez d'étendre

1. Ecrit par Pawlet lui-même, le texte est quelquefois illisible.

2. A.N., F. 17.1370, dossier 1, pièce 2.

sur ces pauvres enfans les soins que vous voulez bien vous donner pour élever des hommes utiles à l'Etat ».

Il paraît cependant que Pawlet, à cette époque, fut engagé dans des discussions légales, spécialement par rapport à un certain M. Barre dont Pawlet avait loué la maison. Il semble d'ailleurs que ce procès n'était pas le seul auquel Pawlet était mêlé¹. Ces procès ne présentent pas énormément d'intérêt pour nous, mais ils montrent que Pawlet, à côté de son école, avait bien d'autres inquiétudes.

Son état financier n'était pas non plus très rassurant, ce qui se comprend quand nous pensons aux dépenses que devait lui coûter sa famille, toujours grandissante; par exemple, il était débiteur envers un certain M. Buros pour une somme de 7566 livres 6 sols échue le 23 mars 1781, que Pawlet ne put acquitter finalement que le 29 juillet 1783². Pour citer un autre exemple, voici une lettre non signée :

« Au 20 janvier prochain je payeray à M. Bouillet ou ordre, la somme de 228 livres pour le montant de 12 fusils qu'il m'a vendus à Paris le 27 septembre mil sept cent quatre vingt un »³.

Un troisième procès contre Pawlet en octobre 1787, semble être devenu une affaire sérieuse. C'était un procès intenté par Louis-Charles Bruyant, maître-maçon, entrepreneur de bâtimens à Paris, et de Benoist Georget, maître-serrurier demeurant à Paris, pour la somme de 6585 livres 5 sols 6 deniers. Tous les documents relatifs à ce procès présentent peu d'intérêt, mais ils montrent au moins que Pawlet n'avait pas toujours la prudence de déterminer d'abord si ses plans grandioses et son budget financier étaient bien d'accord⁴.

Les dossiers I et IV du carton T. 668, II, Archives Nationales, donnent les détails les plus complets sur le côté

1. A.N., F. 17. 1370, dossier 4, pièces 23 à 58. En 1785, Pawlet avait des difficultés avec un sieur Labarre, maître-serrurier à Paris, que nous présumons être le même individu. Voir A.N., T. 648 1, dossier 8.

2. A.N., F. 17. 1370, dossier 4, pièce 246.

3. A.N., T. 648 2, dossier I.

4. A.N., F. 17. 1370, dossier 4, pièce 25.

économique de l'Ecole des Orphelins Militaires. Une analyse de ces documents rend évident que Pawlet était très embarrassé au point de vue financier ; il ne pouvait pastoujours faire honneur aux obligations qu'il avait contractées ; il avait pris à sa charge une nombreuse famille, et, même en observant la plus stricte économie, voulait satisfaire à leurs besoins. Pour les grosses dettes, Pawlet adoptait un système de paiement partiel, mais il semble avoir agi d'une façon plus cavalière envers les fournisseurs :

« *Mémoire des ouvrages faits et fournis pour les orphelins Militaires : Savoir*

Accommodé 10 baguettes et fait 12 visses grandes et petites pour ce	12	L. 0
Fait 2 fusils à canons de fort blanc	20	L. 0
Ajusté 4 canon	4	L. 0
	36	L. 0

Reçu 26 livres à qui je me suis restreint.

BOUILLET » ¹.

Quelquefois pourtant, Pawlet payait comptant :

« A l'Epi d'Or couronné — Veuve Langlois... Vendu à
Monsieur, 2 couvertures n^o 37 à 10 L. 10 sols. 21 livres
Reçu comptant » ².

Pour les dépenses de Pawlet nous ne manquons pas d'exemples, et parmi les documents détaillés de cette série T. 648, II, se trouve le livre de blanchissage fait pour la maison en 1785 ³. Mais, n'ayant pas ici le rôle de « vérificateurs de comptes », nous nous bornons simplement à souligner en quoi consiste l'intérêt général de ces pièces. Sans doute, il est intéressant d'apprendre que de mai à

1. A.N., T. 648 2, dossier I.

2. *Ibid.*

3. A.N., T. 648 2, dossier III, pièce 79.

novembre 1791, les enfants ont mangé 7518 livres de viande fournie par M. Bayard à 7 sols 6 deniers la livre et 1536 livres de morceaux plus appétissants à 10 sols la livre, et que, le 11 octobre 1791, M. Bayard reçut en acompte 700 livres sur la somme de 4.000 livres que lui devait Pawlet, mais il nous faut revenir aux détails essentiels de notre histoire.

*
* *
*

Il n'est pas facile de déterminer le nombre d'enfants qui était à l'Ecole des Orphelins Militaires, du moins pendant les premières années. Le présent auteur a cependant eu la bonne fortune de trouver aux Archives Nationales certaines listes qui nous révèlent quelques-uns, au moins, des noms de ces élèves.

Pendant les premières douze années de son existence (1773 à 1785) l'Ecole des Orphelins Militaires dépendait entièrement de la munificence de son fondateur, ou des dons philanthropiques qu'on faisait de temps en temps. Cependant le nombre de ces élèves avait grandi jusqu'à 35 au moins en 1780¹, tandis qu'en 1783 Pawlet avait dans son école au moins 130 enfants². En 1785 il y en avait au moins 160³, nombre qui s'élevait bientôt jusqu'à 200 ou 220⁴. Bien qu'après la fuite de Pawlet nous ne trouvions que 112 noms⁵, il est certain que beaucoup de parents avaient alors retiré leurs enfants car, surtout vers cette époque, l'école était non seulement un orphelinat, mais une école populaire. Pawlet, comme nous l'avons dit, avait évidemment l'intention de recevoir des enfants pris dans d'autres institutions : nous avons déjà parlé de ces enfants pris à la Maison de la Pitié¹, et de la demande de Pawlet

1. V. pp. 86-88.

2. A.N., F. 17. 1318, pièce 225. Lettre de M. d'Ormesson à M. le Maréchal de Ségur le 19 juillet 1783.

3. A.N., F. 17. 1369, dossier III. Cette pièce parle de l'assistance donnée par le Roi à Pawlet « pour chacun des 160 enfants qu'il s'est chargé d'élever ».

4. A.N., T. 648², dossier II, pièce 51. — « N'a cessé d'entretenir 200 à 220 élèves depuis le moment où le Roi lui donne son appui ».

5. A.N., F. 17. 1370, dossiers VI, VII, VIII, IX.

au directeur Henry pour des enfants de l'Hospice des Enfants Trouvés¹.

* * *

Peu à peu se développait dans l'esprit de Pawlet un projet pour étendre son institution et en faire le foyer permanent de plusieurs centaines d'enfants², mais il se borna uniquement, d'abord, à obtenir le patronage royal et de l'aide financière. Beaucoup de personnages importants de la capitale s'intéressaient à l'institution : le 1^{er} août 1783, une lettre, écrite³ à Mme la Comtesse d'Adhemar à Paris, exprimait l'espoir que le contrôleur général pourrait demander au roi d'aider l'Ecole de Pawlet ; au mois de mai précédent, Pawlet lui-même avait adressé au gouvernement un mémoire où il précisait sa demande. Il y esquissa ce qu'il avait accompli jusqu'alors, commençant par sa rencontre avec un orphelin dans le Bois de Vincennes ; en parlant de la nouvelle construction qu'il projetait, il demandait incessamment la somme de 30.000 livres de rente, « qui paroitraient médiocre si on fait attention qu'indépendamment des maîtres dans tous les genres, nécessaires à la première éducation, et des fournitures en livres, papiers, instrumens de mathématiques, etc...⁴ ».

En marge de cette pièce se trouve l'observation suivante :

« Cet Etablissement paroît intéressant et mérite véritablement la protection du gouvernement. — 29 mai 1783 ».

L'Ecole de Pawlet, jouissait, évidemment, d'un renom grandissant, et dans son Mémoire de juillet 1783, Pawlet étend le précis antérieur et affirme sa demande d'une façon très claire. Mais le bureau des fonds affirma : « avant de

1. A.N., F. 17. 1370, dossier 1, pièce 2.

2. A.N., F. 17.1370, dossier II, pièce 13.

3. *Ibid.*, dossier I, pièce 3, signature illisible : « Cr... »

4. A.N. F. 17. 1318, page 223. Guillaume, en citant ce précis, commet une grave erreur, car il omet les mots depuis « Maîtres » jusqu'à « et », qu'il révèle un départ du système de Lancaster.

proposer au roi d'autoriser cet Etablissement public pour des secours aussi considérables, il paroîtroit nécessaire de consulter M. Amelot¹ et M. de Ségur² sur l'utilité de son objet. — 10 juillet 1783 ».

La lettre au maréchal de Ségur ne se montra pas favorable à ce que l'Ecole des Orphelins Militaires fût reconnue officieusement : elle objecta surtout la difficulté qu'il y aurait à trouver un successeur digne d'occuper la place de Pawlet plus tard.

Pawlet demandait un secours annuel de 60.000 livres. « L'emploi de cette somme seroit fait ainsi : 30.000 livres seroient abandonnées pour payer l'intérêt d'un capital qui seroit emprunté pour la construction d'un bâtiment propre à contenir sept à huit cens élèves avec leurs maîtres, et l'acquisition d'un terrain de cent arpens qui serait loué à différens jardiniers choisis, à la charge pour eux de n'employer à leur culture que les élèves de la maison. Les autres trente mille livres formeroient un premier revenu à cette école »³.

Il élabore le système d'après lequel ce terrain serait cultivé, et comment le bénéfice pourrait être utilisé « pour l'entretien d'un premier fond d'environ 250 élèves avec leurs maîtres »... De sorte qu'en peu d'années l'on « seroit parvenu à rendre à cette école au moins la somme annuelle de soixante mille livres que Sa Majesté lui auroit accordée, à lui procurer un bâtiment, un terrain, et enfin à y assurer la subsistance de la meilleure éducation à plus de sept cens individus dont partie de la classe noble ».

Le chevalier Pawlet dit « qu'on seroit parvenu en peu d'années à assurer la subsistance à sept cens individus, parce que, pour maintenir le bel ordre qui existe déjà dans son école, il ne faudroit accroître le nombre des élèves que progressivement, et n'en admettre des nouveaux qu'à mesure que les derniers arrivés seroient formés à la disci-

1. M. Amelot était ministre de la maison du Roi.

2. Commandant de l'Ecole Royale Militaire à Paris.

3. A.N., F. 17. 1318, pièce 228 : citée en partie par Guillaume, p. 21 à 26.

plaine qui y est établie. A cet effet, les jardiniers seroient obligés d'employer dans les premiers tems des ouvriers étrangers qu'ils supprimeroient successivement, en proportion de ce qu'il se trouveroit dans le premier fond des élèves, des sujets propres au travail.

« Il en seroit ensuite de même lorsque le nombre des cinq cens élèves travailleurs seroit complet ; lorsque l'un de ceux-là sortiroit à l'âge de seize ans pour embrasser un état quelconque, on le remplaceroit par un autre tiré de la partie la moins occupée d'études... et celui-ci seroit à son tour remplacé par un nouvel admis à l'Ecole.

« Enfin, c'est de l'art avec lequel on sait tirer parti de l'union des fils des soldats avec ceux des officiers de fortune ou nobles ; c'est des secours qu'on offre à ces deux classes d'infortunés, c'est de la nécessité d'employer les loisirs de ceux de la classe subalterne pour les soustraire aux vices qu'enfante l'oisiveté, en les mettant à la portée de subsister de leur propre travail au lieu de les laisser périr ou se pervertir dans la misère ; c'est enfin de l'émulation que fait naître cet ordre que résulteront les avantages sans nombre que le gouvernement trouvera à protéger cet établissement ». Cet exposé est signé par le « Ch. de Pawlet ».

Tandis qu'Amelot accueillit cette suggestion, Ségur s'y opposa ; mais en 1784 le roi accorda à Pawlet, une somme de 28.000 livres, qui devait être considérée purement comme un don et non pas comme le commencement d'une subvention annuelle.

En juillet 1785, Pawlet réclama un secours de 32.000 livres, mais le gouvernement hésita, car « s'il l'obtient, il ne se bornera sûrement pas à cette faveur extraordinaire, et plus son établissement croîtra plus il fera de demandes. Au surplus, l'indemnité de 2 millions que le Trésor Royal paya à l'Ecole Militaire pour sa loterie, cessera dans deux ans. Il conviendrait peut-être d'attendre cette époque pour voir ce que l'on pourroit faire pour l'Etablissement de M. le chevalier de Pawlet ». Dans la marge se trouve cette anno-

tation : « Le Ministre approuve les observations ci-après : Répondre en conséquence à M. de Pawlet. — 16 juillet 1785 »¹.

Il semble donc que l'affirmation de Guillaume : « il ne restait à Pawlet d'autre parti que l'attente et la patience » — soit correcte². Guillaume se basait sur les écrits de Thiéry, Pictet de Rochemont et du *Repository* de Londres : « ce n'est qu'en 1787 qu'intervint enfin une décision accordant au chevalier Pawlet les 32.000 livres annuels qu'il avait sollicités »³. Cette constatation serait tout à fait satisfaisante si ce n'était pour un autre document que le présent auteur a découvert dans les Archives Nationales, et qui est daté du 2 août 1785 « le traitement ou secours annuel a été fixé par une décision du roi, à 32.000 livres, à raison de 200 livres par an pour chacun des 160 élèves, qu'il s'est chargé d'élever »⁴. Dans le même dossier se trouve le rapport⁵ sur l'assistance financière qui avait été accordée à Popincourt, et nous voyons que, le 2 octobre 1785, 32.000 livres avaient déjà été accordées à Pawlet. Il y a d'autres indications dans une lettre du ministre de l'Intérieur au Trésor Royal, datée du 12 novembre 1791, d'après laquelle Pawlet demande le paiement de « la somme de douze mille livres, à compte de celle de 32.000 livres que le roi, par sa décision du 2 octobre 1785 a accordée... »⁶. On observera que la date ici est du 2 octobre 1785 : le document qui porte la date du 2 août 1785 peut se rapporter à la décision du roi, l'argent n'étant payé que deux mois plus tard.

Il semblerait donc bien que la vraie date de ces paiements fût les mois d'août ou d'octobre 1785. En ce sens, nous sommes obligés de mettre en doute l'affirmation de M. de Calonne, ministre des Finances, dans la lettre du 23 juillet 1785 à laquelle nous avons référé et que Guillaume a

1. A.N., F. 17. 1318, pièce 229. Ceci, aussi bien la lettre officielle adressée à Pawlet le 23 juillet 1785, est citée par Guillaume. Ces pièces constituent les deux derniers des dix documents que Guillaume avait découverts.

2. Guillaume, p. 35.

3. Guillaume, p. 36.

4. A.N., F. 17. 1369, dossier III.

5. Fait en 1793, pièce 40.

6. A.N., F. 4. 1090, pièce 1 (C. 51. novembre 1791).

citée *in extenso* ; dans cette lettre, Calonne demande fort poliment à Pawlet d'attendre jusqu'en 1787, lorsque quelques-unes des monnaies employées jusqu'alors par l'Ecole royale militaire pourraient être utilisées au profit de l'Ecole des Orphelins Militaires. Peut-être toute l'explication se trouve dans le post-scriptum de cette lettre, « de la main de Monseigneur », post-scriptum que Guillaume qualifie de « l'eau bénite de cour », « un baume sur la plaie ». Il ne sera donc pas mal à propos d'imprimer ces quelques lignes ¹ :

« Personne ne connoit mieux que moi, Monsieur, le mérite de votre établissement ; personne n'en désire plus le succès, avec toute l'extension dont il est susceptible ; personne aussi ne rend plus de justice à votre zèle, à vos sentiments patriotiques, à votre intelligence. J'en ai rendu compte au Roi, et Sa Majesté est très favorablement disposée pour aider vos efforts ; mais M. le Maréchal de Ségur s'étant absolument refusé à toute assignation sur l'Ecole Militaire, je ne puis que vous promettre de lui en parler encore. En attendant qu'il y ait une décision à cet égard, je pourrai vous procurer quelques secours pour achever votre bâtiment ² ; mais je ne puis trop vous exhorter à borner quant à présent vos vues et à vous attacher à perfectionner de plus en plus votre utile établissement plutôt qu'à l'augmenter autant que vous paraissez le désirer ». Cette dernière phrase met en lumière une caractéristique de Pawlet, c'est-à-dire son impétuosité. Il n'était que trop porté à oublier la vérité de *festina lente*, et à s'embarquer sur un plan avant d'avoir considéré s'il était réalisable.

Quelle est la raison de ce brusque changement de la part des autorités ? Est-ce qu'eleroi et monseigneur, appréciant la valeur de l'institution de Pawlet, avaient influé sur le maréchal de Ségur ; est-ce que l'argent était accordé comme une charge publique portant sur le Trésor, indépendamment

1. A.N., F. 17. 1318, p. 232 ; cité par Guillaume, p. 35.

2. Comme le dit Guillaume, ce secours était évidemment pour l'Ecole alors située rue de Sèvres. Cf. p. 79 « la maison des orphelins militaires est prête à tomber de vétusté ».

des monnaies destinées à l'Ecole royale militaire ; est-ce que des personnages particuliers et des membres de la cour avaient incliné le roi, car Pawlet n'était pas sans influence dans la haute Société ¹ ? La vraie raison, nous ne pouvons pas la dire : mais ce qui semble tout à fait certain, c'est que le secours fut accordé en 1785 et continué jusqu'en 1792, bien que le paiement annuel ne fût pas fait avec toute la promptitude que Pawlet aurait pu désirer.

*
* *

Pawlet, pour ce qui est de limiter son projet, ne semble pas avoir suivi les conseils de monseigneur. Thiery écrivant en 1786 ², nous dit qu'il y avait à l'école 192 enfants ; Pictet de Rochemont, écrivant deux années plus tard dit : « Cet homme respectable eut la satisfaction de voir prospérer son établissement. Il réussit à placer avantageusement quelques sujets qu'il avoit formés ; ses moyens pécuniaires s'accrurent par des héritages naturels et des dons gratuits, et il augmenta dans la même proportion le nombre de ses élèves, porté aujourd'hui à 193 ». Dans une note, de Rochemont ajoute : « Il y a en outre environ 100 jeunes gens placés en apprentissage pour divers métiers hors de la maison ». Pawlet lui-même affirme qu'il « n'a cessé d'entretenir 200 à 220 élèves » depuis le moment où le roi lui donna son appui ³.

Déjà le chevalier voyait prendre à son rêve les formes de la réalité. Le Roi lui avait accordé un secours annuel, et à peu près à la même époque, lui concéda du terrain près de l'Etoile ⁴. Nous réservons, pour un chapitre séparé, la longue histoire de cette école, mais il semble bien que, contrairement à Guillaume, la Roi ait reconnu officiellement, en 1785, l'Ecole des Orphelins Militaires : nous savons

1. Nous avons déjà cité à cet effet une lettre de 1781 ; voir p. 92.

2. *Guide des Etrangers voyageurs à Paris*, t. II, p. 554.

3. A.N., T. 648 ² dossier II, pièce 51.

4. A.N., F. 17. 1370, dossier II, pièce 13.

qu'en 1786 Pawlet négociait pour des terrains à l'Etoile, et que, le 4 novembre 1786, la Supérieure du couvent de Chaillot lui écrivait pour lui demander d'opérer avec justesse l'échange de certains terrains ¹.

*
* *
*

Le chevalier de Pawlet était un homme remarquable, extrêmement curieux, il s'occupait de tout, — politique, théâtre, finances, milices. Il était ce qu'on appelle familièrement un grand « tapeur » ; il faisait toujours des pétitions, adressait à des personnages souvent importants des demandes d'argent, des réclamations, des projets, des propositions de toutes les espèces. Il était organisateur-né et avait une détermination indomptable, mais son impétuosité le conduisit dans une difficulté sérieuse, tant pour le développement général de l'Ecole que pour son organisation intérieure.

Dès qu'il eut conçu son projet, il se hâta de faire poser la première pierre. Il avait déjà commencé de bâtir avant que les échanges du terrain ne fussent déterminées légalement.

Il avait aussi écrit à Antoine, architecte du roi, pour exprimer dans des termes pas trop polis, son déplaisir des délais auxquels on l'astreignait, Finalement Antoine, par sa lettre du 11 juillet 1789, ordonna la suspension des travaux jusqu'à ce que lui et Pawlet se fussent mis d'accord ². Il dit en même temps : « il seroit impossible que j'eusse conservé, ainsi que je l'ai fait, l'amitié de tous ceux pour lesquels j'ai fait des bâtiments depuis plus de 30 ans, s'ils avoient eu lieu de se plaindre de ma besogne,... c'est donc avec bien du regret, Monsieur, que je vois dans votre lettre, toute l'étendue de votre mécontentement... » ³. Pawlet avait vraiment un caractère peu commode.

1. *Ibid.*, dossier I, pièce 4.

2. A.N., F. 17. 1370, dossier I, pièce 8.

3. *Ibid.*



Ce fut dans la rue de Sévres que Pawlet établit d'abord son école, dans l'année 1773. Treize ou quatorze ans plus tard, on lui prêta le couvent des Célestins à Popincourt, jusqu'au moment où il pourrait bâtir et organiser la nouvelle Ecole qu'il projetait. Mais, par suite de certaines difficultés Pawlet fut transféré à la Caserne de Popincourt¹, où il resta jusqu'à sa fuite en 1792. L'auteur a trouvé sur cette école un mémoire intéressant : « Mémoire pour l'Ecole consacrée aux anciens militaires de tous les grades, relatif à la partie de la Caserne que cette Ecole occupe »².

Pawlet « n'a cessé d'entretenir 200-220 élèves depuis le moment où le roi lui donna son appui ».

Pour donner une idée des moyens d'instruction réunis dans cette école, M. Pawlet se contentera d'observer « qu'elle a fourni des officiers au génie militaire, à la marine militaire et marchande, aux constructeurs de vaisseaux, ainsi que des sujets à la médecine, à la chirurgie et aux arts, et des recrues et soldats en assez grand nombre. Les vues d'après lesquelles il faut faire des constructions³ ont pour objet de faire de cette école une sorte de lycée dont le but sera de diriger chacun, d'après ses dispositions, vers l'état que la nature lui indiquera, de manière à former des sujets les plus distingués dans tous les genres de vie, du simple soldat jusqu'au savant.

« Le Roy et l'Archevêque de Paris avoient prêté au Sr Pawlet pour cette école, les Célestins, jusqu'à ce que les bâtimens qu'il fit construire à l'Etablissement de Chaillot fussent habitables (au mois d'octobre 1789 la commune ayant cru avoir besoin de ce couvent pour y mettre des

1. Il y avait également à la caserne des troupes de soldats et elle semble avoir servi aussi comme une sorte de dépôt pour des armes. Voir A.N., B.B. 81 A, fol. 163 et 164. Voir aussi Archives de la Seine, D. 133.

2. A.N., T. 648², dossier II, pièce 51.

3. C'est-à-dire à l'Etoile.

troupes, fit une concession au Sr Pawlet de la partie de la caserne de Popincourt située au fond de la cour).

« Au mois de janvier dernier la commission de casernement voulut arbitrairement annuler cette espèce de traité. M. de Pawlet se défendit sur de bonnes raisons et il observa enfin que si on se permettait d'enfreindre aussi illégalement cette convention, il serait obligé d'abandonner cette famille immense dont la plus grande partie ne sauroit où se réfugier... ¹.

« Cependant, il promit de céder la place au mois d'avril, quoiqu'il vît l'impossibilité de le faire. Une foule de circonstances se réunissent pour s'opposer à l'exécution de cette promesse, qu'il désireroit d'autant plus vivement accomplir que la portion de la maison qu'il fit bâtir, dont partie est déjà construite, est plus favorable à l'établissement ».

Mais, ayant eu des difficultés avec l'architecte, Pawlet « supplie donc l'administration de lui laisser encore une année la jouissance de cette partie de caserne... » Malheureusement, nous ne savons pas si cette demande a été accordée, mais il semble bien que si, car Pawlet était encore là au mois d'août 1792, et l'Ecole y resta pendant 3 années de plus. Nous pouvons peut-être apprécier combien les autorités voulaient chasser Pawlet en lisant la lettre suivante, écrite par M. le Chevalier de Venet, concernant la dépense à la caserne de l'Arsenal, le 5 avril 1790 ²... «... Rien aussi n'étoit comparable à l'état de délabrement où le chevalier de Pawlet avoit laissé cette maison, — ny portes ny fenêtres, ou de très mauvaises, pas de vitres, point de carreaux, etc... Malgré cela, vous m'avez effrayé hier par votre aperçu de 26.000 livres de dépenses pour cette caserne, et surtout de 8.000 livres pour le menuisier... » Pawlet ne semble pas avoir eu un égard spécial pour la propriété des autres.

1. Il n'existe aucune trace de cette convention ; nous ne pouvons que reproduire les mots de Pawlet lui-même, qui ne sont peut-être pas toujours impartiaux, mais qui au moins, constatent les faits autant que nous pouvons les savoir.

2. A.N., F. 13. 779, n° 62.



Pawlet avait une difficulté constante à obtenir le secours annuel qu'on lui avait accordé, et adressa une lettre personnelle au ministre de l'Intérieur le 5 novembre 1791, dans laquelle il réclamait son paiement ¹. Non content de cela, il envoya encore un de ses « mémoires » écrit, cette fois, à la troisième personne ². « Mémoire pour l'Ecole des Orphelins Militaires ».

« Lorsqu'en 1773 le Sr Pawlet forma, en faveur des fils de vétérans morts ou retirés à l'Hôtel des Invalides qui se trouvoient sans ressources et sans asile, l'Ecole dite des Orphelins Militaires, il se proposa non seulement de venir au secours de cette classe de sujets, mais voulut étendre ses vues et rendre cette institution d'une utilité plus générale, il chercha à y faire l'essay d'un plan universel d'éducation qui auroit pour objet le développement de toutes espèces de dispositions, afin de donner des sujets les plus distingués dans toutes les classes civiles et militaires. Convaincu par 30 années d'espérance des avantages que présenteroit à la France cet Institut, s'il étoit sédentairement (?) établi, il désira faire construire des bâtimens dans la partie des environs de cette capitale, où se trouveroient réunis les moyens de remplir l'ensemble de toutes les vues relatives aux sciences, aux arts et métiers et à l'agriculture, qu'il avoit en consolidant cette école. Le Roy pour concourir au succès de cette entreprise voulut bien arrêter qu'il entreroit pour 200 livres dans la dépense de chacun des 160 enfans élevés aux frais du Sr de Pawlet, afin de remplacer en quelque sorte les revenus capitaux qui seroient employés aux constructions. Depuis cette concession le Sr de Pawlet a non seulement entretenu au delà de 220 individus à ses frais, mais il a encore employé en frais de constructions des sommes qui excèdent ce qu'il a reçu en

1. A.N., F. 4, 1090, pièce 2.

2. *Ibid.*, C. 51, pièce 3.

secours. Il observe que quoyque plusieurs années notamment celle-cy aient été marquées par l'enchérissement des denrées, et par des froids extraordinaires, *il a toujours été et il est encore très éloigné de demander un accroissement de secours*, ny même qu'on lui paye les 160 petites pensions d'avance, mais il désireroit au moins qu'elles lui soient payées après l'échéance en totalité et non par parties. Il ne lui a été accordé pour les 32.000 livres échues en octobre 1791 que 12.000 livres et ce seroit une injustice de faire payer les 20.000 livres restantes... ».

En conséquence de ce Mémoire le ministre de l'Intérieur écrivit au Trésor, le 12 novembre 1791, lui ordonnant de payer « la somme de 12.000 livres à compte de celle de 32.00 livres que le roi, par décision du 2 octobre 1785 a accordée... »¹.

L'année d'après, il semble que la subvention fût payée plus promptement ; du moins nous n'avons aucune correspondance qui prouve le contraire. Nous trouvons, dans le folio 144 du registre des ordonnances : « le 13 mai 1792, il a été expédié au sieur Pawlet une ordination de la somme de 10.666 livres 13 sols 4 deniers pour les 4 premiers mois de 1792 »².

Ce fut le dernier paiement officiel. Trois mois plus tard, la monarchie était tombée, Pawlet s'était enfui ; la désorganisation était complète. Mais, avant d'en venir à l'examen de la période postérieure à la Révolution, arrêtons-nous pour considérer le caractère de Pawlet.

*
* *

Ce qui nous frappe d'abord dans le chevalier de Pawlet, c'est l'incroyable variété de ses intérêts. Il s'intéressait à tout, écrivait des mémoires, préparait des projets sans nombre. Dans l'organisation générale de son Ecole, il

1. A.N., F. 4., 1090, pièce 1.

2. A.N., F. 17. 1369, dossier III.

montrait vraiment du génie. Il a dû pourtant avoir un caractère dogmatique. Il était surtout impétueux, et porté à de violents accès de colère. Selon le biographe Michaud ¹, Pawlet s'emportait facilement, quelquefois « jusqu'à prendre les élèves par les cheveux et à les frapper avec un trousseau de clés ». Il est donc certain que son caractère était violent. Un certain de Cantwell ², lui écrivant le 7 août 1791, disait : « J'oublie volontiers tout ce qui s'est passé à notre dernière entrevue, je l'oublie avec d'autant plus de plaisir que j'étois profondément affligé de l'opinion que vous sembliez avoir de mon cœur... J'ay apperçu Monsieur que vous êtes sujet à des accès de vivacité dont beaucoup d'hommes très estimables sont susceptibles, et comme j'ay véritablement de l'amitié pour vous, j'éviterai ce qui pourroit tendre à exciter ainsi la vivacité et à me donner le tort que je ne me serois jamais pardonné... » ³. Choissant parmi les lettres innombrables que des personnages, même célèbres, ont adressées à Pawlet nous pouvons déterminer ses autres caractéristiques : par exemple une lettre d'un parent à son fils nous dit « ... vous vous plaignez d'être maltraité dans votre pension... il paroît que vous êtes au désespoir et que vous voulez entrer dans l'Etat ecclésiastique ... » ⁴. Le père, le chevalier d'Argeuil continue en priant son fils d'essayer de plaire à Pawlet. Pourtant une autre lettre peut nous convaincre de la vraie bonté de cœur du chevalier : M. Sombrueil, directeur des Invalides, lui écrivit le 7 mai 1789 : — « Le citoyen Palastre, Monsieur, s'est empressé de me rendre compte de l'accueil distingué et plein de bonté qu'il a reçu de vous. Je ne saurais vous exprimer la reconnaissance et satisfaction de l'intérêt particulier que vous voulez bien prendre à son fils » ⁵. Le 13 juillet 1786, la sœur

1. *Biographie universelle*, t. XXXII.

2. A.N., T. 648¹ liasse I. Ce même de Cantwell demanda à Pawlet de prendre son fils dans son école, ce qui prouve que le chevalier n'était pas brutal mais simplement susceptible d'une certaine brusquerie de caractère.

3. A.N., T. 648², dossier, II pièce 69.

4. A.N., T. 17. 1370, dossier VI, pièce 71.

5. A.N., F. 17. 1370, pièce 99.

d'un des élèves, Larboulerie, écrivit à Pawlet pour lui exprimer sa reconnaissance¹; trois années plus tard, le 8 juillet 1789, un certain Legriel, soldat distingué, demanda à Pawlet de lui réserver une place pour son fils; cet enfant n'avait alors que 6 ans 1/2 mais son père voulait lui assurer l'entrée à l'école de Pawlet, afin qu'il reçut une bonne préparation militaire². Et voici un autre exemple : le père d'un certain Desursins écrit : « ce n'est pas sans chagrin que j'ai appris... le mécontentement que vous donne mon fils et l'intention où vous estes de le renvoyer... accordez-moi Monsieur, la grâce de le garder encore... envisagez ma situation, et suivez les mouvemens de votre cœur dont on connaît la bienfaisance... »

Quelquefois même ses élèves prenaient la fuite à cause du mauvais traitement qu'ils recevaient, leurs parents adressaient à Pawlet des lettres amères, et son Etablissement était parfois l'objet de scandales considérables. Nous avons, par exemple, l'affaire de la veuve de Tersac, et la réponse à sa pétition pour faire retrouver un de ses fils qui avait disparu de l'Ecole de Popincourt en 1791 ou 1792. Les réponses, datées de 1802 et 1803, ne donnaient aucune satisfaction, mais affirment que des recherches ont été faites dans les registres et papiers de l'émigré Pawlet conservés au Département de l'Instruction publique, et dans ceux de Suchet³, qui étaient renvoyés après la suppression de l'Ecole des Orphelins de Popincourt⁴. Le rapport des commissaires, dressé après la fuite de Pawlet, nous dit que le jeune Tersac, âgé de 8 ans, est « chez sa mère présentement à Paris ».

Tout ceci ne suffit pas pour nous faire croire que Pawlet était vraiment un tyran; autrement est-ce que son école

1. *Ibid.*, pièce 185. A l'intérieur de la lettre se trouvent des notes faites par Pawlet lui-même relatives au caractère de l'enfant; ces notes montrent combien Pawlet comprenait les mobiles qui font agir les enfants.

2. *Ibid.*, pièce 126.

3. Suchet devint le directeur provisoire de l'Ecole après la fuite de Pawlet, en 1792.

4. A.N., F. 17. 1369, dossier XVI, 659, 2-4.

aurait joui d'une renommée telle que les personnages les plus distingués y réclamaient des places pour leurs fils ?¹ Parmi ces papiers, on trouve des détails touchants relatifs à des cadeaux envoyés par les parents à leurs enfants²; et nous lisons dans le *Journal de Genève* : « Lorsque ce chef parcourt leurs salles de travail, lorsqu'il s'arrête pour les questionner, lorsqu'il encourage leurs efforts ou qu'il partage leurs plaisirs, ce n'est point avec un respect mêlé de crainte que les regards se posent sur lui ; la confiance brille dans leurs yeux, on sent que c'est à un ami qu'ils parlent ».

Pawlet demandait à ses élèves du travail, aussi bien que de la bonne conduite, et s'ils manquaient à ces exigences il adressait à leurs parents des lettres sévères. « Je conviens que je suis un peu exigeant et que, voulant de chacun tout ce qu'il peut donner, je lui demandois (au fils de madame) plus qu'à beaucoup d'autres... », — Pawlet à la comtesse de Guibert³. Dans un autre document nous voyons Pawlet le maître se plaignant d'une lettre où le jeune « Jacquet » avait fait des fautes d'orthographe !⁴

Son Ecole ne tarda pas à être connue, et la preuve en est que nous avons des centaines de lettres, provenant de gens souvent nobles et demandant pour leurs enfants ou pour les enfants de leurs amis, une place dans l'Etablissement de Popincourt. Pawlet dirigeait toutes ses affaires lui-même, et les quittances des professeurs signées par lui, les cahiers de comptes, les mémoires des fournisseurs, les reçus de blanchissage, de cordonnerie, de ferblanterie et le reste, nous font entrevoir combien une semblable institution demandait de soins et d'organisation⁵.

1. Leroux-Cesbron, *Bulletin de la Société Historique d'Auteuil et de Passy*, 1916, p. 65, nous dit que « Monsieur de Préville, écuyer du Roi, lui (Pawlet) aurait confié son fils, que le marquis de Boulainvilliers eût fait élever chez lui son petit-fils, que M. Lechoulteux de Monay, le riche banquier, que l'abbesse de Fontevault et beaucoup d'autres personnes de qualité eussent fait des démarches pour faire admettre leurs protégés dans son école ».

2. A.N., F. 17. 1370, dossier VIII, pièce 203.

3. A.N., T. 648¹, liasse 2.

4. *Ibid.*,

5. *Ibid.*, dossiers I et IV.

C'était un caractère tout entier de contradictions. Après avoir réfléchi longtemps sur le chevalier Pawlet, on en arrive à se demander s'il était vraiment un homme sincère, dévoué, plein de charité envers les enfants pauvres et abandonnés, ou bien un escroc de la dernière habileté, un fripon mêlé à tout. Sans doute il était les deux à la fois. Mais nous sommes toujours obligés d'en venir au fait inévitable, qu'il consacra tout à l'organisation, au développement d'une école pour les orphelins militaires. Dans tous ses écrits se manifeste nettement le sentiment qui devait entraîner sa perte. Dans tout, Pawlet était royaliste, que dis-je, ultra-royaliste. Ce sentiment, ajouté à une imprudence complète, rendaient évidemment impossible pour lui de rester en sûreté à Paris, après le renversement de la monarchie.

Pawlet, dans son *Adresse à l'Assemblée Nationale*, en 1789¹ manifeste clairement son esprit royaliste. En même temps il essaie de justifier son civisme par l'emploi de mots tels que « concitoyens ».

« Les peuples, égarés par de faux principes, emportés par les fureurs qui naîtront de la misère où les auront réduits l'anarchie et le désordre, ...ils s'acharneront les uns contre les autres ; après s'être entr'égorgés, après avoir ôté à leurs bienfaiteurs jusqu'aux derniers des moyens de les secourir, accablés de tous les maux, ils imploreront eux-mêmes (?) la puissance publique ; ils demanderont à grands cris au Monarque de les soustraire à leur propre rage : alors, s'il n'est pas trop tard, semblable à l'astre radieux, qui, par l'influence de ses rayons, chasse les nuages, échasse la nature, rassemble les abeilles et leur roi, les troupeaux et leurs bergers, distribue à chacune des parties de ce vaste

1. M. le comte de Pawlet, British museum, 283, K. 21. Cette adresse fut imprimée en 1790 par ordre de l'Assemblée Nationale, et constitue un extrait d'un des 4 documents trouvés par le présent auteur dans le British Museum, et traités en détail dans la 3^e partie de son livre.

Dans le procès-verbal du 24 mars 1790, on lit : « On a ordonné l'impression du projet de décret présenté par M. Pawlet et autorisé. M. le président à témoigner à ce citoyen la satisfaction de l'Assemblée sur l'utilité des travaux dont il s'occupe ». Guillaume affirme (page 63) « qu'il ne pouvait trouver aucune copie de ce projet et qu'il ne savait même pas s'il avait été imprimé ».

univers, la tâche qu'elle doit remplir, et lui donne sans cesse une nouvelle vie ; de même aussi la force du Pouvoir souverain, entre les mains du plus juste des monarques, ramènera l'ordre, rétablira et entretiendra, en consultant souvent ceux dont il exigera cependant l'obéissance nécessaire pour le bonheur commun, le calme qui seul peut opérer le bien de toutes les nations. J'ai vu croître le mal, j'ai long-tems médité sur les moyens d'y rémédier : pressé par un désir invincible de me rendre utile à ma patrie, il me sembloit que j'étois plus heureux lorsque je cherchois les moyens qui pourroient concourir au bonheur de mes concitoyens. Quoique très jeune encore, je m'étois déjà rangé dans la classe de ceux dont le nom est une espèce d'injure¹ ; de ces hommes à projet dont tous les instans sont employés à rêver sur les biens ou sur les maux publics, lorsque notre auguste Monarque succéda au trône de ses ancêtres. Pénétré de reconnaissance pour les bontés dont son auguste père avoit honoré mes premières années, je fis des vœux pour la prospérité de son règne...² » La fin de cette adresse montre clairement la double position de Pawlet, c'est-à-dire son amour pour la monarchie et son amour pour sa patrie, car il nous dit qu'il serait heureux si ses vues pouvaient être de quelque utilité à son pays.

« Si après les avoir examinées avec l'attention que méritent des sujets aussi importants, vous ne les croyez pas susceptibles d'exécution, elles auront du moins à vos yeux le mérite de m'avoir été dictées par le zèle le plus pur, l'attachement le plus sincère, le plus inviolable et le plus respectueux pour ma patrie et pour notre auguste monarque »,

« De Pawlet ».

Malgré son civisme apparent Pawlet prend nettement parti pour le roi ; pour lui, le salut public reposait dans la monarchie.

1. Est-ce qu'il fait aveu ici de sa naissance humble ?

2. Même Pawlet a dû être fort embarrassé pour modifier, deux ans plus tard, ces assertions.

C'est au British Museum qu'il nous faut nous adresser pour une autre pétition de Pawlet à l'Assemblée Nationale¹. C'est un exemple concluant de ses sentiments royalistes. Voici ce que dit Pawlet en parlant de la pétition : « L'objet est de démontrer à l'Assemblée Nationale que le Roi n'a jamais cessé de désirer le bonheur des Français ; qu'on en trouve une preuve bien frappante dans sa déclaration du 23 juin 1789, qui méditée et prise pour guide, eût opéré la plus heureuse révolution, prévu tous les maux qu'on a éprouvés, et offert les moyens d'assurer en très peu de tems, une constitution qui eût fait, à l'instant, de la France, la Nation la plus riche, la plus libre et la plus puissante. Sous cette considération il demande à l'Assemblée Nationale de vouloir bien se mettre à la tête de tous les vrais amis de la patrie, à l'effet de supplier Sa Majesté de reprendre les rênes du Gouvernement pour réprimer les factieux, éviter la guerre et rendre bientôt les peuples heureux ».

« Entreprendre d'éclairer un peuple que des pervers ont aveuglé, au point qu'en courant à sa perte, il croit marcher à grands pas vers le bonheur ; vouloir ramener dans les bras du meilleur des Souverains, disons mieux, du meilleur des Pères, des sujets que des perfides ont égarés, jusqu'à les porter aux excès de la plus atroce férocité ; contre sa personne sacrée, c'est, j'en conviens, m'exposer à multiplier sur ma tête les dangers, avec un espoir très-incertain, du succès ; mais quand on aime autant sa patrie que je chéris la mienne, quand on s'est accoutumé depuis longtemps, à tous les sacrifices pour ses concitoyens, l'on craint peu de perdre la vie pour les éclairer sur leurs véritables intérêts et les arracher du précipice qu'on creuse de plus en plus chaque jour sous leurs pas ».

Comme s'il voulait prouver son civisme, Pawlet fait mention de son école « depuis 16 ans je reçois dans mon

1. British Museum. F. 896 (12). Voir la 3^e partie du présent ouvrage, pour une analyse des détails économiques qui se trouvent dans le document, dont la date est probablement de 1790.

sein des infortunés de tous les Ordres¹, et je suis assez heureux pour leur sacrifier jusqu'à ma propre existence ». Pawlet poursuit en disant qu'il a instruit à ses propres dépens plus de 200 enfants, fils d'anciens militaires ; qu'il les a pris dans tous les rangs, les uns pour les préparer à se rendre illustres, les autres pour leur permettre de soutenir les noms que leurs ancêtres leur avaient donnés ; qu'il a donné la préférence aux orphelins militaires et aux fils de militaires, vu leur dévotion à leur patrie.

Il déclare en plus qu'il est prêt, non seulement à se vouer à ces infortunés mais encore à consacrer bien des années de sa vie à trouver une base sûre pour la liberté et la prospérité publiques. « Lorsque vous vous rappellerez vous-même, Messieurs, que, dès les premiers jours de votre rassemblement, j'eus l'honneur de vous remettre des plans qui pouvoient, sur-le-champ, faire passer la nation de l'état de détresse où elle étoit tombée, à la prospérité la plus complète, et que vous vous ressouviendrez que ces plans qui mériteront vos applaudissemens, ne semblaient être qu'une espèce de développement de la Déclaration des intentions du Roi, du 23 juin 1789, vous ne trouverez pas mauvais que je vous démontre, ainsi qu'aux peuples égarés, qu'ils ne sont malheureux que parce que des hommes, oserai-je hélas ! me borner à dire, trop précipités, firent rejeter au parti dominant, avec un emportement qui prépara tous les maux dont la France est accablée, cet acte qui contenoit tous les principes de félicité publique ».

Le peuple continue Pawlet, n'a jamais compris combien le monarque dans tout ce qu'il faisait, avait toujours à cœur l'intérêt public, et que le peuple, s'il comprenait vraiment son roi, serait prêt à s'unir pour le bonheur général.

« Comment en effet, pourroit-on douter de l'amour de notre auguste chef pour les Français, et du désir qu'il avoit d'être le restaurateur de leur liberté, lorsqu'on le voit prévenir dans cet acte, tout ce qu'ils pouvoient désirer à

1. On reprocha plus tard à Pawlet de s'être occupé spécialement de la noblesse.

cet égard ». L'impôt n'était-il pas assis sur la base la plus démocratique, la plus libérale ? mais « un petit nombre de factieux », se sont combinés pour ruiner la nation. Ils ont plongé dans des torrents de sang le meilleur acte qui soit jamais sorti de la royauté ; et Pawlet continue en faisant un éloge du roi. Il indique les avantages de son plan, et demande s'il est juste que certains sujets soient sacrifiés à d'autres, et qu'une guerre sévisse ainsi au cœur du pays ; il faudrait plutôt une unique famille s'efforçant de maintenir la paix et la justice.

« La noblesse, dit-il, ne peut déplaire qu'à ceux qui détestent l'honnêteté, à ceux qui sont médiocres, et qui veulent détruire ce qu'ils ne peuvent obtenir. Ainsi à travers de longues pages, le chevalier Pawlet essaie de justifier la noblesse et la royauté, mais se rendant compte de la défaveur où elles étaient, il s'efforçait en même temps de se montrer un vrai citoyen en se rapportant aux diverses œuvres patriotiques auxquelles il s'intéressait. Il attira l'attention de tous sur les projets économiques qu'il avait faits, en disant de celui qui les adopterait qu'il deviendrait enfin « l'ami sincère de l'ordre, de la paix, et du bonheur de la Nation et de son Chef auguste ».

Dans le British Museum¹ se trouve encore un Essai de Pawlet imprimé au mois de floréal an V² : c'est un « *Mémoire sur un nouveau système de contribution* » mais, cette fois, au lieu du titre « Comte » nous ne voyons que l'humble phrase « par le citoyen Pawlet ».

L'imprudence de Pawlet ne cesse de nous étonner : un mois seulement avant ce jour fatal du mois d'août 1792, Pawlet avait adressé à l'Assemblée Nationale le 11 juillet, une pétition « dont l'objet est de lui démontrer que le Roi n'a jamais cherché qu'à faire le bonheur du peuple, et de lui proposer de se rallier avec tous les bons Français

1. British Musuem, F. 220 (15).

2. Cette date est intéressante et inexplicable. Pawlet quitta Paris en août 1792. Peut-être avait-il présenté ce projet avant sa fuite et qu'il fut imprimé après. S'il l'envoya lui-même à cette date, il est intéressant de constater comment il entendait toujours se tenir au niveau des événements.

autour du trône pour sauver la Patrie en danger, et faire le bonheur du peuple, et faire de la France la nation la plus libre, la plus riche et la plus heureuse de l'univers »... Une « horde d'hommes pauvres a multiplié nos ennemis au dehors et rendu le Roi, le meilleur des pères, suspect aux peuples »¹.

Le chevalier ne se contenta pas d'exprimer ses sentiments ; il fallait qu'il affichât devant tout le monde sa loyauté envers le roi. La nuit du 5 au 6 octobre 1789, les Gardes du Roi furent tués à Versailles. Pawlet prit des dispositions pour faire chanter à l'Eglise de Popincourt une messe de requiem pour les âmes de ces infortunés. Pendant le service, l'un des élèves de l'Ecole des Orphelins Militaires prononça un discours qui exprima évidemment les sentiments de Pawlet. Cette démonstration de « fureur » monarchique ne pouvait pas passer inaperçue à une époque de révolution. L'abbé Bernet de Boislorette, aumônier du bataillon de Popincourt, livra contre Pawlet une attaque amère, explicable sans doute par le point de vue politique où il se plaçait, mais indigne d'un prêtre de l'Eglise catholique romaine. Pawlet n'était pas un homme à supporter avec impassibilité une fureur semblable, il prépara et fit imprimer un document qui fait preuve de sentiments quelque peu vifs envers l'aumônier. Ce document, resté entièrement inconnu, jette sur le caractère de Pawlet, sur la vigueur avec laquelle il savait se défendre, et sur les multiples intérêts de ce grand homme, une lumière assez précieuse pour que nous le reproduisions plus ou moins *in extenso* :

« Réponse à l'imprimé scandaleux répandu par le S. Boislorette, sous le nom de « protestation contre la messe de Requiem pour les âmes des gardes du Roi tués à Versailles, la nuit du 5-6 octobre »².

« Dénoncé pour un acte de religion au public qu'a cherché à ameuter contre moi un prêtre assez impudique pour oser

1. A.N., A.D., I. 75, pièce 25 (dossier Louis XVI).

2. B.N. in-8°, 12 p. Lb, 39, 4199.

avouer hautement la vie crapuleuse qu'il mène avec une femme qu'il a débauchée, la platitude, (Pawlet le pamphlétaire n'est pas modéré) la bassesse de sa diction, autant que les aveux grossièrement licencieux qu'il y fait, suffiroient pour prévenir contre son auteur à me dispenser de répondre à sa diatribe : mais cet homme ayant osé me présenter au peuple comme un anti-révolutionnaire qui est opposé au bien public, mon attachement à mes concitoyens me fait un devoir de leur prouver combien on cherche à les tromper sur ceux qui sont le plus véritablement amis du bien public et d'une sage Constitution.

« J'ai fait dire une Messe de Requiem dans l'église qu'il dessert (que Boislorette dessert) pour les gardes du roi morts victimes de leur attachement à leur devoir, dans la nuit du 5 au 6 octobre. J'en appelle au public toujours juste, lorsqu'il est livré à lui-même, il jugera si mes intentions n'ont pas été aussi pures que patriotiques.

« Pressé par le désir de me rendre utile à ma patrie, déterminé, pour venir au secours de ceux des fils d'anciens militaires qui se trouveroient sans fortune, d'en faire élever un assez grand nombre à mes dépens, pour rendre l'établissement où je les réunirois plus généralement utile, je résolu d'y faire l'essai d'un plan universel d'éducation publique qui auroit pour but de connoître, de développer toutes les dispositions afin de mettre chaque individu à la place que la Nation sembleroit lui avoir indiquée, et former par là les citoyens les plus vertueux, les plus intéressans, dans toutes les professions civiles et militaires.

« D'après ces vues n'ai-je pas dû constamment prendre tous les moyens possibles pour faire germer dans les cœurs de ces jeunes sujets ces principes de patriotisme et d'amour pour son devoir qui, dans tous les tems, ont formé les grands hommes ? ¹ N'ai-je pas dû leur citer les actions énergiques de ceux qui se sont dévoués pour le salut et la gloire de leur patrie ?... N'ai-je pas dû, par conséquent, leur dire

1. Ceci nous paraît un argument spécieux.

que ce n'est pas au peuple français en général qu'on doit imputer les excès affreux des journées des 5 et 6 octobre 1789, mais à des hommes pervers, à des brigands étrangers qui profitèrent des circonstances fâcheuses où se trouvoit la Nation, pour exciter le désordre, accélérer la fermentation qui devoit leur fournir l'occasion de se mêler dans la foule, de s'y cacher, afin d'entasser crimes sur crimes, forfaits sur forfaits, et en jeter l'odieux sur nos concitoyens, sur ces hommes trop confians pour soupçonner les manœuvres qu'on employoit pour les tromper ; sur ces hommes qui n'étoient coupables que pour s'être portés tumultueusement au palais de nos Rois vers lesquels ils étoient dans l'usage de mettre leurs espérances, sur ces hommes enfin sans art (artifice) qui, sans s'en douter, servoient les projets sinistres des scélérats qui vouloient la perte de la Nation ? N'ai-je pas dû leur présenter la position critique des gardes du corps et le parti magnanime qu'ils prirent ?¹ Obligé par devoir de défendre la personne sacrée de Sa Majesté dont la perte, surtout dans ces momens de troubles, occasionneroit à la France les maux les plus affreux... ils savoient aussi que dans tous les attroupemens tumultueux, il se glisse des brigands qui cherchent à profiter des circonstances pour satisfaire leur rage effrénée : que font-ils ? Arrêtés par la crainte de confondre l'innocent et le coupable, autant que par les ordres du Roi et de la Reine qui sembloient préférer la perte de leurs jours à voir souffrir leurs sujets, ils se vouent eux-mêmes à la mort : Mourons, disent-ils, livrons nos corps aux bras sanguinaires des monstres qui méditent les plus affreux forfaits ; les moyens qu'ils emploieront à assouvir sur nous leur rage exécrationnelle donneront le tems au peuple honnête de revenir à lui ; réunis aux braves Gardes Nationales, ils viendront au secours de nos augustes souverains, et notre mort les conservera aux Français.

1. Ce pamphlet violent, de longue haleine, jette une lumière curieuse sur la vogue de cette époque ; ils avaient un faible pour les pamphlets.

« Tel le chevalier d'Assas sut mourir pour sauver l'armée confiée à sa surveillance, et qui auroit été sacrifiée à l'ennemi s'il avoit accepté la vie qu'on lui offroit pour garder le silence ; tel le chevalier Desilles présente son flanc à la bouche du canon... tels aussi les Gardes du Roi toujours fidèles à la Nation, à la Loi et au Roi, tels ces héros, membres d'un corps illustré par des siècles d'attachement à la Patrie... préfèrent de recevoir la mort par la main des brigands mêlés parmi les Français, à s'exposer à la donner à leurs concitoyens égarés.

« Ce fut pour présenter ce tableau aussi vrai que touchant, qui lave le peuple français d'un crime que nos ennemis lui imputent et honore en même tems les Gardes Nationales et les Gardes du Roi ; ce fut, dis-je, pour présenter ce tableau si propre à plaire aux cœurs honnêtes et vertueux, si propre à concilier les esprits, si propre à ramener la paix, cette paix si nécessaire pour tirer la multitude de la misère que je fis faire cette auguste cérémonie qui a porté un prêtre sans foi à me dénoncer au public à sonner le tocsin sur moi.

« Un homme à qui il seroit resté quelques idées honnêtes ... se seroit dit qu'il n'étoit pas possible qu'un citoyen qui, depuis 15 ans, avant qu'on s'occupât de la Constitution, donnoit des preuves du plus ardent patriotisme ; qui sacrifioit jusqu'à sa propre existence pour les autres ; qui, depuis qu'il habite le voisinage de cette église, n'a cessé de venir au secours des infortunés du district ; qui honora même par un don assez fort *fait* à ces pauvres la cérémonie du serment civique lorsqu'elle eut lieu ; il se seroit dit surtout : il n'est pas possible qu'un homme qui pense assez bien des autres pour m'avoir défendu lorsqu'on m'accusa devant lui d'avoir détourné à mon profit une partie des sommes qu'il m'avoit fait remettre pour les malades le jour que les ouvriers de l'atelier de charité firent dirent une messe pour le Roi et la Reine ¹ ; il n'est pas possible enfin que celui que

1. Nous n'avons aucune trace de ceci.

j'ai vu adopter deux pauvres orphelins sur la demande d'un simple soldat du bataillon dont je suis l'aumônier, et faire instruire plusieurs autres du quartier, ait eu des vues anti-patriotiques...

« Mais ce qu'un homme droit auroit pensé ne pouvoit pas être l'objet des réflexions de celui dont le cœur est un foyer de corruption d'où s'exhalent sans cesse des vapeurs cadavéreuses qui corrompent tout ce qu'elles approchent (!)

« Cet homme pervers, dans son dégoûtant imprimé, me demande pourquoi j'ai fait venir un célébrant étranger, tandis qu'il pouvoit se charger de faire cette cérémonie. On ne me croyoit donc pas, dit-il, en état de grâce, moi apôtre de Popincourt : est-ce qu'une femme vertueuse que j'aime et qui m'aime très fidèlement, m'empêcheroit d'être bien avec le Bon Dieu ? C'est tout le contraire : oh ! si on m'avoit appelé, comme j'aurois accouru ; mais avec de l'eau bénite seulement, goddam, le goupillon à la main, j'aurois fait une aspersion si abondante que le diable s'y seroit noyé ! ».

Après un passage très violent contre le pamphlet de Boislorette, le récit reprend à la page 6 :—« Quoi ! disoient-ils (les citoyens) tous ensemble, nous sauvâmes par nos efforts magnanimes une partie des Gardes du Roi, et ce monstre, indigne du nom d'homme, veut que nous trouvions mauvais qu'on ait prié pour ceux que nous ne pûmes arracher à la mort ! Le scélérat ! il semble par là nous accuser d'avoir lâchement trempé nos mains dans le sang de ceux qui périrent par celles des brigands étrangers à la Nation, peut-être excités par lui et par ses amis ; il semble nous accuser de vouloir même les poursuivre au-delà du tombeau. Bannissons la discorde, prions ce chevalier français, qui plus que personne désire notre bien, puisqu'il n'a cessé bien des années avant l'Assemblée Nationale, qu'il ne cesse encore tous les jours d'en donner des preuves aux pauvres ; prions ce chevalier français et ceux qui comme lui s'intéressent à notre bonheur, et qu'on a voulu perdre à nos yeux, de nous mener à notre Roi ; nous implorerons ses bontés,

nous le supplierons de mettre plus de fermeté dans sa conduite, pour nous sauver de l'état déplorable où nous sommes tombés, de cet état d'autant plus déplorable que ceux qui sont à notre tête, notre Maire lui-même ne connoissant d'autre moyen pour venir au secours de cette multitude d'artistes, d'artisans, d'ouvriers, en tout genre qui manquent de travail, que de les tirer de leurs maisons pour aller défricher les landes et dessécher des terrains, a proposé à l'Assemblée Nationale cette unique ressource pour des infortunés qui ont tout fait pour soutenir une révolution qui, suivant eux, devoit opérer notre bonheur, et qui pourra réellement l'opérer, si la paix se rétablit.

« Mais, disoit ce Prêtre... je ne suis pas le seul qui ait interprété cette action comme je l'ai fait, plusieurs membres du Comité de district ont pensé de même, ils l'ont même dénoncée à l'Assemblée Nationale. Je ne le crois pas ; mais si cela étoit, il faudroit gémir sur les malheurs de la triste humanité... Mais en supposant que l'assertion de cet homme perfide fût vraie, cette dénonciation les auroit bientôt fait revenir de leur prévention, parce que l'Assemblée Nationale se seroit rappelée aussitôt que dès le principe j'eus l'honneur de lui remettre un imprimé contenant un plan général d'administration publique, une sorte de Constitution, fruit des méditations les plus patriotiques, où le désir de concourir à la liberté et au bonheur de la Nation perçoit tellement de toutes parts, qu'elle ordonna l'impression des projets de décrets que j'avois réunis manuscrit à cet imprimé ; elle se seroit rappelée que, quoique les moyens de Constitution que je proposois différassent des siens, en ce que je croyais qu'on pouvoit éviter les malheurs qui nous accablent, et faire passer tout de suite la Nation de l'état de gêne où elle étoit au bonheur le plus universel, mes vues lui parurent cependant si pures, si patriotiques, qu'elle chargea son président, lors M. de Renou, de m'écrire les choses les plus obligeantes.

« A ce souvenir l'Assemblée Nationale n'auroit pas manqué de recommander à ces hommes précipités dans

leurs jugements d'être plus circonspects. Quoi ! auroit-elle pu leur dire, si tout le bien qu'a fait... l'homme que vous nous dénoncez... n'a pu le mettre à l'abri d'un blâme qui, annoncé avec grande publicité, pouvoit ameuter tout son quartier, tout Paris même contre lui... que deviendroient ceux des autres citoyens qui n'ont pas des droits aussi reconnus au suffrage national, aujourd'hui que le Parlement, que les grands Corps qui pourroient protéger les peuples contre les entreprises publiques et particulières, n'existent plus ?

« Plus enhardi encore par mon attachement à mes concitoyens, qui est si vif, si sincère, que si ma mort pouvoit leur être plus utile que ma vie, je me sacrifierois comme tant d'autres chevaliers français avant moi, avec le même enthousiasme qui porta le chevalier Desilles à se mettre à l'embouchure du canon... plus enhardi, dis-je, enfin par mon attachement à la Nation et par le chagrin de la voir réduite à l'affreuse situation où elle est plongée, et qui devient chaque jour cruelle, que par la justice qu'auroit dû rendre l'Assemblée à mon patriotisme, j'ajouteroi aux conseils qu'elle auroit dû donner celui de calmer cette précipitation à condamner de préférence les gens honnêtes, qui semble portée jusqu'au délire depuis quelque tems, de fermer les oreilles à la voix des pervers, à cette multitude de brochures incendiaires dont de faméliques auteurs inondent chaque jour le public pour soutenir leur triste existence... Examinez, dirois-je aux peuples, la conduite de ceux qui vous conseillent, ne voyez pas seulement ce qu'ils étoient avant la Révolution et ce qu'ils sont aujourd'hui, examinez encore si leurs conseils portent à la paix ou à la discorde ; ceux-là seuls sont vos vrais amis qui prêchent la paix. Il est encore tems de sauver la patrie, comme je vous le prouveroi incessamment dans un ouvrage périodique qui ne sera entrepris que pour le bonheur public, mais ce n'est point en irritant une partie des sujets contre l'autre, c'est par la paix et la concorde et en balançant tous les intérêts qu'on pourra opérer le salut commun. Regardez

comme des ennemis malheureusement soudoyés par les étrangers, qui ont intérêt de nous écraser, de nous subjuguier, de s'emparer de notre fortune publique, ceux qui vous prêchent la discorde et l'anarchie qui doivent accroître la force de nos rivaux en nous affaiblissant.

« Peuples, craignez, comme cela n'est déjà que trop arrivé, que ceux en qui vous avez mis une trop aveugle confiance n'en abusent pour s'enrichir de vos dépouilles, pour amonceler dans l'obscurité des trésors, prix funeste que l'étranger aura mis à vos malheurs qui résulteront nécessairement du bouleversement de toutes convenances sociales, et qu'après vous avoir ruinés, ils ne décampent pour se soustraire à votre vengeance (Pawlet sonne l'alarme) : songez que votre Roi est le seul qui soit véritablement intéressé à votre bonheur, qu'il a toujours voulu, qu'il a toujours cherché à faire ; songez que lui seul est enchaîné à la Nation comme la Nation l'est à sa personne sacrée, que vos intérêts sont tellement communs qu'ils ne peuvent faire qu'un. — Défiez-vous des opérations compliquées, comme étant les plus susceptibles d'abus, regrettez que ce soit celles-là qu'on ait préférées jusqu'à présent, puisqu'elles multiplieront à l'infini, puisqu'elles accroîtront les charges publiques au plus haut excès, au lieu de les alléger..., puisqu'enfin elles ont retardé la marche du bonheur que nous attendions de l'Assemblée Nationale. Conseillez de borner l'émission déjà si funeste des assignats aux sommes décrétées ; frémissez en vous rappelant qu'on en a proposé pour 2 milliards. — Pensez que si la recette de l'impôt ne se fait pas, en vain multipliez-vous ces papiers perfides, ils écraseront plutôt la Patrie par leur poids immense que de la sauver ».

Malgré tous les efforts de Pawlet pour affirmer sa position civique et son adhésion au nouveau régime, il ne pouvait guère cacher la sympathie qu'il portait à la monarchie. Il était donc impossible pour Pawlet de rester à Paris en sûreté après le renversement du trône. Paris, dans les

jours qui suivaient cette terrible nuit du 9 au 10 août 1792 ; Paris ruisselant du sang des nobles et de tous les ennemis des « citoyens », n'était guère un endroit sûr pour un royaliste de la trempe de Pawlet¹. O tempora ! ô mores ! Il s'enfuit de Paris probablement le 13 août ; le jour suivant une députation arriva à Popincourt pour arrêter le directeur de l'Ecole des Orphelins Militaires, mais il n'y était plus.

Dulce et decorum pro patria mori, mais quand un pays est en proie à une guerre intestine, quand le rôle d'assassin devient un titre de gloire, il n'y a pas de patriotisme qui tienne : la prudence réclame la fuite. Il est tout naturel que Pawlet se fût enfui : il est extraordinaire que lui et son école fussent restées presque ignorés jusqu'à nos jours. Avant d'en venir à la dernière période de la carrière du chevalier Pawlet arrêtons-nous quelques instants pour examiner le sort de l'Etablissement de l'Ecole des Orphelins Militaires et de ses infortunés qu'il avait si brusquement abandonnés.

1. V. p. 177.

CHAPITRE II

L'ÉCOLE DES ORPHELINS MILITAIRES APRÈS LA FUITE DE PAWLET EN 1792

Lorsque Pawlet abandonna son école après la chute de la monarchie, il n'est pas étonnant que la municipalité s'efforçât de son mieux de pourvoir aux besoins des enfants de l'établissement. Jamais aucun pays, dans l'histoire du monde entier, n'a été plus conscient que la France révolutionnaire de la nécessité de fournir de l'éducation pour la masse du peuple, et de venir en aide aux pauvres et aux dépourvus. Sans doute des erreurs, des méconnaissances d'idéaux pédagogiques ont gâté cette œuvre, mais le désir de servir n'en était pas moins certain.

Les officiers, en trouvant Pawlet disparu, confisquaient tout sous le nom du « peuple ». Nous lisons plus tard qu'ils reçurent de nouveaux ordres pour visiter l'Ecole : « le Conseil général de la Commune de Paris autorise Messieurs les Commissaires de la Section de Popincourt, de concert avec M. Danger, commissaire de la Commune de Paris, à lever les scellés apposés chez le Sr Paulet pour faire inventaire des effets et en soustraire les effets appartenans aux enfans abandonnés par le Sr Paulet »¹.

1. A.N., F. 17.1369, dossier II, pièce 2. Dans le *Registre des délibérations du Conseil général des commissaires des 48 sections*, 29 août 1792, on trouve que : « ...deux commissaires.. ont été nommés, MM. Danger et Lasnier ».

L'Assemblée générale permanente de Popincourt décida de prendre sous sa protection, du moins provisoirement, les enfants abandonnés et nomma à cet effet deux administrateurs, Suchet et Warnet. La commune émit un mandat de 600 livres pour payer la nourriture des enfants, mais la caisse municipale ne pouvait pas le changer. Les commissaires de la section de Popincourt, se rendant compte de l'urgence de la chose, s'adressèrent au ministre des Contributions publiques « qui attendu l'urgence, ordonna par la Trésorerie Nationale le paiement des 600 livres accordés à l'Etablissement des Orphelins par la délibération de la Commune »¹.

Sans le secours du gouvernement, les dépenses de l'école seraient énormes ; par conséquent la Section de Popincourt adressa à l'Assemblée législative une pétition pour la prier de doter l'école des Orphelins Militaires comme une institution nationale. Cette pétition, présentée le 29 août 1792, est un mélange curieux de haine acharnée et de charité vraie, et fait preuve d'un véritable désir d'adopter les malheureux abandonnés². La pétition est signée par Suchet et Warnet. Son dernier paragraphe montre clairement la sincérité de la pétition, car, tout en faisant preuve de sentiments hostiles à Pawlet, elle ne pouvait cacher la valeur réelle de l'institution : « Représentants de la Nation, la Section de Popincourt vous conjure au nom de l'humanité et de la patrie de prononcer sans délai la décision qui doit assurer le sort de 125 infortunés³ qui n'ont plus rien, qui attendent tout de vous, et consolider l'espoir des pères de famille, de ces intrépides défenseurs de la liberté et de l'égalité ».

La pétition fut présentée le 29 août ; l'Assemblée législative ne resta pas insensible à une prière aussi ardente : « L'Assemblée nationale, sur la pétition des commissaires

1. A.N., F. 17. 1369, dossier III, pièce 38.

2. A.N., C. 162, n° 60-61.

3. Le recensement ne révéla que 112 noms : il est probable que les 13 autres enfants avaient été retirés par leurs parents.

de la Section de Popincourt, et sur la motion d'un de ses membres, après avoir décrété l'urgence,

« Décrète que provisoirement il sera remis par la Trésorerie Nationale, à la disposition de la Section de Popincourt la somme de 3.000 livres pour venir au secours des enfants abandonnés par le sieur Paulet... »¹.

Au mois de septembre le ministre de l'Intérieur écrivit aux citoyens Grandjean et Sironval à propos de l'école : il pensait prudent, vu le fait qu'elle devenait une charge publique, d'en faire connaître l'état économique. Il demanda à Grandjean et à Sironval de visiter, au nom du gouvernement l'institution et d'en dresser l'état. La lettre du ministre se montre très favorable à ce que l'école soit continuée².

Le 16 septembre 1792, les « Enfants de la Patrie », envoyèrent à l'Assemblée législative une déclaration patriotique, qui exprimait les mêmes sentiments que toutes les autres pétitions : la loyauté des enfants envers l'Assemblée et une demande réitérée pour une aide financière³. D'ailleurs, les « Enfants » n'ont jamais cessé d'affirmer leur loyauté envers la République : « Les élèves de l'Ecole Nationale de Popincourt ont frémi d'indignation à la nouvelle de l'attentat commis envers la Représentation nationale. Quoi, ont-ils dit, les jours de quelques représentants du Peuple ont été en danger ? Qu'ils ne soient plus exposés ; il faut qu'ils veillent au Salut public, à l'ombre de la vertu. Que tardons-nous ? Allons à la Convention offrir nos bras et notre vie. Nous lui devons tout, puisqu'elle fait tant pour la patrie. Oui, législateurs... Parlez et les élèves de l'Ecole de Popincourt sont disposés à tout entreprendre pour la conservation des jours des Représentans du peuple et pour le maintien de la République une et indivisible ». La date de cette adresse est du 7 prairial, an II⁴.

1. A.N., A. 116, n° 1129. Voir aussi A.N., F. 17.1369, dossier III, pièce 40.

2. A.N., F. 17. 1369, dossier III, pièce 37.

3. A.N., C. 168. n° 412, pièce 37.

4. A.N., C. 306, n° 1156, pièce 8.

Un arrêté, autorisant les commissaires de demander la continuation des paiements de la somme accordée aux enfants orphelins, fut fait sous la date du 9 octobre 1792. La lettre des commissaires est datée du jour d'après¹.

Le 12 octobre, Suchet, directeur provisoire de l'Ecole, présenta son rapport financier : les recettes étaient de : 14.371 livres 13 sols 4 deniers, les dépenses de : 13.503 livres 14 sols, 5 deniers.

Il paraît que, antérieurement aux 600 livres mentionnées ci-dessus, la somme de 3.000 livres eût été envoyée provisoirement à l'Ecole, et que la Section de Popincourt eût été chargée de voir que les administrateurs l'emploieraient au meilleur effet. Suchet demanda au ministre de l'intérieur un nouveau secours de 10.000 livres, et soulignait la nécessité d'une subvention annuelle de 32.000 livres : comme l'Etat avait déjà payé 14.371 livres 13 sols 4 deniers, il était débiteur de la somme de 17.628 livres 6 sols 8 deniers². En marge de ce même document se trouve une annotation intéressante : « La Trésorerie Nationale continuera de payer les différentes parties des dépenses publiques de l'année 1792, qui n'ont pas encore été décrétées suivant les formes et les termes de 1791 jusqu'au moment où chacune de leurs parties de dépenses sera définitivement décrétée pour 1792 ».

La nécessité d'un rapport détaillé sur l'état de l'Ecole devenait de plus en plus évidente. Ce fut Suchet qui prépara le rapport, et puisque celui-ci donne une revue très détaillée de l'Ecole nous avons cru bien faire d'en reproduire la majeure partie.

1. A.N., C. 236, n° 228.

2. A.N., F. 17.1369, dossier III, pièce 38. Le total de l'année pour l'entretien de l'Ecole était comme suit :

3000..0..0
10666..13.4
600..0..0
105..0..0*
14.371.13.4

*Don d'un certain C. Gorsac.

« *Rapport de Suchet sur l'Ecole de Popincourt* »
le 20 octobre 1792¹.

« Ministre,

Vous demandez au Comité de la Section de Popincourt des renseignemens et des observations sur l'école des Orphelins Militaires abandonnés par le S. Pawlet. Comme directeur provisoire de cette maison, je suis chargé de vous répondre.

« Quelques jours après la misérable journée du 10 août, le sieur Pawlet fut dénoncé à l'Assemblée générale de la Section, comme mauvais citoyen et ennemi de la Révolution. Instruit de cette dénonciation malheureusement trop fondée, il crut devoir prévenir la peine qu'il méritoit ; il prit la fuite et abandonna tout-à-coup 125 enfans confiés à ses soins. La Section de Popincourt apprend bientôt cette nouvelle, elle fait apposer les scellés sur les fenêtres et sur les portes du S. Pawlet. Des gardiens sont posés pour la sûreté et la conservation de ces scellés ; depuis la Section a reçu l'ordre de la municipalité de les faire lever.

« Cependant on s'occupe à l'Assemblée générale de la Section des enfans infortunés ; un mouvement généreux et rapide anime à l'Institut tous les membres : on vole à leur secours ; on assure leur subsistance. Le lendemain on nomme des commissaires chargés de faire le rapport de la situation de cette école. Je le fis le surlendemain dans la plus exacte vérité. Il fut question dans cette séance de nommer un directeur et des administrateurs provisoires à l'effet d'inspecter, surveiller cette maison et procurer aux enfans tous les secours dont ils ont besoin : Comme instituteur d'une maison d'éducation près de cette école, on crut qu'il convenoit de me nommer directeur ; j'acceptai cet emploi avec zèle, et je fis aussitôt le serment de donner à ces jeunes infortunés tous mes soins gratuitement. Les administrateurs se firent un devoir d'imiter cet exemple, ainsi que le chirurgien et certes aucun de nous ne viola son serment. Ma femme animée du même zèle contribue

1. A.N., F. 17. 1369, dossier II, pièce 5.

singulièrement au bien de ces enfans par l'ordre qu'elle met dans la nourriture et l'entretien des élèves.

« La maison est totalement changée. Les enfans ne sont plus victimes d'une économie maladroite et destructive ; la nourriture est bonne, saine et solide, elle coûte cependant moins qu'auparavant. J'ai trouvé la majeure partie des élèves presque nus et sans chaussures. Je viens de faire faire une redingote et des souliers à chacun d'eux, quelques-uns mêmes sont habillés avec un reste de pièces de drap que j'ai trouvé dans cette maison. Je leur ai fait acheter des bas, des cols, des mouchoirs, ainsi que des bonnets pour se coucher. De suite j'ai porté mes regards sur le réfectoire ; pour le service, il n'y avoit ni plats, ni fourchettes, presque point de cuillères et fort peu de gobelets : point de bancs pour s'asseoir, quelques planches sur des tréteaux servent encore de tables ; j'en ai commandé ; du reste j'ai pourvu à tout. Il faut l'avouer, Ministre, il étoit plus que temps de procurer à ces enfans tous ces objets. Maintenant ils ont besoin de linge et de lits, mais les deniers que j'ai reçus ne me permettent pas de pousser plus loin les dépenses.

« J'ai reçu le montant de l'ordonnance du tiers de cette année échu au premier mai, — sur le pied de 32.000 livres par an. Si l'on m'accorde pareille somme pour l'autre tiers échu au premier septembre, les enfans ne manqueront plus de rien ; il est même tems que ce secours arrive promptement pour payer les dépenses de la fin de ce mois.

« Pour ce qui concerne l'éducation, j'ai achete des livres, principalement de grammaire française et de mathématiques. J'ai procuré dans cette maison de bons maîtres et d'excellents professeurs : il faut en convenir, je ne sais pas quelle fatalité, ils sont si rares dans un tems où tous les citoyens devroient se consacrer à la chose publique. Les leçons de mathématiques, de littérature, de géographie, d'écriture, de dessin et d'armes, sont maintenant en pleine vigueur. Pour les soins physiques, ils sont administrés par quatre femmes domestiques sous les ordres de mon épouse.

« Toutes les dépenses sont inscrites en détail, chaque jour sur un registre ; elles sont réglées de manière à pouvoir

en rendre compte toutes les semaines aux administrateurs et appuyées de pièces justificatives. Tel est, Ministre, l'ordre actuel de cette maison.

« Dans cette école vraiment utile, il seroit désirable de n'y plus recevoir que les enfans des citoyens morts ou blessés pour toujours au service de la patrie, et que cette institution ait pour titre : Ecole des Orphelins de la Patrie ou de la République. C'est le vœu bien exprimé de la Section de Popincourt.

« Maintenant, Ministre, je vais vous faire connoître quelle peut être la dépense de cette maison. D'après la vérification la plus exacte et la plus scrupuleuse faite par les administrateurs et moi, il résulte que chaque enfant dépense par jour l'un portant l'autre, savoir ¹ :

	Par jour	Par an
Pain	4 sols	73L. 0s. 0d.
Nourriture au dîné	4	73 0. 0.
Au soupé	3	54. 15. 0.
Habits	4	73. 0. 0.
Draps, chemises, mouchoirs etc.	2	36. 10. 0.
Chaussures	1 6 deniers	27. 7. 6.
Chapeaux	9.	13. 13. 9.
Blanchissage	1. 0.	18. 5. 0.
Chauffage, lumière, bois de cuisine et d'infirmérie	1. 0.	18. 5. 0.
Raccommodge et entretien d'habits	1. 6.	27. 9. 6.
Entretien de livres, papiers, plumes, encre etc..	2. 0.	36. 10. 0.
Réparation de bois de lit, matelas, tables, bancs, ustensiles de cuisine, vitres, boucles de souliers, jarrettières, poêles, fontaines, cuillères, fourchettes, plats et pots	2. 0.	36. 10. 0.
Entretien de peignes, coupe de cheveux, tisanes, vins, médecines et autres drogues pour les malades, eaux pour les bains ordonnés	2. 0.	36. 10. 0.
Chaque élève par jour ...	1. 8. 9.	par an.. 524. 13. 9.

N.B.— Les abréviations : « L.s.d. » désignent : livres, sols, deniers, l'ancienne comptabilité française étant la même que la méthode anglaise actuelle.

« Traitement accordé à chaque maître à raison de leurs talents :

Maîtres :				
De mathématiques	par an	700L.	0.	0.
De littérature et de géographie	—	600.	0.	0.
D'écriture.....	—	600.	0.	0.
De basse classe.....	—	500.	0.	0.
Total.....		2400.	0.	0.

« Ils sont en outre nourris, éclairés et blanchis aux dépens de la maison.

« Il convient d'observer que ces différents maîtres sont tenus de donner des leçons tous les jours de classe.

« Comme les professeurs en second sont les élèves les plus avancés de cette école, ils n'ont aucun traitement, mais on leur accorde pour le vin par an 100L. 0.0.

« Ils sont au nombre de six, savoir :

Trois professeurs en second de mathématiques ...	300L.	0.	0.
Deux professeur en second d'écriture	300.	0.	0.
Un professeur en second de dessin	100.	0.	0.
Total	600.	0.	0.

« Le maître d'armes ne réside pas à la maison ; il y vient 3 fois par semaine donner des leçons, à raison de

300 livres par an 300. 0. 0.

« Les 4 femmes domestiques ont chacune 100 livres par an, et 50 livres pour le vin — Fait 600.0.0.

« Le directeur, les administrateurs, le chirurgien, les maître de dessin, d'architecture, et mon épouse, ne veulent aucun traitement ; ils en ont pris l'engagement à la Section de Popincourt tant que cette école restera dans son sein.

« Je dois vous observer, Ministre, qu'il est essentiel et très urgent que le directeur réside à cette école, tant pour établir parfaitement l'ordre et l'économie qui doivent régner

en cette maison, que pour y surveiller incessamment la marche des maîtres et s'assurer des progrès des élèves. Vous sentirez, Ministre, toutes les conséquences de cette observation et combien il est instant que la Convention Nationale prononce sur le sort de cette maison. J'ose avancer qu'il est de l'intérêt de la Nation de la conserver ; certainement il en sortira des hommes très utiles à la République, soit dans le génie, l'artillerie, la marine, l'architecture, le dessin ou la littérature. Tout dépend d'une bonne direction. (Suchet se déclare prêt à prendre cette direction si on la lui offre).

« Ministre, mes propositions ne démentent pas mes sentiments. Depuis 14 ans j'instruis la jeunesse ; je suis maintenant chargé de l'éducation de plus de 60 enfans¹. Dans le cas où ma nomination seroit confirmée invariablement, je demande la réunion de mes enfans avec les élèves de la patrie. Non seulement elle est indispensable mais elle ne peut opérer qu'un très grand bien, l'émulation et l'encouragement y trouveroient leur compte. Point d'autres distinctions entre eux que celle du mérite et de la vertu : du reste, même réfectoire, même coucher, mêmes classes »².

« Suchet ».

En même temps, les commissaires envoyèrent une liste des enfants qui étaient alors dans l'Etablissement de Popincourt³.

1. Il importe de noter qu'un homme de la valeur de Suchet aurait *désiré* entreprendre, et cela gratuitement, la direction de l'école de Pawlet. Il est évident qu'elle était tenue dans la plus haute considération.

2. Le reste du rapport est un long éloge que Suchet s'adresser à lui-même.

3. A.N., F. 17. 1369, d. II, p. 7.

« RAPPORT DES COMMISSAIRES ¹

1. Major	M.B. Boyer, âgé de 21 ans, natif d'Antibes en Provence, département du Var, fils du ci-devant aide-major de Lisle Sainte-Mar guerite, maintenant retiré du service militaire à Antibes.	Depuis 8 ans dans l'institution Paullet.
2. aide-major	J. J. Brossard, âgé de 20 ans, fils de Louis Brossard, natif de Bellefontaine. Fils de militaire	Depuis 9 ans dans l'institution.
3.	Eloi François Marie Martin. — 18 ans, fils d'un ancien brigadier de la maréchaussée.	Depuis 1785 dans l'institution.
4.	Alexandre Urbain Laffitte 16 ans	Depuis 5 ans
5.	Joseph Zaget 18 —	7 ans
6.	Charles Logneval 16 ans 2 mois	
7.	Jean-Clair Darbon 16 ans et demi	4 ans
8.	Louis Gaspard d'Arban 14 ans	
9.	Emile Ducastel 14 ans et demi	
10.	Jean-François Zaget 17 ans	

Division rouge ²

11.	Jean-Nicolas Draincourt 14 ans et demi	
12.	Joseph Alexandre du Boyer 16 ans	
13.	Antoine Laubert 14 —	
14.	Casimir Mareuil 16 —	
15.	Jean Batigne 16 —	Depuis 2 ans.
16.	Pierre Villeneuve 14 —	
17.	Jean-François Gareste 16 —	
18.	Jean Batiste Voisin 13 —	
19.	Alexandre Claude Dupays 14 —	
20.	Nicolas Bauvière 12 —	
21.	Pierre Fr. Picard 11 ans et demi	
22.	Etienne Paisac 13 ans	

1. a. Les chiffres suivant les noms indiquent les âges des élèves.

b. L'école était évidemment divisée selon les études que faisaient les élèves ; le même principe était employé par M^{me} de Maintenon à Saint-Cyr, voir p. 42 et s.

c. Les annotations qui suivent les noms, — par exemple « mort », « retiré », « chez ses parents », « malade » etc., indiquent l'état de privation où vivaient ces enfants.

2. C.F., M^{me} de Maintenon à Saint-Cyr..

Division rouge

23.	Valentin Ladislas	12 —	Cet enfant a été retiré par sa famille.
24.	Henry Fr. Gautheron	10 —	
25.	Denis Dupaire	8 —	

Division bleue

26.	Jean Batiste Cabanet	17 ans	
27.	François André Dupin	14 —	
28.	Louis Collignet	14 —	
29.	François Coty	15 —	
30.	Louis Baccaria	13 —	
31.	Jean-Batiste Valogne	14 —	
32.	Pierre-Henri Laverrule	14 —	
33.	Jean Dupolet		
34.	Lacombe dit Antoine Chevalier	12 —	
35.	Maximilien Balgaird	11 —	
36.	P. Deschirons	13 —	
37.	P. Prévost Jouneville	12 —	
38.	Jos. Montex	12 —	
39.	Louis Picard	14 —	
40.	Jos. Richard	13 ans et demi	

Division blanche

41.	Gabriel Larcier	10 ans	mort.
42.	J.B. Devaux	12 —	
43.	François J. Champagnet		
44.	J.B. Simon Lemoine	14 —	
45.	Antoine Pernet	14 —	
46.	J. Fr. Alloï	14 —	
47.	Ignace Facdonel		
48.	Pierre Dejeunis	13 —	
49.	Jean Darassus	14 —	
50.	Jacquet	12 —	
51.	François La Boissière	14 —	
52.	Louis Desplaces		
53.	René Berger		
54.	Vincent Labady	14 —	
55.	Bernard Pardieu	12 —	
56.	Jos. Daroste	6 ans et demi	
57.	Nicolas Beaulieu	7 ans	
58.	Bonaventure Bonnet	17 —	

Division jaune

59.	Emile Ducastel	14 ans
60.	Jos. Darait	12 —
61.	Ch. Duperry	11 —
62.	Jean Batiste Neuve-Eglise	11 —
63.	<i>illisible</i>	
64.	Charles de Bertout	12 —
65.	Félix Préguy	10 —
66.	Louis Brache	9 —
67.	Jacques Parisot	9 —
68.	Mathurin Lavoisy	15 —
69.	Casimir Deuxjours	11 —
70.	Etienne Cattan	12 —
71.	J. Barbon	11 —
72.	Victor Andrieux	12 —
73.	Gilet (nom de baptême inconnu)	17 —
74.	Edouard Gillet	8 —
75.	Hilaire Colignet	12 —
76.	Joseph Noël	12 —
77.	Charles Daroste	11 —
78.	Louis Chalon	10 —
79.	Adrien	6 —
80.	Fr. Lacourtille	10 —
81.	—Jersac (chez sa mère présentement à Paris)	8 ans
82.	Louis Gaz	11 —
83.	Charles Choisebak	11 —
84.	Nicolas Rivolet	11 —
85.	Marie-Jacques Laforest	12 —
86.	Simon Laroche	8 —
87.	Jos. Cotty	13 —
88.	Louis Agras	7 —
89.	Auguste St. Giles	8 —
90.	Pierre Gibloin	13 —
91.	Guillaume Couvrieux	8 —
92.	Louis Orry	9 —
93.	François d'Orlemond	8 —
94.	Sanssouci Lafontaine	8 —
95.	—Gilbert	12 —
96.	Jos. Darrot	9 —
97.	Michel Boucher	13 —
98.	—St Léger	14 —
99.	Ch. Armand St Léger	11 —
100.	Aimé Durocher	9 —
101.	Prospère Châteauville	
102.	Jos. Périés	8 —

le 26 novembre 1792

Signé : SIRONVAL et nom illisible ».

Le directeur de l'école, semble-t-il, avait à s'occuper, non seulement des enfants qui y étaient déjà, mais encore, des demandes d'admission qui lui arrivaient de tous côtés¹. Nous ne pouvons dire si, oui ou non, ces demandes étaient agréées, mais il est très peu probable que la Section de Popincourt eût ajouté alors à ses responsabilités, déjà graves. De cet état de gravité une lettre adressée, le 29 janvier 1793, par la Section des citoyens-armées de Popincourt au ministre de l'Intérieur² dit que ces citoyens... « se sont présentés au corps législatif, qui leur accorda par un décret, une somme de 3.000 livres ; avant, ils en avoient déjà reçu une de 600 livres du Ministre des Contributions publiques. Depuis, l'ex-ministre de l'Intérieur exposa à la Convention Nationale la déplorable situation de ces jeunes infortunés ». Cet exposé n'ayant pas eu d'effet « le Comité de la Section de Popincourt vous conjure donc, Citoyen-Ministre, au nom de l'humanité, de donner tout de suite un ordre, afin qu'il puisse toucher pour ces malheureux enfants, au moins une somme de 4.000 livres... » : signé Suchet, Perras, Dupin et d'autres.

Mais les dépenses de l'école étaient immenses, et tous ces secours provisoires ne tardèrent pas à être absorbés : de nouveau, Suchet se voyait obligé de solliciter l'aide du gouvernement. Nous renvoyons au :

*« Rapport sur la Section de Popincourt, approuvé
par le Ministre, le 5 février 1793 »⁴.*

« Par une décision du ci-devant Roi en date du 2 octobre 1785, il a été accordé à l'établissement d'éducation

1. Par. ex. 2 élèves, Menant et Ribaut, réclamèrent des articles laissés à l'Ecole. Pour d'autres réclamations faites pendant l'année 1793, voir A.N.F., 17. 1369, dossier 7, pièces 124 à 132.

2. A.N., C. 234, n° 193. Pétition des Citoyens Schneider et Laurent pour l'admission de leur fils à l'école, 29 oct. 1792 : nous trouvons aussi aux Archives Nationales, beaucoup de *Demandes de places d'élèves, adressées au citoyen Garat, ministre de l'Intérieur*, février à juillet 1793. Voir F. 17. 1369, dossier IV, pièces 50 à 93.

3. A.N., 17. 1369, dossier II, pièce 15.

4. A.N., F. 17. 1369, dossier III, pièce 40. Ce dossier, qui renferme bien des pétitions semblables, fait voir l'état nécessaire de l'Ecole.

des Orphelins Militaires institué par le ci-devant chevalier Pawlet, un secours annuel de 32.000 livres à raison de 200 livres par an pour chacun des 160 enfans qu'il s'est chargé d'élever. L'institution de Popincourt a continué de toucher ce secours sur le Trésor public jusqu'en 1792, et il avoit reçu les 4 premiers mois de ladite année ». A l'époque de la fuite de Pawlet, « les 112 élèves de la maison des Orphelins s'étant vus abandonnés et dénués de tout dans un établissement que l'insouciance et la mauvaise foi du S. Pawlet n'avoit fait servir qu'à sa propre fortune, et dans un état lamentable », la Section de Popincourt sollicite des secours en leur faveur auprès de l'Assemblée législative. « Le décret du 29 août 1792 ordonna qu'il seroit remis par la Trésorerie Nationale à la disposition de la Section de Popincourt une somme de 3.000 livres ».

Le 29 octobre le ministre Rolland ordonna que la Trésorerie versât encore 3.000 livres à la Section de Popincourt. Mais « La Section de Popincourt, par une lettre du 29 janvier 1793, informe le ministre que cette somme est aujourd'hui plus qu'absorbée et elle sollicite... un nouveau fonds de 4.000 livres.

« La totalité qui a été payée pour 1792 à l'établissement des orphelins militaires sur le fonds de secours annuel s'élève aujourd'hui à 17.266..3..4, et il reste de disponible pour ladite année 14.733 livres 16 sols 8 deniers ». Le ministère décida de payer les 4.000 livres demandées par la Section de Popincourt.

Nous voyons par une lettre de Suchet, datée du 12 avril 1793, qu'il avoit remis à Grandjean les papiers de Pawlet¹. Ce sont ses papiers que nous analysons dans le présent volume. Suchet semble avoir été en tous points un organisateur capable, un philanthrope, digne de succéder à Pawlet.

Dans la séance du Comité d'Instruction publique du 16 avril 1793, Daunou fit un rapport sur les écoles militaires

1. A.N., F. 17. 1369, dossier VII, pièce 117.

de Paris : il parla de l'administration et de la réorganisation de ces écoles, et il en résulta un arrêté dont l'art. VII a pour nous un intérêt tout particulier : « Le ministre de la guerre est autorisé à répartir dans les 12 collèges militaires, les élèves de l'Ecole des Orphelins de Popincourt »¹. Mais une semaine plus tard nous trouvons des documents relatifs à des nominations d'élèves, à « l'Ecole de Popincourt » (le 23 avril 1793)².

La condition de l'Ecole allait de mal en pis. Sironval l'un des deux commissaires nommés par le gouvernement, pour s'informer de l'état de l'Institution, présenta au Comité de l'Instruction publique son :

*« Aperçu de projet concernant la maison d'éducation
du ci-devant chevalier Polet »³.*

« Un particulier, ci-devant nommé Ch. Polet, avait formé sous l'ancien régime, un établissement d'éducation dans le faux-bourg Saint-Antoine : cet établissement avoit pour tout soutien de ses dépenses les dons particuliers de ce qu'on nommait autrefois la Cour ; les élèves admis dans cette pension étoient presque tous nobles : cette maison s'est soutenue de cette manière jusqu'à l'époque du 10 août, où le dit Polet, justement poursuivi pour ses projets de contre révolution, prit la fuite. La Section de Popincourt dans l'arrondissement de laquelle se trouvoit cette pension, adopta les enfans qui s'y trouvèrent et l'Assemblée Nationale décréta qu'ils seroient élevés aux frais de la nation ; d'où il est résulté que le ministre de l'Intérieur a provisoirement chargé un maître de pension des environs de la direction de cette maison, tant pour ce qui concerne la nourriture et l'entretien que pour ce qui a rapport à l'enseignement des élèves, dont le nombre se monte présentement à 150.

1. A.N., A. F., I,* 17, pièce 80.

2. A.N., F. 17. 1369, dossier V, pièces 94 à 102.

3. A.N., F. 17. 1369, dossier II, pièce 4.

« Cette opération, à la vérité, n'est que provisoire, mais on conçoit à peine l'abandon dans lequel se trouve maintenant cette maison : en effet le plus grand désordre s'y laisse apercevoir de toutes parts.

« Quant à l'enseignement, il peut être considéré comme nul. Quatre professeurs, logés à la vérité dans la maison, mais qui s'absentent pour faire des écoliers en ville, y enseignent sans aucun succès, parce qu'il n'y a pas de subordination parmi les élèves, et que l'on n'a pas songé à établir un mode d'enseignement qui fût proportionné aux moyens et aux différens âges des élèves.

« Pour ce qui regarde le régime intérieur de cette maison on a pris deux des plus grands élèves : on les a qualifiés, l'un de *major*, l'autre de *sous-major*, et voilà des dépositaires de bon ordre et de la surveillance sur 148 enfans qui sont leurs camarades. Ils sont de plus chargés, à ce qu'il paroît, de répondre aux personnes qui visitent l'habitation.

« D'après cette vérité, un nouvel ordre de choses devoit nécessairement et promptement succéder à celui-ci dans cette maison.

« Je demande à être chargé de la nouvelle administration de cette pension, soit à forfait, ou autrement, d'après les bases d'enseignement, de nourriture et d'habillement que le citoyen Rolland jugera convenables, si mieux il n'aimoit admettre le plan que je proposerois à ce sujet.

« Le ministre ne peut manquer de prendre en considération les observations qui peuvent lui être présentées à cet égard, car il importe à sa gloire comme à la nation d'organiser utilement cette maison qui pourroit ou qui devoit être destinée à recevoir les orphelins des défenseurs de la patrie, qui auroient bien mérité d'elle ».

« Sironval, directeur du musée¹, rue Bourg-l'abbé »².

1. C'était une sorte d'école dirigée par Sironval. Au mois de juin 1793, il demanda au ministre de la Guerre la permission de prendre dans son établissement 25 des élèves de Popincourt. Le Ministre s'y refusa, disant que Sironval n'avait pas le droit de le faire. — Voir A.N., D. XXXVIII, carton I, liasse 15 ; voir aussi F. 17.1037, n° 600-700.

2. Guillaume dit que cette école était au « 18 de la rue Thévenot ».

Dans le dossier : « *Séance du mois de mai* » (1793)
du Comité d'Instruction publique de l'Assemblée
législative, nous trouvons :

« Du samedi 4 mai 1793.

« Le citoyen Sironval est venu exposer au Comité l'état de détresse où se trouve l'établissement des Orphelins de Popincourt, par le défaut des secours nécessaires, et a déposé sur le Bureau un plan pour une nouvelle organisation de cette maison. On passe à l'ordre du jour, sur l'observation qui est faite, que le comité a pourvu à cet objet par l'art. VII de son arrêté du 16 avril sur les Ecoles militaires »¹.

Le mardi suivant (7 septembre) nous apprenons que « Le ministre de la Guerre est autorisé à répartir dans les douze Collèges militaires, les élèves de l'Ecole des Orphelins de Popincourt, sauf à faire partir pour les armées de la République ceux des dits élèves qui sont âgés de 18 ans et qui sont en état de porter les armes »².

Dans la séance du jeudi 9 mai 1793, « Le citoyen Daunou fait un rapport sur une pétition du citoyen Sironval, sollicitant pour son école une répartition de vingt-six élèves de l'ancienne Ecole de Popincourt. Il propose d'accorder au pétitionnaire l'objet de sa demande en désignant expressément l'établissement du citoyen Sironval. Un membre propose de ne pas désigner cette école qui n'a point une existence nationale mais de rédiger le décret avec assez de latitude pour que le Ministre de la Guerre put répartir un certain nombre d'élèves dans cette école. Cette dernière proposition est adoptée ».

Le Comité arrête la rédaction suivante : « Pourra le Ministre de la Guerre placer une partie des dits élèves de Popincourt dans les établissements particuliers d'éducation qu'il jugera convenable, pourvu que l'entretien de ces élèves se trouve compris dans les sommes mises en chaque

1. A.N., F. 17, A. 1321-1325. — V. aussi A.N., A.F. I^o, 17, p. 84.

2. A.N., A.F. I^o, p. 85.

trimestre à la disposition du dit ministre pour les écoles militaires »¹. Enfin, le 18 juin 1793, les enfants furent adoptés par le gouvernement ; comme dit Lakanal, en parlant des mesures relatives à Popincourt : « elles serviront l'humanité et la patrie sans nuire aux finances de la République ». Les enfants devaient être répartis dans les 12 écoles militaires, ou même envoyés dans des écoles privées, selon la décision du ministre de la Guerre².

Cette répartition des enfants était plus facile à ordonner qu'à accomplir. On établit un rapport sur la situation, et le 3 juillet 1793 le comité d'Instruction publique décréta ainsi : « D'après la lecture d'une lettre adressée au président du comité par le citoyen Audoin, adjoint du ministre de la guerre, relative à l'école de Popincourt, et sous la date de ce jour, le comité a nommé le citoyen Lakanal pour prendre connoissance de cette affaire et lui en présenter le rapport »³.

En attendant, Grandjean dressa un rapport sur l'état de l'école en juillet 1793 ; ce document, qui met les choses au clair, mérite que nous le reproduisions plus ou moins *in extenso*⁴.

« Le vendredi 19 juillet 1793, l'an 2^e de la République française une et indivisible. Antoine Grandjean, chef dans la troisième division des Bureaux du département du Ministre de l'Intérieur pour les opérations ci-après suivant sa commission en date du jour d'hier ci-annexée,

Et François-Siméon Chauvet, chef dans la sixième division du département de la Guerre,

Se sont transportés en vertu des ordres de leurs ministres respectifs à la Caserne de Popincourt à l'effet : 1^o d'y faire l'appel nominal des enfans existants dans l'école de ce nom, lesquels suivant les dispositions d'un décret du 18 juin dernier doivent passer sous la surveillance immédiate du ministre de la Guerre ; 2^o d'y faire procéder au

1. A.N., A.F., 1^o, 17, p. 86.

2. A.N., F. 17. 1369, d. VI, p. 103-123.

3. A.N., F. 17 A. 1321-1325.

4. A.N., F. 17. 1369, dossier VI, pièce 119.

recollement ou à l'inventaire des effets à l'usage de ces enfans ; 3^o d'y arrêter les comptes en recettes et en dépenses du Directeur provisoire de cette école pour fixer l'instant où sa dépense doit être à la charge du département de la Guerre. Ils étaient accompagnés du citoyen Alix, secrétaire commis au département de l'Intérieur, domicilié à Paris, qu'ils ont chargé des fonctions de greffier de leur commission.

« Ils ont procédé de suite dans la salle d'étude à l'appel nominal des enfans ainsi qu'il suit ». [Suit une liste qui ne diffère pas beaucoup de celle du 2^e dossier ; notant ceux qui ont été retirés, et ceux qui sont entrés dans l'école, les commissaires continuent comme suit] — « il résulte que le nombre des élèves qui se trouve présentement dans l'institution de Popincourt se réduit à 104, y compris ceux qui sont actuellement au service de la République comme volontaires et auxquels d'après l'observation à demi faite leurs places doivent aux termes des décrets leur être réservées ».

Le samedi les commissaires procèdent au recollement des effets qui existent dans ladite institution.

« Après avoir fait lecture de l'inventaire dressé par les commissaires de la Section de Popincourt dans ladite institution après la désertion de Pawlet le 27 août 1792, l'an IV de la liberté, en vertu d'un arrêté du Conseil général de la Commune de Paris en présence du Citoyen d'Anger, membre dudit Conseil et commissaire nommé à cet effet, lequel inventaire comprend également tous les effets qui se sont trouvés à la dite époque dans cette maison ; les commissaires réunis ont recommandé que l'opération dont ils sont chargés se borne à faire représenter ceux des effets seulement à l'usage des élèves et ceux en outre servant à l'instruction commune, les effets garnissant la salle d'étude, le réfectoire, les cuisines, les dortoirs et chambres particulières des maîtres, et de grands élèves ; en conséquence s'étant transportés dans la chambre particulière qu'occupait l'instituteur Pawlet, ceux des effets qui ont paru appartenir à l'institution sont quatre tableaux peints à

l'huile représentant des paysages dont deux sans bordure ;

12 dessins encadrés représentant différents sujets,

6 petits dessins non encadrés, 5 dessins d'architecture.

Plan de fortification non encadré, 8 corps de violon non garnis, tels qu'ils se trouvent décrits dans la première séance dudit inventaire en date du 27 août 1792 ;

« Plus une couchette en forme de lit de repos à deux dossiers garnis d'étoffe satinée jaune, portant deux matelas de toile de flandre rayée bleu et blanc ; ladite couchette garnie de ses roulettes ;

« Les autres effets meublant ladite chambre de l'instituteur Pawlet ont paru dans leur nature être une propriété dudit Pawlet et conséquemment n'ont pas été décrits au présent recollement...

« Dans une armoire ou placard de ladite chambre se sont trouvés des livres et autres objets servant à l'instruction des élèves, dont il est fait mention dans l'inventaire fait en vertu de l'arrêté de la commune dans la séance du 6 octobre 1792 au matin.

« Les commissaires... se sont transportés dans la chambre dite magasin attenant celle dudit Pawlet ; dans cette pièce se sont trouvés : quatre basses dont l'une dans son étui ; trois icelles sont dégarnies de leurs cordes et de plusieurs pièces, six cors en cuivre avec leurs parties de rechange au nombre d'environ 50. [Nous avons dit que Pawlet avait une prédilection pour la musique]. Deux canons dans leurs étuis, deux clarinettes également dans leurs étuis, une paire de cymballe en cuivre dans son étui. De plus ont été reconnus tous les autres objets servans à l'enseignement des élèves tels qu'ils ont été décrits dans l'inventaire du 4 septembre 1792.

« De plus les vieilles hardes hors d'usage qui ont servi aux élèves.

« De là étant passés dans la classe ont été reconnus tous les effets et meubles tels que tables, bancs, poêles, tableaux, etc...

» Dans la lingerie se sont trouvées les couvertures et linge

nouvellement blanchis servans aux élèves et qui sont tant ceux compris au premier inventaire que ceux achetés par le directeur provisoire pour l'usage desdits élèves. De là entrés dans le dortoir ; s'y sont trouvés 6 couchettes garnies de leurs matelas et paillasses, 12 lits de sangles et dix fonds sanglés élevés sur des tréteaux servans de couchettes garnies chacune d'icelles d'un seul matelat, d'une couverture en laine et d'un traversin. [L'état de pauvreté du dortoir est à noter]. Dans une autre chambre faisant suite au dortoir, deux couchettes et neuf lits de sangle garnies chacun d'un seul matelat et d'une couverture, traversin et draps.

« Dans un dortoir régnant au-dessus du grand dortoir précédemment décrit, se sont trouvés : 7 couchettes garnies de paillasses, matelat et traversin et 15 lits de sangle et 9 fonds sanglés élevés sur des tréteaux servans de couchettes, chacune garnie d'un seul matelat et de leur traversin et couverture.

« Dans une pièce faisant suite au même dortoir comme à l'étage inférieur se sont trouvés 18 fonds sanglés montés également sur des tréteaux et garnis comme décrits ci-dessus.

« Ensuite descendus au réfectoire se sont trouvés, au lieu des mauvaises planches et des tréteaux tels qu'ils ont été décrits dans la séance du 5 septembre 1792 de relevés¹, 12 tables neuves de 12 couverts chacune que le directeur provisoire a fait établir depuis qu'il est chargé de ladite institution. Icelles tables, garnies chacune de deux bancs également neufs, plus le réservoir doublé en plomb décrit audit inventaire. Entrés dans la cuisine au bout du réfectoire y avons reconnu tous les ustensiles et vases portés audit premier inventaire, et en outre 2 fontaines neuves en grais, recouvertes en osier dont il a été fait achat par le directeur provisoire sur les fonds qui lui ont été remis pour les dépenses de l'institution, ainsi que de 112 assiettes

1. Améliorations introduites par Suchet.

d'étain et 12 plats et 2 grands bassins d'étain du poids d'environ 50 livres chaque ; plus 100 gobelets également d'étain et cent douze couverts en fer étamé.

« Par addition au recollement ci-dessus et pour compléter la connaissance des élèves, le directeur provisoire a déclaré que chaque élève est pourvu d'un chapeau neuf, de 2 bonnets de coton, de 2 chemises ; que tous ceux qui sont habillés en matelots n'ont que des collerettes à leurs chemises, que les autres ont chacun deux cols presque tous de bazin ; que chacun a un habit, une veste et une culotte de la maison ; 2 paires de bas de coton et une paire de laine ; une paire de souliers ; 2 mouchoirs excepté les enfans habillés en matelots. Desquels dits objets le directeur a déclaré avoir fourni les détails dans ses comptes qui ont été fournis aux administrateurs par eux à la section et par le comité civil de la section au département de Paris, autorisé par le ministre de l'Intérieur à les vérifier et arrêter »..

Les commissaires examinent les registres du directeur, et constatent que les dépenses pour le mois de mai 1793 étaient 17.400 livres, dont Suchet avait fourni 7.618 livres 7 sols, 11 deniers, et pour le mois de juin, 15.396 livres 2 sols, 8 deniers, dont Suchet avait fourni 7.777 livres 14 sols 9 deniers. « ... Le commissaire du Ministre de la Guerre reconnaît tous les enfans désignés dans l'état précédent et conformément aux dispositions du décret du 18 juin, la dépense dont ils sont l'occasion passe à la charge du département de la Guerre à compter du jour de demain.

« Le commissaire du Ministre de la Guerre confie ces enfans au Citoyen Suchet, directeur provisoire et aux citoyens administrateurs de l'institution nommés par l'Assemblée générale de la Section, jusqu'au moment où il sera statué sur la répartition ordonnée par le décret ci-dessus daté du 18 juin ».

Parmi les pièces annexées au rapport se trouve la suivante :

*« Section des citoyens armés de Popincourt.
12 juillet 1793.*

« Appert, sur la pétition d'une députation de l'école des Orphelins de la patrie qui fait part à l'Assemblée d'un décret qui charge le Ministre de la Guerre de les répartir dans différentes écoles de la République, les enfants témoignent leurs sincères regrets de quitter une section à laquelle ils sont attachés par la plus vive reconnaissance ; ils expriment leur vœu de rester sur la section de Popincourt si l'Assemblée juge que leur désir puisse être accompli.

« Sur le rapport du directeur provisoire, après une ample discussion et informations prises à ce sujet, l'Assemblée considérant que le décret de la Convention Nationale relatif à ces jeunes élèves ne peut être exécuté sans qu'il lui ait été signifié, que les enfants à qui elle a donné tous ses soins depuis la fuite de Pawlet leur cy-devant instituteur qui les avait cruellement abandonnés, sont un dépôt sacré qui ne peut lui être ravi sans prouver qu'elle ne mérite plus de la posséder.

« Considérant le désintéressement du directeur et des administrateurs provisoires qu'elle a chargés d'assurer de leur patriotisme et de leur zèle pour la République, convaincue de l'utilité de ces enfants pour l'Etat, se ressouvenant du décret qui déclare que la section a bien mérité de la patrie, par le trait d'humanité qu'elle a donné en accueillant ces enfants dans son sein, décret dont elle soutiendra l'honneur en toute occasion, comptant enfin sur les principes de justice de la Convention Nationale, arrête que 8 de ses membres et 4 de ses commissaires civils se rendront demain avec les dits élèves au Conseil général de la commune pour lui faire part d'une pétition qu'elle doit présenter à la Convention Nationale tendant à ce que les enfants intéressants soient conservés à la Section de Popincourt devenue leur mère adoptive et l'inviter à nommer une députation dans son sein de se transporter aussi à la Convention Nationale avec la députation de Popincourt

pour appuyer sa demande... L'Assemblée arrête de plus que si on se présentait comme on l'a déjà fait, pour enlever les élèves dont il s'agit, — enlèvement qui heureusement ne s'est pas effectué, ils ne seront livrés à qui que ce soit avant que la Convention Nationale ait statué sur la pétition qui lui sera, comme dit est, présentée à ce sujet »¹.

L'Assemblée générale de Popincourt annonce son intention d'envoyer une pétition à la Convention Nationale. Guillaume cite 10 ou 12 lignes du procès-verbal qui y rapporte, mais il n'avait pas le document lui-même, peut-être la plus importante de toutes les pétitions. Nous avons eu le bonheur de trouver l'original aux Archives Nationales².

« *Pétition présentée à la Convention Nationale le*
21 juillet 1793 ».

« Législateurs,

La Section de Popincourt vient vous présenter des jeunes Républicains formés par elle ; d'esclaves qu'ils étoient sous la direction de Pawlet, leur ci-devant instituteur, elle en a fait des enfants libres ; cruellement abandonnés par lui quelques jours après la mémorable journée du 10 août, sans aucune ressource, privés même de moyens de suffire à leur existence, ils sont venus se jeter dans les bras des citoyens de notre section ; leurs larmes en ont dit assez ; tandis que les uns courent chercher la subsistance qui leur est nécessaire, d'autres ouvrent leurs cœurs pour les consoler. Après avoir satisfait à de si pressants besoins, la section de Popincourt prend l'engagement de leur servir de mère et d'être leur appui en toute occasion auprès des représentants de la Nation. Un directeur, des administrateurs provisoires sont nommés ; bientôt ils remplissent avec zèle les devoirs sacrés qui leur sont imposés, ne voulant d'autre récompense que celle qu'ils trouvent dans le plaisir inexprimable d'obliger ces jeunes infortunés. Avec des

1. p. 75-76.

2. A.N., F. 17 A., 1005, 712 bis.

ressources insuffisantes, la Section a attendu patiemment l'instant favorable, où votre comité d'instruction publique feroit son rapport sur cette institution; ce moment est arrivé, il résulte de ce rapport le décret suivant.

Art. 3. — Le Ministre de la Guerre est autorisé à répartir dans les 12 écoles militaires ceux des élèves de l'école de Popincourt qui, nés sans fortune, sont doués des dispositions nécessaires pour mettre à profit le bienfait national de l'instruction publique.

Art. 4. — Pourra même le Ministre de la Guerre placer les dits élèves dans des établissements particuliers d'éducation qu'il jugera convenables pourvu que l'entretien de ces élèves se trouve compris dans les sommes mises chaque trimestre à la disposition du ministre pour les besoins des écoles militaires.

« Voilà donc le décret même favorable à la Section de Popincourt, et pourtant nos élèves vont être entièrement perdus pour nous, d'autres vont avoir l'avantage d'en recueillir les fruits. Législateurs, vous êtes les pères du peuple; c'est lui qui vous a choisis pour le représenter; ne pas respecter vos décrets, c'est outrager la majesté nationale, c'est méconnaître les droits d'un peuple souverain, et un tel délit ne peut jamais rester impuni : mais les citoyens qui sont à votre barre sont de francs Républicains, incapables de commettre ce délit. Dans cette auguste enceinte, nous venons seulement vous présenter les réflexions, les observations et le vœu de la Section qui nous députe vers vous. Après un mûr examen vous jugerez s'il est possible que des réclamations soient mieux fondées, et c'est d'après cet examen sévère que vous donnerez, nous n'en doutons pas, une nouvelle preuve de votre justice en rapprochant le décret qui envoie à la Section les enfans qu'elle a adoptés, — enfans qui lui sont chers à plus d'un titre.

« Représentants du peuple, jetez un regard sur l'école de Popincourt; vous y verrez que sur les débris d'une institution vicieuse s'est élevée tout à coup celle que doit for-

mer une nation généreuse, celle que doit fonder l'humanité. Depuis la fuite de Pawlet, quels titres demande la Section de Popincourt aux enfans qu'on lui présente pour entrer dans son école ? Des titres bien précieux, sans doute, Citoyens, ils sont chers à vos cœurs autant qu'aux nôtres. C'est le sang de leurs pères qu'ils montrent, ce sang qui a arrosé la terre de la liberté, qui a été versé pour la défense de la patrie. Les enfans des citoyens grièvement blessés... les enfans de plusieurs braves militaires indigents, chargés d'une très nombreuse famille dont ils se séparent pour voler au secours de la patrie en danger... Tels sont législateurs les enfans que désormais la Section de Popincourt désire élever dans son sein. Tels sont ceux qu'elle a reçus depuis près d'un an dans son école, et toujours d'après les ordres du Ministre de l'Intérieur ; cependant c'est ce dépôt si précieux qu'on veut lui enlever, quoyqu'elle ait tout fait pour mériter de toujours le posséder.

« Pères du Peuple, relisez ce procès-verbal, lors de la présentation de ces jeunes infortunés au Corps législatif, vous y verrez que la Section de Popincourt a été déclarée avoir bien mérité de la patrie ; qu'a-t-elle donc fait depuis pour lui enlever l'honneur de ce décret qu'elle jure formellement de maintenir en toute occasion ? Auroit-elle perdu la confiance de ses citoyens ?...

« Mais, dira-t-on, cet établissement est utile sans doute, il est digne de la République française, cependant aucun élève ne s'y est encore distingué dans aucun genre. Certes, une pareille calomnie seroit bientôt démentie. Ignoreroit-on que la statue de la liberté que l'on porte dans nos cérémonies publiques est l'ouvrage d'un élève de cette école ? Si l'on doutoit des talents de ce jeune républicain les murs du Panthéon parleroient. Interrogez David, demandez-lui le nom d'un des premiers élèves en peinture de l'école française à Rome, et il vous apprendra qu'un de ces jeunes citoyens, près d'être la victime de son patriotisme dans ce pays où règne encore un tyran sous la tiare, sort de l'école de Popincourt. Demandez aussi aux fameux peintres, aux

premiers graveurs de cette capitale, les noms de plusieurs élèves d'encouragement qui ont demeuré et demeurent encore dans cette maison. Si l'on consultoit l'Académie de musique, elle feroit également justice de cette calomnie ¹.

« Sachez législateurs que depuis longtemps cette école fournit des officiers soit dans le génie, dans l'artillerie ou dans la marine, que sur trois élèves envoyés cette année à Châlons pour y subir l'examen deux ont été reçus dans le corps d'artillerie, 10 autres se préparent pour être pareillement examinés l'année prochaine, tandis que plusieurs écoles de la République en ont envoyé jusqu'à 15 et n'en ont eu qu'un ou deux de reçus... la patrie elle-même n'a-t-elle pas trouvé des défenseurs intrépides dans cette pépinière de jeunes gens ?... Au mois de mars dernier la plupart de ceux qui n'avoient pas encore atteint leur cinquième lustre vouloient aller combattre les esclaves qui souilloient la terre de la liberté... mais ceux qui ont atteint l'âge requis par la loi y sont maintenant... Voilà, législateurs, le tableau de cette école, et croyez qu'il n'est pas chargé : les Républicains ne connoissent que le langage de la vérité...

« Le gouvernement donne à Paris 1.000 livres et dans les autres écoles militaires 750 livres pour la nourriture, l'entretien et l'éducation de chaque élève. Eh bien, Représentants du Peuple, la Section de Popincourt ne demande que 600 livres pour chacun, ainsi sur 100 élèves qui composent cette école la Nation y gagnera 40.000 livres par an et les meilleurs professeurs en tout genre lui seront donnés...

« Pourquoi donc, Pères du peuple, veut-on enlever à la Section que nous représentons le dépôt qui lui est confié comme on l'a vu faire il y a près de 15 jours sans que le décret lui ait été notifié ? Encore une fois a-t-elle démérité de la patrie, n'a-t-elle pas donné tous ses soins à ces jeunes infortunés ? Pourquoi diviser cette famille, modèle parfait de l'union et de la fraternité ?... La misère de ces enfants pourroit-elle être imputée à la Section ?... sans doute elle

1. Pawlet avait donné l'exemple de ce système d'apprentissage.

[la misère] est effrayante, et à un tel point que si votre décret du 18 juin n'eût pas été le terme de l'indigence de cette maison.. il étoit impossible qu'elle subsistât plus longtemps. Mais maintenant que la nation généreuse et bienfaisante vient de voler au secours de ces jeunes infortunés... dans un moment où vous leur procurez les moyens de servir utilement leur patrie, pourquoi la Section de Popincourt, qui a partagé leur peine, ne goûteroit-elle pas aussi le bonheur dont vous les faites jouir. Cette demande a tellement paru juste au Conseil général de la Commune qu'il a député plusieurs de ses membres pour l'appuyer auprès de la Convention Nationale. Législateurs, pourrions-nous douter du succès de notre pétition quand elle est fondée sur l'équité, la raison et l'humanité ? Non, Pères du peuple, avec ces jeunes citoyens laissez-nous toujours répéter le refrain chéri — Vive la liberté, vive la République ».

« Suchet, Président.
Palural, Secrétaire ».

Cette pétition est d'une importance capitale. On avait décidé de dissoudre l'Ecole de Popincourt, en divisant les élèves parmi les autres écoles de Paris, mais il semble que la Convention fut tellement impressionnée par ladite pétition, qu'elle se ravisa. Nous lisons dans le procès-verbal que « la Convention décrète la conservation provisoire de l'Etablissement de Popincourt, et renvoie, pour le surplus, au Comité d'Instruction publique »¹. Par le décret du 21 juillet 1793, la somme de 11.491 livres, 18 sols, 10 deniers, fut allouée à l'Ecole².

Ce décret changea si brusquement la loi du 28 juin 1793, que Bouchotte, ministre de la guerre écrivit, le 29 juillet, au Président du Comité d'Instruction publique, pour lui demander d'expliquer clairement la loi. Apparemment, l'école devait être sous la surveillance du ministre de la

1. *Procès-verbal de la Convention*, t. XVII, p. 64.

2. A.N., F. 17. 1369, dossier III, pièce 40.

Guerre, et Bouchotte était inquieté, à juste titre, pour savoir d'où viendraient les fonds nécessaires. Nous ne pouvons dire quelle était la réponse officielle, mais ce qui est certain, c'est que la Section de Popincourt, reçut les sommes nécessaires pour la continuation de l'école ; mais elles ne furent payées que deux mois plus tard. L'on s'étonnera de voir combien une grande institution telle que l'Ecole de Popincourt pouvait ainsi continuer sans subventions adéquates, et, en vérité, elle n'aurait pas pu le faire sans l'extraordinaire générosité de son directeur provisoire, Suchet.

Le 9 septembre 1793, Lakanal présenta et fit voter un projet qui avait pour objet la suppression de ces écoles militaires. La Section de Popincourt était donc privée de toute ressource, et la seule solution semblait être la fermeture de l'Ecole des Orphelins de Popincourt. Pourtant, le décret du 21 juillet précédent, semble avoir changé la situation de cette école, de sorte qu'elle échappa à la suppression que devaient subir les écoles militaires¹. Ce décret, bien qu'il privât l'Ecole de ses ressources, ne concernait que les écoles militaires proprement dites ; il ne s'appliquait ni à la fondation de Pawlet, ni à une école toute semblable, fondée par le duc de La Rochefoucauld-Liancourt à Liancourt, en 1786, sous le nom de : « Ecole des Enfants de la Patrie ». De plus, le 21 septembre, la Section de Popincourt s'adressa de nouveau à la Convention, qui décréta que « le ministre de la Guerre est autorisé à remettre au Comité civil de la Section de Popincourt, la somme de dix-huit mille deux cents livres pour le quartier de juillet courant, pour les besoins et entretien des élèves et orphelins de la Patrie, à raison de sept cent livres pour chacun, d'après un état que lui fournira le comité civil de la Section du nombre des enfants qui sont présents à l'école. Le ministre de la Guerre est également autorisé à pourvoir aux besoins

1. Dans sa séance du 11 pluviôse an II, le Comité de l'Instruction Publique proposa de faire construire à l'Ecole pour les orphelins des défenseurs attaqués de la Patrie, un petit théâtre ; ce théâtre devait être orné de rideaux, de tableaux etc.. pris dans les effets des émigrés. A.N., F. 17. A 1321 à 1325.

desdits enfants jusqu'à ce que la Convention en ait autrement ordonné.

« Le ministre surveillera l'emploi des fonds qui seront versés par lui ; et pour l'exécution du présent décret, il prendra les sommes qui sont nécessaires pour l'Ecole de Popincourt, sur les fonds qui lui restent en mains des écoles militaires »¹.

L'argent ainsi obtenu était donc remis à chaque quartier du Conseil municipal de Popincourt, et Guillaume a raison de souligner l'inexactitude de l'affirmation de Macdonald, à savoir que « la Révolution détruisit cette école pour ainsi dire dès sa naissance »². L'Ecole des Orphelins Militaires continua d'exister jusqu'en 1795, et alors les excès de la Révolution avaient pris fin : la Révolution n'a pas détruit l'institution de Pawlet.

Il nous faudra considérer, d'une façon assez détaillée, le sort presque parallèle de l'Ecole de Liancourt. Nous reportant au mois de mai 1792, nous trouvons un rapport de la séance du 25 : « le citoyen Massieu fait différentes observations sur les élèves du Collège de Liancourt et demande que ses conclusions soient jointes au rapport à faire par le citoyen Daunou sur les Ecoles militaires. Le citoyen Massieu s'assurera des titres de cet établissement »³.

Le ministre de la Guerre s'était déjà occupé de l'Ecole de Popincourt. Le 12 nivôse, an II, Bouchotte, écrivait une lettre très favorable sur l'Ecole de Liancourt⁴ : il disait qu'il y avait trois écoles nationales qui n'avaient pas été supprimées avec les écoles militaires ; de ces trois les deux suivantes, — « l'Ecole des Jeunes Français dirigée par Léonard Bourdon, et celle des Orphelins de la Patrie à Popincourt », — ont été conservées « par des décrets particuliers fixant leurs traitements et fonds ». Celle de Liancourt est la seule dont la Convention Nationale ne s'est pas préoccupée.

1. *Procès-verbal de la Convention*, t. XXI, p. 123.

2. Macdonald, *op. cit.*

3. A.N., A.F. 1^o, 17, pièce 93.

4. A.N., F. 17 A, 1331, B, dossier 10.

Dans cette école, l'égalité qui a été pratiquée « a développé les sentimens de la liberté dans l'âme de ceux qui y étoient élevés. Quatre-vingt-dix d'entre eux sont aux frontières depuis le commencement de la guerre... On y apprend à lire, à écrire, à calculer, à manier les armes, à battre la caisse, à sonner de la trompette, » et l'instruction la plus variée y était offerte aux goûts et aux dispositions particulières de chaque élève.

Dans la séance du jour suivant, le 13 nivôse, an II, on accusa la réception de cette lettre, et nomma Couppé, rapporteur¹. Dans la séance du 21 nivôse, « Couppé fait un rapport sur l'Ecole Militaire de Liancourt : il est invité à rédiger un projet de décret et à le présenter à la séance prochaine »².

Il présenta ce décret au Comité d'instruction publique, probablement le 23 nivôse : l'Ecole de Liancourt devait être maintenue provisoirement, en attendant de nouveaux secours. Mais il fallait savoir les détails exacts et les noms des élèves³. Par conséquent, le 3 août 1793, Lakanal fut nommé le rapporteur du Comité d'instruction publique pour l'Ecole de Pawlet. Le mois suivant, il fut chargé de faire une enquête semblable sur la situation de l'Ecole de Liancourt. (Le duc de La Rochefoucauld avait émigré au mois de septembre 1792). Pache, ministre de la Guerre, écrivait à l'Assemblée de la Convention, le 1^{er} novembre 1792, proposant qu'on accorderait à cette Ecole une pension annuelle de 28.000 livres. La lettre fut expédiée aux Comités d'Instruction publique et des Finances⁴. Il semble que rien n'ait été fait dans cette affaire ; enfin avec impatience, « la Convention Nationale décrète que son Comité d'Instruction publique lui fera sous trois jours un rapport sur l'école militaire de Liancourt »⁵. Mais quand Lakanal présenta son

1. A.N., A.F. 1^o, 17, pièce 226.

2. *Ibid.*, pièce 237.

3. *Ibid.*, p. 238-9.

4. A.N., F. 17. 1144, p. 82.

5. *Procès-verbal de la Convention*, t. XX, p. 78.

rapport sur les écoles militaires, le 9 septembre 1793, il ne fit mention ni de Popincourt, ni de Liancourt.

Ainsi que l'école de Popincourt, celle de Liancourt fut conservée, bien que la législation à son égard prit beaucoup plus de temps, parce que le décret du 9 septembre 1793 avait été mal interprété : Liancourt avait été envisagé comme une école militaire, et, par conséquent, sa pension avait été supprimée. Mais le 25 nivôse, an II, la Convention promulgua un décret dont les deux premiers articles assurèrent la maintenance des enfants¹. L'art. 1^{er} maintint provisoirement l'école, tandis que l'art. 2 s'occupa du traitement. « La paie de chaque élève sera portée à quinze sous par jour au lieu de dix et l'arriéré leur sera payé sur ce pied ».

Les deux écoles de Popincourt et de Liancourt étaient donc sur le même pied, mais une troisième école devait fixer l'attention du gouvernement. Un certain Léonard Bourdon avait fondé un « Institut des Jeunes Français ». Après la Révolution, la République y avait fait placer certains orphelins, d'où l'établissement reçut le nom d'« Ecole des Elèves de la Patrie ». Le sort de cette école devait influencer beaucoup sur celle de Pawlet ; la Convention allait associer les deux écoles dans un même décret, et finalement les supprimait toutes les deux. Léonard Bourdon, accusé d'insurrection, fut arrêté, et la Convention, dans sa séance du 13 germinal, an III, discuta la nécessité de trouver un autre directeur pour le remplacer².

Pierre Crouzet, qui fut nommé à ce poste, se trouva en face d'une situation difficile ; la caisse était vide, et le 6 floréal, an III, la Convention parlait sérieusement de supprimer l'Ecole des Elèves de la Patrie, et de répartir les enfants entre les écoles de Popincourt et de Liancourt. Mais il n'y avait pas de place à Liancourt ; on était dans une impasse. Enfin Plaichard dans la séance du 30 floréal, an III, suggéra que ces enfants seraient logés à Versailles, où l'on

1. *Procès-verbal de la Convention*, t. XX, p. 243.

2. *Procès-verbal*, t. LXIII, p. 147.

pourrait établir une grande institution d'instruction publique. Le Comité fut chargé de faire un rapport dans le délai de trois jours, mais l'insurrection du premier prairial fit remettre le rapport d'une semaine. Dans l'intervalle, pendant lequel Crouzet devait visiter Versailles, la Convention avança aux élèves de la Patrie la somme de 15.000 livres¹. Le 18 prairial, an III, Plaichard présenta son rapport au Comité. L'Assemblée, après une assez vive discussion, l'adopta le 20 prairial, an III². Il ressemblait beaucoup à celui du 30 floréal, mais tandis que celui-ci n'avait proposé que la suppression de l'institution des Jeunes Français, le décret du 20 prairial vota aussi la suppression de l'Ecole de Popincourt. Seule, l'Ecole de Liancourt restait debout. L'art. 2 du décret mettait fin à l'institution de Pawlet en disant : « Les institutions du ci-devant prieuré Martin³ et de Popincourt, sont supprimées ». Néanmoins, les art. 4, 9 et 11 déclarèrent que ces élèves de Popincourt qui ne s'engageraient pas dans l'armée ou qui ne seraient pas apprentis, seraient transférés à Liancourt, qui devait être entièrement réorganisée.

Le Bureau des Dépenses présenta au Ministre de l'Intérieur un rapport daté du 13 messidor an V, qui se réfère à une décision prise le 9 pluviôse an IV, d'après laquelle l'Ecole des Orphelins de Popincourt serait unie à celle de Liancourt.

Ils devaient recevoir la même pension que les enfants de Liancourt, ce qui leur donnerait pour trois mois, 3.667fr.50⁴. Dans un document postérieur (19 nivôse, an VI) qui parle des fonds attribués aux orphelins après la réunion des deux écoles, nous lisons : « Cette pension fixée à 30 sous par jour par arrêté du Comité des Finances du 15 germinal an III, payable au quart, d'après une autre décision du Ministre, du 9 germinal an V »... « on propose au Ministre

1. Voir l'article 2 du décret du 9 prairial.

2. *Le Moniteur* de cette date publie une analyse détaillée du débat.

3. L'Ecole des Elèves de la Patrie.

4. A.N., F. 17. 6746.

d'approuver qu'il soit formé un état de répartition des sommes dues aux Orphelins de la Patrie, compris dans cette classe, pour le premier trimestre an VI. Fait »¹.

Il est évident que l'Ecole des Orphelins Militaires passa par bien des vicissitudes avant d'être réunie finalement à celle de Liancourt : Grandjean écrivit au Comité exécutif d'instruction publique pour signaler que, en plein hiver (1794) l'école n'était pas chauffée². La Section de Popincourt se dévouait noblement aux orphelins, mais c'est surtout Suchet qui mérite nos louanges. Suchet, professeur éminent en se chargeant de maintenir l'école des orphelins militaires, fit preuve de la plus grande générosité et se consacra entièrement, de même que son prédécesseur, le chevalier Pawlet, à la cause de ces enfants malheureux. Nous avons de lui deux pièces qui nous permettent d'apprécier, au moins dans une certaine mesure, les difficultés qu'il avait à vaincre³. La première pièce est une lettre écrite au mois de floréal an III :

« Paris ce 17 floréal 3^e année de la République française⁴.

Suchet, directeur de l'Ecole Nationale des Orphelins
des Défenseurs de la Patrie.

Aux Représentants du Peuple, Membre du Comité
de l'Instruction publique.

« Citoyens,

« Vers le milieu du mois de messidor 2^e année de la République française, deux citoyens se disant commissaires auprès du Comité de Salut public, se présentèrent chez moi, et m'intimèrent l'ordre de vider la grande salle d'exercice de la Caserne de Popincourt, pour y mettre des effets. Je

1. *Ibid.*

2. A.N., F. 17. 1369, dossier XIV.

3. *Ibid.* Suchet écrivit à Grandjean, à la fin de 1794, lui demandant de faire examiner rapidement son rapport financier (voir la 2^e pièce de Suchet que nous reproduisons plus loin).

4. A.N., F. 17. 1144, dossier 21, pièce 15.

leur fis observer que cette pièce dépendait nécessairement du local destiné à l'Ecole Nationale et qu'elle étoit singulièrement utile aux élèves : mes réclamations furent vaines. Je leur demandai ensuite l'exhibition de l'ordre, en vertu duquel ils agissoient ils me répondirent sèchement que je n'avois pas besoin de le voir ; je n'insistai pas, je crois qu'il étoit plus prudent de souffrir la privation de cette salle, pendant quelque tems, que de m'exposer à devenir l'ennemi de ces deux hommes, qui eussent pu alors me faire une mauvaise affaire. Cependant, les élèves de l'Institution ont besoin, plus que jamais, de ce local, pour y continuer les exercices militaires et afin de n'être point exposés à l'ardeur du soleil. Il y a dans cette salle beaucoup de couchettes, de matelas, de traversins, de tables etc... J'ignore à qui appartiennent tous ces effets ; mais il seroit bon de s'en informer le plus promptement possible : car il est à craindre que ces objets ne soient enlevés sous peu de jours, sans savoir où ils passeront ; ce qui me fait jeter ces doutes, c'est que tous ces effets ont été apportés comme furtivement, à cinq heures du matin, le lendemain de la visite des commissaires dont je viens de vous parler.

« Quoiqu'il en soit, citoyens, je vous demande, au nom des Orphelins des Défenseurs de la Patrie, que vous ordonniez que la salle d'exercice de la Caserne de Popincourt soit rendue aux élèves confiés à mes soins, afin qu'ils puissent en jouir, comme par le passé : le besoin pressant qu'ils ont de cet endroit me fait un devoir de vous faire cette demande et j'ai d'autant plus lieu d'espérer que vous vous hâterez d'y faire droit, qu'elle est essentiellement fondée sur l'intérêt national, sur l'équité, la justice et l'humanité ».

« Suchet (directeur) ».

La deuxième pièce est le rapport de la Commission exécutive de l'Instruction publique, dans lequel Suchet réclame la pension qui lui est due pour le trimestre comprenant les mois de germinal, de floréal et de prairial :¹.

1. A.N., F. 17. 1369, dossier XIII, p. 612.

« Le nombre des élèves a été pendant le dit trimestre de 104 élèves dont la pension est de 700 livres par an. La somme due se trouve calculée par le nombre des élèves multipliant les trois mois de trimestre ce qui donne 294 mois par jour (?) à raison de 700 livres par an, ou 58 livres 6 sols 8 deniers par mois pour chaque élève selon ledit décret du 21 septembre 1793, elle s'élève à dix-sept mille cent cinquante une livres dix huit sols dix deniers,

ci..... 17.151..18..10.

« De plus il [Suchet] produit avec ces états aux précédents trimestres, les états de la dépense effective de nourriture, entretien et instruction des 104 pendant les mois germinal floréal et prairial avec les quittances des fournisseurs et instituteurs et son registre-journal où se trouvent portés tous lesdits payements. Le résultat de ces pièces présente un total de 44.237 livres 8 sols 5 deniers pour cette dépense réelle du trimestre, de sorte que le citoyen Suchet perdrait sur la masse des pensions dudit trimestre 27.085..9..7. — cette perte jointe au même déficit des pensions dans les précédents trimestres et suivant le rapport ordonné le 7 floréal où il est porté 9.764..15..8, s'élèveroit ainsi aujourd'hui à 36.850..5..3, dont il demandera à être indemnié, en emettant ces mêmes pièces justificatives au Comité de Finances de la Convention.

« Pendant le trimestre de germinal la Commission a ordonné savoir le 27 floréal une somme de 3.000 livres pour l'acquittement des fournitures..... 3.000 livres
Et le 12 prairial, pour d'autres livraisons.. 2.700 livres

Total.... 5.700 L.

« Ces payemens se trouvant faits par la commission, à valoir sur les pensions du trimestre, la déduction doit conséquemment s'en faire sur les 17.151..18..0. à quoi elles se montent suivant les états, d'où il résulte que la somme à payer pour soldes du trimestre au Citoyen Suchet se réduit à 11.451.18..10.

« Le décret du 20 prairial dernier qui a supprimé la maison des Orphelins de Popincourt et de Martin des Champs et ordonné leur réunion à l'Ecole Nationale de Liancourt exigeant des préalables nécessaires à son exécution dont s'occupe la commission, le directeur provisoire continue nonobstant les dépenses de cette maison comme par le passé [c'est-à-dire pendant qu'on négociait pour la suppression de l'école, Suchet continuait à faire les frais de l'établissement].

« On propose en conséquence, à la commission exécutive d'approuver, qu'il soit expédié, au nom du citoyen Suchet, directeur provisoire de la maison des Orphelins de la Patrie à Popincourt, un mandat de la somme de 11.451 L. 18s. 10d. pour solde des pensions des 104 élèves de cette maison pendant les mois germinal, floréal et prairial derniers, montant suivant les états arrêtés par le Comité civil de la Section conformément au décret du 21 septembre 1793, à la somme de 17.151.18.10 dont a été déduit les 5.700 livres payés en à compte suivant mandat du 27 floréal et du 12 prairial..

Fait ce 17 messidor, 3^e année républicaine ».

Pendant un mois, ces travaux de réorganisation procédèrent avec rapidité, et enfin le 29 messidor Crouzet arriva à Liancourt amenant avec lui 250 enfants, les anciens élèves de Popincourt et de l'Institut des Jeunes Français à Paris. Il y avait déjà quelque 160 enfants de l'ancien établissement de Liancourt. Pendant bien des mois, il était extrêmement difficile pour Crouzet d'organiser cette école dont la position financière était rien moins que satisfaisante. Mais l'école s'étendit, et fut transportée en 1806 à Châlons-sur-Marne, où pendant plus de cent ans elle a continué une œuvre digne de louange. Le duc de La Rochefoucauld-Liancourt, de retour en France en 1799, en fut reconnu, au mois de juillet 1806, inspecteur honoraire.



C'est avec une certaine tristesse que nous nous reportons maintenant au mémoire de Suchet, adressé le 26 frimaire an IV (le 17 décembre 1795), au ministre de l'Intérieur¹. Par décret du 21 septembre 1793, il avait été accordé à chaque élève la somme de 700 livres par an (pour les nourrir les instruire les blanchir, les chauffer, etc.). Suchet dit que, malgré deux pétitions à la Convention Nationale (septembre 1794 et février 1795), les monnaies dues n'avaient pas été payées avec toute la promptitude désirable, et que, par conséquent, il avait été obligé de combler ces dettes en utilisant ses propres ressources. Au désespoir, il avait envoyé une troisième pétition, le 15 mars 1795, qui avait eu pour seul résultat la suppression de l'école, le 28 messidor (le 16 juillet 1795).

Suchet remit les effets de l'institution, y comprenant quelques-uns de ses biens personnels, à Crouzet, nommé directeur de Liancourt, maintenant agrandie.

Crouzet « arrivé à Liancourt avec 750 enfants, dont plusieurs atteints de la teigne, du scorbut et de la gale..., je ne trouve que des lits pleins de punaises, les enfants couchent sur la paille »².

Enfin Suchet, appauvri par les dépenses qu'il avait faites avec tant de générosité, importuné par des demandes de professeurs pour le paiement de leurs honoraires, demanda au ministre de l'Intérieur de prêter l'oreille à sa réclamation, et de régler les dettes qu'il avait contractées par suite d'une générosité gratuite. Le résultat de cette prière, nous ne le savons pas : nous ne pouvons qu'espérer qu'elle fut exaucée.

Nous avons résumé brièvement l'histoire de l'Ecole des

1. A.N., F. 17. 1369, dossier XVI, pièce 631.

2. Crouzet. *Observations justificatives sur l'école nationale de Liancourt depuis son origine jusqu'à nos jours, 1^{er} vendémiaire an VII* (1798).

Orphelins Militaires jusqu'à sa suppression, le 20 prairial an III, mais il nous reste encore beaucoup de documents qui jettent sur la vie et sur l'activité de son fondateur une lumière considérable, et qui nous permettent de former sur cet homme extraordinaire un jugement plus complet que n'ont fait jusqu'ici ses divers biographes.

* * *

Outre les noms d'enfans déjà cités, l'auteur a trouvé une liasse de papiers aux Archives Nationales, contenant beaucoup d'autres noms et des détails sur les familles respectives. Ces papiers sont pour la plupart des demandes d'admission à l'école de Pawlet. L'auteur est d'avis que ces papiers présentent un certain intérêt, mais, faute de place il se limite aux noms des élèves ¹.

A.N. F. 17. 1370, dossiers VI, VII, VIII, IX, pièces 61-270.

61 /4	d'Alouville. N. 1782 A.
65 /6	Arandelle. N. 1786 A.
67 /70	Arceau ou Arsaut. Né 2 déc. 1772.
71	d'Argence. N.
72 /3	d'Arneville N. 1778 A.
74	Aumont Dumontier
75	Auvergne des Coignées. N. Né 27 févr. 1777. 1784 A.
76	Batigne. Né 20 mars 1776. 1788 A.
77 /9	Bernier de Bligny. Né 2 févr. 1777.
80	Bertuccioli. Né 23 janv. 1769.
81	de Bissy (2 frères). N.
82 /3	Brodé N. Né 29 nov. 1769. 1781 A.
84	Boyer de Choisy. N. Né 4 févr. 1767. 1782 A.
85 /90	Cabanel N. Né 28 oct. 1774. 1786 A.
91 /92	Cellier de Grigy. Né 13 déc. 1783.
93	Céré. Une demande que l'enfant fût retiré et la pension payée. 3 avril 1783.

1. La lettre « N » suivant un nom indique « noble ». La lettre « A » indique la date de l'admission.

- 94 /5 Chapins Jean. N. Né 21 juin 1774. 1786 A.
 Aimart N. Né 30 mai 1773. 1786 A.
- 96 /8 Chassin d'Ervyn. Né le 6 sept. 1774. 1783 A.
- 99 /102 Châlons. Né 8 déc. 1781. 1789 A.
- 103 Chefdeville. 1784 A.
- 104 Chevalier. Né 11 juin 1780.
- 105 Chouet. Né 21 sept. 1772. 1782 A.
- 106 Cosnes de. Né 31 janv. 1772. 1788 A.
- 107 Courtilhe de, St-Avit Alexandre. N. Né 23 avril 1778.
 1788 A.
 — François N. Né le 9 juillet 1780.
 1788 A.
- 108 /16 Courtailloux d'Ebrefeldt. N. Né 25 sept. 1780. 1787 A.
- 118 Daston. Né 23 févr. 1777. 1786 A.
- 119 David. Né 3 avril 1776. 1785 A.
- 120 /1 Delpire. N. Né 1776. 1787 A.
- 122 Denecey. (Lettre d'une mère à son fils, l'encourageant).
- 123 /4 Desaacherin. N. Né 17 juin 1775. 1786 A.
- 125 Desplas. Né 22 oct. 1778.
- 126 Des Ursins.
- 127 Drillet. Né 7 nov. 1770.
- 128 /30 Du Faget. N. Né 25 déc. 1773. 1784 A.
- 133 /4 Du Fresnay. N.
- 135 /41 Dupin de St André. N. Né le 1^{er} août 1774. 1785 A.
- 142 Dupuis. N. Né 11 oct. 1776. 1782 A.
- 143 Fanjand. S'engage de servir dans l'armée pendant 8 ans
 25 oct. 1786. Il avait 15 ans.
- 144 Fly-Misordin. N. 1786 A.
- 145 Folliot. Né 1772. 1785 A.
- 146 Fourier de Crevoisier. Né 4 oct. 1778. 1784 A.
- 147 François. Né 11 oct. 1774.
- 148 Gaillard. 1789 A.
- 149 Gastier des Ursins. Né 31 janv. 1776. 1782 A.
- 150 /1 Gillier dit Roller. Né 14 févr. 1779.
- 152 /4 Gohier du Gart. Victor. Né 24 nov. 1778. 1787 A.
 Alexandre. Né 23 mai 1776. 1787 A.
- 155 de Guillemoint. Né 21 juill. 1777.
- 156 Hardi. Né 21 sept. 1771. 1782 A.
- 157 Henocq. Né 7 août 1770.
- 158 /64 bis Hirel de Choisy. N. Né 13 oct. 1772. 1782 A.
- 165 /70 de Labadie N. Jean. Né 5 mai 1775. 1786 A.
 N. Vincent. Né 21 janv. 1778. 1786 A.
- 170 Labrousse. Né 5 févr. 1773. 1783 A.
- 171 La Caille. Né 26 juin 1768. 1781 A.

- 172 La Case. Né 21 déc. 1771. 1783 A.
 173 /5 La Fayole. Né 29 avril 1775. 1784 A.
 176 /80 La Fite de Pelleport. Protestant.
 181 La Fourcade. N. Né 18 sept. 1778. 1786 A.
 182 Lapeyrier. Né 1773. 1786 A.
 183 Lapoirier. Né 1778. 1786 A.
 184 Laprade de Lagourgue. 1786 A.
 185 Laboulerie.
 186 /8 La Roche-Guyon. N.
 189 Lecoy. Né 25 avril 1776. 1788 A.
 190 Legendre de La Perrière. Né 11 juillet 1773. 1781 A.
 191 Le Griel. 1790.
 192 Le Lieur de Ville-sur-Arce. N. Né 9 janv. 1768. 1779 A.
 193 Le Noir. Né 4 nov. 1775.
 194 Lepagnol. Né 11 fé 1775. 1785 A.
 195 Lezernaer. Né 7 déc. 1776. 1787 A.
 196 Mamiel de Marricule. Né 19 déc. 1774. 1784 A.
 197 Martel. Né 3 juillet 1772. 1785 A.
 198 /9 Martin de la Goutte Bernard. N. Né 2 nov. 1776. 1786 A.
 200 Maycashel. Né 30 déc. 1772.
 200 /b, c Mayer de. Né 2 sept. 1777. 1787 A.
 201 Meny. Né 15 déc. 1769.
 202 Michau. Né 25 déc. 1776.
 203 Michel dit La Pierre (Demande d'admission pour 3 en-
 fants (?).
 204 Minville. Jean. Né 8 avril 1773.
 Charles. Né 6 juillet 1774.
 205 Montée. Né 26 mars 1779. 1787 A.
 206 /7 de Montplaisir. N. Né 1774. 1786 A.
 208 /9 Nadal. 1788 A.
 210 Nicole. Né 28 mai 1769. 1779 A.
 211 /14 Olivier. N. Né 16 févr. 1778. 1788 A.
 216 /25 Osullevan. N. Lettre de 1780. à propos d'une pension
 30 pour l'enfant
 231 Parfait. Né 18 juin 1770.
 232 Parizeaux. Né 15 févr. 1774. 1781 A.
 233 Paul de. Né 25 déc. 1774. 1787 A.
 233 /b Pelgrin. Né 15 févr. 1772. 1783 A. (lettre du fils à sa
 mère).
 234 Perney. Né 4 avril 1778.
 235 Perrin Pierre. Né 5 oct. 1772. 1783 A.
 236 Picot. Né 15 juillet 1774. 1783 A.
 237 Picquot. Né 1^{er} avril 1775. 1786 A.
 238 Pipon. Né 12 sept. 1776.

- 239 /43 Pradier d'Agrain. N. Né. 7 avril 1774.
245 /6 Regimbar. Né 13 févr. 1780. 1785 A.
247 /8 Regnault de La Soudière. Né 10 août 1781. 1788 A.
249 Rechenstein. N.
250 Renard. Né 17 janv. 1773. 1783 A.
251 /2 Rival de La Deveze. N. Né 10 déc. 1770. 1781 A.
253 Roquemanvel. Né 30 nov. 1767. 1782. A.
254 Ruffray de. Né 27 mai 1773. 1782 A.
255 /7 Sausses de N.
258 Secrétaire de Neuville ; exhorte Pawlet à aider ses fils
âgés de 15, 6, 5, et 2 ans. fév. 1787.
259 Simonin de Brancourt. N. Né 28 mars 1771. 1781 A.
260 /1 Soulerac. 1789 A.
262 de Spinette. Né 4 févr. 1774. 1782 A.
263 Thibault.
264 Toutain. Né 1785. 1792 A.
265 /6 Varennes de. N.
267 /69 Verton. N. N. 20 févr. 1772. 1782 A.
270 Vincent. Né 22 mars 1771. 1787 A.
-

TROISIÈME PARTIE

PAWLET DIRECTEUR DE JOURNAL HOMME POLITIQUE ECONOMISTE

A. Le directeur de journal

Le 2 décembre 1788 Pawlet fit paraître un curieux petit prospectus, que nous reproduisons ici, sur un « *Journal de Littérature, des Sciences et des Arts*, sous les auspices du Roi et de la Reine », où avec son habituelle modestie, il annonçait un programme d'une envergure universelle ¹.

« Le goût du public pour les Journaux n'est plus un problème. On a généralement reconnu leur utilité. Si quelques-uns ont fait une chute rapide, s'ils sont même devenus dangereux pour le petit nombre de personnes qui continuent de les lire, ne nous en prenons qu'au défaut de talent du journaliste, ou à l'abus qu'il peut en faire.

« Parmi les ouvrages périodiques les plus estimés, il en est un à l'interruption duquel le public éclairé a toujours un véritable regret et dont aucun autre ne l'a jusqu'à présent dédommagé. On le connut d'abord sous le nom de « *Journal de Trévoux* ». Après une réputation qui s'est soutenue pendant 60 ans par le talent, le goût, l'érudition et la sagesse de ses premiers auteurs, il avait passé successivement en d'autres mains et n'avoit point dégénéré. Il parut tantôt sous le nouveau titre de « *Journal des Beaux Arts* », tantôt sous celui de « *Journal de Littérature, des*

Sciences et des Arts ». C'est sous ce dernier titre que le Roi et la Reine daignèrent l'honorer de leur protection spéciale.

« Des raisons particulières, qu'il est inutile de rapporter, en avaient interrompu la publication depuis la fin de 1783, jusqu'à ce jour; elles ne subsistent plus. On le reprend aujourd'hui sous les « auspices du Roi et de la Reine » et l'on espère qu'il atteindra le degré de perfection qui fit autrefois sa fortune, particulièrement sous ses premiers auteurs.

« On y soutiendra, sans doute, les bons principes en matière de religion, de morale et de politique, mais on se gardera bien d'y sonner le *tocsin*, ou d'y faire *affaire exprès et déterminément* contre les auteurs qui auroient eu le malheur de s'en écarter dans leurs ouvrages.

« On évitera soigneusement ces ridicules outrés, ces sarcasmes passionnés et indécens, ces tirades hardies, téméraires et insolentes, ces personnalités odieuses et condamnables¹, contre ceux auxquels on pourroit reprocher ce qu'on appelle communément et en mauvaise part, *philosophisme*.

« Les productions littéraires seront appréciées dans ce journal avec impartialité quant au fond et à la forme, au style et au sujet; mais la *dignité d'hommes de lettres* y sera toujours respectée. L'auteur mal jugé, discrédité dans un autre journal, comme il n'arrive que trop souvent, sera défendu dans celui-ci avec tout le zèle que sa personne, sa position ou ses talents inspireront. On n'y dissimulera à la vérité, ni les erreurs, ni les défauts de son ouvrage; mais on n'en parlera qu'avec la modération convenable; mais on tâchera de l'éclairer, de le ramener, de l'encourager et de le consoler selon les circonstances, et, s'il a mérité d'être justifié, c'est alors qu'on n'épargnera ni peines, ni soins et qu'on déploiera, contre ces calomnieux ou contre les ignorans qui l'auront attaqué, toute la vigueur d'une

1. La charmante inconséquence du caractère de Pawlet se fait bien voir ici : plus tard, nous trouverons de lui une « Réponse à Boislorette », qui dépasse légèrement la mesure qu'il préconise ici.

saine critique. Mais si l'on se fait un devoir d'être ainsi l'Avocat de tous les Gens de Lettres, on les prie de croire qu'on ne se chargera jamais d'aucune cause reconnue mauvaise.

« Ce journal sera divisé en quatre parties principales.

« La première, sous le titre de *Mélanges*, contiendra des pièces fugitives, en vers ou en prose, des Anecdotes, des Apologues, des Contes moraux et en général, des Morceaux de Littérature, soit d'utilité soit d'agrément.

« La seconde, des *Analyses ou Extraits de livres nouveaux dans tous les genres, étrangers ou nationaux*.

« La troisième des *Nouvelles Littéraires, Annonces et Avis divers*, etc... par exemple, les pièces nouvelles des différens Théâtres, tant de la Capitale que de la Province, sans omettre ceux connus à Paris sous le nom de *Petits Spectacles*, lorsque les pièces en vaudront la peine, leurs succès, celui des acteurs et actrices ; les objets relatifs à toutes les parties de la physique, générale et particulière soit expérimentale, soit systématique, à l'agriculture, à la population, à l'économie animale et domestique, publique et privée, au commerce de terre et de mer, à l'administration temporelle et spirituelle, les naissances, les morts, les Etablissements et Evénements remarquables ; les Causes célèbres et intéressantes, les déclarations, Edits et Arrêts du Conseil ou des Cours souveraines, quelques Extraits des Papiers étrangers, autant que les circonstances le permettront ; les prix, les travaux et les correspondances académiques, nationales, et étrangères ; les inventions et découvertes dans les Sciences et dans les Arts, tant libéraux que mécaniques, et généralement tous les faits, Ouvrages et Marchandises quelconques, susceptibles d'être annoncés.

« La quatrième, intitulée *Notices*, sera employée à annoncer les Titres, Auteurs, Prix et Vendeurs des livres nouveaux, tant de ceux qui mériteront d'être publiés sur-le-champ, en attendant que l'on puisse en rendre compte, que de ceux qui ne seront pas susceptibles d'analyse ou d'extrait.

« On ne peut détailler ici tous les objets de sous-division

qui répondent aux quatre divisions principales. Le titre de ce journal annonce assez bien son universalité.

« L'empire de la *Littérature, des Sciences et des Arts* ne reconnoît d'autres bornes que celles du monde, de l'intelligence et des facultés humaines.

« L'année entière de ce journal, composée de 120 feuilles d'impression, même format, même caractère et même papier que ce Prospectus, sera divisée en 52 numéros, lesquels, distribués par semaine, seront plus ou moins gros, selon les circonstances et l'étendue des matières. Le présent numéro paraîtra le jeudi 8 janvier 1784.

« La souscription est ouverte à Paris chez Briand, libraire, Hôtel de Villiers, rue Pavée Saint-André-des-Arts n° 22.

« On souscrit en tout temps, mais pour l'année entière.

« Le prix de l'abonnement est de 27 livres pour Paris et de 30 livres, frais de port par la poste, dans tout le Royaume.

« Les personnes de Province sont priées d'affranchir les lettres et l'argent et d'écrire très distinctement leur adresse ».

Ce prospectus, qui avait surgi un peu rapidement sur l'horizon littéraire, demande que nous nous reportions un peu en arrière, pour tracer l'historique des événements. Qu'est-ce qui avait poussé Pawlet à se lancer ainsi dans le journalisme ? Un mémoire¹ nous dit que « le chevalier de Pawlet acheta, au projet de l'Ecole des Orphelins militaires, en 1778, du sieur Lacombe, libraire pour le prix de 4.000 livres, le privilège du journal... » car il avait voulu y assembler, « pour servir à l'éducation de ses élèves, les meilleures analyses possibles dans tous les genres ».

Le directeur de la librairie fit faire des recherches pour voir s'il pourrait autoriser ce journal. Celui qui fut chargé de dresser le rapport écrivit ainsi : « Je me suis adressé au Sieur Briand.. pour avoir les éclaircissements nécessaires à ce sujet ». Celui-ci avait dit que Pawlet avait en effet le

1. Les pièces relatives à ce journal se trouvent aux Archives Nationales, carton Vi 549, dans l'avant-dernier dossier.

privilège ; mais, « en faisant des recherches ultérieures, j'ai trouvé qu'après la destruction des Jésuites, l'abbé Aubert a eu le privilège du *Journal de Trévoux* pour six ans ; ensuite, le chevalier de Pawlet l'a eu en 1775, pour six ans encore ; car alors on ne donnait guère ces sortes de privilèges que pour ce terme. Mais il ne paroît pas que le plan en fût aussi étendu qu'il l'est aujourd'hui, il n'étoit pas même conçu dans les mêmes termes. Quoiqu'il en soit, le privilège s'est expiré en 1781, quoi que l'auteur ait osé continuer son journal jusque vers 1784... »¹. Donc, quand Pawlet voulut reprendre ce journal — et en même temps élargir son domaine — l'abbé Aubert, alors directeur du feuillet de la « *Gazette de France* » écrivit au directeur de la librairie, le 30 décembre 1788². Il affirma que Pawlet avait en effet reçu le privilège du « *Journal de Trévoux* » mais il fit observer en outre que ce journal avait été limité à la *littérature* et aux *arts*.

Or, le prospectus de ce nouveau journal, en ajoutant de la science, proposait de traiter des questions pour lesquelles la « *Gazette de France* » et le « *Journal général de France* » avaient déjà un privilège. Aubert demanda donc sa suppression. Les propriétaires du « *Journal des Savants* » et du « *Journal de Paris* » adressèrent également un mémoire au Directeur de la Librairie, donnant les raisons pour lesquelles ce prospectus fut supprimé³ ; et la veuve Fréron, directrice de l'« *Année Littéraire* » se plaignit en disant que le prospectus du journal de Pawlet était presque identique avec celui de sa propre revue⁴. D'après la veuve Fréron, Aubert aurait eu le privilège de continuer le *Journal de Trévoux* sous le titre de « *Journal des Sciences et des Beaux Arts* » ; cette affirmation, venant après celle d'Aubert lui-même, nous laisse un peu incertain sur le vrai titre, mais il est hors de doute que le Journal en question n'avait jamais eu le titre de « *Journal de Littérature, des Sciences et des*

1. V¹ 549.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*

4. *Ibid.*

Arts » que Pawlet mentionne dans son prospectus. Il empiétait sur le terrain des autres.

Pawlet n'allait pourtant pas rester sans rien faire ; il adressa un mémoire au Garde des Sceaux ¹, où il protesta que le titre de son journal n'était pas plus étendu que « celui des sciences et beaux-arts embrassant toutes les matières » ; il prétendait ainsi que son journal avait toujours eu le droit de traiter tous les sujets dont le prospectus fait mention ; il ajoute d'ailleurs qu'il « consent à payer tout ce qu'on voudra, préférant d'être rançonné à avoir le cruel procès auquel son ignorance et son désir de perfectionner son établissement l'ont exposé, en cédant pour remplir ce but un droit qu'il croyait mal à propos avoir ». Il en rabat un peu de ses prétentions ; dans une deuxième lettre, du 24 janvier 1789 ; il prétexte encore une fois son ignorance, et supplie qu'on lui pardonne de ne pas avoir fait renouveler son privilège ². Malheureusement, le Directeur, devant les preuves apportées par les réclamants, ne pouvait donner raison à Pawlet ; il écrivit au Chevalier le 31 janvier 1789, lui commandant de ne pas continuer avec son journal ³. « Votre privilège n'existoit plus depuis bien des années ; il n'avoit jamais existé avec toute l'étendu que selon le prospectus on allait donner à cet ouvrage ; il n'étoit même pas possible que jamais le journal fût prévenu (?) en cette manière. Même en le renfermant dans les bornes qu'il avoit eues sous le titre de *Journal de Trévoux*, les droits des propriétaires du *Journal des Savants* et de quelques autres journaux, ne rendroient pas moins impossible le renouvellement de l'ancien privilège ». Pawlet devait être assuré de son plus profond regret, etc... Ainsi périt le journal que Pawlet avait voulu reprendre ; nous savons, d'après une lettre du libraire Briand au Directeur, que le premier numéro a paru ⁴, et nous avons également des lettres, de provenances diverses, — des abonnements au

1. *Ibid.*

2. 3. 4. *Ibid.*

Journal, des éloges de Pawlet ; ces lettres montrent d'ailleurs que Pawlet n'a pas toujours pensé à envoyer son Journal à ses abonnés¹ ; mais nous n'avons pu retrouver d'exemplaire imprimé. Pourtant, nous avons trouvé bien des articles en brouillon, articles qui, rédigés et mis au net, sont devenus les projets que nous allons examiner plus loin.

Pawlet entreprit aussi un deuxième journal : « *Le Journal des Amis de la Paix et du Bonheur de la Nation, annexé au Club de Réunion de tous les citoyens vertueux, Amis de la Patrie du Roi et d'une bonne Constitution, dédié à la Seconde Législature* »².

Cet organe, dont nous possédons le Premier Cahier seulement, était sans doute destiné à exprimer les vues du Club des Amis de la Paix dont nous aurons à parler. Ce premier cahier consiste en un exposé « Fait à l'ouverture du Club de Réunion de tous les citoyens vertueux, Amis de la Patrie, du Roi et de la Constitution, d'un Plan général d'administration publique... » (p. 1) et porte la devise habituelle « *Ubi nullus ordo ibi sempiternus horror inhabitat* ».

Cet exposé ne renferme que fort peu de matériel qui ne se trouve pas ailleurs. Pawlet n'avait pas peur de se répéter, et le programme qu'il propose pour les numéros suivants, réduction des impôts, projet de milices auxiliaires, système de remplacement des corvées, mode de police générale (p.45), laisse supposer que ces numéros, même s'il avaient paru, ce que nous ne savons pas, n'auraient aucun projet que nous n'ayons pas déjà trouvé.

B. L'Homme politique

Nous avons déjà eu l'occasion de parler du monarchisme de Pawlet, tel qu'il se manifesta dans ses discours et pétitions à l'Assemblée Nationale ; et nous avons cité certains

1. A.N. VI 549.

2. Bibliothèque Nationale LC², 646. In 8°, sans date, 45 pages.

passages d'une de ces pétitions ¹. Il nous reste donc à parler d'une deuxième pétition, moins décousue que la première, mieux agencée ; elle analyse une à une les objections portées contre le Roi et les congédie comme fausses ².

C'est une pétition « Dont l'objet est de lui démontrer [à l'Assemblée Nationale] que le Roi n'a jamais cherché qu'à faire le bonheur du peuple et de lui proposer de se rallier avec tous les bons Français autour du trône pour sauver la Patrie en danger, et faire de la France, la Nation la plus riche, la plus libre et la plus heureuse de l'univers ».

« Messieurs,

« Vous dites la patrie en danger ; cette vérité est malheureusement trop peu sentie. Des armées formidables investissent de toutes parts cette infortunée Nation et les dissensions qui la déchirent intérieurement rendent ses maux d'autant plus affreux, qu'en divisant tous les Français, elles annulent les forces que nous pourrions opposer aux étrangers menaçans, aux brigands qui, après avoir déjà commis les plus affreux excès dans toutes les parties de la France, s'en promettent la destruction totale et le pillage. Cherchons la source de nos maux et nous les guérirons.

« Les opérations qui entrèrent dans le plan de la constitution réunirent aux biens nationaux des droits qui formoient en France, les propriétés de quelques princes voisins, garantis par d'anciens traités. Que falloit-il ? Négocier avec les Princes et avec le Chef de l'Empire, pour les indemniser. Dans le temps que le Roi s'en occupoit, une horde d'hommes pervers, soudoyée par les ennemis publics pour faire exterminer une partie de la France par l'autre et dominer sur ses ruines, s'opposoit aux succès des négociations de sa Majesté et par une perfidie infiniment atroce, elle l'accusoit auprès des Peuples des malheurs

1. British Museum, F. 896 (12).

2. Archives Nationales A.D.1, 75, dossier Louis XVI, pièce 25.

qu'elle accumuloit sur eux. Non contente de faire avorter par les intrigues les plus odieuses, les moyens de conciliation que le Roy employoit pour conserver la paix avec l'Empire d'Allemagne, cette association ténébreuse armoit contre notre Patrie toutes les Puissances de l'Europe, par les injures, qu'elle vomisoit contre elle et par les manœuvres qu'elle pratiquoit hautement pour allumer dans leurs Etats le feu de la discorde. Ainsi, en multipliant nos ennemis au dehors, elle anéantissoit au-dedans toutes nos forces qu'elles divisoient par l'art criminel avec lequel elle rendoit le meilleur des Rois, disons mieux, le meilleur des Pères, suspect aux Peuples dont il a cependant toujours cherché à faire le bonheur.

« Qui plus que le Roi, Messieurs, a montré autant d'attachement à la partie la plus nombreuse du Peuple ? Si on suit sa Majesté depuis son avènement au trône, on la verra sans cesse en multiplier les preuves les moins équivoques. Ne fut-elle pas jusqu'à intervertir l'ordre dans lequel les Etats généraux avoient toujours été rassemblés pour donner à ce qu'on appeloit Tiers-Etat une double représentation ? Devoit-elle donc s'attendre que cet acte qui fixe si bien les preuves de son amour pour la multitude, deviendrait le germe de tous les maux dont on l'a rendu victime ? Cette même preuve d'attachement ne se reproduit-elle pas dans la déclaration de Sa Majesté donnée avant la Révolution, où en parlant (art. 16) des états Provinciaux aujourd'hui représentés par les Départemens, elle y disoit que ces assemblées seroient composées des deux dixièmes des membres pris dans le Clergé, trois dixièmes dans celui de la Noblesse et cinq dixièmes dans le Tiers-Etat, tous élus librement par les peuples ? C'est ce prince qui a tant fait pour ramener aux vrais principes d'égalité qui doivent rallier tous les individus, sous l'empire des lois que des calomniateurs accusent de haïr la Constitution, parce qu'elle en rapproche trop les hommes ; ils osent, accuser Sa Majesté de vouloir trahir la Constitution parce qu'elle lui ôte, disent-ils, quelques prérogatives, tandis

que dans cette constitution il n'est pas un seul article enfanté pour le bonheur du Peuple qui n'eût été antérieurement prévu dans sa déclaration.

« Ce Roi que se plaisent tant à calomnier ceux qui veulent perdre la France, ne devoit-il pas le restaurateur de la liberté publique et de l'égalité sociale, lorsque dans le nombre des choses que Sa Majesté avoit réunies dans cette déclaration pour le bonheur général, elle y disoit que l'impôt ne seroit assis que du libre consentement des Représentans du Peuple ; qu'il n'auroit lieu que pour l'intervalle d'une tenue d'Etats-Généraux à l'autre ; qu'il seroit réparti entre tous les sujets du Royaume, avec la plus exacte impartialité, sans distinction d'ordre, mais en raison des fortunes respectives, la Noblesse et le Clergé ayant renoncé à tout privilège pécuniaire ; lorsque surtout Sa Majesté invite les Etats-Généraux à fixer de la manière la plus invariable possible les dépenses publiques, dont elle vouloit que les ministres, rendissent compte tous les ans, en y comprenant même celles de sa maison et qu'elle ajoutoit qu'il ne seroit fait aucun emprunt sans le libre consentement des Représentans du Peuple, les emprunts pouvant devenir l'occasion de croître les impôts.

« La Constitution dit-elle rien de plus fort sur ces objets qui formoient cependant les bases essentielles des prérogatives qu'on n'accuse Sa Majesté de regretter que pour éloigner d'elle les cœurs des Français qui jouiroient aujourd'hui de la plus heureuse prospérité si on eût voulu suivre ses vues, ainsi que je le démontrerai de la manière la plus invincible dans plusieurs écrits adressés à vos prédécesseurs ¹. Ce sont ces calomnies que les ennemis du bien public font voler de toutes parts et dont l'influence est d'autant plus dangereuse qu'elles ne sont que trop souvent accréditées dans l'Assemblée des Représentans du Peuple qui causent tous les malheurs de la Nation ; ce sont elles qui ameutèrent dernièrement cette multitude trompée, et l'engagèrent

1. Il parle peut-être de sa première pétition.

à se porter aux excès les plus affreux contre sa personne.

« Que demandoient à sa Majesté les furieux qui égaraient le peuple ? Ils lui reprochoient d'avoir refusé sa sanction à la loi de déportation contre les prêtres assermentés qui troubleroient l'ordre public. J'en appelle à vous, Messieurs, en accordant sa sanction à une loi faite contre une classe particulière de sujets, le Chef de l'Empire Conservateur de la Constitution n'auroit-il pas été contre elle et contre les droits de l'homme qui veulent par le mot d'égalité que tous les individus soient jugés d'après les mêmes lois ?

« En sanctionnant celle-là, le Roi auroit-il fait quelque chose pour le bonheur du Peuple ? Non, car il n'auroit rien changé à l'état des choses ; loin de là, il auroit exposé tous les individus à l'arbitraire le plus affreux, en s'écartant de la Constitution conservatrice de leurs droits.

« On avait engagé ces hommes égarés à demander la sanction du décret qui prescrivait la formation d'un camp de 20.000 hommes aux portes de la Capitale. L'exhaussement du prix des denrées de premières nécessité n'indiquoit-il pas à la prudence et surtout à la protection qu'un Roi, père du peuple, doit à la partie la plus nombreuse et la moins fortunée, d'écarter tout ce qui peut, sans utilité publique, y accroître le prix des subsistances. Le Roi ne devoit-il pas au zèle que la Garde Nationale Parisienne a montré pour le maintien de l'ordre et de la Constitution de regarder comme inutile, même comme injurieux pour elle, le rassemblement des gardes nationales des provinces pour la sûreté de la Capitale. En proposant de former un camp même plus considérable, à une distance égale des frontières, où il sera plus à portée de soutenir les armées et de cette Capitale qu'il couvrira en même temps, le Roi n'a-t-il pas rempli tout ce que la prudence pouvoit prescrire ?

« Si j'avois à répondre au désir qu'on inspirait au Peuple pour le retour des ministres que le Roi avoit renvoyés, je demanderois ce qu'ils ont donc fait pour le bonheur de la Nation, ces hommes sur lesquels des circonstances impérieuses avoient fixé le choix de sa Majesté ; ces hommes,

membres de l'association qui influe si cruellement sur les malheurs de la Patrie ? Ils ont forcé le Conseil de voter contre l'opinion du Roi pour la déclaration de guerre dans un moment surtout où les effets funestes du papier-monnaie et des dissensions qui déchirent le royaume rendent si lents et si difficiles les moyens d'accélérer ces préparatifs. Ils ont exposé le salut des armées en leur inspirant une confiance dangereuse, par l'art avec lequel ils avoient su leur persuader qu'ils trouveroient plutôt dans l'étranger des amis à embrasser que des peuples à vaincre.

« N'est-ce pas pour se disculper des malheurs qu'ils ont causés par leurs conseils perfides, que des hommes pervers de leur association ont voulu imputer au Roi l'odieux système de s'entendre avec nos ennemis ?

« ... Représentans du Peuple, loin de prêter l'oreille aux calomnies qui deviennent, en nous divisant, chaque jour plus funestes à la cause publique, écarterez-les de vos assemblées : garantissez-en surtout le peuple. Lorsqu'il sera bien convaincu que le Roi, loin de regarder comme des sacrifices difficiles ce qui, pour le bonheur général, devoit faire partie de la Constitution, en avoit fait la base de ses intentions bénévoles, avant même que l'Assemblée s'en occupât ; alors la plus heureuse confiance renaîtra entre le chef de l'empire, le peuple et vous, comme ayant tous le même intérêt. Nous nous rallierons autour du Trône, et cette réunion sacrée offrira à sa Majesté les moyens de repousser les ennemis du dehors et de contenir ceux qui déchirent notre sein. Et dans le cas où des circonstances trop fatales tromperaient les espérances que nous devons mettre dans notre courage et dans nos forces militaires, ce Roi qui n'a jamais cessé de vouloir nous rendre heureux, quoiqu'en disent les calomniateurs qui ne veulent nous diviser que pour profiter de nos malheurs, ira au-devant des vainqueurs l'olivier en main. Il demandera noblement la paix sans laquelle le peuple le plus libre ne peut être heureux, ni la Constitution opérer le bien général. Alors, ne nous étant souillés d'aucun forfait, le Roi obtiendra

facilement des Puissances étrangères qu'elles oublient les injures dont les ennemis que nous avons dans notre sein se sont rendus coupables envers elles. Une heureuse paix nous facilitera les moyens de réparer les pertes et les sacrifices que nous a occasionnés cette révolution et nous pourrions devenir sous l'égide du plus vertueux des Monarques la Nation la plus libre et la plus heureuse ».

Cette pétition, que Pawlet n'a jamais adressée à l'Assemblée, car le Roi s'était déjà réconcilié avec elle, a néanmoins pour nous une certaine valeur ; elle montre avec quelle vigueur son auteur savait plaider une cause ; d'ailleurs, elle constitue un appel à l'unité et à la loyauté de l'Assemblée, car le Roi avait encore des calomniateurs. Le document finit ainsi :

« Représentans du Peuple, élevez-vous contre ces hommes pervers. C'est la Constitution qu'ils attaquent avec le Roi, ces fauteurs de système républicain ; c'est la perte de la France qu'ils méditent en calomniant de nouveau le Chef nommé par la Constitution. Ce ne sont point des phrases, ce ne sont point des mots que j'oppose aux sophismes astucieux des imposteurs qui exposent la patrie en égarant le peuple par leurs calomnies contre notre Roi. Ce sont des faits, c'est par les actes de sa volonté la plus hautement manifestée, dans le tems qu'il jouissait de toute son autorité, que je prouve que Sa Majesté n'a jamais voulu que le bonheur du peuple. Tout bon Français se réunira donc à vous et à moi pour faire taire les cruels ennemis qui veulent perdre notre Patrie ; les scélérats seuls seront contre nous, les honnêtes gens qui forment le plus grand nombre les combattront victorieusement.

Pawlet.

Paris, 11 juillet 1792, l'an IV^e de la Liberté ».

Dans un discours tenu devant l'Assemblée de la Section du Temple, le 7 août 1792, Pawlet parle avec encore plus de vigueur¹ et il leur demande d'envisager les suites fu-

1. A.N., T. 648², dossier III, pièce 34.

nestes de la déposition du Roi : « Voyons les malheurs qui fondroient sur notre infortunée patrie ! Voyons nos femmes, nos enfans entre les mains des brigands cachés dans notre sein... mais voyons mieux, voyons l'honneur, si cher aux Français, nous rappeler l'amour des lois, de la justice, et de cette noble subordination qui sied si bien aux hommes libres... je viens vous engager à proposer à toutes les sections de la capitale, aux districts et aux directoires du département, de nous réunir dans l'intention d'envoyer jeudy, au Corps Législatif une députation... nous l'engagerons à ne se prononcer sur une matière aussi importante qu'après avoir envisagé la question sous tous ses rapports ; nous lui représenterons que c'est de la justice nationale de réunir sous un même point de vue et dans un même tableau les raisons sur lesquelles est fondé le maire de Paris, se disant porteur du vœu unanime de tous les citoyens de la capitale, pour demander la déchéance du Roy, et celles que la justice, la raison, l'amour de la liberté et la constitution lui opposent ».

Dans ce discours Pawlet parle du « grand » Montesquieu ; il propose que le tableau des raisons soit envoyé à tous les départements pour obtenir un assentiment universel et demande aussi la permission de former avec sa section un tableau opposant des raisons contradictoires.

A ses idées monarchiques s'unit assez étroitement son désir de la paix et de l'ordre. D'abord un Roi clément à la tête du gouvernement ; ensuite, une association de tous ceux qui voulaient la paix et la prospérité du royaume, voilà à peu près l'idéal politique de Pawlet. Dans sa « Réponse à Boislorette »¹, il se récrie contre tous ces hommes « soudoyés par les ennemis du bien public, qui persistent à fomentier contre les véritables amis du peuple et de toute sage Constitution les animosités si propres à les dégoûter du séjour de leur Patrie ». « Je propose en conséquence », reprend-il, « la formation d'un Club dont tous les membres,

1. P. 10-12.

sous le nom des Amis de la paix, s'occuperont de la réunion de tout ce qui peut éclairer les Français de toutes les classes, ainsi que les législatures présentes et à venir sur ce qui peut réellement opérer le bien de la Patrie, et en particulier sur les moyens de venir le plus promptement et le plus utilement possible au secours des classes les plus infortunées, d'améliorer toutes les branches d'agriculture, de commerce, de sciences, arts et métiers, de donner enfin les bases les plus solides à la liberté et à la prospérité nationale.

« Ce Club sera composé de 100 membres qui s'occuperont essentiellement des réunions et rédaction de tous les plans, projets, avis sur l'amélioration de la chose publique, ainsi que des adresses et réclamations tant à l'Assemblée Nationale qu'aux Ministres, qui seront envoyés par tous les Amis de la paix et du bien public, soit de Paris ou de toutes les parties du Royaume, et d'autant d'affiliés qu'il y aura d'Amis de la Patrie qui voudront bien se faire inscrire, pour, sur des billets qui leur seront donnés, assister aux séances publiques qui seront annoncées, ou correspondre avec ce Club.

« On fera connoître par la voie du *Journal des Amis de la Paix* le résultat de toutes les conférences, délibérations et avis qui intéresseront le bien national. Cet écrit périodique, qui paroîtra chaque jour, rendra en outre compte des travaux de l'Assemblée Nationale ; s'il répond à mes vues, il deviendra le rendez-vous général où se réunira tout ce qui pourra intéresser l'utilité ou la curiosité publique et avoir trait au bonheur national ; il formera par là un véritable Club national, puisque ses correspondans de toutes les parties du Royaume seront instruits de tous les objets qui y seront traités, comme s'ils avoient assisté aux séances. Il n'est personne, depuis le propriétaire, le commerçant, le créancier de l'Etat, les maîtres de toutes les professions, jusqu'au plus simple ouvrier honnête qui n'ait intérêt au rétablissement de la paix et de l'ordre, et par conséquent, au succès des vues d'utilité publique que présentera l'éta-

blissement de ce Club et de la correspondance dont il sera le centre ».

C. L'Économiste

Il nous a semblé plus satisfaisant de grouper sous cet entête les divers projets proposés par Pawlet, généralement à l'Assemblée Nationale, car ils sont le plus souvent arrêtés en vue de l'économie nationale. En 1789 Pawlet adressa à l'Assemblée un ouvrage sur l'organisation des milices nationales qui plut tellement à cette association qu'elle en ordonna l'impression ¹.

L'ouvrage parut « Chez Baudouin, Imprimeur de l'Assemblée Nationale, rue du Fossé-Saint-Jacques, n° 31 », sous le titre de « *Projets de décrets sur les Milices auxiliaires et les Travaux publics, avec des Observations sur la Police générale du Royaume, sur un plan d'Impôt territorial, la Capitation, le Timbre, et une Banque de Secours nationale, précédée d'une adresse à l'Assemblée Nationale* » ². L'avertissement de cet ouvrage en définit les buts :

« Ces Projets de Décrets présentent un Plan d'Administration publique, qui auroit pour objet de donner aux Milices une Constitution qui, en la rendant plus utile, sans être aucunement à charge aux peuples, réuniroit plusieurs vues d'utilité publique parmi lesquelles se trouveroient les moyens de faire faire les travaux publics, sans corvées, avec moins de frais et le plus d'avantages possibles ; de donner à la Police générale du Royaume une base aussi simple que bien organisée et propre à prévenir le vagabondage et les crimes, afin de n'avoir pas à les punir ; d'asseoir l'impôt territorial, la capitation, sous le mode le plus juste dans la répartition la plus propre à écarter l'arbitraire, jusqu'aux moindres abus ; à supprimer tous

1. T. 6482, dossier III, pièce 45.

2. British Museum 283 K. 21 ; 1790, — *Procès-verbal de l'Assemblée Nationale* ; Imprimé pour bon ordre. Sixième livraison de 90 feuilles, t. XVIII°.

frais de répartition et de recette, et par conséquent, à soulager les peuples ; de former une Banque de secours nationale, qui vivifieroit toutes les branches d'agriculture, de commerce et d'industrie ».

Après une assez longue adresse où il met en lumière l'état financier de la France, avec les raisons qui l'y ont amenée, Pawlet en vient au projet même. Ce projet divisé en 49 articles, commence ainsi :

« L'Assemblée Nationale, considérant qu'il importe essentiellement pour la Nation, d'avoir toujours un fonds de Milices auxiliaires, prêt à se réunir, en cas de guerre inévitable, aux troupes de ligne, afin de n'être pas obligée de forcer arbitrairement tous ces citoyens à courir aux armes, ou de ruiner la fortune publique, en frais d'enrôlement, de manière à ne pouvoir résister aux efforts ennemis, elle a cherché quelle seroit la Constitution de Milices auxiliaires qui, sans gêner la liberté des citoyens, procurera néanmoins constamment une quantité de soldats suffisante à opposer aux ennemis, et réunira en même temps les moyens d'encourager toutes les classes, de remplir le plus de vues d'utilité publique, le plus d'ordre, et d'ensemble, elle a décrété et décrète :

Article Premier

« Le bien public exige qu'il y ait toujours un fonds de 100.800 miliciens, y compris ceux connus sous le nom de garde-côtes, qui seront fournis par les Municipalités des Communautés, pour accroître, en cas de guerre inévitable, les troupes de ligne ».

A chaque citoyen admis dans la milice serait accordée une solde de deux sols par jour, ou trente-six livres par an ¹.

Le nombre de soldats serait strictement limité à 100.800, mais s'il ne se présentait pas assez de gens « de bonne volonté », on serait obligé de tirer au sort ; « Tous les garçons, ou veufs sans enfans, compris dans les âges de seize à quarante

1. B.M., 283 K. 21, Article 11.

ans, seront dans le cas d'y tirer »¹. Les articles VII, VIII et IX nous disent le classement général des auxiliaires.

« VII. — Les 100.000 soldats auxiliaires seront classés ainsi : 63 seront sous l'inspection d'un ancien officier, ayant obtenu la retraite militaire, qui veillera sur leur complet. Ils seront censés former une Compagnie auxiliaire, qui portera le nom de point central de l'arrondissement des Communautés qui les fourniront ; 10 des Compagnies seront sous l'inspection d'un autre officier, vétéran et supérieur en grade ; elles seront désignées sous le nom de Bataillon-auxiliaire-national, qui portera celui de point central de l'arrondissement des Communautés qui en fourniront les soldats. Deux de ces bataillons seront connus sous le nom de section du point central, dont le plus ancien des deux inspecteurs sera le chef. Chaque section sera la huitième partie de 100.800 soldats auxiliaires : elle sera par là censée diviser la population du Royaume en 80 parties ; deux Sections seront sous l'inspection d'un officier supérieur à ceux des Bataillons. Elles seront alors désignées sous le nom de Divisions du point central et quatre de ces Divisions, connues sous le nom de Légion de l'arrondissement de toutes les Communautés qui en auront fourni les sujets, seront sous l'inspection d'un officier, supérieur en grade à tous les autres.

« VIII. — Tous les officiers de chaque Légion seront subordonnés de grade en grade et tous ensemble à l'Inspecteur de la Légion ; ils seront à la nomination du Roi.

« IX. — Les 63 hommes de chaque compagnie auxiliaire formeront 6 escouades de 10 hommes chacune, à la tête desquelles seront des soldats qui obtiendront ces places ; comme des récompenses, après 32 ans de service ».

La durée de service devait être de 8 ans, soit que le citoyen fut volontairement enrôlé, soit obligé par le sort².

1. *Ibid.*, art. IV, p. 14.

2. Art. X, XI.

A côté de cette milice auxiliaire, devait être créé un corps sous le nom de « Volontaires François » ; ce corps comprendrait 96.000 hommes ¹.

« XIII. — Pour être reçu volontaire françois, il faudra se faire présenter par ceux de la compagnie au Capitaine qui fera la présentation, par écrit, au Chef de Bataillon, de là à celui de Division, qui fera demander par le Chef de Légion l'agrément au Roi. On exigera de celui qui voudra être reçu volontaire françois, qu'il souscrive pour servir au moins 20 ans. S'il se destine à l'Infanterie, il se fournira d'habillement complet, d'un fusil, et il concourra aux premiers frais d'acquisition, pour le dixième du prix d'une tente et marmite ; s'il se destine à la Cavalerie, il se fournira un cheval ».

A chaque compagnie de ce corps seraient attachés trois officiers sous le nom d'Officiers d'Ecole ; « pour être admis parmi les volontaires, il suffiroit de la recommandation d'un Officier ; on ne demanderait pas au candidat d'être né dans un arrondissement particulier »². De plus, « tous les Officiers des troupes de France [c'est-à-dire les troupes régulières] seront tirés des Volontaires et des Officiers d'Ecoles ; il n'y aura d'exception qu'en faveur de ceux des soldats des Régimens réglés qui mériteroient leur avancement conformément à la Constitution militaire »³.

L'avancement ne devait avoir lieu qu'au tour ou au mérite, et si on voulait avancer spécialement un particulier, ce ne pourrait être qu'après un concours où la place serait adjugée par un Conseil ⁴. Pour les Pages, ceux qui auraient été premiers Pages du Roi et de la Reine seraient placés en qualité d'Officiers dans les régiments réglés ; les autres devraient commencer leur service avec les Volontaires ; le même règlement s'appliquerait aux élèves des Ecoles militaires, sauf toutefois ceux se destinant aux corps

1. Art. XII.

2. Art. XVI.

3. Art. XVII.

4. Art. XVIII.

de Génie, d'Artillerie et de Marine¹. En temps de paix, la moitié des volontaires et des officiers d'Ecole seraient toujours de service dans les régiments réglés, avec la paie de simple soldat pour les volontaires et celle de leur grade pour les officiers d'Ecole².

Indépendamment des auxiliaires et des volontaires serait créé un troisième corps, composé de 400 hommes, corps privilégié, qui aurait pour nom « Volontaires du Roi » ou « Corps d'Emulation ».

« XXII. — Indépendamment des volontaires attachés à chaque compagnie auxiliaire, il en sera créé un corps particulier, composé de 400, qui seront toujours rassemblés sous le nom de « Volontaires du Roi » ou « Corps d'Emulation ». Ce Corps sera commandé par quatre officiers supérieurs, ayant servi dans l'Infanterie, la Cavalerie, le Génie et l'Artillerie, et par un Etat-major formé des volontaires de ce Corps, qui parviendront par concours à une place de grade en grade, jusqu'à celui de Colonel.

« XXIII. — Les places de Volontaires de ce Corps seront à la nomination du Roi et réservées, aux enfans de ceux qui auront rendu services essentiels à la Patrie. Toutes celles au-dessus de simples volontaires ne se donneront qu'au concours, en raison de la sagesse, des autres qualités morales et de l'instruction. Les Volontaires parviendront dans ce Corps au grade d'Appointé, successivement à ceux de Caporal, Sergent, jusqu'à celui de Colonel, en concourant pour chaque grade, toute faveur cessant dans ce Corps.

« XXIV. — Le premier Lieutenant de ce Corps aura droit de concourir aux places de Capitaine dans tous les régimens de ligne et le premier Capitaine d'Officier supérieur à celles de Lieutenans-Colonels et de Colonels. Sa Majesté aura à cet effet la nomination d'une place sur deux, dans la Cavalerie et les Dragons ; d'une sur quatre, dans l'Infanterie, pour le

1. Art. XIX.

2. Art. XXI

grade de Capitaine ; d'une place sur trois, au grade de Lieutenant-Colonel, et de deux sur trois, pour celui du Colonel, en faveur de ces Volontaires qui toutefois seront encore obligés de concourir avec ceux qui auroient droit d'y prétendre, en raison de tour ou de mérite ».

En outre, les « Volontaires du Roi » recevraient, dans le corps, une instruction leur permettant de concourir pour le grade d'officiers dans les régiments réglés et dans les milices auxiliaires¹. Il y aurait un cheval pour tous les deux volontaires ; pour l'entretien de ce corps il serait fait un fonds annuel de 400.000 livres, moins la somme de 73.000 prélevée pour les quatre commandants vétérans, mais il n'y aurait pas de différence d'appointements, l'honneur consistant seul dans le fait d'avoir un grade.

« Les différents officiers élèves du corps, y compris même le Colonel, feront la dépense en commun ; la distinction des officiers devant consister dans l'honneur de commander leurs frères d'armes et dans les marques de leurs grades qu'ils porteront sur leurs habits, le plus ou moins d'appointemens ne devant point avoir lieu dans une école qui sera censée faite pour former des modèles d'Officiers-Généraux des plus instruits et sages »².

Il y aurait cinq domestiques par compagnie des Volontaires³.

En temps de guerre, l'organisation des Milices serait comme suit :

« XXXI. — Les milices nationales ne marcheront à la guerre ni par compagnie, ni par bataillon, section, etc. mais par détachement de dix hommes par compagnie plus ou moins, de sorte qu'à chaque détachement une section fournira deux cents hommes, ou plus ou moins, pour être incorporés dans les régimens réglés, ou, si on le veut, former des corps particuliers. Cet ordre de faire ainsi marcher ces

1. Art. XXV.

2. Art. XXVIII.

3. Art. XXIX.

troupes paroissant à l'Assemblée devoir présenter plusieurs avantages parmi lesquels se trouveront ceux infiniment intéressans d'en répartir les levées plus également, lorsqu'on ne devra en faire marcher que quelque partie, et surtout rendre moins sensibles, à chaque canton, les pertes résultant des combats, en raison de ce qu'elles tomberont sur des corps, composés d'hommes réunis de divers lieux plus épars ».

Après une guerre, ces soldats qui, jusqu'alors avaient été licenciés pour cause de mauvaise conduite, resteraient attachés à leurs corps respectifs tout en demeurant chez eux ; ceci donnerait lieu à une économie considérable, car en temps de guerre on aurait toujours des soldats à la disposition de l'Etat ; il serait donné aussi des congés de paix à ceux qui désireraient se retirer dans des lieux qu'ils indiqueraient, à la charge par eux de se faire enregistrer chez les officiers de leurs arrondissements¹. Les officiers leur serviraient aussi des passeports qu'ils feraient viser à leur départ d'un lieu et à leur arrivée dans un autre². La surveillance serait exercée comme suit :

« XXXIV. — Pour que tous les officiers et bas-officiers vétérans puissent établir entre eux une correspondance qui mette l'Etat à portée de trouver partout les soldats en congé et de les surveiller, il sera imprimé annuellement un tableau qui contiendra les noms des officiers, bas-officiers et soldats vétérans employés dans les milices. Chaque arrondissement pourra même avoir un timbre qui lui sera particulier pour que les dits officiers et bas-officiers puissent, de plus en plus, attester leur signature ou reconnaître celles de ceux qui auront signé les passeports. Les lettres de cette correspondance seront franchies, pourvu toutefois qu'elles ne soient pas cachetées, afin d'empêcher qu'on fraude la Régie de la Poste ».

Si, en temps de guerre, il devenait nécessaire de former

1. Art. XXXII.

2. Art. XXXIII.

des corps supplémentaires, ceux-ci seraient commandés, soit par les officiers et volontaires du Roi, soit par les officiers qu'on détacherait des différents régiments réglés. Les officiers ainsi détachés seraient remplacés par les officiers d'Ecole¹.

La solde serait ainsi attribuée :

« Il sera attribué aux Soldats miliciens, aux Officiers, Bas-Officiers et Soldats, vétérans employés dans les Milices, savoir : deux sous, comme il a été dit, par jour à chaque milicien, ou 36 livres par an ; cinq livres au Chef-Vétéran, Inspecteur de Compagnie, ou 1825 livres par an ; une livre huit sols pour entretien des tentes, marmites, ustensiles de guerre, par compagnie, afin d'être toujours prêt à entrer en campagne, et à s'opposer aux entreprises de l'ennemi sans frais ruineux ; huit livres au Commandant de bataillon, ou 2920 livres par an, une livre douze sols ou 584 livres pour le premier Bas-Officier ou Adjudant du bataillon ; dix livres au Commandant de section, ou 3650 livres par an ; douze livres au Commandant de division, ou 4380 livres ; 50 livres au Commandant de Légion, ou 18.250 livres par an² ».

On ferait également un fonds journalier dans l'arrondissement de chaque Compagnie de 2 livres 8 sols « pour douze jeunes garçons pauvres ayant apparence d'une constitution propre au service militaire ; une paie de quatre sous par jour leur serait accordée depuis l'âge de 10 ou 12 ans jusqu'à celui de 16, à la charge de contracter un engagement comme miliciens »³.

« Il sera ainsi fait un fonds de dix sous par jour pour l'entretien de deux chevaux dans l'arrondissement de chaque compagnie, ce qui fera un total de 3200 chevaux sur tout le Royaume. Les laboureurs qui entretiendront ces chevaux seront obligés, à la première guerre, de les prêter à l'Etat. Pour accroître la population des belles espèces, les Officiers Municipaux veilleront à ce que, de deux en deux, il y ait

1. Art. XXXVI.

2. Art. XXXVIII.

3. Art. XXXIX.

au moins une belle jument poulinière ; il pourra même être accordé des primes à ceux qui auront des succès »¹.

Pour ces nouvelles milices, celles déjà en existence serviraient de base.

« Les milices de la formation actuelle serviront de base à celles de ce nouvel ordre. La totalité de celles qui sont censées exister sera d'abord divisée en dix parties principales, pour de là être sub-divisées par divisions, sections et compagnies, d'après les tableaux existans au Bureau de la Guerre. Les Officiers et Bas-Officiers Vétérans, qui seront nommés pour inspecter les Miliciens, indiqueront aux différentes communautés les Compagnies, Sections nouvelles, etc. dont leurs Miliciens feront partie à l'avenir. Pour porter ensuite l'accroissement jusqu'à 100.800 hommes, d'une manière proportionnée à la population, on se guidera de même suivant les tableaux de population qu'on peut avoir dans les Bureaux, sauf à rectifier aux législatures suivantes, si quelques parties se trouvoient lésées. Avant tout on déterminera le nombre d'hommes qui doivent fournir celles des provinces et villes qui ont jusqu'ici pu jouir d'exemption à la charge des autres »².

Pour subvenir aux frais des milices, chaque communauté serait tenue de payer annuellement la somme de 146 livres pour chaque citoyen sous les drapeaux ; cette somme serait répartie entre tous les habitants de la communauté, à raison de leurs moyens respectifs, et, pour fixer cette répartition de la manière la plus impartiale, il serait formé des Assemblées communales³.

Les répartitions des contributions une fois arrêtées, il serait nommé un collecteur, et « le produit sera porté dans une caisse, qui, dans le point central (de l'arrondissement) sera sous la garde des Officiers Municipaux et de l'Officier de la Compagnie »⁴. Dans les grandes villes les habitants

1. Art. XL.

2. Art. XLII.

3. Art. XLIII.

4. Art. XLVI.

se divisant par quatre, nommeraient des Commissaires et des Présidents chargés des recensements des Contribuables ¹.

Le projet termine sur quelques observations où Pawlet résume les avantages de son plan.

« Le plan, combiné dans ce projet de décret, peut s'adapter à toute espèce de division du Royaume : on pouvoit en 1775, lorsque je le proposai, l'adapter à celle par province ; il auroit remédié à l'inégale répartition des Milices, qui chargeoit quelques-unes d'entr'elles au-delà de leur population, tandis que d'autres l'étoient au-dessous, parce qu'on pensoit ne pouvoir fractionner les bataillons. On peut aujourd'hui l'adapter à la nouvelle division par 83 départemens ; partout il favorisera la répartition la plus proportionnée à la population et aux moyens respectifs des communautés, puisqu'on ne composera les masses que d'après la fixation du contingent de chacune d'elles.

« Soixante-trois hommes, fournis par un nombre quelconque de communautés comme on l'a vu, seront sous l'inspection d'un ancien officier ayant obtenu la retraite militaire qui se placera dans l'endroit principal de l'arrondissement de ces communautés ; celui-ci sera en correspondance avec un officier supérieur qui réunira sous son inspection dix de ces masses, lesquelles, désignées chacune séparément sous le nom de Compagnie Nationale auxiliaire, s'appelleront Bataillon par leur correspondance avec cet inspecteur commun placé à leur centre. Les vingt masses, ou compagnies, de ces deux Bataillons réunis sous l'inspection des plus anciens de leurs inspecteurs, se nommeront sections d'une division. Une section embrassera la quatre-vingtième partie de la population du Royaume. Deux sections, réunies sous l'inspection d'un supérieur qui aura correspondance avec les quatre Chefs de Bataillons, seront connues sous le nom de Division et quatre Divisions, inspectées par un chef correspondant avec leurs inspecteurs s'appelleront ensemble Légion. Ces dix chefs établiront,

entre toutes les parties et le Souverain, un rapport dans lequel il ne sauroit exister ni ordre, ni liaison ; avantage qui ne sera susceptible d'aucun inconvénient, surtout d'après l'ordre qui ne fera marcher ces troupes que par détachemens et sans autres chefs que les officiers d'école qui les conduiront aux Régimens, qui recevront par incorporation de guerre celles dont on ne voudra pas faire des corps particuliers.

« Cette constitution qui sembleroit, de premier coup d'œil, devoir donner lieu à un accroissement considérable de dépenses, aura un effet si contraire, qu'indépendamment de ce que les frais, à la charge des communautés, seront de beaucoup moindres que ceux qu'elles faisoient lors des tirages, et qui étoient d'autant plus injustement répartis qu'ils n'étoient supportés que par ceux-là seuls qui tiroient au sort, les combinaisons de ce plan offriront des compensations d'économie des plus intéressantes »¹.

Dans un autre document² Pawlet parle de la conscription absolue, qu'il rejette avec véhémence ; il y voit une entrave à la liberté imprescriptible du peuple : si la conscription s'exerce sur les jeunes gens de 16 à 20 ans, l'armée sera composée d'enfants ; si elle s'exerce sur ceux de 20 à 24 ans, l'état sera privé d'hommes. Voilà une de ses raisons de proposer l'établissement de milices auxiliaires. Le reste de cet essai ne contient en substance que ce que nous avons déjà analysé plus haut ; il a également des remarques sur la suppression des corvées qui se trouvent développées plus longuement dans un autre ouvrage.

Dans la série 283 K.21, où nous avons pris le projet sur les milices auxiliaires, se trouve aussi un « *Projet de Décret concernant l'entretien des grandes routes et la suppression des Corvées* ». Pawlet, fort ingénieusement, avait proposé un moyen de trouver des occupations pour des soldats vagabonds et de soulager en même temps le fardeau qui

1. B.M., 283 k. 21, p. 33, 34.

2. « Essai sur les Milices nationales », British Museum, *Bibliothèque historique de la Révolution*, « Gardes Nationales », F. 250(1).

pesait sur les gens de la campagne ; l'Assemblée Nationale se décida de formuler le décret.

« L'entretien des grandes routes qui vivifient toutes les parties du Royaume, en ouvrant entre elles des communications si importantes pour l'agriculture, le commerce, les manufactures et les arts, paroissant à l'Assemblée Nationale mériter la plus sérieuse attention, elle a cherché si, en prenant les moyens les plus économiques pour faire faire à prix d'argent les travaux publics, on ne pourroit pas faire naître de la suppression même des corvées qui, jusqu'ici, ont été le fléau des habitants des campagnes accablés sous le poids des travaux utiles à tous, une foule d'avantages, tels que d'en répartir les dépenses si proportionnellement qu'en soulageant les cultivateurs, les habitants des villes qui, par leur commerce, profitent encore plus que l'agriculteur de l'utilité des grandes routes, n'éprouvent cependant, en concourant à ces dépenses, que la plus insensible charge ; d'offrir à un nombre de braves militaires l'occasion qu'ils désireront, à l'imitation des Romains, trouver en temps de paix, d'occuper leurs loisirs, afin de se mettre en état de se rendre plus utiles à la patrie contre ses ennemis, à la guerre ; d'améliorer la sûreté publique en rappelant, sous les auspices de ces braves et vertueux militaires citoyens, à des mœurs plus douces et plus honnêtes ces infortunés qui, pressés par le délire de leurs passions, sont entraînés souvent par l'oisiveté ou par des circonstances fatales, au vagabondage et ne se livrent successivement aux derniers excès, que parce qu'on n'a pas assez pris de précautions pour réprimer leurs premiers écarts, arrêter les progressions de leurs fureurs insensées ; prévenir les crimes afin de n'avoir pas à les punir ; forcer enfin ces victimes de la dépravation de se livrer à des travaux utiles et de rentrer dans les bornes sociales sans les renfermer dans ces séjours affreux, où le crime enfante encore d'autres crimes, sans les rendre malheureux, et sans cependant qu'ils puissent s'en défendre..., elle a décrété et décrète, etc... ».

A ces observations font suite vingt et un articles. Les

corvées devaient être supprimées et remplacées par des travaux publics rétribués¹; un corps devait être créé sous le nom de « Volontaires du Génie »². Ce corps devait être composé de préférence de ceux qui appartenaient au district où l'on allait les employer; au besoin, on pouvait y ajouter ces soldats de régiments réglés qui auraient demandé des « congés de paix »³.

A chaque escouade du corps devait être assignés 4 prisonniers. « Ces escouades seront sous les ordres et l'inspection de commandans, officiers et bas-officiers des milices qui, avec les officiers municipaux, seront les inspecteurs des grandes routes dirigées par les Ingénieurs »⁴. A chaque escouade serait détaché un officier d'école pour les commander immédiatement et les divers corps des Volontaires devaient être appelés « Peloton des Volontaires du Génie de tel Bataillon », « Peloton de Section », « Corps des Volontaires du Génie de telle Division » et pour la légion « Corps de telle Légion »⁵. Un ingénieur serait détaché à chaque bataillon et un ingénieur en chef à chaque division⁶. Ces officiers d'Ecole qui seraient les plus aptes aux mathématiques seraient détachés aux travaux et commanderaient tout le peloton; ils recevraient une livre de plus par jour⁷. Chaque prisonnier recevrait 9 sols, 3 deniers par jour, contre 13 sols attribués aux Volontaires⁸. « Au moyen de la paye ci-dessus attribuée aux Volontaires, ils seront obligés de s'entretenir, ainsi que leurs baraques et leurs outils; il en sera de même des prisonniers »⁹.

Ces volontaires devaient être un corps assez mobile, car si une partie du Royaume avait besoin de faire faire de gros travaux, elle aurait le droit d'emprunter des tra-

1. Art. I.

2. Art. II.

3. Art. III.

4. Art. V.

5. Art. VII.

6. Art. VIII.

7. Art. IX.

8. Art. XII.

9. Art. XIII.

vaillours à une autre partie du Royaume¹. « La contribution nécessaire pour fixer les payes ci-dessus sera fixée à 4 s. 9 d par jour pour chaque communauté entretenant un homme aux milices »².

En cas de guerre il serait détaché à l'armée réglée 10 hommes de chaque escouade ; les 600 chevaux du corps seraient attachés à l'artillerie et les cinq bas-officiers qui restaient par escouade entretiendraient les routes avec les prisonniers³.

Après ces articles, suit un tableau où Pawlet prouve que chaque escouade de 15 hommes ne coûterait que 15 livres par jour, et des observations plus générales qui servent de conclusion.

« M. Turgot, après avoir calculé au plus bas, portoit les dépenses pour la suppression des corvées à treize millions qui, réunis aux six millions des frais des ponts et chaussées auroient fait dix-neuf millions.

« Par le système présenté dans ce projet de décret, les vingt-quatre mille volontaires sur le pied de vingt sols, ne feroient une dépense que de 8.760.000 pour cette suppression et pour les frais d'ingénieurs, d'inspecteurs et de police, ainsi que pour ceux des prisonniers et si on y ajoute 1.839.600 livres pour les indemnités et les différens frais des matériaux, le tout n'iroit qu'à 10.599.600 dont la répartition proposée rendroit insensible le paiement.

« Si on défalque les frais des dépenses qu'on épargnera sur les dépôts de vagabonds, de déserteurs et si on calcule le bien qu'on feroit en prévenant les crimes, afin de n'avoir pas à les punir, on jugera des avantages que cet ordre de choses, pour les travaux publics, présenteroit ».

Nous voudrions en venir maintenant à ces projets où Pawlet propose la simplification et surtout la réduction des impôts ; nous pouvons prendre comme introduction le fragment d'une lettre sur un plan général de réforme administrative. « Comme il est de fait que c'est de l'inégale

1. Art. XVI.

2. Art. XVIII.

3. Art. XIX.

répartition de l'impôt et de toutes les charges publiques qui prévoit sa base dans les exemptions, dans les faveurs, que sont venus tous les maux qui minoient cette nation, je commencerai par soumettre au jugement du public celui des plans d'imposition qui me semble devoir le plus imperturbablement prévenir toute espèce de faveur partielle, d'injustice... capables de décourager l'agriculteur et les autres classes des citoyens »¹.

Nous verrons que c'est bien souvent à l'agriculture que vont les premiers soins de Pawlet. Nous allons étudier ces projets sous leur forme la plus complète, soit qu'ils aient paru d'abord dans le « *Projet de décret sur les Milices Nationales* », soit dans les articles qui devaient être publiés dans son « *Journal de Littérature, des Sciences, et des Arts* », soit dans quelque autre document. D'abord, dans le « *Projet de Décret* »² pour une proposition d'impôt territorial, « il importerait que chaque communauté réunît en une seule masse générale les tailles, vingtièmes et autres impositions territoriales, d'après leurs dernières cotisations communes pour les payer pendant deux ans. On commenceroit à prélever sur cette masse une somme qu'on asseoirait sur les parcs et autres jardins d'agrément et d'utilité, en supposant une récolte qui seroit évaluée en raison de leur étendue, comme si, semés en grains d'une espèce convenable à ces terrains, ils devoient toujours produire une récolte commune : l'on diviseroit ensuite le surplus de la masse totale, pour répartir en différentes autres masses, sur les diverses partiesensemencées dont l'étendue est toujours connue dans toutes les communautés, de sorte qu'on diroit, tant sur celle semée en bled cette année, tant sur l'avoine, le seigle, le lin, les vignes, les près et viagers... » Une deuxième manière de rapporter de l'argent, ce serait de mettre un impôt du timbre sur le papier commercial. Ceci n'affecterait pas les pauvres ; il importerait aussi, pour prévenir tout abus, « que la taxe sur les papiers

1. A.N. T. 6482, dossier II, pièce 35.

2. B.M. 283 K. 21.

à billets fût faite à tant par livres ; car si on disoit que celui d'un billet au-dessous de 50 livres ou plus ou moins ne serait pas taxé, on donneroit prétexte à bien des abus, parce que ceux qui voudroient frauder feroient plusieurs coupons de billets de 50 livres pour sommes plus ou moins considérables »¹.

Nous nous permettrons de signaler à Pawlet que son ingénieux plan n'empêche pas non plus toute espèce d'abus.

Dans ses « *Réflexions sur les moyens de simplifier les impôts* »², Pawlet propose aussi un impôt sur les consommations, — qui affecterait surtout les gens riches, — et une réduction des dépenses de la Régie des Postes. Il propose pour ceci de réduire le nombre et les traitements des Régisseurs.

Sur un système de capitation, ou d'impôt personnel, Pawlet a des remarques très intéressantes et assez pratiques³.

« L'impôt personnel, qui jusqu'ici a été regardé comme le plus arbitraire, parce qu'on n'a jamais pris des bases pour l'asseoir, auroit pu en trouver une aussi simple qu'inébranlable... on auroit décrété que chaque propriétaire seroit tenu de faire au receveur de capitation existant, ou à tout autre commissaire du Roy, une déclaration contenant l'état des ouvertures en portes et fenêtres de sa maison, en y faisant mention de l'étendue exacte des cours, jardins écuries et remises pour telle ou telle quantité de chevaux et carrosses, désignant la grandeur des fenêtres avec leur enjolivement... de même que celle des portes, cochères ou chartières, les loges de portiers... sous peine en cas de fausse déclaration... de payer le double pendant 10 ans de la capitation à laquelle il auroit été fixé ».

« On auroit ensuite combiné les impositions personnelles qui auroient été payées par les habitans de chaque maison

1. B.M. 283 K. 21, p. 55-56.

2. Cet article, dans 283 K. 21, suit immédiatement le Projet sur l'entretien des grandes routes.

3. A.N. T. 648², dossier II, pièces 48, 49.

avec les états des ouvertures afin de combiner d'après cette première base pour fixer la capitation qui seroit à l'avenir payée par chacun de ceux qui auroient habité lesdits logements, en raison de la grandeur de chaque ouverture.

« Cet impôt seroit d'autant plus facile à asseoir que les déclarations se feroient avec une franchise proportionnée à la crainte de l'amende »... Une fois la capitation fixée, « on ne seroit plus obligé d'y revenir, ainsi qu'on est forcé de le faire actuellement toutes les années... à cause des mutations... ».

« Cet impôt, qui seroit le moins sujet à l'arbitraire, seroit celui aussi qui gêneroit le moins la liberté. Lorsqu'un particulier se présenteroit pour louer une maison ou appartement, on lui feroit connaître la taxe de la capitation, en conséquence de laquelle il loueroit ou ne loueroit pas à sa volonté. Il ne seroit pas sujet aux fausses déclarations comme le seroit celui qui, évalué d'après le loyer, occasionneroit des intelligences entre les propriétaires et locataires.

« Comme en très peu d'années on auroit la connaissance la plus précise du produit à tirer de cet impôt, qui ne seroit que très peu sujet à variation, on partiroit de là pour, aux législatures suivantes, réduire ou accroître le prix du pied de chaque ouverture en raison de ce que les circonstances l'exigeroient, parce qu'on diroit si à tant le pied d'ouverture cet impôt rend tant, combien avec telle ou telle augmentation.

« Chacun connaissant les charges du gouvernement par la publication des états de dépenses, et sa recette par la manière dont l'impôt seroit simplifié, on consentiroit volontiers aux augmentations nécessaires, toujours moins onéreuses en raison de ce que leur établissement et leur recette en seroient moins »¹. Un système d'impôt établi d'après une base semblable « éviteroit toutes les connivences qui ne se forment que trop souvent entre les propriétaires et les locataires pour frauder l'impôt ».

1. Ceci n'est pas très clair.

Dans les réflexions diverses qui suivent l' « *Essai sur les Milices Nationales* »¹, Pawlet, propose que chaque paroisse enverrait les états de ses récoltes et de sa population respectives au chef-lieu de son arrondissement ; ces états parviendraient au Comité général à Paris et permettraient de faire dresser un état exact des subsistances nationales. Ainsi le gouvernement pourrait exporter, au profit de l'agriculture, en raison de la surabondance, ou importer avant que l'étranger fût instruit des besoins du pays. C'est déjà une tentative pour prévenir les effets du « dumping », qui, à une époque aussi éloignée que la fin du dix-huitième siècle, inspire un certain respect pour la clairvoyance de son auteur.

Enfin, et c'est un des plus intéressants de ses projets, Pawlet met en avant une proposition pour une Banque de Secours nationale².

« Si l'impôt est nécessaire pour fournir aux dépenses d'une nation, une Banque nationale de secours qui aurait pour objet d'aider le commerce, l'agriculture, les manufactures par des prêts à légers intérêts et dont le bénéfice appartiendrait à la nation pour être employé à secourir ceux qui auroient été dévastés par des grêles, des... et d'autres fléaux, ou pour encourager divers objets utiles, ne seroit pas moins importante, pour vivifier toutes les parties de la monarchie et rendre la nation la plus heureuse et la plus florissante de lumières.

« Je propose un premier fond de 3 ou 400 millions en argent en 41 caisses, dont la principale seroit placée à Paris et chacune des autres dans le point central de la division, sous la direction de directeurs banquiers et la surveillance des municipaux. Chaque assise de division assureroit (?) les différentes parties de son arrondissement par des correspondants qu'elle auroit dans les points centraux...

1. B.M., F. 250(1).

2. A.N. T. 648², dossier II. pièces 33-34.

« Les affaires en papiers aux différens porteurs et à termes que ces différens banquiers feroient (?) par la correspondance qui seroit établie entre eux »... Cette banque pourrait être utile — « tantôt en faisant à l'agriculture pour payer son impôt ou ses fermages des avances qu'il rembourséeroit successivement à mesure qu'il vendroit les récoltes ;... tantôt en achetant le blé de quelques agriculteurs pour faire des exportations ». Ces exportations seraient d'autant mieux placées qu'elles seraient faites d'après la connaissance des experts... « tantôt elle assureroit le succès des manufactures par des dons ou par des prêts ; quelqu'un voudroit-il en introduire quelque nouvelle dans la nation, elle (la Banque) pourroit après s'assurer du succès par des frais qu'elle feroit », — on pourrait avancer des fonds pour des manufactures, et établir, tant à l'étranger qu'en France, des correspondants à qui confier la vente.

« Une communauté voudroit-elle faire quelques frais l'amélioration des botes (bottes ?) à laines, des chevaux et autres animaux vétérinaires, la Banque pourroit se charger d'en faire venir de l'étranger en en faisant les avances dont elle retireroit un bénéfice... en cas de non succès, les fonds de la Banque seroient faits par des emprunts, et il seroit d'une bonne politique de ne donner les places de directeurs des caisses qu'à ceux qui auroient les plus grosses mises... toutes les opérations des caissiers seroient surveillées par différentes municipalités où elles se trouveroient ».

Il propose aussi d'appeler en aide le Clergé ; celui-ci garderait la régie de ses biens, mais à la charge de verser annuellement, au profit de l'Etat, une somme de 40 et 50 millions ; il serait tenu aussi de payer ses propres dettes et d'aider ses pauvres. Pawlet voyait combien pouvait être utile à l'Etat un corps tel que le Clergé, et par conséquent il ne proposa pas la vente, mais seulement l'utilisation de leurs biens.

Un autre document que nous avons trouvé, a la forme d'un « *Mémoire sur un nouveau système de contribution* »,

qui,... « consacré au remboursement des dépenses extraordinaires, seroit bien moins à charge aux contribuables individuellement, que tous autres suivis jusqu'ici, et présenteroit à la République les moyens ¹ :

« 1^o De payer à l'instant une année de revenu aux rentiers et pensionnaires ;

« 2^o De tenir les promesses faites aux Défenseurs de la Patrie ;

« 3^o De faire face aux besoins actuels et pressans de la République et de prévenir par là les dilapidations, qui consomment sa ruine ;

« 4^o De suppléer la rareté du numéraire, d'en faire baisser l'intérêt ;

« 5^o De rétablir successivement l'équilibre dans les finances nationales ;

« 6^o De réduire, avec d'autant plus de facilité, les contributions annuelles au moins possible, qu'il offriroit dans tous les temps, des ressources supplémentaires propres à concourir à toutes les dépenses extraordinaires ».

Le Mémoire est signé le « Citoyen Pawlet, floréal an V ».

Le commerce est dans la plus fâcheuse stagnation, les rentiers dans la situation la plus déplorable ; la nécessité de faire circuler quelques papiers de banque est généralement sentie ². Il faut également remplir l'arriéré de la dernière campagne et se mettre en état de commencer la prochaine si on y est obligé. Divers projets mis en avant sont semés de dangers ; « les cédules, — dont les valeurs reposeroient sur les biens nationaux encore à vendre dans l'intérieur de la République ou dans la Belgique », ne résulteront qu'en des difficultés ³.

Il faut éviter ce qui est arrivé en Angleterre, où « la hausse ou baisse de ces papiers, en raison de ce que la crainte de la guerre, d'autres calamités, ou quelque espoir

1. *Bibliothèque historique de la Révolution : Finances*, p. 41, 42, British Museum, F. 220 (15).

2. P. 1.

3. P. 2.

d'avantages, diminuent ou augmentent plus ou moins la confiance dans la solvabilité du gouvernement. Les propriétaires anglais achètent ces bons à cause de leur excessive misère, pour donner à leurs familles les nécessités de la vie au lieu d'en acheter pour acquérir de la propriété »¹. Et si on adopte ce système en France, « ces bons ne passeront dans les mains spoliatrices que pour ôter à la chose publique toute ressource, tout moyen d'assurer aux défenseurs de la patrie, à leurs veuves, à leurs orphelins, l'exécution des promesses qu'on leur fît ; ils ne rentreront à la trésorerie qu'échangés contre ces propriétés ainsi dilapidées, que pour en accroître encore les dépenses, par la nécessité d'en faire surveiller et circonscrire les flammes, lorsqu'on les y brûlera »² (?). Non, la chose publique doit être stabilisée par des moyens de justice qui embrasseront tous les hommes. « Il faut des secours au gouvernement, je le sais »³, il faut suppléer la rareté du numéraire pour ranimer les relations commerciales ; il faut rétablir la confiance dans le commerce par un papier qui, exempt des vices de ceux qui firent tant de malheureux, réunisse les avantages les plus multipliés et les plus propres à l'objet salutaire que nous devons nous proposer pour le bonheur général. « Ces moyens... ces moyens puissans et salutaires, sont à notre disposition »⁴.

Pawlet propose donc un système d'après lequel les billets seraient circulés dans le commerce ; ceci procurerait la rentrée des sommes dont l'Etat avait besoin ; mais le commerçant ne serait pas obligé de les acheter s'il ne considérait pas qu'il jouissait dans le commerce d'une confiance suffisante.

De plus, sur chaque billet utilisé par des particuliers serait prélevé une fraction de contribution au profit de la République⁵. Nous ne pouvons pas être très sûrs si c'est

1. P. 5-6.

2. P. 7.

3. *Ibid.*

4. P. 8.

5. P. 10-11.

là toute la pensée de Pawlet, car celui-ci n'était pas toujours en peine de s'expliquer clairement ; il est probable aussi que son système n'aurait pas procuré à l'Etat le bonheur parfait qu'il prognostique. De cela nous ne pouvons répondre.

Plus loin, Pawlet donne ses raisons de proposer un paiement aux rentiers — « En proposant de mettre en tête des paiements à faire, une année de revenu aux rentiers, aux pensionnaires, ce ne seroit point comme une faveur, mais comme moyen de remplir le double but ; 1^o de rappeler, par cet acte de justice à leur égard, parmi leurs créanciers et parmi cette multitude d'êtres qui vivoient dans cet ensemble, une sorte d'aisance propre à tirer le commerce de la stagnation où la suspension de leur paiement l'a mis ; 2^o de ranimer successivement les diverses branches de commerce et d'industrie desséchées par l'usure et la rareté du numéraire »¹. Des bénéfices spéciaux seraient créés aussi pour les défenseurs de la patrie, les estropiés, les veuves et les orphelins de ceux qui seroient morts sous les drapeaux².

Le reste du mémoire est consacré à des réflexions diverses et à des remarques par Pawlet sur les avantages considérables de son plan, — à la fin, Pawlet dit qu'il est forcé, par les bornes que lui prescrivent son mémoire, d'omettre tous ces plans sur les milices nationales, sur la suppression des corvées, sur les encouragements à donner à l'agriculture, aux sciences et aux arts, qu'il avait déjà proposés à l'Assemblée Nationale, mais, conclut-il, « ce ne sera qu'en embrassant toutes ces vues dans un grand ensemble, que le Corps législatif trouvera les moyens de guérir les playes dont l'anarchie couvrit notre patrie, — d'en seconder ensuite d'en encourager toutes les parties, d'en réduire les dépenses et les impôts, en multipliant les moyens de les payer ; d'y asseoir enfin, sur les basses inébranlables, l'empire des lois, la vraie liberté, le bonheur, et de faire dire de la France :

1. P. 30.

2. P. 32.

« Ibi ordo et justicia, ibi sempiterna felicitas regnat »¹.

Voilà les projets proposés par cet extraordinaire génie universel qu'était Pawlet ; ils se réduisent en somme à un système de Milices nationales combiné avec un plan d'impôts destiné à soulager le commerce, l'agriculture et l'industrie, et ce qu'il dit à la fin de son *Projet de décret sur l'entretien des grandes routes*², peut nous servir de conclusion. — « Heureuse la France.. surtout si, par le choix d'un plan général qui, en enchaînant toutes les branches de l'administration publique, aura pour objet de les lier entre elles, afin que les avantages multipliant, en raison de ce qu'ils naîtront les unes des autres, ils trouvent l'art de faire concilier tous les peuples à leur organisation de manière à établir entre tous les sujets et le souverain l'harmonie et le concert les plus unanimes... ».

Pawlet aime trop les belles antithèses latines ; il se répète trop, il s'étend trop complaisamment sur les avantages de ses projets ; il ne conçoit pas qu'il puisse y exister des inconvénients, mais, malgré cela, il fait preuve d'un esprit singulièrement avisé, et apporte aux questions pressantes de son temps un point de vue qui le distingue entre ses contemporains.

1. P. 54.

2. B.M., F. 283, K. 21.

QUATRIÈME PARTIE

L'ÉCOLE A LA BUTTE DE L'ÉTOILE

A. LA BUTTE DE L'ÉTOILE AVANT LA RÉVOLUTION

Pawlet avait eu depuis longtemps le projet d'établir une école un peu plus convenable au nombre de ses élèves et à l'éducation qu'il voulait leur donner ; nous en avons un premier témoignage dans un « *Mémoire sur l'Ecole des Orphelins Militaires* » daté du 10 juillet 1783¹. Guillaume cite ce mémoire (p. 14-20), mais il omet, à la page 19, le morceau suivant, qui a pour nous une certaine importance. — Pawlet propose : « 1° un terrain un peu considérable pour faire un vaste jardin qui présenteroit par son produit des moyens de faire subsister un nombre considérable d'infortunés et de fortifier par le travail habituel ceux des élèves de la classe non noble qui se destineroient à l'agriculture ou aux armées ; 2° une maison propre à contenir 6 à 700 élèves dont le chevalier de Pawlet prévoit pouvoir assurer la subsistance par lui-même ; 3° une somme annuelle de 3.000 livres pour concourir aux frais d'enseignement qu'on jugera devoir être considérables, si on fait attention qu'aux dépenses nécessaires pour les maîtres des différentes sciences et aux fournitures de livres, papiers, crayons et autres objets relatifs à l'enseignement, s'ajoute celle nécessaire pour faire apprendre, après la première éducation, des arts et métiers, ou étudier en droit, pour l'état ecclésiastique, la médecine, la chirurgie etc... à ceux qui ne se destinent pas aux armées.

1. A.N., F. 17. A 1318, pièce 229.

« Dans le cas où le gouvernement ne voudroit pas faire la dépense de l'acquisition et construction des terrains et bâtimens que désiroit obtenir le chevalier de Pawlet, laquelle monteroit à 6.000 livres, il se chargera de la faire lui-même, si on veut en accorder la rente à cette école ; ce qui porteroit à 6.000 livres le secours annuel qu'il demande pour en faire un des beaux établissemens de l'univers ». Dans une autre lettre¹, qui ne porte pas de date, il nous dit qu'il se propose de réunir dans cette école tous les moyens pour donner une éducation universelle, pour former des hommes « intéressans dans tous les genres ».

« C'est dans cette vue que je me propose de faire construire tout autour des cours de cette Ecole des logements et des ateliers, pour y rassembler un nombre des plus honnêtes et des plus habiles ouvriers dans chaque profession ; cet assemblage d'ouvriers présentera le double avantage d'offrir les moyens de *satisfaire*² les dispositions de tous ceux des fils de soldats qui seroient désireux d'apprendre des métiers, afin *qu'en ne donnant*³ à chacun que celui qu'il pourra le plus utilement remplir dans la suite, mais encore celui de donner aux gentilshommes dans les professions des connaissances utiles à tous les hommes et principalement à ceux qui, se destinant au génie, à l'artillerie et à la marine, auront dans la suite des travaux à conduire ». C'est déjà un programme dont le caractère est digne de notre modeste Pawlet.

Il avait en vue un terrain assez vaste qui se trouvait à la Butte de l'Etoile, et adressa une pétition au Roi, au mois d'octobre 1785⁴.

« Monsieur le Chevalier de Pawlet, instituteur de l'Ecole des Orphelins Militaires, fait élever à ses frais 160 enfans, dont 70 fils d'officiers. Il emploie à cette dépense environ 50.000 livres de rente de son patrimoine.

1. A.N., T. 6482, dossier III, p. 39.

2. Le texte est illisible ici ; nous proposons « *satisfaire* ».

3. Devrait lire « afin de ne donner ».

4. A.N., T. 6481, deuxième liasse.

« Obligé de quitter incessamment la maison qu'il tient à loyer pour son école, il se propose d'acquérir de ses deniers, un emplacement de 100 arpens à la Butte de l'Etoile, entre Chaillot et le Bois de Boulogne, d'y construire avec ses propres fonds les bâtiments nécessaires pour y placer ses élèves, et de convertir la plus grande partie des terrains en potagers et marais qui donneront un produit utile à son établissement et deviendront même une ressource pour l'approvisionnement de la capitale.

« Mais il désireroit pour suppléer aux revenus des capitaux qu'il emploiera à ces objets, que Votre Majesté voulût bien lui accorder une rente annuelle de 200 livres par chaque élève, ce qui feroit 32.000 livres pour la totalité.

« Cet état est très avantageux pour les fils d'officiers de fortune et de soldats qui y sont élevés, selon leurs dispositions naturelles, soit pour l'art militaire, soit pour les arts et métiers, soit pour l'agriculture... Si Votre Majesté est dans l'intention d'accorder un secours annuel pour cette Ecole, je la supplie de vouloir bien le faire provisoirement pour un certain nombre d'années, d'en assigner le paiement sur la loterie royale de France.

De la main du Roi,

Bon pour 200 livres par élève aussi longtemps qu'il en aura assigné sur la loterie.

Signé : De Calonne, pour ampliation ».

De l'autre côté du document, on trouve l'approbation du Roi.

« Projet d'arrêt du Conseil :

« Le Roi, informé que le chevalier de Pawlet... Sa Majesté a cru devoir favoriser des vues aussi patriotiques et aussi utiles à ses sujets, en y concourant par le don de arpens de terrain qu'elle fera acheter à cet effet ; elle a en conséquence ordonné, et ordonne ce qui suit :

« Il sera acquis pour le compte de Sa Majesté, à l'endroit appelé la Butte de l'Etoile de Chaillot, immédiatement

derrière la demi-lune et esplanade qui sont entre Chaillot et le Bois de Boulogne, la quantité de... arpens pour être concédés à la dite école, à la charge par le Chevalier de Pawlet de constuire sur les dits terrains la quantité de bâtiments nécessaires pour y loger ses élèves.

« Veut Sa Majesté, que lesdits terrains soient payés comptant suivant le prix qui sera convenu de gré à gré, sinon sur le pied de ceux qui dans le courant des deux dernières années pourroient avoir été vendus audit lieu au plus offrant, d'après des poursuites judiciaires, comme étant censés avoir été portés, par là, à leur plus juste valeur, et dans le cas où il ne s'en trouveroit point qui eussent été ainsi vendus, sur le pied de ceux qui ont été acquis au compte de Sa Majesté pour former lesdites demi-lune et esplanade.

« Le paiement desdits terrains sera spécialement affecté sur les 32.000 livres que Sa Majesté par sa décision du 3 octobre 1785 a accordé audit établissement à titre de secours annuel sur le pied de 200 livres par chacun des dits 160 élèves qui étaient pour lors entretenus aux dépens dudit chevalier de Pawlet ».

Pawlet n'avait donc pas eu de difficulté à se faire accorder par un Roi toujours favorable à son établissement un terrain de cent arpents et un secours annuel de 32.000 livres. L'emplacement exact n'est pas facile à déterminer ; il était entre Chaillot et le Bois de Boulogne, « à gauche de l'Etoile, en partant de Paris »¹ ; il se trouvait, par conséquent, au sud de l'Etoile, et une comparaison des divers documents relatifs à la Butte de l'Etoile fait supposer que l'Ecole de Pawlet était sur le terrain entre l'avenue Kléber et l'avenue Foch, à quelques centaines de mètres de l'Etoile.

Mais les Rois ne sont pas toujours les mieux informés sur ce qui leur appartient ; si Louis XVI avait fait l'examen de ses possessions à l'Etoile, il aurait hésité avant d'accorder ce terrain à Pawlet. Regardons un peu en arrière pour

1. A.N., 0¹ 1591. , dossier III, pièce 312.

nous rendre compte de la situation¹. Depuis 1768, l'Etoile avait été l'objet de spéculations diverses. La terre qui monte doucement du côté sud de l'Etoile avait toujours gêné ceux qui goûtaient de longs panoramas, et on eut d'abord « la simple idée de supprimer une montagne qui joignait à l'inconvénient d'un chemin âpre et souvent impraticable l'inconvénient de rompre le point de vue qu'on prétendait (et peut-être avec trop peu de réflexion) nécessaire à établir des Thuileries sur le pont de Neuilly ». Mais le prix qu'auraient coûté tous les déblais nécessaires pour niveler le terrain mit bientôt fin à ce projet. L'idée qui se présenta encore fut « celle de décorer au moins ce tertre élevé qu'on ne pouvoit effacer entre Paris et Neuilly, et d'en faire une promenade pour la Capitale ». Ainsi fut construite une large promenade, des Tuileries à Neuilly, et s'étendant des deux côtés de l'Etoile. Du côté sud se trouvait une vaste plantation où, en 1785, le Roi accorda à Pawlet 100 arpents de terrain. Il semble que les travaux pour cette promenade ne fussent pas conduits avec beaucoup d'égards pour la propriété particulière. — « de simples plans souvent changés... furent la seule boussole des travaux, et on les porta au gré des auteurs des plans sur les terrains environnant le plateau de l'Etoile, sans distinction de ce qui étoit au Roi, de ce qui étoit aux particuliers ». Mais les propriétaires n'offraient pas beaucoup d'opposition, soit parce que la qualité des terres étoit médiocre, soit parce que le Roi avait annoncé une indemnité, de sorte qu'en 1777, la promenade étoit achevée. Par un arrêt du Conseil du 21 août, le Roi ordonna au directeur général des Bâtimens de procéder « à la reconnoissance, mesurage, arpentage et évaluation tant des propriétés particulières qui avoient été comprises en tout ou partie dans le nouvel arrangement de la montagne de l'Etoile qui fera la promenade publique que des terrains appartenant à Sa Majesté dans ce même canton,... à l'effet desquelles évaluations

1. Pour les détails qui suivent nous renvoyons à la pièce 312 du même carton 0¹ 1591.

...tous ceux qui en auroient le droit seroient tenus de communiquer... tous titres... pour servir à la formation des procès-verbaux d'estimation... d'après lesquels le Directeur Général acquerra les dites propriétés au profit de Sa Majesté, soit par voye d'échange, soit par acquisition pure et simple à prix d'argent ». Le prix d'estimation fut porté à 13.002 livres, et les terrains passèrent donc entre les mains du Roi. De plus, « pour assurer à jamais l'exécution des vues qui ont déterminé Sa Majesté à faire les dépenses considérables qu'a exigé l'aplanissement de la montagne, les travaux accessoires et les plantations dont le terrain est décoré, Sa Majesté veut et entend que la promenade demeure déterminée dans l'état figuré par le plan annexé à l'arrêt ¹, qu'en conséquence jusqu'à la distance de 120 toises du centre de l'Etoile, ainsi qu'à 60 toises de rampans qui y aboutissent de chaque côté, il ne puisse être élevé par quelque personne de qualité et condition que ce soit, aucune maison, clôture, ou construction quelconque que d'après la permission expresse du Directeur Général et les alignements qu'il aura donnés, à peine de démolition ». Voilà donc la situation : les terrains pris par le Roi et achetés par lui, ne s'étendaient que jusqu'au point où se trouvait un certain chemin, le chemin des Bouchers, tombé en désuétude. Nous sommes maintenant à même de comprendre, la lettre adressée par le directeur général d'Angiviller au chevalier de Pawlet, le 5 octobre 1785 ² : « Je suis sans pouvoir, parce que le Roi est sans droit pour aider à vos vues sur les terrains qui dans l'aspect du Midi relativement à l'Etoile entre la grille des Champs-Elisées et la Bois de Boulogne se trouvent au-delà du chemin ou sentier qui à l'époque de 1777 était encore dénommée le vide ou chemin des Bouchers » ; « vous verrez », poursuit la lettre, « que par l'arrêt de 1777 qui vous occupe, le Roi a pris pour limite de son établissement et des acquisitions qu'il exigeoit le chemin des Bouchers ; *c'est sur ce chemin et en vous reculant en arrière que vous pro-*

1. Nous n'avons pas ce plan.

2. A.N., T. 648¹, liasse 2.

jetez l'emplacement de votre école ». D'Angiviller regrette que son département ne peut étendre ses vues au-delà de ce chemin, parce que cette démarcation donne les 120 toises d'étendue de promenade prescrite par l'arrêt. « Ainsi, Monsieur, je ne mets aucun obstacle à ce que vous acquiériez au-delà du chemin des Bouchers, et je regrette de n'avoir pas à vous subroger comme vous l'avez cru possible, à un droit d'acquéreur acquis au Roi ».

Pawlet résolut donc d'acheter les terrains, mais, ne pouvant obtenir un prix raisonnable, ou peut-être un prix qui lui convenait, il demanda la permission de s'établir en dedans du chemin, et de prendre pour cela, sur la plantation, la largeur de deux ou trois rangs d'arbres. Il fallait déterminer maintenant « si le Roi était propriétaire incommutable » même de ce terrain, et cet examen ayant été fait on a trouvé que ce terrain doit traverser par deux ou trois pièces de terre dont la vente au Roi n'avait pas été faite ¹.

Les deux particuliers furent invités à passer contrat de vente, avec promesse de leur faire immédiatement payer et capital et intérêts, mais ils refusèrent ². La demoiselle Dumoutry écrivit au comte, se plaignant que Pawlet voulait lui prendre du terrain. Elle écrivit une lettre à Pawlet quelques jours plus tard ³. Le Sieur Pauquet, lui aussi, résista, et « différens discours tenus par l'un d'eux (sans doute le dit Pauquet), ont même donné lieu de croire qu'il feroit toute la résistance possible, et que si la destination du terrain était changée, il s'adresseroit aux tribunaux pour se faire réintégrer en possession de son terrain » ⁴. Dans une lettre adressée au Comte d'Angiviller, Pawlet se plaint qu'on lui fait une tracasserie gratuite, et parle d'abandonner son projet : « habitué à faire des sacrifices, je ne me vengerai qu'en racontant à tout le monde le trait

1. Voir plan 6.

2. A.N., T. 648¹, 2^e liasse. Les pièces ne sont pas numérotées.

3. A.N., O¹ 1591, dossier III, pièce 331.

4. A.N., T. 648¹, 2^e liasse.

de dureté de ces deux malheureux »¹. D'où venait cette opposition acerbe et pourquoi ces propriétaires s'étaient-ils tenus cois jusqu'à ce moment ? Parce que, par l'arrêt de 1778 le Roi avait acquis le droit de faire faire en son nom « les acquisitions de fonds bâtis et non bâtis, pour l'exécution des plans et projets concernant ces bâtimens, ou autres objets de son administration »². Tant que les terrains de la plantation devaient faire partie de la promenade publique, ces deux propriétaires avaient cru mieux faire de ne pas demander de rentrer en possession de leurs biens, mais, lorsqu'ils voyaient la plantation menacée par quelqu'un qui voulait y faire élever un bâtiment, ils protestèrent, non sans raison, qu'on n'était pas en droit d'empiéter sur leur terrain. Là-dessus, Pawlet adressa une pétition à Lambert, contrôleur général des bâtimens³ donnant d'autres éclaircissements sur la situation. « Lorsqu'on forma la nouvelle route de Neuilly et les promenades qui l'avoisinent, le Roi ordonna... l'acquisition des terrains nécessaires pour cette opération générale. Parmi les pièces de terrains... qui furent comprises... il s'en trouvoit deux, l'une appartenant au sieur Gilleron, lors entrepreneur des travaux et qui avait lui-même fixé le prix de l'estimation, et l'autre à un sieur... ».

« Le Sieur Gilleron ayant contracté des dettes, ses biens furent vendus, et la pièce de terre dont il est question, ayant passé à l'adjudicataire comme faisant partie des biens du sieur Gilleron, longtemps après avoir été mise dans la main du Roy... il est clair » nous dit Pawlet « que la propriété ne peut en être adjugée à l'acquéreur, mais seulement le prix qui en était dû ».

Tout cela sent la chicane, mais Pawlet était prêt à tout pour avoir ce morceau de terrain, et il parle avec amertume de ces deux propriétaires, qui « ont cru être autorisés... à demander à rentrer dans les petites portions des terrains

1. A.N., O¹ 1591, dossier II, pièce 328.

2. A.N., T. 648¹, 2^o liasse.

3. *Ibid.*

dont ils n'avoient pas encore reçu le prix, sous le prétexte, disent-ils, que si l'on a pu en disposer pour une opération générale et publique... on ne peut plus aujourd'hui les retenir, dès qu'on se propose de détruire cette promenade, et d'en concéder un terrain à un particulier pour s'y faire un établissement personnel ». Ce terrain n'était jamais à eux, mais était destiné au public longtemps avant qu'ils n'eussent acheté leurs terres; d'ailleurs son établissement serait public et embellirait la promenade. Mais le comte d'Angiviller commençait à avoir peur des ambitions de Pawlet; il craignait surtout d'avoir des ennuis avec les propriétaires et son mémoire du 18 avril 1788¹ nous dit² :

« Monsieur le Comte d'Angiviller, qui désire autant que personne l'exécution d'un projet aussi intéressant pour l'humanité, adopteroit avec plaisir le plan de Pawlet; mais, reprend-il, il croit pouvoir dire que ce plan « n'est fondé que sur une manière de voir sur laquelle le zèle de M. le chevalier de Pawlet lui fait illusion à lui-même ». D'Angiviller soupçonne que les vues du chevalier sont bien plus étendues qu'il ne dit, et qu'elles tendent à englober, non seulement les deux pièces de terre, mais aussi ce qui reste de la promenade. Il pense donc « qu'il seroit à propos que... M. le chevalier de Pawlet suspendît ses constructions... »

Ainsi empêché pour la dernière fois, Pawlet proposa au Comte de placer son établissement un peu plus avant et de prendre pour cela sur l'esplanade même³.

« J'éprouve que lorsqu'on veut faire quelque bien, il n'est pas d'obstacles qu'on ne rencontre, tous les méchants semblant se liguier contre.

« Des personnes avec lesquelles j'étais en marché de quelque terrain, lorsqu'elles ignoroient mes vues, les portent depuis qu'elles en ont connoissance, à un prix si exorbitant qu'une très petite portion me coûteroit beaucoup plus que la totalité.

1. Cette date nous paraît peu certaine, car la pétition de Pawlet (T. 648¹, dossier IV) ne peut guère être postérieure à 1788. Voir la note à la page 217.

2. A.N. O¹ 1591, dossier IV, pièce 366.

3. V. plan 6.

« Obligé, M. le Comte, pour me mettre à l'abri de leur cupidité, de placer mon établissement de quelques pieds plus en avant, vous pourriez aplanir toutes les difficultés par la cession d'une petite lizière de 30 pieds¹, au fond et dans toute la largeur de l'esplanade sur la Butte de l'Etoile de Chaillot.

« En accordant cette grâce à l'établissement que j'ai formé en faveur des fils des vétérans de tous les grades militaires qui se trouveront sans asile et sans ressource, vous ne nuirez en aucune manière aux plaisirs du public, la portion que je désire obtenir étant fort petite.

« Je pourrais avoir l'honneur de vous observer que cette esplanade, elle-même en totalité n'est guère qu'un accessoire, peu intéressant pour la promenade publique de ce canton dont toute la beauté consiste dans la partie qui forme une demi-lune.

« D'ailleurs, les bâtimens que j'y feroi construire en seront une nouvelle décoration.

Je suis avec respect,

Monsieur le Comte,

Votre très humble et très obéissant serviteur,

De Pawlet »².

En même temps il adressa une pétition au Roi³ qui lui concéda le terrain qu'il demandait⁴.

Aussitôt survint une autre difficulté ; l'Intendance générale avait depuis quelque temps en vue l'établissement d'une nouvelle clôture de Paris et d'un chemin de passe-debout de commerce. Comment ce projet affecterait-il celui de Pawlet ? Bien des fois Pawlet s'était posé cette question, mais, tant que son établissement ne devait pas être dans l'esplanade même, le problème était moins grave ;

1. Nous avons photographié une des lettres de Pawlet ; celle-ci réclame 38 pieds.

2. A.N., O¹ 1591, dossier III, p. 320.

3. Nous en avons un fragment dans A.N.T. 648¹, D. IV.

4. A.N., T. 648¹, 2^e liasse.

ce 12 aoust 1787

Rp. 174.
26. aout 87affr. terminée par le Con du Roi
près le... aujour la concession du
Cemuri demandé.

Monsieur le Comte



01/17/1
300

osray je vous supplie, pour Eviter
toute tracasserie avec les deux particuliers
qui se prétendent propriétaires,
de quelque terrain compris dans
l'implantade de l'école des Chartres, de
me permettre de prendre la bande de
trente huit pieds, En avant d'eux terrain
la différence sera très peu considérable
et d'autant plus insensible pour la
promenade que ce qui restera derrière
continuera à servir au public. qui en
se promenant tournera la maison de
L'Ecole, qui formera un petit camp
isolé et agréable.

j'esuis avec Respect

Monsieur le Comte

Votre très humble et
très obéissant serviteur
de Sarrilly

maintenant qu'il devait s'établir dans l'esplanade toutes ses inquiétudes furent réveillées. Il faut nous reporter en arrière, pour voir que déjà il avait cherché une solution à la difficulté. On avait suggéré un double chemin de chaque côté de l'esplanade, mais Pawlet avait écrit le 18 mars 1786 au Comte d'Angiviller, — « Le chemin qui traversera l'esplanade sera à tous égards le moins incommode à ceux qui se promèneront à pied, le plus agréable pour la promenade et le plus utile à tout le monde. Le double chemin qui embrasserait l'esplanade couperoit de chaque côté obliquement la demi-lune, dans toute l'étendue de chacune des moitiés de l'esplanade, ce qui serait très incommode et feroit naître des dangers que ne présentera pas le chemin du milieu, vu que ne coupant la demi-lune que dans ce point, on pourra mettre des barrières de chaque côté pour que les voitures n'aillent dans aucun des côtés de la demi-lune, ni de l'esplanade de sorte que le public pourra prendre à droite et à gauche, et s'asseoir sur le gazon même plus tranquillement qu'à présent »¹. Nous sommes naturellement très touchés de cette marque de préoccupation sociale chez Pawlet, mais nous sommes tout de même forcés d'admettre la vraie raison pour laquelle il avait avancé ce projet ; un chemin passant tout droit devant sa porte aurait donné beaucoup plus d'importance à son institution. Et, avec sa fougue habituelle, il n'avait pas perdu de temps. Le lendemain, le 19 mars 1786, il avait écrit de nouveau à d'Angiviller : « Pardonnez, je vous prie, si je suis si pressant, mais voici les beaux jours ; les fermiers généraux sont bien aise de commencer leurs opérations et je désirerois vivement accélérer la mienne. Comme c'est eux qui m'avoient engagé à vous présenter *un projet*² sur le passage au milieu de l'esplanade, si vous êtes décidé à y consentir, daignez me l'écrire à fin que je leur en porte la première nouvelle, d'après laquelle nous irons ensemble vous en faire la demande en règle. Ce seroit, M. le Comte, un surcroît de grâce si dans

1. A.N., O¹ 1591, dossier III, p. 240.

2. Le texte n'est pas clair ; nous proposons ceci.

la même lettre vous vouliez bien me faire l'honneur de m'y dire que vous acquiescez d'autant plus volontiers à cette proposition que vous êtes persuadés que les fermiers généraux voudront bien concourir à mes vues, etc... etc... [Que Pawlet savait bien réclamer des faveurs !]. Je conserverai, M. le Comte, une éternelle reconnaissance pour vos bontés et je suis convaincu, d'après la connaissance que j'ai de votre amour que le bien public, que vous vous préparerez le plaisir lorsque vous verrez cette Ecole bâtie, de dire, j'en suis un des bienfaiteurs »¹. Il semble même que les Ponts et Chaussées eussent l'idée de faire construire le chemin de passe-debout de telle manière qu'il passerait droit à travers l'emplacement de Pawlet². Mais d'Angiviller, après avoir considéré tous ces projets, s'était rangé du côté de Pawlet ; il avait dit, dans une lettre à son intendant Guillaumot, — « en écrivant au Contrôleur général, je lui témoigne l'intérêt que je prends très réellement à ce que ce brave et excellent citoyen n'éprouve pas le chagrin de voir son terrain coupé en deux de manière à être obligé à renoncer à son projet tel qu'il l'a conçu »³, et il avait écrit ainsi à Pawlet : « Je ne vois aucune difficulté à ce que le chemin de passe-debout traverse l'esplanade en son milieu et que vous lui présentiez en face votre établissement. Je le marque à M. Guillaumot, que vous avez vu chez moi, pour autoriser cet arrangement. Toutefois, je ne puis m'empêcher de vous faire observer quant à votre terrain qu'étant extérieur à l'Etoile la décision définitive de la question si le chemin projeté le traversera ou le longera des deux côtés, tient absolument à ce que M. le Contrôleur Général en ordonnera. Mais je lui écris avec tout l'intérêt possible pour l'engager à accepter votre plan en entier... »⁴.

Mais pendant que se faisaient toutes ces négociations, Pawlet n'avait pas pu attendre ; il lui tardait de voir réa-

1. A.N. O¹ 1591, dossier III, p. 241.

2. *Ibid.*, pièce 235.

3. *Ibid.*, pièce 236.

4. *Ibid.*, pièce 239.

liser son projet ; donc il ne s'établit pas sur le terrain que venait de lui accorder le Roi, ce qui lui faisait éprouver une certaine inquiétude à cause de la nouvelle clôture, pas encore arrêtée définitivement, mais « sans attendre que M. Guillaumot lui désignât l'emplacement convenable (il) s'est placé beaucoup plus haut ¹ et précisément sur les terrains de MM. Ruménil et Pauquet. Il a ensuite, sous les auspices de M. Lambert, proposé au premier des arrangements, il y avait eu des arbitres nommés, mais M. de Pawlet est de ces gens qui veulent bien s'entendre à un accommodement pourvu qu'on leur accorde absolument tout ce qu'ils demandent. Il n'a pas même voulu accomplir ce dont mon arbitre doit convenir avec celui de M. Ruménil » ². Pour faire cesser tout cet embarras, d'Angiviller proposa : « 1° de borner la plantation et promenade de l'Etoile à la cinquième rangée d'arbres à compter du chemin des Bouchers ; 2° de faire accorder par le Roi à M. le Chevalier de Pawlet, pour l'aider dans son établissement, toutes les terres acquises déjà par le Roi au-delà de cette ligne, y compris même le chemin des Bouchers qui, suivant ce qu'il y a lieu de croire, ne subsistera plus d'après la clôture de Paris en cette partie » ³. On verra, d'après le plan 7, que cette proposition donnerait à Pawlet les pièces de terre appartenant au Sieur Pauquet et à la Demoiselle Dumouty. D'Angiviller, pour compenser ces propriétaires, leur proposa d'échanger ces terrains pour d'autres faisant partie d'un promenoir qui, formé par les bâtiments du Roi, deviendrait inutile par suite de la nouvelle clôture. « M. d'Angiviller... a pensé être d'autant plus fondé à mettre hors de la main du Roi le terrain de ce promenoir que : 1° cette opération servoit à consolider un établissement utile et faisant honneur à l'humanité ; 2° que par ce moyen il rendroit au com-

1. Toute cette section a présenté un travail extrêmement difficile à cause de la pauvreté des dates et de l'impossibilité de celles qui existent. Il est probable que Pawlet commença à bâtir en 1786.

2. A. N. O¹ 1591, dossier III, p. 310.

3. *Ibid.*

merce et conséquemment à l'impôt un terrain employé à une plantation devenue inutile et même déjà fort dégradée. Il a par ces raisons accédé à la proposition d'échanger les terrains de cet emplacement déjà vendus au Roi contre ceux que les propriétaires ci-dessus avoient au haut de l'Etoile et qui gêneroient l'exécution du projet de M. de Pawlet. Il en résulteroit un autre avantage, c'est qu'au moyen de cette opération il ne devoit plus y avoir dans cette dernière partie, c'est-à-dire au haut de l'Etoile, de terrain qui n'eût passé dans la maison du Roi. On croit devoir finir par une observation, c'est que si l'échange en question n'est pas jugé valide, il en résultera beaucoup d'embarras par la position des terres données en contre-échange, lesquelles sont mêlées avec beaucoup d'autres, déjà appartenant au Roi, car on ne pourra se dispenser de les rendre à leurs anciens propriétaires, qui n'ont jamais voulu renoncer à leur propriété que sous la condition d'un échange »¹. Il va sans dire que malgré le désir du Comte d'Angiviller de régler ainsi les choses, les propriétaires n'en étaient pas moins pressés de s'y ranger. Mais cette fois d'Angiviller était à bout de patience, et les détails d'un de ses mémoires adressé à son intendant, nous apprennent que la chose sera réglée, « ces particuliers ayant tardé à donner leur adhésion à cet arrangement, je viens de charger M. Guillaumot, qui a connaissance de toute l'affaire, de dresser le procès-verbal de cet échange... lors donc que M. Guillaumot aura rédigé ce procès-verbal vous me ferez plaisir d'en prendre communication et de le signer »².

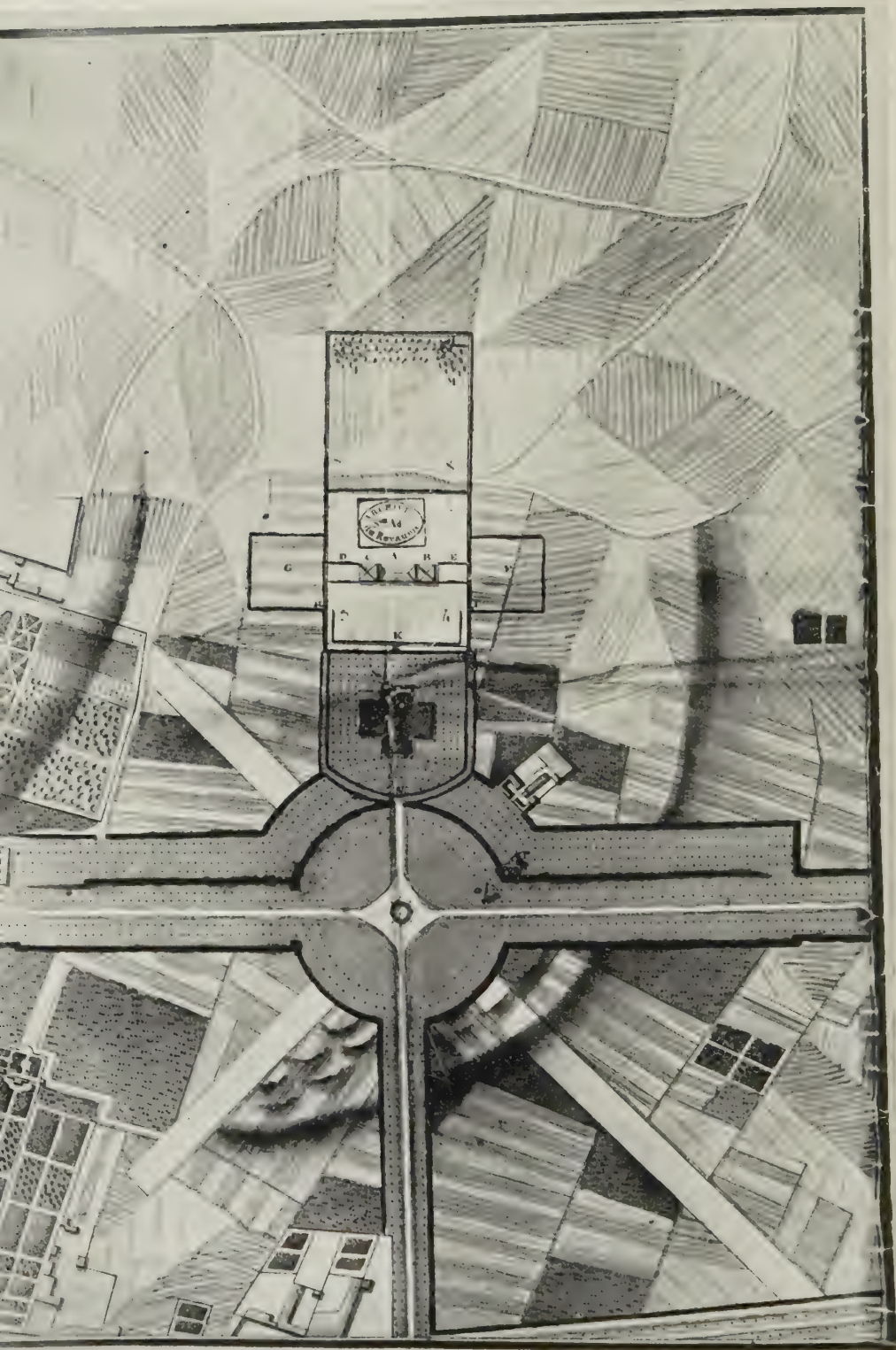
Enfin ! Pawlet pouvait continuer ses constructions avec un peu plus de tranquillité, et ayant fait l'examen de tous les tracés auxquels il avait été en butte, nous pouvons venir à l'œuvre même. Des deux côtés du vaste plan d'ensemble³ se trouvent les explications suivantes, qui sont pour nous du plus haut intérêt.

1. A.N., O¹ 1591, dossier III, p. 313.

2. A.N., O¹ 1591, dossier IV, p. 404.

3. Voir Plan II

PLAN 2



« L'objet de l'auteur de cette école étant de diriger ses opérations d'après l'économie et l'ordre les plus exacts, il a cru devoir former un plan qui quoique vaste pût être exécuté successivement et par partie, de manière que chaque portion pût former à elle seule un tout parfait.

« 1.2.3.4. — Il se propose de commencer par l'emplacement laissé en blanc formant le carré désigné par les chiffres 1.2.3.4. sur lequel il feroit le bâtiment C.A.D. composé d'un corps de logis A ayant 22 toises de long sur 6 de large et deux pavillons C.D. qui ne s'élèveront que jusqu'au-dessous des fenêtres du 1^{er} étage.

« A. — Le corps de logis A sera composé d'un rez-de-chaussée voûté, de 2 étages et d'une mansarde. Le rez-de-chaussée sera coupé dans son milieu par une partie dans laquelle sera formé un vestibule, la cage d'un escalier et une piscine. De chaque côté seront des portes, celle à droite sera pour entrer dans une vaste salle de récréation de 60 sur 56 pieds, autour de laquelle régnera une corniche destinée à recevoir les chefs-d'œuvre formant des modèles de tous les arts et métiers des jeunes gens qui auront été élevés à cette école. A l'extrémité de cette salle se trouvera une grande porte qui, ouverte, laissera voir un autel qui sera au dehors pour n'être pas sous les dortoirs. Ce sera dans cette grande salle que seront faits les exercices publics. Les élèves étudiants en philosophie, en théologie, y soumettront les thèses, et ceux qui se destineront au Barreau et à la magistrature y plaideront ou y jugeront des causes qui seront choisies parmi celles qui seront réellement pendantes au Châtelet ou au Palais.

« Sur la partie gauche du vestibule sera pris un atelier de 20 ou 22 pieds de large sur 40 pour dessiner d'après la bosse ou le modèle et le surplus sera destiné aux cuisines, garde-manger et réfectoire. Sur ces objets ainsi que sur la piscine (mais non sur l'atelier qui doit être haut) seront pratiqués des entresols pour lingerie, loge de tailleurs, des médecins, chirurgiens etc.. Les étages sont composés dans toute leur largeur par un mur, pour former des dortoirs.

Il sera pratiqué dans ce mur des ouvertures qui seront fermées par des espèces de volets pour faire circuler l'air des croisées de face, comme il pénétrera par celles des extrémités.

« Dans les parties qui au-dessus du vestibule sépareront comme lui le bâtiment en deux, sera pratiqué l'escalier, avec des logements de maîtres qui auront sur les dortoirs des vues grillées afin qu'il y ait une surveillance continuelle, sans cependant d'autre communication que par les portes communes.

« *C. B.* — Les deux pavillons C.B. seront destinés, savoir : l'un au logement de l'auteur, à une salle de physique et de chimie, et à une destinée à dessiner des plans et des cartes et à la bibliothèque. L'autre pavillon sera destiné aux infirmeries, au logement des garde-malades et à un cabinet de curiosité naturelle.

« La partie 1. 2. du carré blanc 1. 2. 3. 4. formera une cour à laquelle on réunira le carré 5, 6, 7 et 8 pour faire du tout un potager pour la consommation particulière de la maison.

« *L.M.* — A l'extrémité 5 et 6 sera une espèce de site *L.* formé par les terres qu'on enlèvera des fouilles de la maison. On y montera par des allées agréablement ombragées et pour unir l'utile à l'agréable on fera des pépinières dans les espaces compris entre les allées.

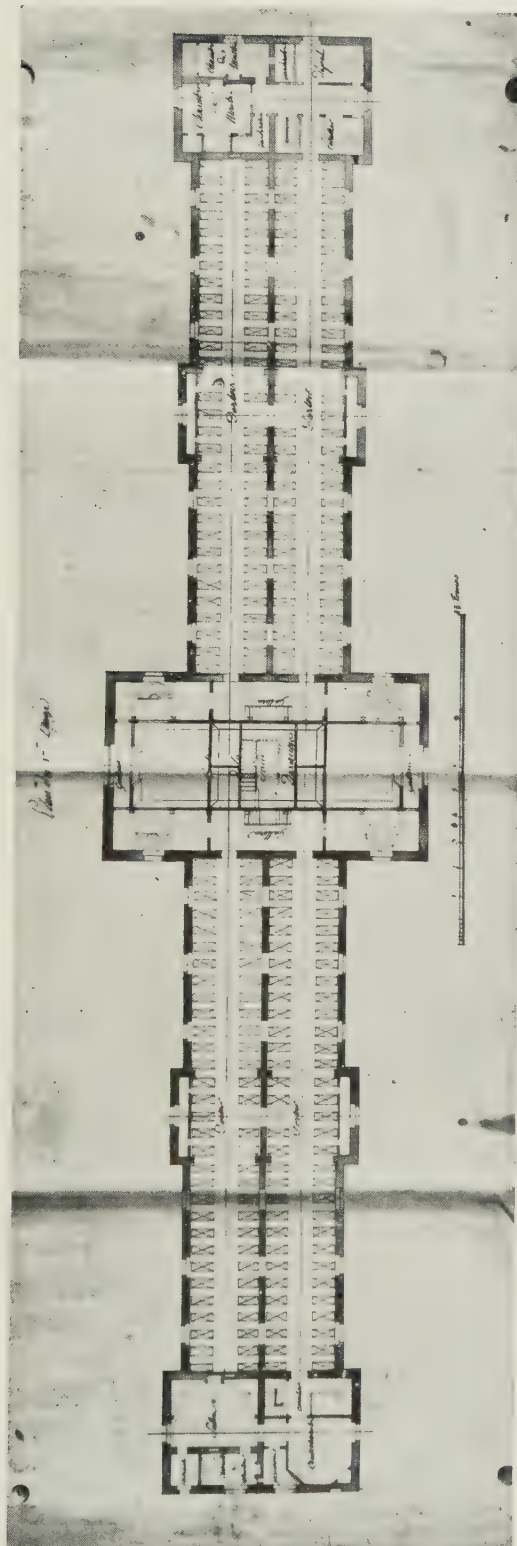
« Sur ce site sera pratiqué un vaste réservoir qui sera rempli des eaux des pompes à feu pour fournir à la maison et tant à l'arrosement des potagers des carrées 1. 2. 3. 4. 5. 6. 7 et 8 qui entre deux formeront 20 arpens, que pour ceux en bien plus grande étendue qu'on y réunira dans la suite.

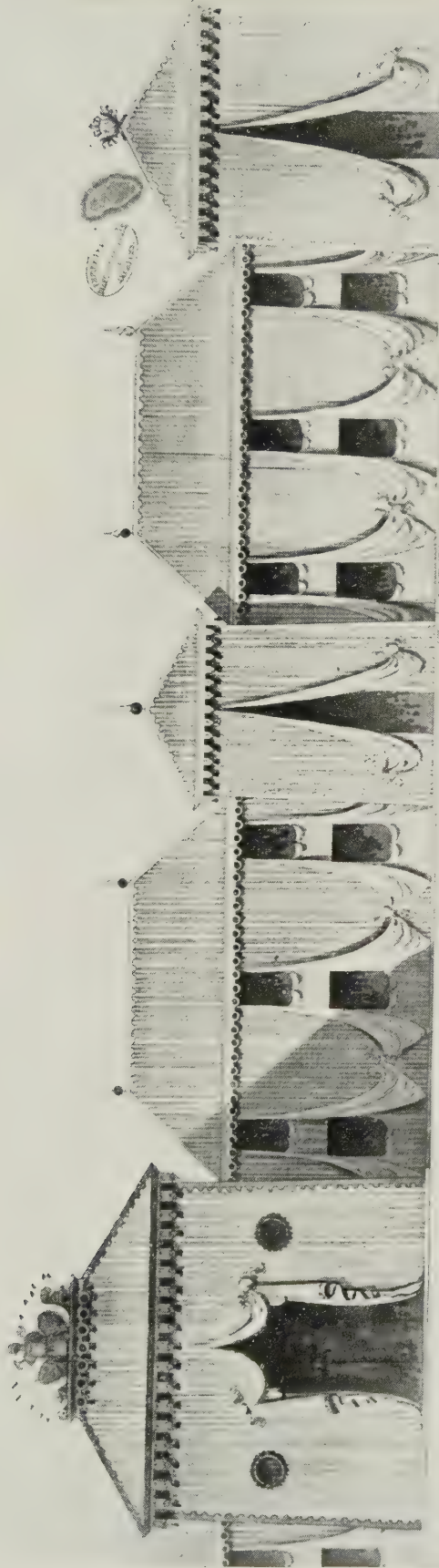
« *M.* — Sera une infirmerie pour les convalescents et petits-enfants valétudinaires.

« *G. E.* ¹ — Seront des quartiers qui dans la suite du projet devront contenir savoir : *E. (F.)*, des petites maisons sous forme de tentes pour loger des jardiniers, une vacherie, un hôpital vétérinaire et *G.* en contiendra pour loger des

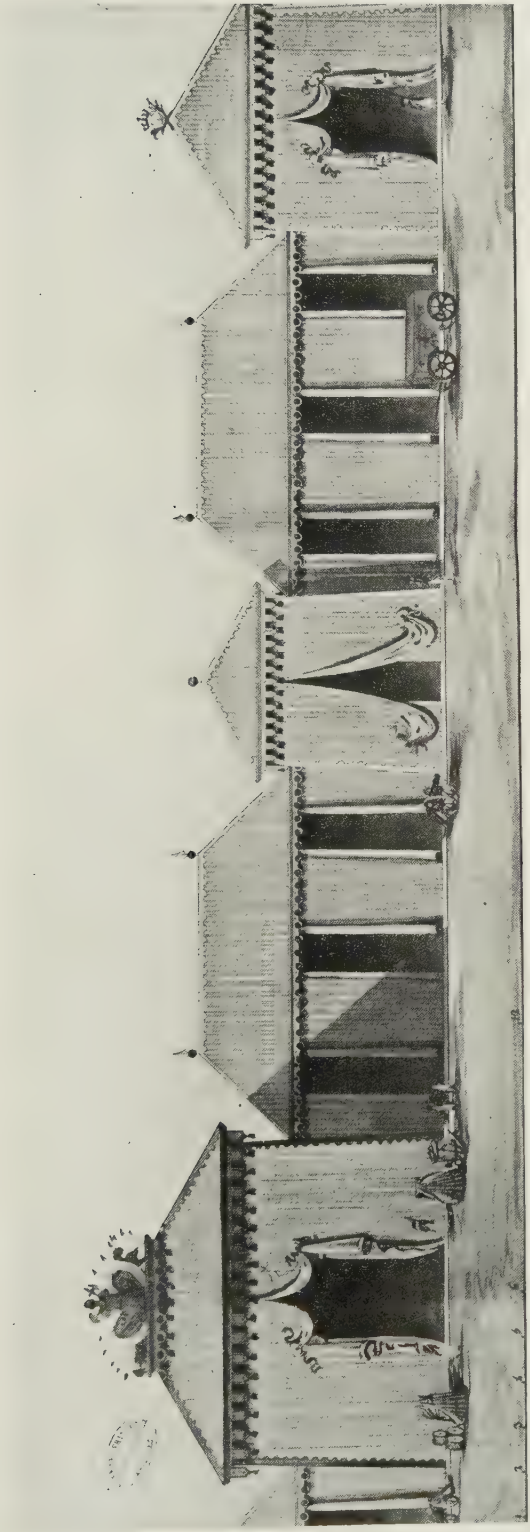
1. Un examen du plan rend évident que Pawlet veut dire, F et non, E.

PLAN 4





PLAN 5



PLAN 6

artistes qui seront utiles à l'école¹, soit en essayant les dispositions des fils de soldats, soit à donner aux nobles des arts et métiers des connaissances essentielles surtout à ceux qui, se destinant au génie ou à la marine, auront des constructions à diriger.

« La partie sur laquelle on voit une croix verte est l'esplanade publique contiguë à la demi-lune, et la ligne jaune représente une espèce de chemin que font les paisans pour l'exploitation de leurs terres.

Objet de la demande du Chevalier de Pawlet.

« Le carré, 1. 2. 3. et 4 faisoit partie des terrains qu'on se proposait d'acheter au compte du Roy pour former les routes, demi-lune, esplanades et autres promenades. Il fut compris dans les objets estimés en conséquence de l'arrêt du conseil pour faire partie de l'esplanade qui l'avoisine, mais comme on trouve sans doute que l'esplanade actuelle, qui est de 10 arpens, étoit insuffisamment grande, on jugera que par économie on pouvoit se dispenser de payer le carré 1. 2. 3. 4.

« Le Chevalier de Pawlet demande la permission de prendre ce carré aux termes de l'arrêt du conseil, en le payant comptant de ses deniers, d'après l'estimation qui en fut faite dans le temps et qui est fort avantageux pour les propriétaires puisqu'il fut estimé 600 livres l'argent au lieu de 4 ou 500 qu'il se vend ordinairement.

« Il observe à cet égard qu'acheter de ses deniers un terrain qu'il laissera à un établissement infiniment utile qu'il dotera pour l'Etat mérite au moins autant de considération que de l'avoir acquis des deniers du Roy pour des promenades »².

Dans la série T, 648¹, deuxième liasse, se trouvent six

1. C'est ici que devait se placer la tente représentée par la pièce 230.

2. Pawlet ne nous explique pas la signification de toutes les lettres qui se trouvent au plan.

plans, dont nous en reproduisons quatre¹. Trois d'entre ces plans représentent le rez-de-chaussée et les deux étages de la nouvelle école ; la quatrième représente les couchettes du dortoir, et des deux derniers, le cinquième figure un des pavillons destinés soit à la salle de Chimie ou à la bibliothèque, soit au logement des garde-malades ; et le sixième reproduit une des tentes qui seraient construites pour loger des artisans et des ouvriers.

Enfin, nous citerons ici l'explication du plan F¹⁷ 1370, D. 111 p. 20². « Dans ce plan, toute la partie lavée en vert est ce qu'on propose de laisser à la promenade publique. Le surplus jusqu'au chemin des Bouchers, et y compris ce chemin devenu aujourd'hui inutile, sera abandonné.

« Dans cette partie qui reste en blanc est ce qui appartient au Roy.

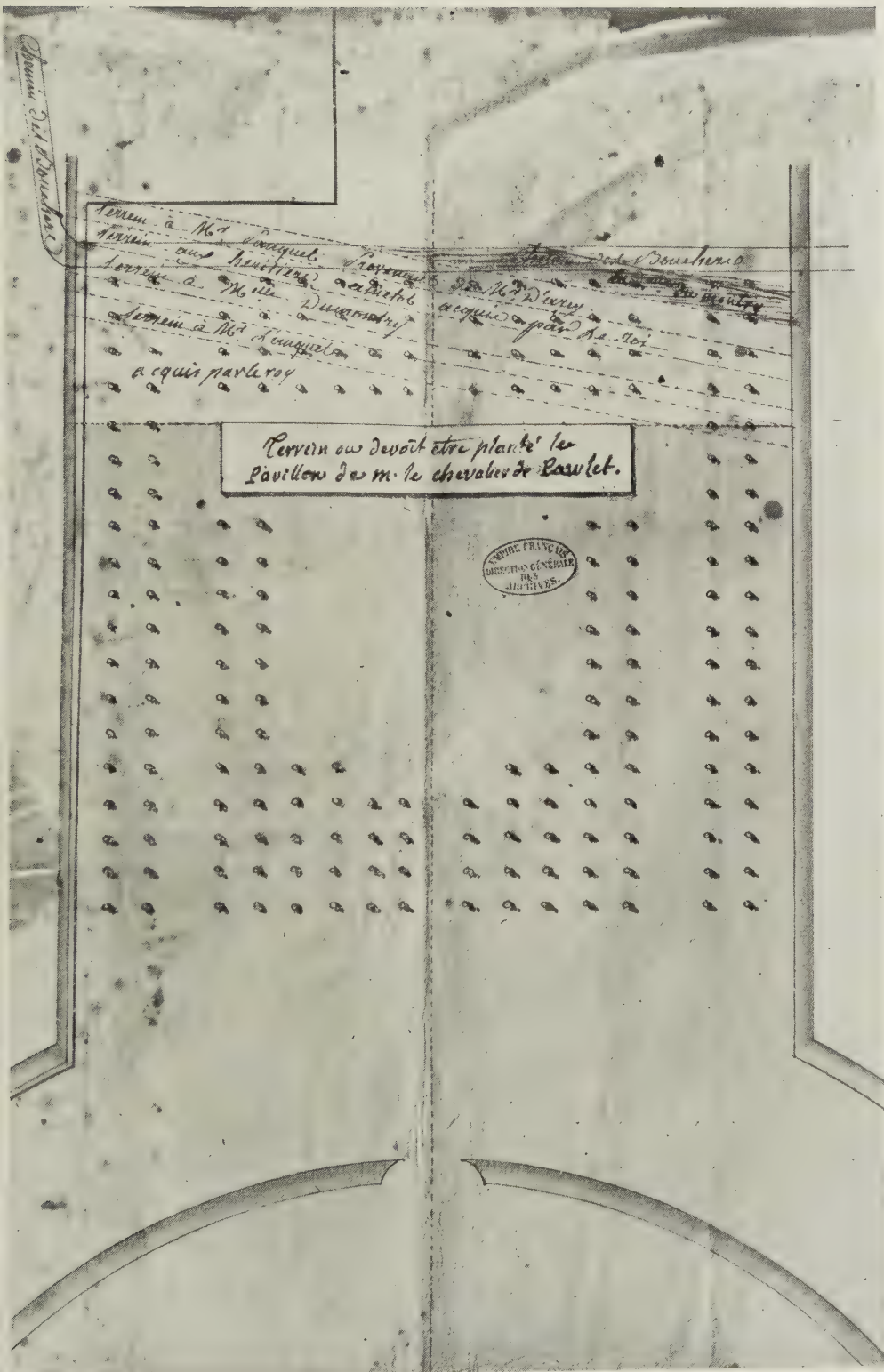
« Les bandes lavées en rose sont les terrains dont l'acquisition n'a pu être encore consommée par la résistance des propriétaires.

« Ces deux particuliers sont le Sieur Pauquet, avocat, et la Demoiselle Dumoutry... ».

Tous ces documents, sources nouvelles auxquelles nous avons librement emprunté, nous font voir quel admirable projet fut celui du Chevalier de Pawlet, mais malheureusement, des événements d'un autre ordre venaient mettre un terme aux constructions. La Révolution éclata ; et nous avons vu comment Pawlet a pris la fuite au mois d'août 1792, pour ne revenir que bien des années plus tard.

1. (i) Plan du rez-de-chaussée n° 3 (ii) ; Plan du premier étage n° 4 (iii) ; Plan des couchettes n° 5 (moitié droite) ; (iv) Plan d'un pavillon, n° 6 (moitié droite).

2. V. Plan 7. La « partie lavée en vert », est celle qui s'étend derrière le terrain destiné à l'institution de Pawlet ; elle est plantée d'arbres et paraît d'une couleur grisâtre sur le plan.



B. LA BUTTE DE L'ÉTOILE APRÈS LA RÉVOLUTION

LA SUCCESSION PAWLET

Du vaste bâtiment projeté à l'Etoile par le chevalier de Pawlet, seules la maçonnerie et les couvertures furent achevées lorsque les événements de 1792 arrêtèrent les travaux ; le peuple de Paris enleva le plomb pour en faire des balles, et après la disparition de Pawlet les bâtiments furent mis sous séquestre. Pendant la Terreur, le Directoire et le Consulat, la grande construction « continua à dresser sur les hauteurs de Chaillot sa silhouette solitaire et inachevée. Les époux David y vivaient plus en propriétaires qu'en gardiens ; ils y avaient installé des vaches, engrangé de la paille et du foin ; ils avaient même prêté la chapelle à un voisin pour y remiser des meubles »¹.

Le 27 pluviôse an X, l'architecte Petit, envoyé par l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines pour dresser un rapport sur l'état de la maison de Pawlet, conclut ainsi :

« Je ne vis dans la maison que les 4 murs qui en composent la cage sans aucune distribution intérieure qui puisse convenir à loger soit un bourgeois soit un cultivateur à moins que ce dernier ne loue le bâtiment pour en faire des granges, encore faudra-t-il, par le cahier des charges, obliger ce locataire à l'entretien des grosses et menues réparations qui sont considérables, et dont la dépense rendrait nul et pourrait même excéder le produit de la location que l'Administration des Domaines ne pourrait retirer.

« Tout bien considéré, j'estime qu'il seroit plus avantageux pour la République de vendre la dite maison telle qu'elle se poursuit et comporte, sans entreprendre d'y faire aucune espèce de réparations »².

1. Leroux-Cesbron, *Bulletin de la Société Historique d'Auteuil-Passy*, 1916 p. 67.

2. A.S., DQ.¹⁰ 404, pièce 69. Les pièces dont nous nous sommes servi viennent pour la plupart du même carton.

La 3 ventôse, an II, Gilbert, nourrisier des bestiaux à Chaillot écrivit au Receveur Sondumarais pour lui dire que les arbres de l'esplanade de Pawlet n'avaient pas été élagués depuis longtemps, qu'ils s'étendaient sur ses terrains de culture et « servaient de retraite à une grande quantité de chenilles » Il offrit de les faire élaguer à ses propres dépens¹. Pourtant le 21 germinal an II, le citoyen John Mitchel présentait au Préfet de la Seine une pétition en vue d'avoir la maison Pawlet pour lui servir de filature de coton. Il ne connaissait évidemment pas l'état de délabrement où les bâtiments étaient tombés.

« Le soussigné expose qu'il désireroit avoir la jouissance de la propriété dite la maison de Pawlet à la Barrière de Neuilly ou par location ou par acquis, comme le Préfet jugeroit le plus convenable. Il prieroit le Citoyen Préfet d'avoir la bonté de faire que les démarches nécessaires soient faites pour qu'on la lui adjuge.

« Etant pour l'objet d'y construire des mécaniques à filer le coton que le soussigné a beaucoup d'ouvrages et un grand nombre d'ouvriers qui sont pour la saison on lui rendroit un très grand service s'il était possible de lui en accorder la jouissance en attendant que les formalités de l'adjudication soient passées ».

« John Mitchel »².

Le dit John Mitchel prétendit avoir vu Pawlet qui aurait déclaré « n'avoir aucune prétention sur cette propriété construite sur un terrain aux frais du gouvernement et dont il n'avoit obtenu la jouissance que pour y installer une espèce d'Ecole Militaire... »³. Connaissant Pawlet nous dirions que cette affirmation est un peu douteuse. Le Préfet ne voyait aucun inconvénient à l'aliénation ou à la disponibilité de la maison Pawlet⁴, de sorte que l'adminis-

1. A.S., DQ.10 404, pièce 65.

2. *Ibid.*, pièce 70 *ter*.

3. *Ibid.*, pièce 63.

4. *Ibid.*, pièce 59.

trateur de l'Enregistrement écrivit au citoyen Labarre, chargé de la direction à Paris, que « vous voudrez bien prendre les mesures nécessaires... pour la mise en jouissance provisoire du Citoyen Mitchel »¹ - 19 fructidor an XI.

Cependant le ministre des finances n'accueillit la demande de John Mitchel que sous la condition qu'il souscrirait à une soumission de porter le prix du bail, qui serait fait au ministre par l'administration, et qu'il payerait, avant d'entrer en jouissance, la moitié du montant annuel de cette estimation². Le 26 fructidor an XI l'architecte Aubert fut envoyé par l'Administration pour faire un rapport détaillé sur l'état de la maison de Pawlet, en vue de la pétition de John Mitchel ; il dressa un rapport curieux, très détaillé, que nous reproduisons ici :

« Nous nous sommes transportés dans la dite maison qui est composée d'un grand bâtiment dont le pavillon du milieu forme une espèce de temple avec 2 colonnes de chaque côté et des bas-côtés avec tribunes au-dessus et une partie circulaire au fond, derrière laquelle est un escalier qui conduit à l'étage au-dessus des parties dont il va être parlé. Aux deux côtés de ce bâtiment sont des grandes pièces propres à faire des ateliers, au-dessus desquelles sont d'autres pièces de niveau avec les tribunes cy-devant dites ; à la suite de ces bâtiments sont 2 cours. Cet édifice est entouré d'arbres, et le terrain n'en est point limité, ce qui fait croire que cette propriété ne consiste que dans les bâtiments et les deux cours cy-dessus détaillés, parce que les parties de plantation qui sont en avant paroissent dépendre de la Promenade publique. Ainsi il ne faut considérer dans la demande du Citoyen John Mitchel que les bâtiments et cours.

« Nous ne saurions dépeindre un monument ruiné mieux que celui dont il est question, par le mauvais état des murs et planchers, dont la majeure partie est pourrie, les croisées sont tellement vermoulues qu'à peine tiennent-elles dans

1. A.S., DQ.¹⁰ 404, pièce 54.

2. *Ibid.*, pièce 52.

les feuillures, la couverture en est tellement dégradée. Enfin il n'est possible de louer un bâtiment semblable »¹.

Le mois suivant, le 21 vendémiaire an XII, l'Administration écrivit à John Mitchel pour lui faire savoir qu'il pouvait être mis en jouissance de l'établissement², mais il n'est pas étonnant que John Mitchel, après le rapport de l'architecte, eût montré une certaine hésitation. Au mois de brumaire, l'Administration écrivit au Directeur Général pour lui dire qu'il croyait préférable « d'aliéner la maison dite Pawlet, ainsi que les constructions imparfaites, mais cependant avancées, qui y ont été faites, à vendre les matériaux qui proviendroient de la démolition »³. Et le 16 pluviôse an XII, le Préfet de la Seine écrivit comme suit au Directeur des Domaines : « J'ai fait connaître au Ministre des Finances que le Citoyen John Mitchel ne paraissait pas disposé à jouir du bénéfice de sa décision, et je l'ai invité à autoriser l'aliénation de cette propriété nationale »⁴. L'affaire de John Mitchel était donc close.

Mais deux mois plus tard, la veuve David, depuis 1793 gardienne de la maison, portait une plainte pour deux choses, — pour n'avoir pas reçu ses gages, et pour avoir souffert des dommages, causés dans le bâtiment par un régiment de cavalerie⁵. Le Receveur général alla visiter la maison, il trouva la veuve David très bien installée, avec l'usage des granges pour son fourrage et il proposa que sa demande de paiement fût en conséquence rejetée⁶. Mais il constata qu'en effet la Cavalerie, un détachement de la garde des Consuls employé au Service des Barrières de Neuilly, avait causé des dommages considérables ; les soldats avaient brûlé des portes et des châssis de croisées, et autres bois dépendant de la maison, et pillé un peu partout, ce qui ajouta au délabrement de la maison⁷. Le Ministre des

1. A.S., DQ.¹⁰ 404, pièce 55.

2. *Ibid.*, pièce 42.

3. *Ibid.*, pièce 50.

4. *Ibid.*, pièce 48.

5. *Ibid.*, pièce 34.

6. *Ibid.*, pièce 28.

7. *Ibid.*, pièce 29.

Finances au désespoir de pouvoir louer la maison, décréta, le 18 floréal an XII, que « vu l'impossibilité de tirer un prix de location de la maison Pawlet, à cause de l'imperfection de sa construction, cette propriété sera mise en vente dans la forme prescrite par les lois »¹. En attendant, la veuve David s'était retirée de la maison et le Receveur écrivait à Sondumaraïs, le 1^{er} prairial : « Le bâtiment est encore clos, mais si on n'y établit pas un gardien, il n'y existera bientôt ni portes ni croisières »². Les choses en étaient ainsi lorsque Pawlet lui-même, le 11 prairial an XII, se pourvut auprès du Préfet de la Seine, par voie de pétition, afin d'obtenir la propriété de son établissement³; Gentil nous rapporte ses réclamations : « Louis XVI a autorisé l'aliénation d'environ 100 arpens de terrain moyennant 200 livres l'arpent ; qu'à cette époque il lui étoit dû 390.000 livres, montant de l'arriéré du secours de 32.000 livres par année que le Roi lui avoit accordé... et que le prix du terrain devoit être payé ou retenu sur cet arriéré. Que quant aux constructions, elles ont été faites à ses frais et de ses propres deniers ». Le Conseiller d'Etat écrivit au Préfet du Département de la Seine, le 21 messidor an XII, pour lui faire savoir que la vente de la maison Pawlet ne pouvait donc pas avoir lieu, et qu'il avait prononcé la levée de séquestre sur les biens de Pawlet, mais « Pour appliquer à la maison de Pawlet le bénéfice de cette mainlevée du séquestre il est nécessaire de faire constater si cet immeuble vaut moins que 100.000 francs ; vous voudrez bien ordonner cette vérification et m'en transmettre le résultat afin que je puisse prononcer sur la demande en restitution qui m'est faite par suite de l'amnistie »⁴. D'ailleurs une surséance à l'aliénation ne serait possible que si Pawlet pouvait fournir des preuves de son droit à la propriété ; et l'état des bâtiments rendrait nécessaire que toutes les

1. A.S. DQ.¹⁰ 404, pièce 17.

2. *Ibid.*, pièce 27.

3. *Ibid.*, pièce 1.

4. *Ibid.*, pièce 6.

négociations fussent faites aussi rapidement que possible¹, car « Tout le voisinage désire depuis longtemps que le terrain du bâtiment Pawlet soit restitué au public. Ce bâtiment sert journellement de refuge aux malveillants et aux filles publiques qui ne bougent pas de cet endroit »². En attendant, l'un des voisins avait bien voulu se charger « de prendre les mesures nécessaires pour faire placer dans le Grand bâtiment les matériaux de cette petite maison », — dont le toit était sur le point de se défoncer, — qui étaient en grand danger d'être volés,³ — et l'Administration accepta les offres des « Sieurs et Dame Dupuis... de se charger de la garde des bâtiments, et de payer en outre cinq francs par mois »⁴.

Les recherches pour les preuves du droit de Pawlet étaient maintenant complétées, et Lachenaye écrivit à Gentil, le 1^{er} thermidor an XII, disant qu'il avait cherché, en raison des ordres donnés par Gentil, au sujet de l'aliénation ou du projet d'aliénation faite au profit de M. Pawlet ; il n'avait pu rien trouver ; si la vente avait été effectuée, au moins Pawlet aurait dû pouvoir fournir une date approximative et affirmer si la dite vente avait été faite devant un notaire. — « Si la vente a été effectuée elle a été autorisée par ses lettres patentes qu'on doit trouver aux Archives du Palais », — elles n'y étaient pas. « Je suis fondé à croire », conclut Lachenaye, « qu'il n'y a pas eu de vente, car on en trouverait des traces, soit dans les papiers de M. d'Angivilliers, surintendant des Bâtiments du Roy, soit dans ceux de M. Migne, architecte des Domaines »⁵. Là-dessus, Pawlet lança une nouvelle pétition le 16 thermidor an XII ; seulement il en démordit un petit peu ; il réduisit sa demande à la restitution des matériaux du bâtiment, « sauf à s'adresser pour les terrains au gouvernement et les demander à titre d'indemnité des services par lui

1. A.S., DQ.¹⁰ 404, pièce 106.

2. *Ibid.*, pièce 107.

3. *Ibid.*, pièce 109.

4. *Ibid.*, pièce 105.

5. *Ibid.*, pièce 81.

rendus »¹. Mais les preuves manquaient toujours, comme le montrent une lettre du Directeur des Domaines au Préfet de la Seine, le 23 thermidor an XII.

D'après cette lettre, Pawlet n'avait pas envoyé l'inventaire fait à son domicile le 27 août 1792 ; il avait affirmé qu'il avait toujours payé les dépenses des bâtiments, et que, pour ce qui était des entrepreneurs, il les avait toujours rétribués jusqu'au moment où il avait interrompu leur travail qui ne lui convenait pas.

« Cette assertion se trouve justifiée jusqu'à un certain point par l'inventaire du 27 août 1792 ». Pawlet avait affirmé ensuite qu'il ne savait pas ce qui en était advenu des papiers concernant les bâtiments à l'Etoile ; les recherches du Directeur ne les avaient pas mis au jour, et Pawlet ne pouvait les produire — plus il était sûr qu'il n'existait pas d'acte de vente pour le terrain. Il avait une simple lettre de M. Borteau d'après laquelle la Surintendance des Bâtiments l'aurait proposé au Roy si la Révolution n'était pas advenue. Les pièces inventaires qui auraient éclairci tout ce mystère avaient donc disparu et la seule chose à faire, c'était d'avoir recours à la notoriété publique. La lettre continue en disant que Pawlet n'avait pu s'entendre avec M. Pialut, son voisin, sur le prix ou sur la méthode de paiement pour les terrains, et qu'alors Pawlet, s'étant persuadé qu'il pouvait obtenir le terrain à un prix modéré, et ayant voulu les 200 arpents, — car il avait eu l'appui du Roi, qui lui avait accordé une assistance annuelle de 32.000 livres, et de l'Intendance de Paris, — avait commencé à bâtir. Tout semble en faveur de Pawlet, conclut Gentil, mais il laisse au Préfet de la Seine de décider si les matériaux provenant des bâtiments appartenaient effectivement à Pawlet. Mais il dit en dernier lieu que la permission ne sera accordée à Pawlet qu'à condition ; 1^o qu'il paie à la gardienne ses gages depuis 1792, et toute monnaie que celle-ci aurait dépensé pour la préservation des matériaux ; 2^o qu'il paie toutes les dépenses

1. A.S., DQ.¹⁰ 404, pièce 1.

nécessaires pour faire remettre les terrains dans un ordre parfait ; dans ces circonstances le gouvernement reconnaîtra la justesse de sa réclamation¹. Pawlet n'allait pas se laisser décourager ainsi ; il présenta au Préfet, le 12 fructidor de la même année, « un mémoire exposant qu'avant de commencer ce bâtiment, qui n'étoit que l'ébauche d'un vaste monument, il avait su que le gouvernement se proposoit de mettre en vente la partie de plantation qui forme un carré sans issue renfermé dans les routes, qu'il en demanda la préférence... et qu'il offrit en paiement partie d'une somme qui lui étoit due par le Roi, que M. Berthier, lors intendant de Paris, auquel il s'étoit adressé se concerta avec M. d'Angivilliers dans les attributions duquel étoit cette partie ; qu'il lui fut donné connoissance par une lettre ministérielle que sa proposition étoit agréée, et que M. d'Angivilliers qui connoissoit les intentions du Roy sur cet arriéré, lui feroit expédier l'arrêt de cession au prix de 200 livres l'arpent, que sur cette lettre il commença ses travaux sans savoir si l'arrêt étoit ou non expédié, qu'il ignore s'il l'a été, que malgré toutes les perquisitions faites il n'a rien été découvert, que la lettre même de M. Berthier se trouva égarée avec tous les titres et papiers qui étoient chez lui lors de son arrestation ; que l'impossibilité de retrouver cette lettre qui devoit lui servir de titre jusqu'à l'expédition de l'arrêt l'a forcé de réduire sa demande aux matériaux qui proviendraient de la démolition de ce bâtiment »². Enfin ! Pawlet a affirmé lui-même qu'il a été un peu trop impatient ; il avoue qu'il ne peut apporter à sa réclamation aucune preuve convaincante.

Les documents de l'an XIII commencent avec une lettre adressée par le Directeur des Domaines³ à Sondumarais, demandant des renseignements sur certain Joseph Plantade, que Pialut avait proposé comme gardien à la maison

1. A.S., DQ.¹⁰ 404, pièce 79.

2. *Ibid.*, pièce 1.

3. *Ibid.*, pièce 78.

Pawlet¹. Plantade avait fait une demande de salaire, et d'après le Receveur de Neuilly — « M. Plantade a été installé le 1^{er} messidor —, son salaire a été fixé de son consentement à un franc par jour, et depuis le 1^{er} messidor il est constamment à son poste ». Il considère que Plantade doit recevoir 125 francs pour ses 125 jours jusqu'à et y comprenant le 30 vendémiaire an XIII. Le Receveur ajoute une pétition de Pialut, qui sollicite 25 francs pour avoir fait transporter des matériaux de la petite maison à la grande². Le 6 ventôse an XIII le Directeur des Domaines écrit à Chardon pour avoir sur le compte de ce Plantade des indications plus détaillées³. Le Receveur répondit, le 15 ventôse, expliquant que Plantade avait tenu la position de gardien du 1^{er} messidor au 1^{er} brumaire an XIII, « pour lequel tenir, il a été payé » — « René le Roy a été établi à sa place le 1^{er} brumaire an XIII, et continue de la remplir dignement ». Pourtant Plantade demandait en paiement jusqu'au 1^e pluviôse⁴. La réponse à Chardon, écrite sur le dos de la même pièce, demande par quelle autorité le Roy fut nommé à remplacer Plantade, et avertit Chardon qu'aucune autorisation n'avait été donnée, et que son procédé est très irrégulier. M. Pawlet ayant recouvert la propriété par le décret du 7 ventôse, c'est à lui de payer ses gages. Pourtant, on ne pouvait compter de paiement par Pawlet que depuis le jour où il serait rentré en jouissance. Ces complications suffisent à nous montrer dans quelle confusion se trouvaient toutes les affaires relatives à Pawlet. Mais le gouvernement finit par écouter les instances de Pawlet, car par l'arrêté du 17 ventôse an XIII, il lui fut fait restitution des bâtiments et constructions, mais non pas des terrains — sous la condition de rembourser les frais de gardiennat et autres dépenses relatives à la propriété et encore à la charge de démolir dans le plus bref délai. Le

1. A.S., DQ.¹⁰ 404. pièce 113.

2. *Ibid.*, pièce 77.

3. *Ibid.*, pièce 76.

4. *Ibid.*, pièce 73.

revirement était complet, témoin la lettre adressée à l'Administration des Domaines, le 29 ventôse an XIII : celui qui l'a écrite — elle vient sans doute de la préfecture de la Seine — affirme d'abord que toutes les recherches pour des preuves ont été absolument infructueuses, et que s'il existait des preuves, « elles ont été détruites lorsque sa maison (celle de Pawlet) fut livrée au pillage révolutionnaire. M. Pawlet lui-même n'a pu rien retrouver dans aucun dépôt public, et il se trouve contraint à ne me demander qu'à titre de faveur et de récompense la confirmation d'une concession qui *d'après toutes les probabilités* paraît avoir été accordée par Louis XVI, mais qui paraît également n'avoir pas été alors revêtue de toutes les formalités requises » — Comme l'autorité sait changer de manière ! « Il paraît *bien évident en effet* que M. Pawlet, qui alors jouissait d'un capital assez considérable et qui depuis treize ans subvenait personnellement et de ses propres frais à toutes les dépenses de son établissement, ainsi que cela est constaté par l'art. 1^{er} du règlement du 7 septembre 1788, l'exemplaire provenant du dépôt des lois m'a été représenté à la fin de l'année dernière — il est bien évident, dis-je, que dans une pareille position, M. Pawlet n'eût pas construit sur un terrain domanial s'il n'eût eu la certitude d'en conserver la propriété à titre particulier, puisqu'il pouvoit élever ces bâtiments tout près de la sise des terrains dont l'acquisition lui était alors très facile. Cependant aucune preuve de cette concession ne se trouve ; on ne peut raisonner dans l'espèce que d'après des présomptions. Si le gouvernement veut y avoir égard il accordera à M. Pawlet la récompense la plus flatteuse pour lui, récompense qui dans l'état des choses sera véritablement utile au réclamant. M. Pawlet en demandant au préfet la restitution des bâtiments avait également demandé la confirmation de la concession, mais ce magistrat a déclaré par son arrêté que le défaut absolu de titres ne lui permettait pas de prononcer ». La lettre note aussi que : « Les frais de gardiennat dont partie a été payée en assignats... la démolition de la petite maison,

s'élèveroient par approximation à sept ou huit cents francs au moins. Si M. Pawlet est obligé de démolir, il y a toute apparence qu'il sera forcé de renoncer aux bénéfices de l'arrêté du 17 ventôse, parce que les frais de démolition ajoutés aux autres dépenses absorberont la valeur des matériaux restans, car vous vous rappelez Monsieur que toutes les boiseries qui avaient été établies à neuf et qui étaient déposées dans cette maison ont été prises et brûlées par les chasseurs de la garde pendant la clôture des barrières, ainsi que j'ai eu l'honneur de vous en informer... M. Pawlet mérite beaucoup de considération. C'est au gouvernement à décider s'il veut lui accorder une faveur sollicitée... la récompense de ses anciens services »¹.

Alors Pawlet se décida à faire un dernier effort pour trouver ses papiers afin de prouver sa réclamation, et il écrivit le 17 floréal an XIII à M. Grandjean, chef de bureau de l'Instruction publique, la lettre suivante :

« Permettez-moi, Monsieur, de vous rappeler que depuis près de trois ans, je sollicite de votre justice la remise de papiers dont j'ai le plus grand besoin et d'un état de mobilier que le Sr Suchet prétend vous avoir confié, et que vous avez bien voulu me promettre ainsi qu'à M. Liège et à quelques personnes de votre connaissance qui vous ont rappelé ma juste demande, que vous voudriez bien me faire savoir lorsque vous seriez en état de me faire cette remise.

« Ne recevant point de lettre de votre part et désirant absolument scavoir à quoi m'en tenir à cet égard, je vous demande la permission d'aller après-demain jeudy me rappeler à votre souvenir et vous prier de m'indiquer le jour où vous voudrez bien terminer cette affaire.

« J'ay l'honneur de vous saluer,

Pawlet.

17, Rue des Filles du Calvaire. n° 17 »².

1. A.S., DQ.¹⁰ 404, pièce 75.

2. A.N., F. 17 A. 1318 ; d. X, p. 276.

Là-dessus Grandjean écrivit au Conseiller d'Etat, Préfet du Département de la Seine ; d'après cette lettre, datée le 9 prairial an XIII, le chef d'Instruction publique envoie les papiers de Pawlet au Conseiller, pour qu'il puisse faire faire un triage entre les papiers personnels de Pawlet et ceux relatifs aux élèves et à la propriété.

« Monsieur le Conseiller d'Etat,

« M. Pawlet (Fleury) muni d'un certificat d'amnistie comme émigré, renvoyé en exécution de l'art. 8 du Senatus-Consulte du 6 floréal an X¹ dans la jouissance de ceux de ses biens qui n'ont été ni vendus ni exceptés ; a réclamé auprès de M. le Conseiller d'Etat, Directeur Général de l'Instruction publique, les titres et papiers dont le Ministère de l'Intérieur se chargea en 1793, l'an II, lorsqu'il eût à pourvoir aux dépenses d'entretien et d'éducation des enfans délaissés par suite de l'émigration de leur instituteur, dans l'Ecole que le gouvernement lui avoit permis d'établir à la Caserne de Popincourt.

« Les recherches faites dans les papiers renvoyés par le Ci-devant Comité d'Instruction publique, et dans ceux conservés dans la division dont je suis chargé ont remis entre mes mains plusieurs liasses de titres, mémoires, quittances, lettres et autres pièces, toutes personnelles à l'ex-émigré M. Pawlet, et à la maison d'éducation qu'il avoit formé pour les jeunes enfans des militaires avec la protection et les secours de l'ancien gouvernement.

« Ces liasses, cotées sous les numéros 6, 9, 10, 12, 15, 18, 31, 32, 34, 35, 37, paroissent être du nombre de celles inventoriées après l'émigration par les membres du Comité de la Section de Popincourt et en avoir été distraites comme pouvant donner des renseignements certains tant sur les affaires propres de l'émigré M. Pawlet que sur les bâtimens, acquisitions et concessions qui intéressoient l'Ecole des jeunes français, dont la translation sur les terrains concédés au-dessus de Chaillot et la demi-lune, lieu dit à l'Etoile, attenant les promenades et l'Avenue de Paris.

« Votre arrêté du 30 prairial an XII pris en conséquence du certificat d'amnistie et de la réclamation qui a été faite auprès de vous, Monsieur le Conseiller d'Etat, m'ayant fait connoître qu'il ne peut être remis par les détenteurs et dépositaires à M. Pawlet que les titres et papiers à lui personnels et *autres que ceux de propriété d'immeubles*, et qu'ils en feront valablement quitter et déchargés en justifiant des reconnoissances légales ; j'ai pensé que les titres et papiers retrouvés dans les Bureaux du Ministère devoient vous être renvoyés pour en ordonner un triage et un examen avant la remise que vous autorisez à lui en faire d'après le compte qui vous aura été rendu.

« Je prendrai la même mesure Monsieur le Conseiller d'Etat, pour toutes les autres pièces qui pourroient se retrouver encore à la suite des recherches comme la seule qui puisse assurer la pleine exécution de votre arrêté dont je vous prie de vouloir bien adresser à M. le Conseiller d'Etat une ampliation en lui accusant la réception des liasses que je fais remettre à la Préfecture. J'observerai que si cette mesure eût été exactement suivie par tous les dépositaires, procès-verbal, original du Comité de la Section de Popincourt ne seroit pas aujourd'hui dans les mains de M. Pawlet mais bien dans les Archives de la Préfecture où il auroit pu lui en être délivré expédition.

« J'ai l'honneur de vous saluer avec la considération la plus distinguée

P.S. — « M. Pawlet, qui vient d'adresser aujourd'hui même une nouvelle réclamation pour que les titres et papiers lui soient remis par les bureaux de ma division sans aucun intermédiaire, se plaint surtout du délai apporté à cette remise par les formes que j'ai cru devoir suivre et du préjudice que lui cause ce délai relativement à votre arrêté qui l'oblige à démolir les Bâtiments de son école à l'Etoile dont il aurait pu justifier que le terrain lui appartient. Vous verrez, Monsieur le Conseiller d'Etat, par quelques pièces essentielles ci-jointes : 1^o que le terrain occupé par

les constructions paroît avoir été concédé gratuitement pour favoriser l'établissement de cette Ecole et que par lettres patentées le Roi avoit accordé à M. Pawlet la faculté d'acquérir 100 arpens de terrain pour être cultivé par les élèves ; 2° qu'à la date du 7 mars 1789, il fut accordé sur la proposition du Ministre M. de Puységur, un prêt de 40.000 à M. Pawlet, qui lui a été fait par les caisses des Administrations de l'Ecole Militaire et de l'Hôtel des Invalides pour l'agrandissement des bâtimens de l'Etoile ; 3° que suivant une lettre du Ministre M. de Calonne du 3 octobre 1785, il étoit payé par le Trésor Public une somme de 200 francs par élève afin de favoriser l'exécution du projet de construction de ces mêmes bâtimens. Ces pièces, Monsieur le Conseiller d'Etat, pourront vous éclairer sur la propriété soit du terrain, soit des bâtimens et vous donner lieu d'ordonner la révision de votre arrêté concernant les démolitions. Je joins à ma lettre une notice des liasses dont les cartons vous ont été remis dans les Bureaux de la Préfecture »¹.

Pawlet, inquiet pour le sort de ses papiers, écrivit au Conseiller d'Etat, le 26 prairial an XIII, une lettre qui nous donne quelques éclaircissements sur ses mouvements en 1792 et 1804 ; elle nous dit que le triage a été fait.

« Monsieur le Conseiller d'Etat,

« Depuis 17 ans, à l'époque de 1792, j'avois consacré aux fils d'anciens militaires de tout grade, sous le nom d'Ecole des Orphelins Militaires, une institution gratuite, dont le but étoit de faire donner à chaque adopté l'éducation la plus analogue à ses dispositions, pour former à ma patrie des sujets vraiment utiles.

« J'habitois avec mes adoptés en 1792, la caserne de Popincourt, lorsqu'une force anarchiquement armée conduite par un particulier, se disant membre du Conseil Général

1. A.N., T. 1661, pièce 3.

de la Commune de Paris, s'empara de mon domicile dans l'intention de m'y arrêter.

« Instruit à temps de son arrivée et de ses projets ténébreux, je fus assez heureux pour échapper.

« Alarmé dans le lieu où je m'étois retiré, de ce qu'on m'y disoit des arrestations qui se multiplioient dans la capitale et des imprécations que vomissoient contre les emprisonnés les furieux qui s'étoient emparés de mon domicile et y séjournèrent jusques vers les derniers jours du mois d'août 1792, je fus frappé d'une telle terreur à la nouvelle des événements des 2 et 3 septembre suivans que je perdis tout espoir de rentrer chez moi, avec sûreté. Je pris le parti d'abandonner mes adoptés aux soins de la providence et de me retirer en province.

« Inscrit sur la liste des émigrés quoyqu'au sein de la France, errant j'y éprouvai tous les malheurs possibles jusqu'au moment où l'illustre protecteur du retour de l'ordre y fit proclamer l'amnistie que je réclamai.

« Occupé de la recherche de mes papiers, je pensai que ceux qui, lors de mon évacion s'étoient trouvés dans la caserne que j'habitois avec mon école pouvoient avoir été confondus avec ceux qui servoient à faire connaître les noms, âge, lieux de naissance, famille de mes élèves et portés ainsi confondus dans les bureaux de l'Instruction publique, lorsque le gouvernement eut pris sous ses auspices les orphelins. Je vous priai, en conséquence, Monsieur le Conseiller d'Etat, de me permettre de faire des recherches, en présence du chef de bureau où ils se trouveroient déposés, pour séparer, par un léger triage ceux qui m'appartiennent de ceux qui appartiennent à mes élèves.

« Ce triage étant fait je vous prie, Monsieur le Conseiller d'Etat, de me permettre de reprendre les papiers connus pour m'appartenir, conformément au certificat d'amnistie et de l'arrêté de M. le Conseiller d'Etat, préfet du Département de la Seine qui d'après le Sénatus-Consulte du 6 floréal an X m'autorisaient à retirer mes papiers et

effets mobiliers des lieux où il s'en trouveroit en en donnant décharge.

« Agréez, Monsieur le Conseiller d'Etat, les souhaits que je fais pour votre conservation.

Pawlet.

Rue des Filles du Calvaire n^o 17 »¹.

Il écrivit le même jour au chef de l'Instruction publique, se plaignant des difficultés qu'on lui opposait.

« Je viens, Monsieur, d'adresser à M. le Conseiller d'Etat, Directeur Général de l'Instruction publique une lettre pour lui rappeler qu'ayant bien voulu me permettre de faire le triage de ceux de mes papiers qui se trouveroient avoir été portés dans le bureau dont vous êtes le chef, comme confondus avec ceux qui servoient à faire connaître les noms, âges, lieux de naissances et familles de mes adoptés lorsque le gouvernement les prit sous ses auspices, je le priois aujourd'hui que le triage a été fait de me permettre d'enlever les miens conformément au certificat d'amnistie et de l'arrêté de M. le Conseiller d'Etat, Préfet du Département de la seine pris conformément au Sénatus-Consulte du 6 floréal an X qui m'autorisent ainsi que tous les rayés et amnistés à retirer mes papiers où ils se trouvent en en donnant décharge.

« Ce qui m'a porté, Monsieur, à prendre cette marche pour légaliser ma demande c'est que n'ayant point reçu dans la semaine la note que vous aviez bien voulu m'assurer que je recevrais dès le lundy précédent, à l'effet de me mettre à portée de me présenter à la Préfecture du Département pour y réclamer le paquet de mes papiers que vous vous proposiez d'y faire passer, craignant que vous n'ayiez oublié de me donner cet avertissement, je suis allé hier à la découverte du bureau où il auroit pu être déposé, et il m'a été dit que je me trompais, sans doute, lorsque je pré-

1. A.N., F. 17 A. 1318, pièce 275.

sumois que l'on feroit passer pour me les restituer aujourd'hui, les papiers que je réclamaïs, vu que tous les arrêtés de MM. les Préfets de département autorisent directement les amnistiés à retirer leurs papiers des lieux où ils se trouvent, et en donnant décharge et ne disant pas de les faire passer par la voye des bureaux des préfectures pour les leur remettre, ce qui multiplieroit les démarches sans nécessité et occasionneroit de nouvelle confusion.

« De grâce, Monsieur, veuillez bien me prévenir de la décision sitôt que vous pourrez, mon âge, et les fatigues que me font éprouver les malheurs dont j'ay été accablé sans les avoir mérités, doivent vous offrir comme une bonne œuvre à faire de m'épargner les démarches dans cette partie, et il y a près de trois ans que j'en fais pour retirer ces papiers.

« C'est dans cette confiance que j'ay l'honneur de vous saluer.

Pawlet ¹. »

Enfin le 8 messidor, le Préfet accusa la réception des papiers ² et les transmit à Pawlet, ainsi que nous l'indique un document écrit par Pawlet, mais non signé.

« Je soussigné reconnois que M. le Conseiller d'Etat, Directeur Général de l'Instruction Publique dans l'Empire français, ayant bien voulu me permettre de faire les recherches nécessaires dans les papiers qui furent apportés de l'école gratuite que j'entretenois depuis 17 ans à l'époque de septembre 1792 pour l'éducation des orphelins militaires de tout grade, pour séparer, par un triage fait en présence de M. Grandjean, chef des Bureaux de l'Instruction publique, ceux des papiers qui me concernoient personnellement de ceux qui concernoient les susdits orphelins, et serviroient à faire connoître les lieux de leurs naissances et leurs familles, *lors* (?) mes adoptés, si que le gouvernement voulut

1. A.N., F. 17 A. 1318, pièce 274.

2. A.N., T. 1661, pièce 4.

bien prendre pour les auspices, après le 3 septembre 1792, afin de me mettre en état d'après ce triage de réclamer, conformément au Sénatus-Consulte du 6 floréal, les papiers qui me concernant personnellement se trouveroient avoir restés confondus avec ceux qui concernant les susdits orphelins depuis l'époque où j'avais été obligé de fuir précipitamment et de les abandonner, pour me soustraire à l'arrestation illégale tentée contre moi la nuit du 12 au 13 août 1792¹ et qui fut exécutée sur beaucoup, jusqu'au jour du 3 septembre :

« Déclare, par le présent, avoir reçu de M. le Chef des Bureaux de l'Instruction publique les papiers qui se sont trouvés me concerner personnellement par la demande que je lui en ay faite en exécution de l'arrêté de M. le Conseiller d'Etat, Préfet du Département de la Seine, du 30 prairial an XII² qui m'autorise, conformément aux dispositions dudit Sénatus-Consulte à retirer les divers objets me concernant des mains de ceux qui en seroient dépositaires »³.

Nous avons trouvé aux Archives Nationales, sous la cote T. 1661, la liste de ces papiers, dont quelques-uns sont encore dans cette série, quelques-uns dispersés dans les séries F.¹⁷ 1370, T 648¹, T 648². Ces documents, dont nous nous sommes servis par la suite, semblent indiquer que les réclamations de Pawlet étaient fondées, ce qui rend encore plus étonnant l'avis du 27 messidor an XIV, qui rejeta la demande de M. Pawlet⁴. Tout était remis en question ; le ministre du Trésor public demanda l'état actif et passif de Pawlet, pour établir ses dettes et voir s'il pouvait y répondre. La lettre du Conseiller d'Etat au Directeur de l'Enregistrement, le 24 vendémiaire an XIII, affirme que « Pawlet est débiteur d'une somme de 20.000 francs, montant du prêt qui lui a été fait par la Caisse de l'ancienne

1. Ne nous étonnons pas des légères variantes qui se trouvent assez fréquemment dans l'histoire de Pawlet.

2. C'est probablement an XIII.

3. A.N., F. 17 A. 1318, dossier X, p. 277.

4. Voir A. S., D.Q.¹⁰ 404, D. I., p. 1.

Ecole militaire. Le ministre du Trésor public veut savoir si cette créance n'est pas rentrée par le produit des biens de ce débiteur, et... veut que je lui adresse l'état de l'actif reçu par Pawlet »¹. Pour déterminer cela, il fallait savoir quelle avait été la propriété de Pawlet. Chardon, Receveur des Domaines à Neuilly, assure Gentil qu'aucune propriété n'avait été vendue dans son arrondissement; la seule propriété de lui était à l'Etoile². Deux jours plus tard, le 7 brumaire, Gentil adressa une circulaire aux directeurs des arrondissements à Paris, demandant des détails sur les dépenses du Chevalier Pawlet ou sur des biens à lui qui auraient été vendus³. Les réponses étaient unanimes : « aucune recette ni dépense pour le compte du Sieur Pawlet, émigré amnistié » (liasse 1815—11^o et 12^o arrondissements); « rien n'indique, en ce bureau, qu'il ait été fait aucune recette et dépense relative au sieur Pawlet » (Ibid — 3^o et 4^o arrond.); « aucune insertion de biens restitués à cet individu, dont la vente ait été faite pendant son émigration » (Ibid 8^o arrondissement). Le 14 brumaire an XIV, le Conseiller d'Etat, directeur général de la liquidation de la dette publique, écrivit une lettre au Préfet de la Seine, portant que, vérification faite de l'Etat passif de M. Pawlet, « il est résulté qu'il a été liquidé jusqu'à ce jour pour le compte de cet émigré jusqu'à la concurrence de la somme de ci 115.008 fr. 32 c. et que les créances réclamées non encore liquidées s'élèvent à 1189 fr. 80 c. ».

Cette évidence était irrécusable, et un deuxième avis du Conseiller d'Etat ne tarda pas à suivre; en effet, le 28 brumaire, parut un avis, approuvé par l'Empereur le 14 frimaire, et confirmatif du premier.

« Le Conseil d'Etat qui, d'après le renvoi fait par Sa Majesté l'Empereur et Roi, a entendu le rapport de la

1. A.S., D.Q.¹⁰ 404, p. 102.

2. *Ibid* pièce 89.

3. A.S., D.Q.¹⁰ 285, liasse 1815.

section de Finances sur celui du Ministre chargé de ce département, présentant comme susceptible d'être prise en considération la réclamation Pawlet contre un avis du Conseil d'Etat du 27 messidor dernier, qui rejette la demande formée par lui, de l'abandon de 6 arpens situés à l'Ecole de Chaillot sur lesquels il a été élevé un bâtiment connu sous le titre d'Orphelins Militaires ;

« Vu les pièces nouvellement produites par le sieur Pawlet ;

« Considérant qu'elles n'offrent point la preuve que la concession du terrain qu'il réclame ait eu lieu à son profit et qu'on y découvre seulement l'intention du Roi de faire cette concession au profit de l'établissement dirigé par le dit Sieur Pawlet ;

« Considérant en outre qu'il résulte des renseignements pris à la liquidation qu'il a été payé aux créanciers du réclamant prévenu d'émigration une somme de 122.264 f. 88c. de créances exigibles, inscrite au Grand-Livre :

« Estime qu'il n'y a pas lieu à revenir sur son avis du 27 messidor dernier »¹.

Cette fois, on dirait bien que c'est une réponse catégorique et définitive. Non, pas encore ; le Conseiller avait oublié un peu l'arrêté du 17 ventôse en XIII, qui avait autorisé la restitution à Pawlet des bâtiments, à condition de les démolir. Si maintenant l'on privait Pawlet de sa propriété, qui est-ce qui allait démolir les bâtiments ? Ce problème forme le texte d'une lettre de Gentil, conseiller d'Etat, le 21 janvier 1806, et plus encore de la lettre du Préfet à Gentil, le 22 février 1806. — « En accusant à son Excellence le Ministre des Finances réception de cet avis [celui du 28 brumaire an XIV], je lui fais observer par ma lettre de ce jour, qu'il n'a pas été statué sur la disposition de mon arrêté du 17 ventôse an XIII, qui ordonne la restitution au profit du dit Sieur Pawlet du bâtiment qu'il a fait construire sur le terrain dont il s'agit, à la charge entre

1. A.S., DQ.¹⁰ 404, pièce 182.

autres choses de le démolir sur-le-champ et d'emporter les matériaux ; je prie en conséquence le Ministre de vouloir bien m'informer qu'il entend que la disposition de mon arrêté reçoive son exécution et en même temps de me faire connaître si le gouvernement est dans l'intention de faire vendre le terrain ou de le conserver pour la décoration de la Place dite l'Etoile de Chaillot. Aussitôt que j'aurai reçu les ordres de son Excellence à cet égard, je m'empresserai, Monsieur de vous en faire part ; en attendant, les choses doivent rester en état »¹. Le 31 mars, Gaudin, Ministre des Finances, répondit un peu brusquement au Préfet de la Seine, et affirma que le Conseil d'Etat n'ignorait pas cet arrêté lorsqu'il publia son avis.

« En m'annonçant, Monsieur, la réception de la copie que je vous ai transmise de l'avis du Conseil d'Etat du 28 brumaire an XIV qui rejette définitivement les prétentions du Sieur Pawlet à la propriété de 6 arpens de terre situés à l'Etoile de Chaillot, vous m'observez qu'il n'a pas été statué sur la disposition de votre arrêté du 17 ventôse an XIII, qui a ordonné, d'après la notoriété publique, la restitution au profit du sieur Pawlet, du bâtiment construit sur le terrain dont il s'agit, à la charge de démolir sur-le-champ et d'enlever les matériaux.

« Cet arrêté, Monsieur, était déjà connu au Conseil d'Etat lors de son premier avis du 27 messidor an XIII, portant que la réclamation du Sieur Pawlet est rejetée, et ce rejet m'a paru alors frapper tant sur la demande du terrain que sur celle des constructions.

« Tous les doutes à ce sujet sont au surplus levés par l'avis du 28 brumaire an XIV, en ce qu'il est motivé principalement sur ce qu'il résulte des renseignements pris à la liquidation générale qu'il a été payé aux créanciers du réclamant, une somme de 112.274 fr. 88c.

« Si le Trésor public a payé cette somme à l'acquit du

1. A.S., DQ.¹⁰ 404, pièce 87.

Sieur Pawlet, ce dernier, devenu débiteur envers l'Etat, ne peut être autorisé à enlever des constructions qui ne peuvent être considérées que comme un très faible gage des créanciers acquittés.

Signé : Gaudin »¹.

Cependant les bâtiments continuaient de se dresser, d'une façon exaspérante, sur la Butte de l'Etoile. Que faire ? L'administration de la première division de l'enregistrement proposa à Gentil que Pawlet serait autorisé à ravoier les bâtiments et à les démolir à son profit, ils ne valaient pas grand chose. Mais Gentil était trop prudent pour agir sans l'autorité du Ministre³, de sorte que l'administration le pria d'écrire de nouveau au Ministre, pour l'engager à venir à une décision⁴. La décision vint bientôt, car le Préfet écrivit au Directeur des Domaines, le 24 avril 1806, ordonnant la provocation de la vente des matériaux de la maison Pawlet et le versement des fonds qui en proviendraient au bureau des domaines à Neuilly, et le Conseiller d'Etat lui ordonna également de dresser le devis de ces matériaux dans le plus bref délai⁵. Là-dessus, Pawlet remit à Gentil un certificat délivré par le Sieur Cyalis Lavard, premier commis de la 3^e division du Ministère des Finances, portant que : « M. Pawlet avait réclamé contre la disposition de la lettre du ministre qui portait que les matériaux à provenir de la démolition seroient vendus au profit de l'Etat et M. Cyalis Lavard ajoutoit que le décret impérial du 16 frimaire an XIV ne pouvoit avoir servi de motif à cette lettre »⁶. Encore une fois, Gentil se trouvait dans une situation embarrassante ; fallait-il procéder tout de suite à l'adjudication, ainsi que lui avait commandé la lettre du préfet du 24 avril, ou ce

1. A.S., DQ.¹⁰ 404, pièce 86.

2. *Ibid*, pièce 88.

3. *Ibid*, p. 82.

4. *Ibid*, p. 85.

5. *Ibid*, p. 171.

6. *Ibid*, p. 169.

nouveau certificat suffisait-il pour légitimer la suspension de l'adjudication ? Il écrivit au Préfet et se résolut d'attendre. Enfin, le 17 juillet 1806, l'Administrateur écrivit à Gentil, lui disant qu'il avait envoyé la pétition de Pawlet au Ministre des Finances ; que, plus d'un mois s'étant écoulé depuis cet envoi, l'Administrateur supposait la pétition rejetée ; et que, par conséquent, Gentil pouvait procéder à l'adjudication¹.

Le désir de démolir les bâtiments n'était pas la seule raison pour hâter les choses. Depuis assez longtemps, le Ministre de l'Intérieur avait en vue le projet d'un nouveau boulevard, pour « ouvrir hors de la barrière de l'Etoile, du côté gauche de l'Arc de Triomphe que l'on y construit, une allée qui sera dans sa direction et dans celle qui va à la Barrière du Roule, laquelle doit traverser les bâtiments construits par le Sieur Pawlet et aller en ligne droite à la Barrière de la Pompe à feu »². Ce projet n'était d'ailleurs que provisoire : « le travail de l'Architecte du gouvernement n'a été vu par le Ministre de l'intérieur que comme un projet susceptible d'être exécuté si les dépenses n'en étaient pas trop considérables et s'il recevait l'approbation de Sa Majesté, approbation qui devra être suivie d'un décret pour l'assignation des fonds nécessaires à l'acquisition des maisons et terrains et à l'exécution des terrasses et plantations que le projet comporte. Qu'il était même possible que l'on se contenteroit dans le moment présent de figurer le percement projeté par un commencement d'exécution, ainsi que cela se voit autour de plusieurs monuments. Que dans tout état des choses, les évaluations promises par le Ministre des Finances étaient nécessaires pour motiver le rapport et déterminer s'il y a lieu le Ministre de l'Intérieur à proposer à Sa Majesté l'exécution du projet et qui n'est qu'un accessoire de celui arrêté *en principe* d'un monument placé à l'Etoile de Chaillot. »

1. A.S., DQ.¹⁰ 404, pièce 181,

2. *Ibid.*, pièce 162.

« Enfin, pour prouver que rien n'étoit urgent dans l'exécution de ce projet accessoire, M. Naury [chef des bureaux des bâtiments civils] a ajouté que l'érection de l'Arc de Triomphe étoit ainsi que son assise arrêtée *en principe* mais que sa forme ni les ornements ne l'étoient encore et que par conséquent il étoit possible de présumer que le projet accessoire pourroit subir quelques changements »¹. C'étoit donc moins le besoin d'avoir le terrain, que le désir d'en avoir fini avec l'affaire Pawlet, qui poussait l'Administration à autoriser l'adjudication.

Donc, le Conseiller d'Etat ordonna l'adjudication « pour le 16 août 1806 »²; les charges et conditions de cette adjudication furent fixées comme suit : « 1° l'Adjudicateur procèderait à la démolition dans les 24 heures après l'adjudication ; 2° il serait tenu de combler les excavations qui seraient occasionnées par l'arrachement des murs en fondation et la fouille des caves. Il débarrasserait le terrain de toute espèce de matériaux, etc ; 3° il payerait au Receveur dans les 24 heures, le prix des affiches, etc ; 4° il payerait au Receveur la moitié de son prix dans 15 jours, et l'autre moitié dans 30 jours ; 5° il fournirait 1.000 francs comme caution pour l'exécution du deuxième article ; 6° si le terrain n'étoit pas déblayé pour le 15 octobre, il engagerait assez d'ouvriers pour le faire pour le 25 »³. Et le 16 août 1806, l'Administration pose l'affiche que voici :

« On fait savoir que, le 16 août présent mois, onze heures du matin, il sera procédé, par devant M. le Conseiller d'Etat, Préfet du département de la Seine, à l'adjudication aux enchères des matériaux à provenir d'une maison sise près et hors la grille Chaillot, originairement construite pour servir à l'établissement de l'institution des Orphelins Militaires dirigée par M. Pawlet.

« Ces matériaux, consistant en pierres, moellons, gros fers, charpentes, etc, sont évaluées, par procès-verbal de M. Petit, premier architecte de l'Administration des

1. A.S., DQ.¹⁰ 404, pièce 119.

2. *Ibid*, pièce 153.

3. *Ibid*. pièce 151.

Domaines à la somme de sept mille neuf cent soixante-dix-sept francs ; ci 7.977 fr.
 outre les charges.

« Les personnes qui voudront se rendre adjudicataires, sont prévenues qu'elles devront : 1^o justifier d'un domicile certain et de l'acquit de leurs contributions ; 2^o qu'elles seront tenues de déclarer si elles enchérissent pour leur compte ; dans le cas où elles enchériraient pour autrui, de justifier d'un pouvoir en bonne et due forme, du domicile de leur commettant et de l'argent de ses contributions ; 3^o de justifier du paiement de leurs loyers ou de ceux de leurs commettants, s'ils sont locataires de domaines nationaux ; 4^o enfin de déposer préalablement le montant des frais et de justifier, par titres et pièces probantes, de leur solvabilité.

« Il sera donné communication du Cahier des Charges, tant au Secrétaire de la Préfecture qu'à la Direction de l'Enregistrement des Domaines, rue Saint-Thomas du Louvre.

Gentil »¹.

Les matériaux à provenir de la maison Pawlet furent adjugés moyennant 9.850 francs au Sieur Jannicault, architecte, mais l'architecte Petit, qui avait procédé à l'évaluation, ne reçut rien, car il avait un traitement donné par l'Administration². L'état des frais de l'adjudication fut établi le 18 août.

« Timbre du procès-verbal d'estimation	1,65
Enregistrement	1,16
300 affiches	11,17
Affixion	10,70
Timbre du Cahier des Charges	0,83
Enregistrement	1,10
	25,85

1. A.S., DQ.¹⁰ 404, pièce 128.

2. *Ibid*, p. 132.

Les autres frais, tels que ceux des procès-verbaux d'adjudication doivent être payés à la Préfecture »¹.

Et enfin commença la démolition des bâtiments ; elle procéda d'abord sans anicroches, comme en témoigne le rapport du 4 septembre 1806 envoyé par Gentil à l'administrateur. « La démolition se poursuit avec toute l'activité que permet la conservation des matériaux. Je crois pouvoir vous assurer que le terrain sera totalement débarrassé et remblayé pour le 15 octobre prochain »... sinon, « il sera mis aux frais de l'adjudication un nombre suffisant d'ouvriers pour que le terrain soit livré à l'administration forestière le 25 au plus tard ». Le même rapport donne aussi des renseignements sur les mesures à prendre pour acquérir des terrains en vue du projet de boulevard. Si vous désiriez, dit Gentil, « une avenue qui conduise en ligne droite à la Pompe à feu de Chaillot, il faudrait nécessairement acquérir beaucoup de terrains et même plusieurs maisons assez considérables ; si au contraire on se borne à planter une allée en ligne droite, pour joindre le boulevard qui conduit à Passy, il n'y aura je crois à acquérir que la portion nécessaire à partir des derrières de la maison Pawlet au Boulevard, et de l'extrémité de ces terrains à la ligne droit du boulevard qui se termine à Passy »². Pourtant, le 15 octobre ne vit pas la terminaison des travaux ; le 17 octobre Jannicault fit une pétition, demandant une prorogation d'un mois : « attendu la résistance apportée par les ouvriers et la cessation absolue des travaux qui en avait été la suite ».

Le Receveur des Domaines, écrivant à Gentil le 3 novembre, affirma que la démolition durerait quinze jours, et qu'il en faudrait autant pour le déblaiement et le remblais³. Décidément les travaux n'avançaient pas, mais d'après Gentil, on ne saurait mettre ceci sur le compte de Jannicault, car il disait, dans son rapport à l'Administrateur, le 6 novembre : « Je dois convenir que l'adjudicateur a fait

1. A.S., DQ.¹⁰ 404, pièce 150.

2. *Ibid*, pièce 147.

3. *Ibid*, pièce 135.

tout ce qu'il étoit dans son pouvoir pour se conformer aux clauses de son adjudication ; il a été contrarié par des circonstances qu'il ne pouvoit ni prévoir ni empêcher »¹.

Mais, avec le mois de décembre 1806, les travaux prirent fin, et l'architecte Petit, envoyé pour examiner l'état de la maison Pawlet, adressa le 2 décembre, le rapport suivant : « Tout est démoli, il ne reste plus sur cet emplacement que des moëllons entoisés qui attendent le marchand. Dans le cas où le sieur Jannicault n'enlèverait pas ces moëllons pour faire place nette actuellement qu'ils sont entoisés, je suis bien sûr que si le Ministre de l'Intérieur donne des ordres aux planteurs d'arbres de les enlever à leur profit, la place sera promptement débarrassée, attendu qu'il n'y a plus d'autres frais à faire que ceux de voitures pour l'enlèvement de ces matériaux ». Il se proposa de communiquer cette idée au ministre². La démolition achevée, il semble bien que le projet de boulevard fut mis à exécution ; le 20 juillet 1807 le Ministre de l'Intérieur chargea Petit de prendre les préliminaires nécessaires auprès des propriétaires, afin de faire construire ce nouveau boulevard, qui devait être le « Boulevard du Midi à gauche de l'Arc de Triomphe, à la grille de Chaillot, en harmonie avec celui du Nord »³. C'étoit la fin d'une longue histoire, compliquée, lamentable, où, une fois de plus, les aspirations de Pawlet n'aboutirent à rien.

1. A.S. DQ.¹⁰ 404, pièce 133.

2. *Ibid*, pièce 129.

3. *Ibid*, pièce 116.

CINQUIÈME PARTIE

LE CHEVALIER PAWLET EN ESPAGNE 1808

En lisant les lettres du Chevalier Pawlet écrites pendant les années postérieures à la Révolution, on retrouve les efforts d'un vieillard pour sauver les derniers débris de son idéal ; nous voyons sa dernière lutte pour réorganiser l'Ecole des Orphelins Militaires. Nous avons déjà vu qu'il n'a pas réussi. Un homme plus jeune aurait pu résister à de telles déceptions, en entreprenant d'autres tâches ; pour un homme âgé de presque 80 ans, cela était manifestement impossible. Pawlet ne reçut pas la permission de réorganiser son école ; ce fut là un coup fatal ; Pawlet était un homme brisé. Il résolut donc, pour la première fois de sa vie, de quitter la France, laissant derrière lui les souvenirs de cette grande institution qu'il avait fondée et dirigée, dont nous avons retracé l'histoire à travers ses diverses péripéties.

Dans cet ouvrage nous avons souligné l'esprit militaire dont Pawlet faisait preuve. Il n'est donc pas étonnant que Pawlet, désirant quitter la France et tous les souvenirs amers qu'elle faisait naître en lui, se décidât d'aller dans une ville où il retrouverait un peu de cette vie militaire à laquelle il avait été si longtemps associé.

En 1808 la France était en guerre avec l'Espagne. Pawlet se rendit en Espagne, arrivant finalement à Burgos, où il se vit nommé comme « directeur » ou « économiste » (il y a

ici une incertitude des titres) à l'hôpital de la Concepcion¹.

Si cette dernière période de sa vie reste en partie inconnue, si les détails que nous avons sont un peu minces, nous pouvons cependant la recréer avec plus ou moins de précision. Si ce chapitre semble avoir des lacunes considérables, le présent auteur ne peut offrir que ses regrets. Toutes les sources possibles ont été épuisées ; des recherches ont été faites dans toutes les archives et dans toutes les bibliothèques qui auraient pu fournir quelques renseignements. Ceci s'applique également à Burgos elle-même, aussi bien qu'aux archives de Simancas, Madrid et Ségovie.

On peut se demander pourquoi toute trace de Pawlet a été ainsi perdue. Résumons en quelques mots l'histoire de la guerre d'Espagne, pour essayer de trouver une réponse à notre question.

Napoléon entra dans Burgos le 11 novembre 1808, et quitta cette ville le 22 du même mois pour se rendre à Madrid. Il semble exister peu de détails sur son séjour à Burgos, mais M. Anselmo Salva parle d'un incident un peu pittoresque : il nous raconte comment l'empereur, en entrant dans la ville, resta immobile sur son cheval blanc au milieu du pont qui traverse l'Arlanzon, et contempla pendant quelques instants la porte de Santa Maria, laquelle date du seizième siècle ; elle est ornée des statues de l'Empereur Charles Quint, du Cid, du comte Fernan Gonzalés de Lain Calvo et d'autres héros de l'histoire castillane. Napoléon établit un code civil pour la ville et nomma un nouveau gouverneur et un conseil. Il habitait le Palais de l'Archevêque².

Le 10 novembre 1808 les troupes françaises avaient saccagé la ville : incendies, actes de vandalisme, vols de toute sorte avaient eu lieu ; seule la cathédrale, dont quelqu'un avait par hasard fermé les portes à clé, échappa à

1. Voir p. 269 et seq.

2. Anselmo Salva, *Cronista de la Ciudad, e individuo, etc.. de la Real Academia de la Historia* ; *Cosas de la vieja Burgos* (Burgos 1892). *Burgos en las Comunidades de Castilla* (Burgos 1895) ; *Burgos en la Guerra de la Independencia*, (Burgos 1900).

la destruction. Pendant 1808 et 1809 les hôpitaux de Burgos étaient l'objet d'attaques continuelles de la part des soldats français, qui volaient toutes les provisions. « Durante las frias lluvias de Enero gemian sobre la paja podrida y, podria anadir, expiraban 4000 heridos y enfermos, casi sin médicos, ni ayudantes, sin medicamentos, ropas ni vasos de ninguna especie, cerca de 5000 asilados, llamados convalécientes, pero casi todos enfermos, perecian en peor situacion aun »¹. Nous lisons encore : « A principios de 1809, solamente en Burgos habia mas de 12.000 atacados de sarna »². Burgos, pendant ces deux années, était, pour ainsi dire, un lieu infernal où des milliers d'habitants, français et espagnols, périrent par le fer et le feu, par le manque de soins médicaux, par le fléau et la famine.

D'après les indications que nous fournissons dans cette cinquième partie, il est clair que Pawlet alla en Espagne pour devenir le directeur d'un hôpital militaire à Burgos.

Ici nous sommes dans une incertitude considérable et pour les dates et pour sa carrière en Espagne. D'une analyse de la correspondance de ses héritiers (voir plus loin) il ressort que Pawlet a fait son testament « le 22 octobre 1808 »³, quand il était « Econome de l'hôpital de la Concepcion ». Cependant, plus tard, les mêmes réclamants constatent « qu'il accepte une place de Directeur général d'hôpital militaire à Burgos » et surtout « étant tombé malade... il meurt le 22 décembre 1809 »⁴. Il est extrêmement difficile de réconcilier des deux déclarations contradictoires. Malheureusement trop souvent, les dates et les noms ne sont pas copiés avec une soigneuse précision. Si cette dernière date est juste, les correspondances des héritiers de Pawlet, pendant le mois d'août 1809, restent à peu près inexplicables. Par conséquent, ce vague nous laisse libre de choisir

1. Mémoires du général Thibéault, *cit.*, p. 132, *Memorias de la Guerra de la Independencia, escritas por soldados franceses*. Rafael Farias, Madrid, 1920.

2. *Ibid.*, p. 134.

3. A.S. DQ.¹⁰ 404, pièce 1.

4. *Ibid.*, pièce 3.

entre deux alternatives possibles : d'abord qu'il a fait son testament le 22 octobre (cette date paraît fort probablement juste) et qu'il est mort le 22 décembre suivant, et *pas* en 1809, d'accord avec l'assertion du deuxième document ; deuxièmement, il est possible que Pawlet ait fait son testament le 22 octobre 1808, mais qu'il ne soit pas mort avant le 22 décembre 1809, comme directeur de « l'hôpital militaire », lequel hôpital d'après une analyse exacte de tous nos documents d'information relative, n'était pas à cette date l'hôpital de la Concepcion, auquel Pawlet était nommé d'abord. Ensuite des affirmations, si dogmatiques sur ce point, qui se trouvent dans les lettres que nous allons citer plus loin, il ne nous reste aucune alternative sauf de mettre en avant toute l'évidence, et de laisser à nos lecteurs la décision finale.

L'hôpital de la Concepcion est désigné sur le plan contemporain de Balmes (1812), comme un des quatre hôpitaux d'importance à l'époque de l'occupation française de Burgos. Aujourd'hui cet hôpital est une infirmerie pour les vieux, avec une organisation moderne, des dortoirs bien allumés, et d'une propreté irréprochable. Le « capellán » de l'hôpital nous a aidé de son mieux. A la « Sala de Juntas » il y a des documents, mais de notre point de vue ils sont inutiles. Au commencement du premier tome se trouve la date de 1882. Les autres documents sont perdus sans espoir. Sauf pour un document daté de 1820, il ne reste rien d'antérieur à 1882. Toute trace de Pawlet à cet hôpital est donc introuvable.

Nous savons aussi qu'un hôpital militaire existait, et il devrait être possible d'en découvrir l'emplacement. Mais nous sommes loin de là. Il y a un manque presque total de documents à cet égard. La presse avait été supprimée : les français n'autorisèrent aucune publication. Il est difficile de décider sur la date exacte où cette suppression fut mise en vigueur, mais il est certain au moins que pendant le séjour de Pawlet dans la ville, rien ne fut imprimé, pas même un périodique. D'après le décret promulgué le 10 no-

bre vem1810, pendant le célèbre Cortes de Cadiz, il semble évident que la suppression datait de quelque temps, auparavant : « se abrieran les compuestas de apretado canal, los periodicos y los libros se extendiron en gran numero por toda la Nacion »¹.

La misère et la dévastation qui sévissaient à Burgos étaient quelque chose d'effroyable. Dans un très intéressant manuscrit, un vol. in-folio² conservé dans l'église paroissiale de Saint-Gil de Burgos, se trouvent des copies de lettres et de mémoires adressées à, et provenant de, l'archevêque de la Province, où l'on relève souvent des phrases comme celle-ci : « cette époque de sang et de larmes » ; « jours de turbulences et de calamités » ; « terribles calamités » ; « comme Jésus-Christ ne reconnut que le pouvoir temporel d'Auguste, ainsi nous devons résister dans ces temps à toute tentative d'affaiblir la suprématie spirituelle de l'Eglise ».

Une référence datée du 26 janvier 1809 met à 3.000 le nombre de malades dans les hôpitaux³. Les églises avaient été saccagées : « Il n'y avait pas assez de vases sacrés pour permettre de célébrer la messe ». Après que la garnison militaire et les troupes françaises eurent assouvi leur faim, il restait peu de chose pour les habitants de Burgos. Indignable a dû être la misère qui régnait dans cette ville de sang.

Voilà brièvement l'état où se trouvait la ville de Burgos au moment où le général Thiébault, nommé par Napoléon, gouverneur de la vieille Castille, y arriva pour assumer sa charge, et c'est aux *Mémoires* du général que nous devons maintenant nous reporter : j'y étais⁴ « à peine lorsqu'il reçut la nouvelle de l'assassinat d'un soldat. Ce crime mal-

1. *Los Guerrilleros de 1808 ; Historia Popular de la Guerra de la Independencia*, L.E. Rodriguez-Solis, Madrid, 1887, t. II, p. 40.

2. *Libro de Acuerdos, y Nombramientos de Oficios de la Universidad y Clerencia de esta Ciudad de Burgos, que empezo en lunes de Noviembre, del Año de 1789.*

3. *Ibid.*, p. 287.

4. *Mémoires du général Baron Thiébault*, publiés sous les auspices de sa fille, M^{lle} Claire Thiébault, d'après le manuscrit original, par Fernand Calmette. Paris, librairie Plon, 1896, t. IV (1806-1813).

heureusement n'avait rien d'extraordinaire ; il y avait soixante jours de pillage et la dévastation durait avec une frénésie dont il est impossible de se faire une idée. Le désespoir et la rage transportaient les habitants, et le manque de tout, voire même la disette, multipliaient les épidémies qui dévoraient nos troupes. La ville faisait horreur, les campagnes faisaient pitié. Au lieu de s'entendre, on se tuait, et paysans et soldats pouvaient conjuguer tous les temps du verbe : « J'assassine »... je me trouvais aux prises avec près de huit cent mille habitants exaspérés et ruinés »¹... « En sortant de chez lui, je me mis à parcourir la ville, et Dieu m'est témoin que j'y eus le plus triste spectacle, résultat de deux mois d'abominations. Abandonnée par une partie de sa population, la ville avait un aspect de solitude, de désolation, et n'était plus par endroits qu'un cloaque infect ; partout la ruine, la famine, le désespoir, la peste et, comme remède, la mort. Les ravages étaient horribles dans les prisons, dans les dépôts d'isolés et de convalescents et dans les hôpitaux, si tant est que l'on puisse désigner par ce nom des couvents désertés et dans lesquels, pendant les froides pluies du mois de janvier, gémissaient entassés sur la paille pourrie et, je devrais ajouter, expiraient quatre mille malades ou blessés, et cela presque sans médecins ni infirmiers, sans médicaments, sans linge et sans vases pour aucun usage »...².

Sur une étendue de 4 à 5 lieues autour de la ville infortunée, la campagne dépeuplée ressemblait à un désert. Thiébault se résolut d'inaugurer un nouvel ordre de choses, et il consacre cinq ou six pages de ses Mémoires à un exposé des méthodes qu'il adopta. Parmi ses inaugurations était un « Hôpital modèle » et un « cimetière ».

1. *Mémoires*, t. IV, p. 281.

2. *Ibid.*, p. 285.

« *Hôpital modèle* »¹.

« ... Burgos, ce cloaque pestilentiel où, dès le mois de janvier on frémissait à l'idée du retour de la chaleur², était devenue une des villes les plus propres de l'Espagne. Les quartiers, les prisons, les dépôts d'isolés et de convalescents, les hôpitaux enfin, successivement évacués, avaient été réparés, passés à la chaux vive, désinfectés par le procédé de Guyton de Morveau, munis d'un personnel suffisant et choisi, remeublés à neuf, approvisionnés de tout ce qui leur était nécessaire, et réoccupés... *je voulus même créer un hôpital modèle, qui fut établi à l'entrée de Burgos, dans la plus belle position, et qui, assez vaste pour contenir cinq cents malades*, avait été distribué et disposé de manière que rien n'y manquât, pas même des ventilateurs pour l'été et des poêles pour l'hiver ».

... « Tous les matins, les médecins, chirurgiens et pharmaciens principaux de Burgos visitaient mon hôpital modèle et immédiatement en signalaient les améliorations possibles pour le service. On comprend que je n'avais voulu confier un semblable établissement *qu'à des hommes probes et zélés* : son personnel avait donc été composé avec le plus grand soin ; et, en outre des employés ordinaires, j'y avais fait placer comme surveillant Latude, parent de celui qui fut célèbre par ses malheurs et sa longue détention à la Bastille, digne homme que Gassicourt m'avait recommandé et envoyé de Paris pour occuper cette place »³.

Mais, après deux ou trois mois, le « Major Général » de Madrid invita ledit Latude à donner sa démission. « Quelque véhémentes que furent mes réclamations », dit Thiébault, « elles restèrent sans effet ». Ses représentations auprès des autorités à Paris réussirent à rétablir Latude, mais le passage suivant, portant sur le contrôle et la direc-

1. *Ibid.*, p. 302.

2. Burgos, à cause de sa grande altitude, est très froide pendant les mois d'hiver.

3. *Mémoires*, p. 302-303.

tion de l'hôpital dans l'intervalle (probablement de mai ou de juin jusque vers la fin de 1809 et en tout cas pendant quelques mois de l'année 1809) est pour nous de la plus haute signification : « Quant à mon hôpital modèle, il reçut un nouvel économe, et celui-ci *couvert par l'exemple de son prédécesseur* et n'ayant plus à me redouter, put se livrer impunément à ce que commandaient les intérêts dont il était chargé : intérêts communs en effet et qui comprenaient, comme copartageants de tous les vols commis par la totalité des employés de l'armée, et l'intendance générale de Madrid et les bureaux du Ministère à Paris »¹.

Si cette deuxième théorie est valide, ce « nouvel économe » n'était autre que le Chevalier Fleuris de Pawlet.



Comment se fait-il, se demandera-t-on, qu'un homme âgé de 79 ans, ait été nommé à un poste comportant une responsabilité aussi lourde ?

Car le poste était important, qu'il s'agit de l'hôpital de la Concepcion seulement, ou du véritable « hôpital militaire » auquel il fut transféré plus tard.

Une chose est certaine, c'est que l'hôpital de la Concepcion, bien qu'il existât et existe encore, malgré bien des vicissitudes n'a jamais été connu comme « l'hôpital militaire », ni surtout comme l'hôpital militaire de Burgos en 1809.

Dans un livre remarquable², consacré à l'histoire des hôpitaux de Burgos depuis le moyen-âge jusqu'à nos jours se trouvent deux paragraphes d'un grand intérêt pour nous.

« *Hospital de la Concepcion...* la invasion francesa fué el primer golpe que recibio, triste presagio de los que luego le esperaban y que dieron en tierra con la grandiose fundacion de D. Diego de Bernay. Las tropas de Buonaparte

1. *Mémoires*, p. 304.

2. *Resena historica de los hospitales de la Ciudad de Burgos*, par José Santamaria. Burgos. 1920.

que despues de la infausta batalla de Gamonal¹, penetraron ruidosamente en Burgos, entregando la poblacion al mas vandálico saques, apoderandose del *Hospital de la Concepcion*, y despues de utilizarlo algun tiempo para sus enfermos y heridos convirtieronlo por fin en cuartel...² quedarn destruidos multitude de valiosos documentos ».

La mention de l'hôpital de San Juan s'y trouve aussi. « Pasada la Guerra de la Independencia en la cual tuvo que sufrir les perturbaciones, amarguras y dificultades propias de la invasion, llego la honda renovacion politica operada en Espagna durante et reinado de Fernando VII ». Ce livre justifie notre supposition, à savoir que les soldats français se sont servis de tous les hôpitaux de Burgos au commencement de la Guerre de l'Indépendance.

* * *

Nous ne savons ni la date où Pawlet quitta Paris, ni celle où il arriva à Burgos. Tout ce que nous pouvons dire, c'est qu'il y était vers la fin de 1808. Le Chevalier n'a pu rester longtemps étranger aux événements du jour ; d'ailleurs il avait peut-être besoin d'une certaine aide financière. Il semble qu'il se soit mis en communication avec le commandant de Madrid, offrant ses services dans la mesure où ils pouvaient être utiles. Or ce commandant n'était autre que le maréchal Macdonald, duc de Tarente, ancien élève de Pawlet dans son Ecole des Orphelins Militaires à Paris. Il était donc tout naturel que Pawlet, en ce moment critique de sa vie, s'adressât à la bonne volonté de Macdonald. Il est très probable que celui-ci fit savoir à son subordonné à Burgos que Pawlet y était et qu'il recommanda son ancien maître pour un travail d'organisation dont il le savait capable. Ici se trouve l'explication de sa nomination à l'hôpital de la Concepcion ; et ensuite quand le général

1. Le 10 novembre 1808.

2. P. 29-30.

Thiébault trouva que son « hôpital modèle », c'est-à-dire l'hôpital militaire de Burgos, était pour le moment sans directeur, après le renvoi de Latude, il était peut-être très heureux de pouvoir utiliser, au moins provisoirement, les services de son compatriote. Il est possible aussi qu'un certain Jacques Thibault¹, autrefois un élève de Pawlet, fût un parent du général Thiébault, bien que son propre nom s'épelle : Thiébault ; ceci aurait été une recommandation de plus. En tout cas Thiébault ne pouvait ignorer l'institution remarquable que Pawlet avait fondée et entretenue à Paris avant la Révolution.

Il eût été difficile de trouver un directeur plus compétent. Ses années de service militaire, ses vingt ans de direction de l'Ecole des Orphelins Militaires, ont dû lui donner une expérience avec laquelle personne ne pouvait rivaliser. Organisateur capable, il avait des sentiments politiques suffisamment en accord avec ceux de Napoléon. Il est ainsi possible que, pendant 5 ou 6 mois de cette année mémorable de 1809, le chevalier Pawlet dirigeât un hôpital militaire nouveau et, comme nous avons lieu de croire, excellent.

L'auteur de cet ouvrage se trouva alors en face d'une autre difficulté : où s'était trouvé cet hôpital ? Tâche qui n'était pas aussi facile qu'on aurait pu le croire d'abord. Pourtant le compte-rendu de Thiébault souligne deux points : premièrement, que l'hôpital devait contenir cinq cents malades, ce qui prouve que le bâtiment était assez grand ; deuxièmement, qu'il était situé « à l'entrée de Burgos, dans la plus belle position ».

Il existe à Burgos, aujourd'hui, un bel « Hôpital Militaire » dans le Barrio de las Huelgas ; cet hôpital fut fondé il y a 40 ans. Les hôpitaux de ce genre datent généralement de 1830, bien qu'ils ne fussent pas mis sous un contrôle central avant 1860. Mais, vu la date de la fondation de cet « Hospital Militar », Pawlet ne pouvait en être le directeur.

1. A.N., F. 17. 1370, dossier IX, pièce 263.

L'auteur était donc obligé de consulter les ouvrages qui traitent de la période de la Guerre d'Espagne. Il trouva un « *plan du château de Burgos relatif à la défense faite par les Français en 1812* »¹. C'est un plan destiné à montrer les emplacements de casernes, et de dépôts de munitions, mais il porte aussi les noms et les emplacements des hôpitaux suivants : L'hôpital Saint Jean, sur la route de Vittoria ; l'hôpital de la Concepcion, sur la route de Madrid ; l'hôpital de la Charité, dans le Barrio de Merced ; l'hôpital de Barantes, en dehors de la Porte de Barantes. Mais il n'y a aucune indication d'un « Hopital Militar ».

Dans le Guide des voyageurs à Burgos, pour l'année 1862, se trouve mentionné un « Hôpital Militaire » qui était alors sur la Plaza de Vega Merced ; il y avait en plus quatre autres hôpitaux militaires, ceux « del Emperador », « del Rey », « de San Juan » et « de Barantes » ; nous avons déjà fait mention des trois derniers. Mais de cet hôpital non plus, Pawlet n'a pu être le directeur, car dans un autre Guide nous trouvons : « Hopital Militar — Esta establecido en el antiguo convento de religiosos de la Merced des del ano de 1846 »². En plus sont donnés les noms de vingt-deux hôpitaux de la ville de Burgos (pour la plupart de petits hospices à 4 ou 5 lits) qui avaient cessé de fonctionner à partir de 1876 — Saint-Lazaro pour les lépreux, de Los Ciego pour les aveugles, de Santa Lucia, trois « de Santa Catalina », de la Real dans la paroisse de San Martin, de San Eloy, de Dios Padre, de Nuestra Sra. de Gracia, de Anequin, de la Concepcion, de San Juan de Ortega, de Miquilote, de San Esteban, de San Marina, de Santa Ana, de San Juan y San Lesmes, del Rey, de San Juan, de San Julian y San Quirce (« vulgo Barantes »), Hospicio Provincial pour orphelins, et l'Hopital Militar auquel nous avons déjà fait allusion.

1. Dans les *Journaux des sièges faits ou soutenus par les Français dans la Péninsule de 1807 à 1814* ; Rédigés d'après les ordres du Gouvernement, sur les documents existant aux Archives de la Guerre et au dépôt des Fortifications, par J. Belmas, chef de Bataillon de génie, Atlas, Paris, 1836.

2. *Guia general de Burgos*, Buitrago, Madrid, 1876.

Si l'on étudie sur le plan de Balmes mentionné plus haut, les emplacements des quatre hôpitaux dont nous avons parlé, à savoir : *de la Concepcion*, de la Caridad, de Barantes et de San Juan, on est tout de suite frappé par le fait que le dernier était situé au centre de ce qui constituait la garnison des troupes françaises, c'est-à-dire les « cuartell » de l'infanterie et de l'artillerie, et pas très éloigné des lignes de la cavalerie française ; d'ailleurs, même aujourd'hui, l'hôpital avoisine toutes les casernes espagnoles. Il semble donc tout à fait évident que, à l'époque de l'occupation française, l'hôpital de San Juan était l'hôpital militaire de la ville¹. Qu'un hôpital semblable existât, le témoignage de Thiébault sur la fondation de son « Hôpital modèle » ne permet pas de mettre en doute. La grandeur de l'hôpital de San Juan, — il était le plus grand de tous², — sa proximité des casernes, sont des preuves irréfutables qu'il était l'hôpital militaire de Burgos. Les Archives de Castrense de Madrid nous confirment dans cette constatation : elles prouvent en effet que l'hôpital de San Juan était l'hôpital militaire de Burgos pendant les dernières années de la Guerre de l'Indépendance. Pourtant la date est de 1813 : « 1813 — En veinte y siete de noviembre de mil ocho cientos trece murio en esta ciudad de B. Da. Maria Figueros muger legitima de Don Luis Lafont, primer Ayudante de Cirugia del *Hospital militar de San Juan* de esta misma ciudad... »³.

L'Hôpital de San Juan est situé dans la paroisse de San Lesmes, dont l'église est « extramuros » ; malheureusement les registres de cette église sont très incomplets, — suite inévitable de la désorganisation résultant de l'occupation française ; ils ne fournissent aucun détail sur Pawlet.

L'hôpital sert maintenant d'hospice civil pour les pauvres

1. L'hôpital de la Concepcion n'était jamais considéré comme « l'hôpital militaire » de Burgos, quoique probablement plusieurs blessés y fussent soignés.

2. Thiébault affirme clairement que son hôpital pouvait recevoir 500 personnes.

3. *Libro de Defunciones, Parroquia Castrense*, L. I^{er} fol. 199. Archives du Ministère de la Guerre, Madrid : Seccion Vicariatos Castrense.

de Burgos ; c'est un grand bâtiment rectangulaire au nord-est de la cité, tout près de la route de Vittoria, et à tous les points de vue aurait servi admirablement d'hôpital militaire aux soldats français en 1809. L'hôpital actuel de San Juan est indubitablement « l'Hôpital modèle » réorganisé de Thiébault, pour lequel pendant une partie de l'année 1809, nous supposons que Pawlet fut nommé directeur. Il n'y avait pas d'autre hôpital ni bâtiment qu'on aurait pu dire « assez vaste pour contenir 500 malades ». D'autre part, Thiébault affirme que ce bâtiment était « à la porte de la cité ». Or San Juan est juste en dehors des murs, sur la route de Vittoria, que les troupes venant de France seraient obligées de prendre. Quant à la question du directeur de l'hôpital, il est vrai que Thiébault écrit : « j'y avais fait placer comme surveillant Latude... que Gassicourt m'avait recommandé et envoyé de Paris pour occuper cette place ». Mais ce Latude fut relevé de son poste un peu plus tard par suite d'un scandale quelconque et ne fut repris que vers la fin de la même année, c'est-à-dire 1809, et encore fallait-il pour cela, que Thiébault allât lui-même à Paris. (Pawlet mourut le 22 octobre¹).

Les Mémoires de Thiébault ne font aucune mention de Pawlet, ni du fait qu'il était directeur provisoire de l'hôpital : on ne trouve que l'expression suivante : « nouvel économiste ».

Quelqu'ennuyeux qu'il soit, nous n'avons réussi à découvrir aucune référence à Pawlet, à l'égard de l'hôpital de la Concepcion dans les Mémoires de Thiébault, ni dans les autres études pareilles, ni aux archives.

Pour cette lacune nous pouvons offrir plusieurs raisons. D'abord Pawlet était un vieillard, à un moment où la jeunesse l'emportait sur la vieillesse pour l'occupation d'un tel poste ; ensuite son rôle n'était que provisoire ; Thiébault voulait reprendre Latude dont il avait évidemment la plus haute opinion ; enfin le général Thiébault

1. Ailleurs, le 22 décembre.

semble avoir été assez vaniteux pour vouloir réclamer pour lui-même tout l'honneur d'avoir organisé l'hôpital, et d'en avoir amélioré l'administration. Il semblait que Pawlet dût rester à jamais discrédité : il est hors de doute qu'il s'acquitta dignement de son nouveau rôle qui, malheureusement ne devait pas durer longtemps. Il mourut à Burgos le 22 octobre, et si l'hypothèse est juste, encore sous le harnais, comme directeur de l'Hôpital de San Juan et sans doute dans l'hôpital même, auquel il s'était dévoué avec tant d'ardeur pendant les derniers mois de sa vie.

Quelque satisfaisante que paraisse cette théorie, et bien que nous voulions l'adopter, nous ne pouvons lui donner trop de crédulité.



Pendant les années fatales de 1808 et 1809, Burgos fut pillée dans tous les coins, et les droits de propriété furent subordonnés aux nécessités du moment.

Murat, Duque de Berg, arriva dans Burgos le 13 mars 1808 pour prendre le commandement des troupes françaises ; les généraux qui lui succédèrent furent Bessières, Merle, Lassalle et Thiébault. Les première et deuxième divisions de l'armée espagnole atteignirent Burgos le 7 et le 9 novembre respectivement (1808), de sorte qu'il y avait alors à Burgos 12.000 soldats espagnols et 1.200 cavaliers. Le 10 novembre le général espagnol, fort imprudemment, engage une bataille dans la plaine de Jamoal contre 40.000 Français commandés par Napoléon lui-même. Les Espagnols furent vaincus avec de grosses pertes : la ville de Burgos fut saccagée. Napoléon entra dans la ville silencieuse et abandonnée par tous les habitants, et y établit son « cuartel général ». Il semble qu'en 1808 Burgos eût quelque 230.000 habitants. Dans la ville se trouvait l'ancien Couvent de San Augustin ; les soldats Français le détruisirent et transformèrent l'église en une caserne pour la cavalerie.

Comme nous avons déjà dit, le général Thiébault se résolut d'inaugurer à Burgos un nouveau régime, et nous avons parlé de son Hôpital Modèle. Il avait un autre grand projet : l'établissement d'un cimetière général qu'il voulait faire placer dans les jardins de l'ancien Couvent des Augustins.

Dans le gros volume in-folio conservé dans l'Eglise paroissiale de San Gil, sous la date du 11 février 1809, se trouve cette référence spécifique :

« El Jardin que esta enfrente del Convento que fué de Augustinos se destina pa va todos las sepulturas en la ciudad »¹.

Dans le même folio² est une référence relative à des instructions données par Joseph Bonaparte, à savoir, que les enterrements devaient être faits « sans solennité » et avec une très courte cérémonie religieuse. Sans doute un grand nombre de personnes sont mortes à Burgos au cours de l'année 1809. Une recherche faite dans les Archives de l'Hôtel-de-Ville a amené la découverte d'un deuxième document, bien qu'en général toutes les pièces relatives aux années de l'occupation française aient disparu ; sans doute elles ont été détruites par les nombreux incendies qui se sont déclarées alors à Burgos ; l'Hôtel-de-Ville actuel ne date que de 1870 à peu près. Le document que nous avons trouvé, dans les Archives de l'Ayuntamiento, est la « Lista de Actos » du Junta Municipal commençant en 1808 et finissant en juin 1809.

Dans ce document, qui est un in-folio, nous trouvons sous la date du « 25 Mayo 1809 » la référence suivante au « Cementerio General » ouvert par l'ordre du général Thiébault dans les jardins du Couvent de San Augustin, maintenant démoli :

« Lo segunda que sobre conseguin la Donacion esta Huerta que sirve el Cementerio en frente de San Au-

1. *Libro de Acuerdos, y Nombramientos de Oficios de la Universidad y Clero de esta Ciudad de Burgos, que empezo en lunes de Noviembre, del Año 1789*, p. 289. San Gil. Burgos.

2. *Ibid.*, p. 280.

gustin tiene hecha representacion a S.M. » et seq...¹

L'établissement de ce cimetière général amena la suppression d'enterrements dans les églises de la cité. Ce règlement devait entrer en vigueur à partir de la fin de janvier 1809. Il semblerait donc que tous les enterrements faits pendant l'année 1809 eussent eu lieu dans ce nouveau cimetière. Le « Libro de defunciones » (1809) de la paroisse de San Lesmes nous confirme dans cette impression². Nous voyons que dans tous les cas, sauf un, l'enterrement a eu lieu dans le « Cementerio general, que es en frente del convento de los Augustinos ».

Malgré des recherches très consciencieuses faites aux Archives de Burgos, rien n'a été découvert sur la mort de Pawlet. Ce fait soutient quelque peu la deuxième théorie à savoir que Pawlet n'est mort qu'en 1809, puisque quoique la cité de Burgos fût dans un état pitoyable à la fin de 1808, il faut rappeler que Pawlet était bon catholique et un homme de quelque importance, malgré son grand âge. Sans doute il aurait reçu un enterrement catholique dont l'indication doit se trouver dans les Archives des églises paroissiales de Burgos. Mais cette information nous manque.

Fleuris Pawlet est donc mort le 22 octobre 1809, mais le Libro de defunciones ne fait aucune mention ni de sa mort ni de son enterrement. L'hôpital était alors entre les mains des autorités militaires françaises et il n'existe dans la paroisse aucune liste de ceux qui y sont morts pendant l'année 1809, bien que le Libro de defunciones renferme les noms de deux soldats français pour qui l'on célébra un service d'enterrement dans l'église de San Lesmes, mais si Pawlet est mort en 1809 il est hors de doute qu'il fut enterré dans le nouveau « Cementerio general », probablement le jour suivant sa mort. Il fut enterré dans un cimetière qui depuis longtemps ne sert plus et qui est aujourd'hui l'em-

1. Folio 139, vuelta.

2. « Libro en donde se sientan las Clausulas e Finadas y Sepultados en la Iglesia de San Lesmes de Burgos que da principio en primero de Julio de este ano 1778 ». La dernière référence est du 1^{er} janvier 1832 ; on se souviendra que St. Lesmes était l'église paroissiale pour l'hôpital San Juan.

placement d'usines et d'entrepôts ; tout monument, toute inscription, ont depuis longtemps disparu. Le cimetière tomba en désuétude après l'établissement du nouveau « *Cementerio Antigua* » dont le terrain fut laissé à la ville en 1833. Mais on peut encore distinguer l'endroit où se trouvait autrefois le « *Cementerio general* » ; ceux qui passent indifférents ne le remarquent pas ; nous qui, pendant longtemps, avons vécu avec le chevalier Pawlet, nous nous y arrêtons pour nous recueillir.

L'emplacement se trouve au sud-ouest de la cité, à environ 2 km. de la Cathédrale de de la Plaza de Vega, qui au temps de la guerre de l'Indépendance, était la pleine campagne. Le cimetière est entouré encore par les anciens murs, mais le terrain est presque entièrement occupé par des bâtiments modernes entre lesquels sont clairsemés quelques jardins potagers et des espaces libres. D'un côté se trouvent « *L'hôpital Provincial* » moderne et une grande école, de l'autre un couvent de nonnes trinitariennes ; sur le reste du terrain se trouvent des maisons et des habitations d'ouvriers. Toute trace de monuments, de pierres tombales, s'il y en avait jamais, est évanouie, de sorte que nous ne pouvons dire l'endroit précis où Pawlet fut enterré. Même dans la mort il semble s'être esquivé à nos tentatives les plus obstinées pour trouver des renseignements.

Si l'année 1809 est la date du décès d'après tous les témoignages contemporains, d'après les références les plus sûres, les cendres du chevalier Fleuris de Pawlet doivent reposer quelque part sous le sol à l'intérieur de ces murs de la « *huerta* », ou du jardin de l'ancien monastère des Frères Augustins, quelque deux kilomètres au sud-ouest de la Cathédrale de Burgos, sur la route de Madrid, où si les ordres donnés par le roi Joseph Bonaparte et par son général Thiébault furent respectés, il fut enterré, avec peu de faste, le 23 octobre 1809.

Si au contraire il est mort au mois de décembre 1808, toute évidence manque pour nous éclaircir sur l'endroit où il est enterré.



Enfin il faut considérer les quelques documents par suite desquels nous avons été forcés de faire ces recherches à Burgos et qui sont la cause de cette discussion détaillée.

Nous revenons aux Archives Nationales pour les derniers détails sur Pawlet. La première pièce est d'un intérêt tout à fait particulier pour nous ; c'est la réclamation par les héritiers de Pawlet de l'acceptation de son testament.

« Par testament fait à Burgos (Espagne), le 22 octobre 1808, en présence des autorités militaires locales, M. Fleury Pawlet, économe de l'hôpital militaire de la Concepcion établi à Burgos, a institué pour son légataire universel André Perrin âgé de 8 ans, fils du dit André Perrin, réclamant »¹. Un acte de notoriété du 28 mai 1810 établit les droits du fils Perrin à la succession et le reconnut pour seul héritier de M. le Chevalier de Pawlet².

Perrin se mit en mouvement pour essayer de lui faire attribuer ce qui lui était dû ; il adressa une lettre à Aubert l'architecte des Domaines, le 28 août 1810... « Il fut arrêté que Pawlet recevrait une certaine somme pour les matériaux. Le paiement ayant été suspendu, M. de Pawlet fut en Espagne l'année passée, pour occuper une place de directeur³ à l'hôpital militaire de la Concepcion à Burgos, à peine fut-il en fonction qu'il mourut » Il disposa de tous ses biens, présent et avenir, en faveur du jeune André Perrin, âgé de 8 ans ; « après avoir dicté son testament il fit renfermer son or, ses effets, ses papiers, dans un portemanteau de cuir, y fit mettre les scellés, ordonna que l'on fût tenir le portemanteau à Paris au père du jeune enfant.

1. Nous avons trouvé aux Archives Nationales dans la série F. 17. 1370, dossier IV, des certificats de baptême (copies) des enfants entrant à l'école de Pawlet. Parmi ces certificats se trouve celui d'un certain Pierre Perrin, né le 5 octobre 1772 : la pièce, numérotée 235, porte la date du 14 avril 1783. N'est-il pas très probable que ce fût là le même Perrin, qui était le père d'André, l'héritier de Pawlet ou au moins un parent ?

2. A. S., DQ.¹⁰ 404, p. 1.

3. Nous disons tantôt « directeur », tantôt « économe ».

Après sa mort, on déchire les scellés, on ne respecte rien, on s'empare de l'or, des effets, des papiers et l'on combine des moyens pour m'écrire que le dépôt avait été enlevé », mais, poursuit Perrin, « j'ai entre mes mains la copie du testament... du défunt, son extrait mortuaire, et autres papiers »¹. Ainsi Perrin, qui comme nous allons voir, était un ancien employé du Trésor Public, réclame deux choses, l'or et les effets de Pawlet, sans doute disparus après sa mort, et le prix résultant de la vente des matériaux à l'Etoile. Il va sans dire que, d'après le décret du 28 brumaire an XIV, Pawlet n'avait le droit à rien du tout, mais cela n'était pas pour inquiéter un homme comme Pawlet. Aubert répondit à Perrin, le 6 décembre 1810, que la démolition avait été entreprise par ordre du gouvernement, que l'adjudication avait eu lieu au profit du Sieur Jannicault moyennant la somme de 9.850 francs, laquelle somme il avait versée dans la caisse du Domaine².

Tout semblait bien fini, et, en effet, pendant trois ans et demi, on n'entend plus rien sur la succession Pawlet. Mais, en 1814, Perrin se résolut de faire encore un essai, et adressa une pétition au Roi le 28 mai 1814³.

« Sire,

« Il n'appartient qu'à votre Majesté de rendre nul un arrêté qui a été pris sous Bonaparte. Tout homme qui avait eu le bonheur d'attirer l'attention de Louis XVI méritait l'improbation; elle a frappé sur le Chevalier de Pawlet qui s'est rendu mémorable par son institution ou Ecole des Orphelins Militaires. Il fit le vœu de rester célibataire avec 50.000 l. et il devint le père des fils d'anciens officiers et militaires de tout grade.

« Louis XVI voulut voir le fondateur de cette institution et l'honora de l'accueil le plus flatteur. Le Chevalier forma le projet d'élever un bâtiment à l'Etoile de Chaillot, hors

1. A. S. DQ.¹⁰ 404, p. 4.

2. *Ibid*, pièce 184.

3. *Ibid*, pièce 3.

et près la barrière. Le roi fit donner au chevalier 6 arpens de terrain sur lequel il fit commencer le bâtiment ; il avait déjà payé de ses propres fonds 80.000 l. La principale entrée attirait les regards du public. Il fut suspendu par la Révolution et le Chevalier obligé de fuir pour se soustraire à la persécution et sans pouvoir prendre avec lui ses papiers ni vêtements. Il ne reparut en France que du temps de Bonaparte, où il voit abattre sa maison. Il demande la faculté de vendre lui-même, les matériaux. Au Conseil d'Etat, on interrompt son dessein, on prétend avoir les preuves qu'il lui a été accordé des fonds par Louis XVI, dont on demande la restitution. Il en résulte un arrêté envoyé au Ministre des Finances et en vertu de cet arrêté on prend le terrain donné par Louis XVI et le prix des matériaux monté à 9850 l., tandis qu'il s'était ruiné pendant 16 ans pour soutenir son institution. Il accepte une place de Directeur général d'hôpital militaire à Burgos ; étant tombé malade, il fait un testament en faveur de son fils dont il était le parrain ; il lui lègue son bien... il meurt le 22 décembre 1809. Un passage de ce testament veut qu'on fasse tenir à Paris au père de son jeune héritier son or, son argent monté à 1350 l. Tout a été enlevé, cependant on m'envoie les titres avec une lettre dans laquelle on me dit qu'il ne faut plus compter sur le dépôt. J'écris en Espagne aux autorités pour me plaindre ; je ne reçois point de réponse ; je me présente ensuite au nom de mon fils avec les titres en règle au Commissaire des Finances pour réclamer l'argent des matériaux et des terrains. J'observai que le gouvernement ne voudrait point arracher l'héritage aux mains d'un enfant...

« Sire, je termine,

« Votre Majesté daignerait-elle rétablir dans ses droits l'héritier du Chevalier de Pawlet, droits que l'on a contestés à un enfant qui aurait dû toucher sous l'administration de ce père 9.850 l. provenant des matériaux ou bâtiment qui a été abattu sur le bâtiment de l'Etoile.

« Votre Majesté daignerait-elle encore juger si les 6 arpens

donnés par Louis XVI peuvent être retirés à son jeune héritier. Ces 6 arpens étaient l'emplacement du bâtiment qui a été abattu. Les dons faits par les rois de France ont toujours porté avec eux un caractère si aisé (?) que les héritiers ont joui paisiblement d'âge en âge sous les droits de redevance des terres que l'on avait cultivées sans avoir la moindre inquiétude de les voir retirer. Bonaparte, lui seul a voulu méconnaître les sentimens nobles qui ont animé l'âme des fils de.....de siècle en siècle.

« Sire, je présente mes hommages respectueux, etc...

Signé : Perrin

« Ancien commis du Trésor, vivant d'une pension de 1.000 l. avec 2 autres individus... ».

Si Perrin espérait faire casser le décret de Bonaparte, il se trompait. Pourtant le Ministre des Finances ordonna à Berthault, architecte, et à Ferratier, vérificateur, d'aller sur les lieux, pour dresser un rapport sur la contenance du terrain, sur sa valeur locative et foncière, et déterminer la vérité des affirmations faites par Perrin dans sa pétition ¹. Le résultat de cette enquête fut un décret du Ministre des Finances, le 28 décembre 1814 : « le Ministre des Finances déclare inadmissible la demande de Perrin pour le terrain et pour la restitution des 9850 francs » ². Voilà à peu près tout ce que nous savons sur les derniers jours de Pawlet, encore une histoire lamentable, pleine d'espérances brisées.

* * *

Nombreuses sont les vicissitudes à travers lesquelles nous avons suivi le chevalier Pawlet ; nous l'avons vu soldat, homme de loisir, philanthrope, éducateur, économiste, ultra-royaliste ; un homme de bon cœur mais sévère, s'emportant facilement ; nous l'avons vu chassé de Paris pendant ces

1. A. S. DQ.¹⁰ 404, pièce 185.

2. *Ibid*, pièce 183.

terribles jours de 1792 ; nous avons appris ses souffrances pendant les années amères de la Révolution ; nous l'avons vu réapparaître à Paris, avec la Restauration de l'Ordre, pour essayer de réorganiser son école des Orphelins Militaires ; nous avons assisté à sa déception, à son abattement, à l'écroulement de ses espérances ; nous l'avons vu quitter la France, âgé de 77 ans, pour aller en Espagne, alors plongée dans une guerre acharnée ; nous nous sommes rendu compte combien pour lui une vie d'oisiveté était impossible, car n'est-il pas devenu économiste d'un hôpital à un âge avancé, n'est-il pas même possible qu'il soit devenu directeur d'un grand hôpital nouveau ?

Nous avons appris enfin qu'il mourut sous le harnais comme il l'aurait souhaité : jusqu'à la fin il servit son pays, jusqu'à la fin il se montra un fidèle serviteur de la France.

Qu'un homme d'intérêts si variés, qu'un homme qui avait tant fait pour assister son pays, fût resté presque entièrement ignoré, cela est incroyable. Les grandes écoles de pédagogie, à travers le monde entier, n'ont jamais proféré son nom ; les professeurs d'éducation n'ont pas connu son existence ; pour ce qui est de l'Enseignement Mutuel ils ont continué machinalement à faire honneur à Bell et à Lancaster, sans donner une considération à ceux qui y méritent aussi leur place. On ne saurait les condamner, car, jusqu'à ce jour, l'histoire du chevalier Pawlet a été inconnue. On ne peut guère faire plus d'honneur à la mémoire de Pawlet qu'en rappelant son existence et le rôle qu'il a joué si admirablement dans le « Monitorial System of Education ». A n'importe quel point de vue que nous étudions cet homme, il mérite une place parmi les grandes figures de l'histoire de l'éducation. Il est vrai qu'il ne s'est jamais préoccupé consciemment de la fondation d'un système ; néanmoins, à son insu, il a été le premier exemple d'une méthode à laquelle on n'a guère pensé à attacher son nom.

Quelles que soient les critiques que nous pouvons faire à Pawlet ; quelles que soient les attaques que nous pouvons livrer à ses idées politiques, économiques et pédagogiques,

l'homme reste toujours un Français digne de notre attention. En donnant ce livre au public, l'auteur sent qu'il dévoile pour la première fois toute l'histoire d'un homme remarquable et il espère que ceux qui liront ce volume ne le trouveront pas dénué de tout intérêt. « Heureux le pays qui a donné naissance à un tel citoyen! » ¹ — nous voudrions ajouter : « malheureuse la postérité qui l'a oublié! ».

1. Pictet de Rochemont.

Vu et approuvé :
PARIS, le 4 décembre 1934.
Le Doyen de la Faculté des Lettres,
H. DELACROIX

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,

S. CHARLÉTY

TABLE ALPHABETIQUE

A

Ackermann	46
d'Adhemar, (Comtesse de)	92
Afrique	36
Aldgate, école de	32-3
Alix, citoyen	139
Allemagne	30, 36, 173
Allen, William	53
Amelot	13, 93-4
d'Anger, citoyen	139
d'Angivilliers (Comte de)	210, 211, 213, 215-8, 228, 230
Angleterre	31-2, 35-6, 38, 42, 199
Antigoa	36
Antoine	98
Appert	28-9
l'Arlanzon	254
Arsenal, caserne de	100
Arquell, chevalier de ...	109
Ascham	64
Assas, chevalier de	114
Athènes	42
Aubert, l'abbé	169
Aubert, architecte	225, 270
Audoin	138
Australie	36

B

Balmes	256
Banque de Secours	181, 197-8
Barre, M.	89
Barrière de Sèvres	14
Barrington, école de	33, 49
Baudouin, imprimeur ...	180
Bayard	91
Bedford, (duc de)	36
Belgique	199
Bell, Dr Andrew	9, 10, 22-3 26, 31-8, 46-9, 51, 54, 57-8.
Bernard, Sir Thomas	33, 49

Bernay, Diego de	260
Berthault	273
Berthier	230
Bessières, général	266
Black (marquis de)	70, 72
Boislorette l'abbé, ..	110-1, 166, 178
Bonaparte, Joseph	266, 269
Bonne-Espérance, cap de	36
Bombay, gouvernement de	32
Boston	31
Borteau	229
Bouchers, chemin des	210, 211, 217.
Bouchotte	148-50
Bouillet	89, 90
Boulainvilliers, (marquis de)	105
Boulogne, Bois de	14, 207, 208, 210
Bourbon, quay de	73
Bourdon, Léonard	150, 152
Bourg-l'abbé, rue de ...	136
Brevet	71
Briand, librairie	168, 170
Briggs, Dr	32
Brinsly, John	39
British and Foreign School Society	36
British Museum	15, 106-8
Bruyant, M.	89
Bungay, école de	39
Burgos	253-274
Buros M.	89
Burt, Dr	40

C

Calcutta	36
Calonne	13-4, 95, 207, 236
Calvo, Lain	254
Cambridge, université de	36
Canada	36
Cantwell	103

Caserne des Gardes	
Françaises	14
Castille	257
Célestins, couvent de ...	99
Cementerio General,	
Burgos	267-8
Cementerio Antigua,	
Burgos	269
Cesay	24
Chabrol, (baron de) ...	25
Chaillot .. 14, 98-9, 207-8,	223-4, 234
	242-9, 271
Châlons-sur-Marne	157
Chalotais, la	47
Champs-Elisées	210
Chardon	231, 241
Charité, écoles de	29
Charleston	31
Charles Quint, Empereur	254
Chauvet, F-S	138
Choron	24
Cicéron	37
Cid	254
Cincinnati	31
Clarke	32
Club des Amis de la Paix	171, 178-180
Comenius, John	38-40
Cintribution, système de	198-201
Cook	41
Cornette	70-72
Corse	36
Corston, William	32-3
Cortes de Cadiz	257
Corvées, suppression de	190
Crouzet, Pierre	152-3, 157-8

D

Danemark ..-.....	36
Danger, M.	121
Daunou	134, 137, 150
David, veuve	146, 223, 226
Descartes	19
Desilles, chevalier de ...	114, 117
Desursins	104
Didactica Magna	37
Dortan	73
Dumoutry, Mlle ...	211, 217, 222
Dunn	31
Dupin	133
Dupuis, dame	228
Duras, (duchesse de) ..	24

E

Ecosse	36
Edinburgh Review ...	47
Egmore	31-2
Elèves de la Patrie,	
Ecole de	152-3
Elèves. noms de, à	
Popincourt	159-162
Espagne	253-274
Etat des enfants de	
l'Ecole	86-8, 130-2
Etats-Unis	31, 36
Etoile	64, 97-8

F

Fallofield	32
Farnham	25
Ferratier	273
Foch, avenue	207
Fontevrault	105
Forster	23
Fort Saint-Georges ...	32
Fort William	32
Fox	23
Frères de Charité	28-9
Frères des Ecoles Chré-	
tiennes	46
Friedland, Valentin ...	38

G

Garat	133
Gardes du Roi	110, 113-5
Gardes Nationales ...	175
Gassicourt	259, 265
Gaudin	243-4
Gauthier	24
Gazette de France	169
Gentil ... 228-9, 241-2 244-5,	247-8
Georget, Benoist	89
Gilbert	224
Gilleron	212
Goldberg, école de	38, 59
Gomard	24
Gonzalés, Fernan	254
Gorsac	124
Grandjean ... 123, 134, 138,	154,
	233-4, 239
Guédon, Alexandre	
Antoine	69, 72
Guibert, (Comtesse de) .	105
Guide des amateurs à	
Paris	14

Guillaume 4, 5, 9, 11,
16, 22, 74, 91, 95-7, 106, 136,
134, 150
Guillaumot 216-8
Guimp, de 47
Guizot 19

H

Hamel 22
Henry 88, 92
Herbault 46
Hobart 32
Hollande 30
Home 41
Hoole, Charles 39, 40
Horne 41
Hôpitaux de Burgos 262-70
Hôpital de la Concepcion .. 254-6,
260-4, 269, 270
Hôpital Modèle 258-9
Hôpital de San Juan .. 260-7
Hospice des Enfants
Trouvés 88, 92
Hottentots 36

I

Indes 32, 36-7
Institut américain d'ins-
truction 35
Invalides, Hôtel des ... 73-4, 79,
101, 103, 236
Irlande 36

J

Jackson, M. 23
Jamoal, bataille de 266
Jannicault 247, 249, 271
Jeune-Français, Ecole de 150, 152-3
157
Jésuites 19, 27, 47, 169
Journal des Amis de la
Paix 171, 179
Journal anglais d'édu-
cation 31, 57
Journal des Beaux Arts .. 165, 169
Journal d'éducation 10, 26, 70
Journal général de
France 169
Journal de Genève 10, 14, 28,
49, 52 105
Journal de Littérature
des Sciences et des
Arts 165, 169, 194

Journal de Paris 169
Journal des prisons etc... 29
Journal des Savants ... 169, 170
Journal du Tour conti-
nental de Dr Bell... 23
Journal de Trévoux .. 165, 169, 170
Juillet de Saint-Georges 42

K

Keatinge 38
Kendal 32-3
Kirby 41
Kléber, avenue 208

L

Labarre 89, 225
Laborde ... 10, 14, 21, 24-5, 28, 37
Lachenaye 228
Lacombe 168
Lakanal 138, 149, 151
Lambert 217
Lancaster ... 9, 10, 22-4 26, 30-3,
35-8, 46-9, 51, 53,
56-8, 62
La Pitié 46, 86, 91
Larboultrie 104
Lasnier 121
Lassalle, général 266
Lasteyrie 24
Latude 259, 264-6
Laud, archevêque 41
Laurent 133
Laurie 38
Lavard, Cyalis 244
Lechoulteux-de-Monay . 105
Legriel 104
Leipzig 38
Leo, M. 23
Leroux-Cesbron 4, 105, 223
Liancourt 1, 11, 15, 65, 149,
150-4, 157-8
Liège, M. 233
Liegnitz 38
Lienhard, Mme 63
Lisbonne 36
Locke 19
Londres 36
Loterie de l'école mili-
taire 13
Louis XIV 42
Louis XVI 1, 28, 63, 72, 232,
271-2
Ludus Literarius 38
Luther 39

Lycurgue	37
Lyon	69

M

Macbride, M.	23
Macdonald, duc de Tarente 20, 26, 70, 150, 261	
Madras 23, 31-2, 34-5, 47	
Madrid	264
Maintenon, Mme de 42-4, 130	
Malabar	37
Martin	153
Martin des Champs	157
Martin, Fleuris	69
Massieu	150
Mélancton	38
Menant	133
Merle, général	266
Michaud	103
Midi, Blvd. du	249
Migre	228
Milices 181-191, 202	
Mitchel, John	224-6
Moniteurs	35
Monroe	31
Montaigne	19
Montesquieu, l'abbé de 25, 178	
Morier, M.	23
Morveau, Guyton de ..	259
Murat, Duque de Berg .	265

N

Naples	36
Napoléon 254, 257, 261, 266	
Naury, M.	246
Nesmond, Evêque de Bayeux	45
Neuilly 207, 212, 224, 226, 231, 241	
New-York	31
Nichols, Samuel	32
Nicolle	10

O

Oratoriens	19
Oxford, université de ..	36

P

Pache	151
P ges du Roi	183

Palastre	103
Palural	148
Panthéon, le	146
Paris, avenue de	234
Paroissiale, Ecole de ...	45
Passy	248
Paulet, Jeanne Mary ...	69, 70
Paulet, Pierre	69, 70, 72
Pauquet	211, 217, 22
Perras	133
Perrin, André	270-273
Perrin, Pierre	269
Pestalozzi	46
Petit	246, 249
Philoponus	39
Pialut	229-231
Place, Francis	52
Plaichard	152
Plantade	230-1
Plutarque	37, 62
Pompe à feu, Barrière de	245, 248
Popeson	39
Popincourt 14, 56, 61, 64-5, 99, 100, 119, 121-2	
Potenger, Dr	40
Potenger, John	40
Prefectorial System	40, 53
Préville	105
Public Schools, d'Angleterre	40, 53, 59
Pupil teaching	40
Puységur, de	236

Q

Quarterly	47
Quintilien	37

R

Régie de Postes	186, 195
Reine, Cavalerie de la .	71-3
Renou	116
Repository de Londres. 10, 14, 48-9, 52, 54, 95	
Revue Pédagogique	9, 11
Ribaut	133
Rochefoucauld-Liancourt, (duc de), ... 65, 149, 151, 157	
Rochemont, Pictet de . 14, 52, 57, 60, 64, 95, 97, 274	
Rolland	134, 136
Rollin	42
Rothman, Mrs	47
Roule, Barrière de	245

Rousseau	19
Ruménil	217
Russie	36

S

Saint-Andrews, université de	31
Saint-Antoine, faubourg	135
Saint-Botolph, Ecole de charité de	32
Saint-Cyr, Ecole de .. 42, 44, 54, 130	
Saint-Germain, (Comte de)	12
Saint-Louis, île de	73
Saint-Nizier, paroisse de	69
Salle, J-B de la	45-6
Salmon, David	31
Salva, Anselmo	254
San-Augustin, Couvent de .. 266-7, 269	
San-Gil, Eglise de	257, 267
San-Lesmes, paroisse de .. 264, 267-8	
Sargeant	41
Saunders	32
Schneider	133
Scoppa, l'abbé	36
Ségovie	254
Séguir, Maréchal de .. 13-4. 91, 93-4, 96	
Senatus-Consulte ... 234, 237-8 240	
Sénèque	37
Sèvres, rue de	96, 99
Shore, Sir John	32
Sierre Leone	36
Silésie	38
Simancas	254
Sironval	123, 132 3 135-7.
Société de Jésus	19, 46
Société pour l'instruction élémentaire	26, 29
Sombrueil	103
Sondumarais	224, 226, 230
Southey, Robert	23, 33, 47
Southwark, Ecole de ..	32
Spondeus	39
Stanz	47
Strasbourg	38
Sturge	23
Sturm, John	38
Suchet 65, 104, 122, 124-5, 129, 134, 142, 148-9, 154-8, 233	

Suède	36
Suisse, gouvernement ..	36

T

Temple, section du	177
Terry	41
Tersac	104
Testament de Pawlet ..	270
Thévenot, rue	136
Thibault, Jacques	261
Thiébault, général 257-8, 261-7, 269	
Thiery	14, 95, 97
Thuilleries	209
Trimmer, Mrs Sarah ...	47
Triomphe, Arc de	245-6, 249
Trotzendorf	38, 59
Tuilleries	209
Turgot	193

V

Vallé, Pietro della	37
Vareille, Compagnie de ..	71-3
Varsovie	36
Venet, chevalier de	100
Verney, Ralph	41
Versailles	42, 110, 152-3
Vincennes, Bois de 11-13, 20, 52, 73-4, 92	
Volontaires du Génie	192
Volontaires François ..	183-5

W

Wallas, Graham	52
Warnet	122
Watson, Foster	39
Westminster	41
Wimpfeling	38
Winchester	40, 42, 49
Wittenberge	38
Wolley	31
Wykeham	40-1
Wykehamist	40

Y

Yverdon	46-7
---------------	------

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE D'AUTEUR	1-6
INTRODUCTION	9-16

PREMIÈRE PARTIE

HISTOIRE DE L'ENSEIGNEMENT MUTUEL PLACE DE PAWLET

L'éducation en France vers 1770	19-20
Pawlet se trouva éducateur : l'organisation de son Ecole des Orphelins Militaires	20-21
Bell et Lancaster et le monitorial System of education	21-23
Le système est introduit en France, 1814	23-26
La Société pour l'instruction élémentaire	26
L'article du Maréchal Macdonald	26-28
Laborde	28
L'enseignement mutuel en France, 1814-30	28-31
Bell aux Indes	31-32
Le système est introduit en Angleterre : Lancaster s'intéresse au système	32-35
British and Foreign School Society :	36
Histoire de la méthode d'enseignement mutuel	37-47
Plutarque, Lycorgue, Quintilien, Cicéron et Sénèque	37
John Comenius, Valentin Friedland, John Sturm	38
Thomas Popeson, John Brinsly	39
Charles Hoole, Public Schools d'Angleterre, Winchester	40
Westminster	41
M ^{me} de Maintenon à Saint-Cyr	42-44
Les vieilles écoles de la France, les écoles paroissiales	44-45
Démia du diocèse de Lyon, Nesmond évêque de Bayeux	45
J.B. de la Salle, Herbault, la Société de Jésus, Pestalozzi	46
Pestalozzi, La Chalotais de Rennes	47
Citation de la Edinburgh Review	47-48
Bell et Lancaster et la découverte du système	48-49
La description de l'école de Pawlet dans <i>The Repository</i> de Londres ..	49-52
La description de l'école dans le <i>Journal de Genève</i>	52
Une analyse du système de Pawlet et de l'organisation de l'Ecole des Orphelins Militaires :	52-63
Pawlet veut construire un bâtiment à l'Etoile qui devait tenir 800 enfants	63-65

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

PAWLET ET L'ÉCOLE DES ORPHELINS MILITAIRES ... 69-119

La naissance de Pawlet	69
L'orthographe de son nom et son titre	70-72
Pawlet dans l'armée	72-73
Pawlet habitait le quay de Bourbon	73
Mémoire contenant les circonstances qui ont donné naissance à l'Ecole dite des Orphelins Militaires	73-74
Observations sur l'Ecole des Orphelins Militaires, écrit par Pawlet ..	74-79
Un autre mémoire du même titre	79-80
Les idées pédagogiques de Pawlet	80-82
Fragment d'une lettre de Pawlet	82-84
L'art dramatique à l'école de Pawlet	84-86
L'état des enfants chez Pawlet en 1778	86
L'état des enfants chez Pawlet en 1780	87-88
L'état financier de Pawlet	89-91
Le nombre d'enfants à l'Ecole des Orphelins militaires	91-92
Pawlet sollicite le secours du gouvernement pour l'Ecole	92-98
Antoine ordonne la suspension des travaux à l'Etoile, le 11 juillet 1789 ..	98
Les locaux de l'Ecole	99-101
Pawlet avait une difficulté constante à obtenir le secours annuel ...	101-102
Le caractère de Pawlet	102-106
Pawlet d'un esprit royaliste; Adresse à l'Assemblée Nationale : ..	106-107
Pawlet, pétition à l'Assemblée Nationale	108-110
L'imprudence de Pawlet le royaliste; la pétition du 11 juillet 1792 à l'Assemblée Nationale	110-111
Réponse à Boislorette	111-118
Pawlet dût s'enfuir de Paris, août 1792	119

CHAPITRE II

L'ÉCOLE DES ORPHELINS MILITAIRES APRÈS LA FUITE

DE PAWLET EN 1792 121-162

L'Assemblée générale de Popincourt décida de prendre sous sa protection les enfants abandonnés	122
Pétition à l'Assemblée législative, signée par Suchet et Warnet ..	122-123
Les vicissitudes de l'Ecole	123-124
Rapport de Suchet sur l'Ecole de Popincourt, le 20 octobre 1792 ...	125-129
Rapport des commissaires, les noms des enfants à l'Ecole	130-132
Rapport sur la Section de Popincourt, approuvé par le Ministre, le 5 février 1793	133-134
Aperçu du projet concernant la maison d'éducation du ci-devant chevalier Polet, par Sironval	135-136
Séance du mois de mai 1793 du Comité d'Instruction Publique; du samedi 4 mai	137-138
L'état de l'école en 1793	138
Rapport de Grandjean sur l'état de l'école en juillet 1793	138-142
Rapport : Section des citoyens armés de Popincourt, le 12 juillet 1793	143-144

Pétition présentée à la Convention Nationale le 21 juillet 1793	144-148
L'Ecole de Popincourt et l'Ecole de Liancourt	148-154
Pierre Crouzet fut nommé pour diriger la nouvelle école	152-154
Lettre de Suchet, directeur de l'Ecole des Orphelins des Défenseurs de la Patrie	154-155
Rapport de la Commission exécutive de l'Instruction publique ...	155-157
Crouzet arriva à Liancourt	157-158
Les noms des enfants à l'école de Pawlet	159-162

TROISIÈME PARTIE

PAWLET DIRECTEUR DE JOURNAL, HOMME POLITIQUE, ÉCONOMISTE

A. — Le Directeur de journal	165-171
Prospectus du Journal de Littérature, des Sciences et des Arts.	165-168
Vérification du privilège de Pawlet pour le Journal	168-170
Protestation de Pawlet au Garde des Sceaux	170
Pawlet entreprit un deuxième journal : Le Journal des Amis de la Paix	171
B. — L'homme politique	171-180
Pétition de Pawlet à l'Assemblée Nationale ; témoignage du monarchisme de Pawlet : Paris, 11 juillet 1792	172-177
Discours devant l'Assemblée de la Section du Temple, le 7 août 1792	177-178
Club des Amis de la Paix	178-180
C. — L'économiste :	180-202
Pawlet : ouvrage sur l'organisation des milices nationales, adresse à l'Assemblée, 1789 :	180-190
Pawlet : projet de Décret concernant l'entretien des grandes routes et la suppression des corvées	190-194
Pawlet : proposition d'impôt territorial	194-195
Pawlet : proposition d'un impôt sur les consommations	195
Pawlet : système de capitation, ou d'impôt personnel :	195-197
Pawlet : proposition pour prévenir les effets du « dumping »	197
Pawlet : proposition pour une Banque de Secours nationale	197-198
Pawlet : mémoire sur un nouveau système de contribution	198-202

QUATRIÈME PARTIE

L'ÉCOLE A LA BUTTE DE L'ÉTOILE

A. — La butte de l'Etoile avant la Révolution	205-222
Pawlet : mémoire sur l'Ecole des Orphelins Militaires, daté du du 10 juillet 1783	205-206
Lettre de Calonne : question du secours annuel pour l'Ecole	206-207
L'approbation- projet d'arrêt du Conseil : des terrains près de l'Etoile	208-211
Les terrains de la demoiselle Dumoutry et du sieur Pauquet	211-212

Lettre de Pawlet au Comte d'Angivilliers à l'égard des terrains à l'Etoile	211-214
Nouveau projet de l'Intendance général ; comment ce projet affecterait-il celui de Pawlet ?	214-216
Les plans de l'Ecole nouvelle à l'Etoile	217-222
B. — La Butte de l'Etoile après la Révolution	223-249
Rapport sur l'état de la maison de Pawlet, le 27 pluviôse an X	223
John Mitchell voudrait avoir la maison pour en faire une filature de coton	224-226
Affaire de la veuve David, gardienne de la maison	226-227
Le droit de Pawlet au terrain à l'Etoile	227-230
Affaire de Joseph Plantade, gardienne de la maison	230-233
Lettre de Pawlet à Grandjean et aux autres ; il sollicite la remise de ses papiers	233-240
Le Ministre du Trésor public demande l'état actif et passif de Pawlet	240-244
Les bâtiments sur la Butte de l'Etoile	244-249

CINQUIÈME PARTIE

LE CHEVALIER PAWLET EN ESPAGNE 1808

Napoléon entre dans Burgos le 11 novembre 1808	254
Le saccagement de Burgos	254-258
Pawlet à l'hôpital de la Concepcion	255-256
Hôpital modèle de Thiébault	259-260
Hôpital de la Concepcion	260-261
Pawlet et le Maréchal Macdonald	261
Hôpital militaire de Burgos	262-265
Le cimetière général	266-269
Le testament de Pawlet : ses héritiers demandent leurs droits ..	269-273
Le Ministre des Finances déclare inadmissible la demande de Perrin	273
CONCLUSION	273-275

— IMPRIMERIE —

F. BOISSEAU

34, RUE DU TAUR, 34

TOULOUSE

